

LA 175 DE ANI



REVISTA ARHIVELOR

4/2006

I^{ère} couverture:

Publications dédiées à la célébration des 175 ans des Archives Nationales de Roumanie

IV^{ème} couverture:

Fragments de l'exposition anniversaire “Des Archives Nationales de l'Etat aux Archives Nationales”.

ISSN 1453 - 1755

<https://biblioteca-digitala.ro> / <http://arhivelenationale.ro>

ARHIVELE NAȚIONALE ALE ROMÂNIEI

**REVISTA ARHIVELOR
REVUE DES ARCHIVES**

ANUL LXXXIII VOL. LXXI

Nr. 4/2006

Comité de rédaction:

Acad. FLORIN CONSTANTINIU	ADRIAN SILVAN-IONESCU
CORNELIU-MIHAIL LUNGU	MARCEL-DUMITRU CIUCĂ
COSTIN FENEȘAN	MARIA IGNAT
IOAN LĂCĂTUȘU	CARMEN DOBROTĂ
TUDOR RĂȚOI	ALINA PAVELESCU
ION PĂTROIU	FELICIA DIACONU
DRAGOȘ ȘESAN	

Rédacteurs:

MARIA IGNAT
LAURA NEAGU

Assistant rédaction:

FLORICA BUCUR

SOMMAIRE

LES ARCHIVES NATIONALES DE ROUMANIE À 175 ANS (30-31 octobre 2006)

Une brève histoire.....	5
Corneliu-Mihail Lungu, directeur général des Archives Nationales de Roumanie.....	7
Mircea Alexandru, secrétaire d'État au Ministère de l'Administration et des Internes	9
Dan Berindei, vice-président de l'Académie Roumaine	11
Martine de Boisdeffre, directrice de la Direction des Archives de France ..	13
Gheorghe Buzatu, professeur universitaire, Université de Craiova	15
Marcel-Dumitru Ciucă, directeur de la Direction des Archives Nationales Historiques Centrales de Roumanie	20
Tudor Rățoi, directeur général adjoint des Archives Nationales de Roumanie	21
Ioan Lăcătușu, directeur des Archives Départementales de Covasna	24
Ioan Drăgan, directeur des Archives Départementales de Cluj	33
Carmen Dobrotă, présidente de la Fédération des Archivistes de Roumanie	35

THÉORIE ET PRATIQUE ARCHIVISTIQUE

Yusuf Sarinay – Importance of the Prime Ministry Ottoman Archives Regarding the Historical Sources of Romania	38
Hartmut Weber – Archives in a Changing World	45
Loredana Dascăl – L'archiviste: esquisse de portrait	50

DOCUMENTS

Costin Feneşan – Die Adels- und Wappenbriefe der Familie Vancea von Buteasa aus dem 17. Jahrhundert	62
--	----

ÉTUDES D'HISTOIRE

Gheorghe Buzatu – World War II and Romanian Oil	77
Alina Pavelescu – Le Parti Communiste Roumain en quête d'une identité roumaine	97
Mioara Anton – Forgotten Heroes. Extremes on the Civil Spanish War. The Case of Romania. 1936-1938	124
Claudiu-Victor Turcitu – A Hand-Written Copy of the Work "Divan, or the Quarrel Between the Wiseman and the World" (with Notes in Ottoman Turkish) in the National Archives of Romania	134

SCIENCES AUXILIAIRES DE L'HISTOIRE

Ana-Felicia Diaconu – New Information Regarding Romania's Coat of Arms Project Drawn up by Mr. General P. V. Năsturel	143
Н. С. Соболева – Старинные гербы российских городов	153
Ileana-Maria Ratcu – Die Rolle der lateinischen Terminologie in den deutschen Urkunden am Beispiel der siebenbürgischen Urkunden	162

Une brève histoire...

Les Archives de l'Etat furent fondées en Roumanie au moment de la première Loi administrative moderne, les Règlements Organiques, le 1^{er} mai 1831 en Valachie et le 1^{er} janvier 1832 en Moldavie. Les Règlements Organiques ne prévoyaient pas des détails en ce qui concerne l'activité archivistique proprement dite, mais seulement le budget et le numéro d'employés. La période suivante a été marquée par une incertitude méthodologique, mais aussi par l'importante contribution des personnalités comme Gheorghe Asachi, Ion Heliade Rădulescu, Grigore Alexandrescu, Bogdan Petriceicu Hașdeu, représentants du courant révolutionnaire modernisateur de 1848. L'archivistique roumaine connaît une période d'adéquation avec l'archivistique européenne après la première guerre mondiale, avec l'importante contribution de Dimitre Onciul, Constantin Moisil et Aurelian Sacerdoțeanu, puis une époque de fracture après l'application du modèle soviétique après la deuxième guerre mondiale.

Après la chute du communisme, l'archivistique roumaine essaie de renouer ses bonnes traditions et de résoudre les défis du XXI^{ème} siècle...

- **le 1^{er} mai 1831** – la fondation des Archives de la Valachie;
- **le 1^{er} janvier 1832** – la fondation des Archives de la Moldavie;
- **le 4 décembre 1840** – le projet de règlement pour les Archives en ce qui concerne le tri et l'évaluation;
- **1860** – la première publication des Archives de l'Etat, le tome de documents rédigé par P. Teulescu, *Documents historiques*, série première, Bucarest, 1860;
- **le 4 avril 1862** – les Archives sont subordonnées au Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique;
- **le 31 octobre 1862** – après l'union des deux Pays Roumains (la Valachie et la Moldavie), les Archives de Bucarest sont organisées comme une Direction Générale, ayant les Archives de Jassy comme institution subordonnée; on fait la distinction entre les documents à valeur historique et les documents à valeur pratique (en honneur de ce moment, le **31 octobre** est célébré en Roumanie chaque année comme le Jour des Archives);
- **le 24 août 1864** – la sécularisation des biens monastiques a apporté aux Archives de l'Etat un grand nombre de documents de grande valeur historique;
- **le 4 mars 1869** – un nouveau règlement pour l'organisation des Archives de l'Etat prévoit des détails sur les versements des documents «d'intérêt public»;
- **le 11 juillet 1872** – le règlement no. 1236 établit la procédure à suivre pour les versements des documents et aussi pour en faire usage;
- **1876 - 1900** – Bogdan Petriceicu Hașdeu est directeur des Archives de l'Etat;

- **1900 - 1923** – Dimitre Onciul est directeur des Archives;
- **le 14 mars 1920** – la fondation des Archives de l'Etat à Cluj, en Transylvanie;
- **1923 - 1938** – Constantin Moisil est directeur des Archives;
- **le 22 août 1924** – la fondation des Archives de l'Etat à Czernowitz, en Bucovine;
- **1924** – parution du premier numéro de la "Revue des Archives";
- **1925** – la fondation des Archives de l'Etat à Kichinev, en Bucovine;
- **1925** – la première Loi des Archives de l'Etat établit les détails de l'activité archivistique, et confirme l'organisation dans une Direction Générale et quatre directions territoriales (à Jassy, Cluj, Kichinev, Czernowitz), en respectant les nouvelles frontières de la Roumanie après la première guerre mondiale; la nouvelle loi prévoit le droit de contrôle des archives publiques et le droit d'expertise en vue d'évaluer et de trier les documents;
- **1938 - 1953** – Aurelian Sacerdoțeanu est directeur des Archives;
- **le 25 janvier 1951** – Décret no. 17 du Conseil des Ministres de la République Populaire Roumaine par lequel la Direction Générale des Archives de l'Etat revient dans la subordination du Ministère des Affaires Internes;
- **le 16 juin 1951** – Décision du Conseil des Ministres no. 472 concernant les attributions et les normes de fonctionnement de la Direction des Archives de l'Etat selon le modèle soviétique;
- **le 17 juillet 1957** – Décret concernant la fondation du Fonds Archivistique d'Etat;
- **1971** – Décret par lequel on établit le concept de Fonds Archivistique National, plus large que celui de Fonds Archivistique d'Etat, inclut non seulement les documents produits par les organisations d'Etat, mais aussi les documents créés par les organisations citoyennes, par des cultes religieux et des personnes privées;
- **Après 1989**, l'activité des Archives Nationales est fortement troublée par la grande quantité de documents provenant de nombreux institutions qui ont cessé leur activité;
- **le 9 avril 1996** – la première Loi des Archives Nationales après la chute du communisme redonne à l'activité des Archives Nationales le respect des droits individuels des citoyens;
- **le 31 octobre 2006** – au seuil de l'admission de la Roumanie dans l'Union Européenne, les Archives Nationales de Roumanie célèbrent leur 175^{ième} anniversaire, en présence des invités étrangers représentant le Conseil International des Archives, la France, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Turquie, la République Tchèque, la Serbie et la Macédoine.

CORNELIU-MIHAIL LUNGU

Directeur général des Archives Nationales de Roumanie

Chers invités,
Chers collègues,
Mesdames et messieurs,

C'est une grande honneur pour notre communauté professionnelle, celle des archivistes roumains, le fait que vous nous avez rejoint dans ce moment tellement important pour nous!



Les Archives Nationales de Roumanie fêtent cette année 175 ans d'activité.

"Aussi anciennes que l'Etat lui-même", selon les dires d'Aurelian Sacerdoțeanu – une des plus importantes personnalités qui ont dirigé notre institution – les Archives roumaines ont parcouru durant leur existence une vie parsemée d'obstacles, de même que l'histoire nationale même de notre pays.

Les occupations étrangères répétées, les deux guerres mondiales et, sans être au dernier plan, les actions des régimes politiques extrêmement durs ont mis souvent la communauté archivistique roumaine devant la nécessité d'utiliser leurs habiletés professionnelles au plus haut degré en défendant le trésor documentaire hérité de nos ancêtres pour le conserver.

Les résultats obtenus légitiment entièrement cet effort: au début du millénaire, les documents produits par les chancelleries des grands voïvodes roumains: Mircea le Vieux, Vlad l'Empaleur, Etienne le Grand, Michel le Brave témoignent la permanence de la civilisation et de la culture roumaine en Europe.

Durant les 175 ans d'existence institutionnelle, la tradition archivistique roumaine s'est constituée en communication directe avec l'évolution de l'archivistique européenne. La contribution de l'Ecole archivistique roumaine au développement de la théorie et la pratique de spécialité est prouvée par les nombreux œuvres, revues, études et articles publiés durant le dernier siècle et demi. La publication des instruments de recherche, des albums de paléographie,

des collections de documents destinés à soutenir la recherche historique constituent depuis longtemps une préoccupation importante de la communauté archivistique roumaine. Des générations successives d'archivistes ont participé avec passion et compétence à l'œuvre de promouvoir la culture roumaine en Roumanie comme à l'étranger.

Dans chacune des étapes parcourues, les Archives Nationales de Roumanie ont toujours été "branchés" aux réalités et à l'évolution de la société roumaine.

Chacun des points tournants de l'histoire nationale de la Roumanie a été suivi par une re-évaluation du place et du rôle de l'institution des Archives dans l'ensemble de l'organisme social. Durant les périodes de paix et de prospérité, les Archives ont été un des facteurs décisifs du progrès de la culture nationale ; dans les périodes – malheureusement, plus nombreux – de rupture brutale, de transformations forcées et de crise identitaire, les Archives ont été un des bastions de défense des traditions et de l'héritage culturel roumain, élément de continuité et de conservation de la mémoire nationale à l'abri des vicissitudes passagères.

Au moment précédant l'intégration européenne, la Roumanie vit aujourd'hui un moment de transformation sociale et institutionnelle, moment que nous désirons être le début d'une nouvelle période de prospérité et de progrès culturel. Les Archives Nationales de Roumanie sont un participant actif à ce processus de renouvellement. L'institution des Archives Nationales de Roumanie fait des efforts pour maintenir un contact permanent avec le public bénéficiaire de ses services, pour moderniser tous les types de services qu'on offre au public, en essayant d'offrir les plus adéquates réponses aux provocations et aux exigences d'une société moderne et dynamique.

Pourtant, la société roumaine, récemment sortie de cette expérience traumatique du totalitarisme communiste, la société roumaine passe par une étape difficile de redéfinition de l'identité.

Les traumatismes du passé récent, reflétés par la mémoire encore confuse de ce passé et dans ses projections beaucoup plus souvent tumultueuses sur le présent, ont récemment situé les Archives Nationales au centre d'un débat dont l'actualité on ne peut pas ignorer, mais dont la tendance de domination de l'espace publique ne doit pas détourner les archivistes de leur mission essentielle: la préservation et la valorisation de l'histoire nationale, tous les documents importants de cette histoire, le patrimoine entier de documents qui reflète le passage de la nation roumaine à travers les siècles.

C'est pour cela que nous trouvons important que les Archives Nationales restent impliqués dans un effort constant de maintenir devant l'attention du public roumain – particulièrement le public jeune – les moments essentiels de la construction de l'identité nationale roumaine, de promouvoir les grandes repères

politiques, sociaux et culturels qui marquent l'histoire de la Roumanie et, en même temps, constitue le fondement de notre intégration digne, légitime dans la spiritualité européenne.

La mission culturelle des Archives devient, dans le contexte de notre adhésion à l'UE, d'autant plus importantes que ce cadre généreux offre en même temps et l'opportunité de la création de nouveaux ponts culturels entre les nations européennes, d'amélioration de la communication et, implicitement, de la connaissance réciproque. Dans cette perspective, les Archives Nationales de la Roumanie, à côté des institutions similaires des Etats de l'Europe, sont prêts à assurer le rôle d'acteur engagé de l'intégration des cultures nationales dans le concert européen, de promouvoir les valeurs fondamentales que les nations impliqués dans cet effort collectif veulent mettre au fondement de la nouvelle spiritualité européenne.

MIRCEA ALEXANDRU

Secrétaire d'État au Ministère de l'Administration et des Internes

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes ici, aux Archives Nationales de Roumanie, dans un moment anniversaire que les professionnels de cette institution vivent aujourd'hui avec des émotions légitimes: la fête des 175 ans de la fondation de l'institution.

"L'histoire est le livre fondamental d'une nation", disait, au début du siècle passé, un grand historien roumain. Ici, aux Archives Nationales de Roumanie, l'histoire est chez elle, les actes d'identité du peuple roumain sont gardés avec respect et professionnalisme comme des preuves incontestables de sa contribution à l'histoire et à la culture de l'humanité.

Dans notre approche, ceux qui vivons à l'époque de la globalisation, les Archives sont le l'endroit privilégié dans lequel le passé et le présent joignent leurs mains, et le futur annonce lui aussi sa présence à ce fascinant rencontre. Car, dans le processus de ramasser et de conserver le archives est continu, en transcendant les époques historiques, c'est un héritage que les archivistes d'aujourd'hui reçoivent des archivistes d'hier et transmettent aux archivistes de demain.

De ce point de vue, les Archives sont une institution fondamentale de l'Etat démocratique. Les citoyens de la Roumanie contemporaine soit qu'il s'agit des personnalités qui établissent le chemin de l'évolution, soit qu'il s'agit de simples individus engrenés dans les évolutions quotidiennes de la société

roumaine, mais aussi devant la nécessité de tirer les conclusions des erreurs du passé, se trouvent ici, aux Archives Nationales de Roumanie, devant les leçons de vie que le passé transmet au présent, devant la responsabilité d'atteindre la hauteur des grands fondateurs de la civilisation roumaine, mais aussi devant la nécessité d'apprendre les leçons du passé et de transmettre à nos enfants les connaissances qui leur permettent l'effort d'accomplissement de la nation.



L'institution des Archives est aussi un des piliers essentiels de la consolidation de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans l'Etat roumain contemporain, un des éléments de fonctionnement de cet Etat sans lequel la transparence administrative et la gouvernance efficace resteront des notions caduques. C'est pour cela que l'attention que nous prouvons au processus de

réforme et modernisation des Archives doit être directement proportionnelle avec leur importance dans le mécanisme de l'administration publique roumaine.

Ce n'est pas le hasard qui ait décidé que le moment de la fondation des Archives de l'Etat a coïncidé, il y a 175 ans, avec l'instauration de l'administration roumaine moderne. C'est non plus le hasard qui ait décidé que tout au long de l'histoire tumultueuse de la Roumanie, l'institution des Archives ait survécu malgré les vicissitudes passagères.

Les Archives Nationales sont une institution dont l'existence se confond avec celle de l'Etat lui même, et sous laquelle la notion "Etat" ne peut pas être complète. Dans cette perspective, les Archives Nationales de Roumanie se trouvent – et continueront, sans doute, de se trouver – au milieu de notre histoire nationale, comme une de ces institutions qui légitiment, devant la communauté internationale, mais aussi des Roumains eux mêmes, le droit de cité de la spiritualité roumaine.

Nous adressons aux archivistes d'aujourd'hui les meilleurs vœux dans ce moment anniversaire et nous leur souhaitons de rester toujours à l'hauteur de leur noble mission.

Dan Berindei

Vice-président de l'Académie Roumaine

Chers invités étrangers,
Chers confrères académiques,
Chers collègues et amis archivistes,

Je parle au nom de l'Académie Roumaine, institution qui a fêté elle aussi cette année un très bel âge, 140 ans, et voilà, je salue au nom de notre institution les 175 ans des Archives, de nos Archives, les Archives de l'Etat, des Archives Nationales. Cette salutation n'est pas seulement un symbole de notre étroite collaboration, amitié et existence commune. Disons les choses de leur vrai nom: les historiens ne peuvent pas exister sans les archives! Vous détenez les ressources vivantes de nos œuvres. Vous êtes les détenteurs et en même temps ceux qui offrent, qui traitent et qui nous préparent ces documents sans lesquels nos œuvres auraient été séchés de vie. Il est donc un geste naturel de vous remercier parce que vous existez et parce que vous êtes une institution tellement respectable!

Une autre chose: dans notre pays, où les vicissitudes ont rendu les choses inconstantes non seulement d'une génération à l'autre, d'une décennie à l'autre, mais à peu près d'une année à l'autre, c'est merveilleux de constater qu'une institution existe, qu'elle résiste longtemps.

Nous, les académiciens, nous avons fêté ce printemps les 140 ans d'existence de l'Académie Roumaine, et nous sommes heureux de fêter aujourd'hui votre 175-ème anniversaire et de vous féliciter de tout cœur.

Il y aussi une autre motivation, plus directe: dans un passé plus ou moins lointain, nos collègues ont été présents ici, certains d'entre eux à la tête de cette institution. Je pense à Bogdan Petriceicu Hașdeu, à Dimitre Onciul, que nous avons récemment célébré, je pense aussi à Constantin Moisil, que j'ai eu comme professeur au lycée et qui, pour moi, représente un indélébile souvenir. Je pense donc à tous ceux qui sont partis de l'Académie vers les Archives, en répondant ainsi à vos efforts et en désirant de contribuer à l'accomplissement et au progrès de cette institution.

Quel est votre rôle/destin? Monsieur le ministre a très bien parlé, et je veux en le féliciter, prouvant une bonne compréhension de ceux que signifie et que doit signifier cette institution. Vous êtes l'institution protectrice et conservatrice de la mémoire de ce peuple. Les générations futures ne pourront rien comprendre du passé, de ceux que nous sommes devenus, sans que vous existiez et sans que vous auriez défendu comme vous l'avez fait les fonds de documents du passé.

Mais votre destin n'est pas seulement celui-là, car, en même temps, vous avez aussi su valoriser une partie de ces trésors, vous les avez traités, organisés, vous avez rédigé des catalogues, des guides et parce que vous avez publié une bonne partie, une partie très importante de ces sources inestimables.

Voici le point où notre travail a entrecroisé et rencontré le votre et nous vous en sommes reconnaissants.

J'ai encore une autre raison de vous souhaiter une très longue existence, le fait que, dans notre société si tourmentée, vous représentez un modèle d'organisation et d'ordre. J'ai l'impression que cette petite armée que vous représentez – et ceux présents ici en sont une partie de ses membres – travaille avec dévouement à une œuvre qui mérite d'être accomplie et défendue; mais elle le fait d'une telle manière qu'elle réussit de représenter un modèle pour les autres, parce qu'il y a dans notre société, malheureusement, trop d'indifférence.

Vous êtes une institution sérieuse, institution qui contribue avec efficience à la réalisation de ses objectifs, car il s'agit des objectifs de la société entière. Monsieur le ministre a donné une très bonne définition pour les Archives comme "élément de fonctionnement de l'Etat". Il a raison. Que ferait l'Etat s'il n'avait pas des archives bien organisées derrière son fonctionnement, qui conservent ce qu'il faut conserver et ne pas aliéner?

Je close en disant qu'il y a 63 ans depuis que je suis entré pour la première fois dans les dépôts des Archives de l'Etat, durant le mandat du professeur Aurelian Sacerdoteanu. Je me rappelle aussi que ma seconde étude publiée, ou peut-être la troisième, fut publiée dans la revue "Hrisovul" en 1947. Ce fut également ma dernière étude publiée pour quelque temps, car j'ai été obligé par certaines circonstances à un long silence. Je me sens très lié aux Archives et c'est pour cela que je vous adresse les meilleurs souhaits au nom de l'Académie Roumaine, au nom de la section d'histoire représentée ici par moi et par mes collègues Dinu Giurescu et Ștefan Ștefănescu et ces meilleurs souhaits sont les plus sincères, car je suis tout à fait convaincu que vous pouvez faire mieux. Pour ce que vous avez déjà fait, vous méritez bien la gratitude des Roumains!

Joyeuse anniversaire!

MARTINE DE BOISDEFFRE

Directrice de la Direction des Archives de France
Présidente de la branche européenne (EURBICA)
du Conseil International des Archives

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Vice-Président de l'Académie,
Messieurs les Membres de l'Académie,
Monsieur le Directeur général,
Monsieur le Doyen de la Faculté d'Archivistique,
Messieurs les Professeurs,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de m'écouter, en français, exprimer ma gratitude à Monsieur le Directeur général, au nom du Conseil International des Archives (CIA) que l'on m'a demandé de représenter et en mon nom propre, pour l'invitation faite de nous associer à ce moment de joie qu'est un anniversaire surtout lorsque l'âge atteint est plus que respectable: 175 ans.

Je voudrais ensuite vous dire l'honneur et le bonheur que j'éprouve à me trouver ou plutôt à me retrouver, ici.

Comme française, car nos pays ont noué, depuis de nombreuses décennies déjà, une profonde relation d'amitié. Nos créateurs sont allés continûment d'une capitale à l'autre.

D'illustres Roumains sont venus en France enrichir de leur talent les expressions et les formes les plus variées de l'art de la pensée, d'Enesco à Eugène Ionesco, de la Princesse Bibesco à Elvire Popesco, de Brancusi à Jacques Hérold, sans oublier Cioran ou Mircea Eliade.

Comme directrice des Archives de France, je me rappelle très bien ce printemps 2003 où nos deux institutions ont signé une convention de coopération, en présence de nos ministres respectifs. Prendre part à cet événement d'aujourd'hui s'inscrit, à mes yeux, dans la continuité de cette politique de collaboration. Enfin, comme Présidente de la branche européenne du Conseil International des Archives, dont la Roumanie est membre, je me réjouis d'assister à cet événement qui est important pour les Archives et pour les Archivistes, mais aussi pour les citoyens.

Les Archives en effet ne sont pas la propriété exclusive des archivistes. Elles appartiennent à tous. Elles sont un bien, un patrimoine commun, vous l'avez dit, Monsieur le Ministre, et j'y reviens – elles sont des sources de notre histoire partagée.

Mais les archives sont aussi le fruit, le produit de l'activité de personnes, physiques ou morales, et d'institutions. Pour ces dernières, elles peuvent et doivent être un outil de travail, à la fois moyen et critère d'une bonne administration: administration efficace car elle gère sa mémoire et sait l'utiliser; administration démocratique car elle permet l'accès à ses documents d'archives dans le respect de l'équilibre délicat entre exigence d'ouverture et nécessaire sauvegarde d'intérêts légitimes de l'Etat comme de l'individu. La prise de conscience de ce rôle des archivistes, de leur force probatoire aussi parfois, de leur importance citoyenne, se développe.

Cette valeur des archives justifie que nous avons besoin de spécialistes pour les collecter, pour les traiter et les classer, pour les communiquer et plus largement les valoriser à travers la publication d'instruments de recherche et d'ouvrages, l'organisation d'expositions et désormais de plus en plus la mise en ligne. C'est pourquoi Eurbica a lancé une politique active en faveur de la formation professionnelle, en particulier dans le domaine de la gestion des archives courantes et intermédiaires, autrement dit le «records management». Face aux nouveaux défis qui s'imposent à l'archiviste – traitement de données de masse, gestion de nouveaux supports dont les archives électroniques, accueil de nouveaux publics – la formation initiale comme la formation continue doivent s'adapter. Elles deviennent de plus en plus essentielles à la professionnalisation de l'archiviste et ce faisant, d'une certaine façon, à sa reconnaissance dans la société et dans la cité.

La coopération internationale offre à cet égard un cadre très utile. Parce que c'est un lieu idéal pour s'entraider, pour partager les expériences, pour développer les échanges entre pays et experts, pour définir ensemble des bonnes pratiques et mener des projets concrets. C'est dans cet esprit que nous travaillons au sein d'Eurbica, au service des archivistes, des archives et de tout ceux qui s'y intéressent. Au service d'un matériau essentiel, administrativement comme historiquement. De ce dernier aspect, un grand historien français, Jules Michelet, responsable de la section ancienne aux Archives nationales au XIX^e siècle a merveilleusement parlé. Je le cite de mémoire: "Des papiers certes, des morceaux de papiers mais ce n'étaient pas que des papiers. S'y lisait la vie d'hommes, de peuples, de pays".

Je vous remercie et souhaite, au nom du Conseil International des Archives et en mon nom, un très joyeux anniversaire aux Archives Nationales de Roumanie.

Gheorghe Buzatu

Professeur universitaire, Université de Craiova

Mesdames et Messieurs,

La relation entre l'historien et les archives a toujours été et doit rester une relation très étroite.

Car on dit si une partie manque, le tout n'existe pas!

Mesdames et Messieurs!

Je suis là pour vous parler au nom de mes collègues chercheurs, historiens dans leur qualité de *bénéficiaires* des archives.

Comme il est connu, en ce moment en Roumanie, dans le réseau de l'Académie Roumaine, du Ministère de l'Education de l'Enseignement ou auprès des universités fonctionnent au moins 25 instituts et centres de recherche; les plus importantes se trouvent dans les grandes centres scientifiques du pays, à Bucarest, Cluj-Napoca et Jassy.

Quant à moi, je parle au nom du *Centre de l'Histoire et de la Civilisation Européenne* auprès de la filiale de Jassy de l'Académie Roumaine. Fondé en juin 1992, le Centre dispose seulement de huit chercheurs, mais tous – fait notable – sont déjà des spécialistes connus dans des domaines divers de l'histoire du Moyen Age, de l'histoire moderne ou contemporaine, respectif aux époques d'Etienne le Grand et Petru Rareș, les villes médiévales de Moldavie, les cours des femmes des voïvodes, l'histoire du mouvement légionnaire ou l'époque de la deuxième guerre mondiale. Notre centre de Jassy présente en ce moment anniversaire une signification particulière: nous nous trouvons dès notre fondation à "l'ombre" de la Tour du Monastère Golia, l'endroit où Gh. Asachi a fondé en 1831 les Archives de l'Etat de Moldavie.

Mesdames et Messieurs!

Sans doute, le XXe siècle, à côté des malheureux *-ismes* (communisme, fascisme, racisme, nazisme, extrémisme etc.), tant de supra licités, souvent jusqu'à détourner leur sens, de telle manière qu'on aurait dû célébrer le centenaire de l'éclatement de la deuxième guerre de cent ans (1914-2013), donc le XXe siècle nous a "béné" avec une maladie complètement nouvelle à l'échelon mondial. Si on connaissait dans l'histoire quelques cas isolés, dans la Grèce ou dans la Rome anciennes, ou dans la France médiévale, maintenant tout se déroule à un tout autre niveau. Alors, comme il n'est pas possible d'appeler cette maladie "archivisme", on lui dira ... le syndrome des archives. Comment se manifeste-t-il? Rien plus simple que ça: tout le monde achète ou vend des

archives, ou, plus grave encore, on chasse les archives, comme il arrive depuis la deuxième guerre! Qu'on accepte que le monde soit malade?

Cela est possible, si on accepte les opinions d'un de mes étudiants doctorants, qui me rassurait du fait que, d'autant que partout au monde on accorde avec un pareille aisance le titre de docteur en histoire, l'histoire elle-même devait être un peu malade...

Je vous suggère de ne pas me contredire, parce que, en faisant appel aux exemples des œuvres célèbres de l'histoire de l'humanité, telles les chefs d'œuvre de Homère et continuant avec les "Vies parallèles" de Plutarque et, finalement, en se penchant sur les "héros" de l'époque de la deuxième guerre mondiale ou – pourquoi pas? – de l'actuelle croisade antiterroriste, je vous démontrerai sans efforts la sagesse de ces opinions. Mais, soyons bien entendus, les situations doivent être précisément délimitées.

Je veux traduire ça dans le sens que, si l'histoire est malade (en tout cas, certains de ses acteurs importants de tous les siècles l'étaient), la réponse est "oui"! Heureusement, les choses ne se passent pas de même en ce qui concerne les historiens! Dieu merci, dira-t-on, car, si les soupçons s'étendaient à ce propos, nous, les historiens, devons cesser notre activité, acceptant que la fin de l'histoire soit arrivée. Ce n'est pas le cas, mais on devra accepter que l'historien, analyste objectif du passé et participant aux événements du présent, réussit à se distinguer comme architecte de l'avenir.

Evidemment, je ne parle pas de l'historien qui, perdu dans son cabinet de travail situé dans son imaginaire tour d'ivoire, découvre tout de suite et d'une manière exclusive, seulement les ... vérités éternelles, mais du spécialiste qui, avec la complicité des documents, des archives et, si vous voulez, des archivistes, nous approche d'une manière décisive et réelle de toutes les choses *qui, combien et comment* se sont passées.

Mesdames et Messieurs!

En assumant ma position de "bénéficiaire des archives", je vous confesse d'avoir eu de la chance. Je ne le sais ni même aujourd'hui *pourquoi et comment*? Pourtant, durant mon activité historiographique de 45 ans, j'ai étudié et j'ai investigué des documents concernant l'époque contemporaine (en espèce, la préhistoire et l'histoire de la deuxième guerre mondiale ou la "guerre froide") dans plusieurs grandes bibliothèques et archives du monde: après la Roumanie, dans les institutions abritant des matériaux politiques et diplomatiques, militaires, économiques et secrètes (services d'informations) aux Etats-Unis, Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, la Corée de Nord, la Chine et, la dernière mais pas la moins importante, la Russie. Ce n'est pas beaucoup, mais pas insignifiant non plus, mais je n'ai jamais conçu autrement les choses que dans leur relation: recherche des archives, continuée d'une manière obligatoire par la valorisation

des résultats. Rien plus simple et plus naturel, je me disais, je dois justement ... faire les comptes... Soyez sans peur, je ne vous ennuierais pas avec des titres des livres et des rapports, mais je n'ignorerais pas le fait que, grâce à mes investigations dans les derniers 20 ans, j'ai fondé et publié, sous l'égide du Centre d'Histoire de Civilisation Européenne auprès de la Filiale de Jassy de l'Académie Roumaine, la collection *Les Roumains dans l'histoire universelle*, qui a, en ce moment, son 117^e tome. Il ne s'agit pas, je vous assure, de livres faites d'autres livres, mais des contributions dédiées à tous les problèmes abordés. Et, comme on peut constater, ils ne sont pas peu nombreux, mais non plus insignifiantes.

Je pense que c'est le cas de présenter quelques «records» de mes recherches:

- Le «Journal» inédit de N. Titulescu, 1921-1931 (découvert à *Hoover Institution Archives* de Palo Alto, Californie);

- Les archives du Maréchal Antonescu (découvertes aux Archives Spéciales/KGB de Moscou ou, ici, au siège du *Archives Nationales de Roumanie*) et les archives intégrales (plus de 30.000 pages manuscrites) du Procès du groupe d'Antonescu, en mai 1946, au *Conseil National d'Etudes des Archives de la "Securitate"* (l'ancienne police politique du régime communiste);

- Les sténogrammes et les documents annexes de l'accord Churchill - Staline de Moscou en octobre 1944 (découvertes au *Public Record Office*, Londres), que j'ai publié pour la première fois intégralement en 1988;

- Le Komintern et le Kominform en Roumanie, 1919-1948 (dans les archives de Moscou).

Seulement l'étude des documents éloigne le doute, les suppositions, les faux théories de l'œuvre de l'historien, et lui offre le fondement pour une approche (et une résolution) rapide et frontale, ouverte et objective des réalités du passé. Je vais vous en offrir deux exemples, qui nous invitent – sans doute – à des futures méditations:

Je vous invite donc de voir, dans l'exposition de la salle à coté, où vous pouvez découvrir, dans un dossier souvent fouillé jusqu'aujourd'hui, le texte de la dernière lettre adressée par C. Z. Codreanu (écrite à R. Sărat, vendredi, le 28 octobre 1938) à ses partisans politiques. C'est un document qui prouve la contradiction entre les dernières mots du leader légionnaire et les faits qui se sont succédés (l'assassinat de Corneliu Zelea Codreanu etc.): "...Ne vous agitez pas et ne vous laissez pas porter par la colère. Moi, je peux subir. Vous aussi, vous devez subir. Dans nos actions, l'amour du pays et les enseignements du Martyre

doivent toujours triompher au dessous de tout sentiment, que légitime qu'il soit"¹. Par rapport à la montagne de mensonges accumulés les derniers à peu près 70 ans, y compris après la disparition de la censure, n'est-t-il le moment pousser l'interprétation de ce fragment jusqu'à sa dernière limite?!

Un deuxième document qu'on peut trouver toujours dans cette exposition est le texte inédit d'un discours de Mihai Antonescu (le 21 septembre 1941). Dans cette salle (où se trouve l'exposition) a étudié jusqu'à peu près hier – en grande hâte, sinon suspecte, au moins dans un rythme trop accéléré, qui laissera son marque sur le produit de ses recherches) – la Commission Tismăneanu. A propos du thème trouvé dans l'attention de la Commission, je me demande si on a compris et déchiffré le sens de cette affirmation du numéro 2 du régime 1940-1944? Voilà le texte: "...Le communisme, expression primitive de la biologie russe d'envahisseur, nous menaçait toutes les fondements de la vie... La Finlande, les Pays Baltes et nous, les Roumains, nous avons senti sur notre propre corps les pas du monstre moscovite en marche contre l'Europe... Pour nous, le communisme et le fardeau de ses troupes n'ont pas été une idée abstraite... Pour nous, le communisme a été la soumission lourde et criminelle de notre peuple, l'éclaire qui menaçait de brûler les racines-même de la vie nationale"². Questions: Qui et quand a instauré le communisme en Roumanie ou y a-t-il une contradiction entre les dires de Mihai Antonescu est ce qui s'est passé après 1944-1945?

Mesdames et Messieurs!

Je vais finir, mais pas avant de souligner que:

– Chez nous, comme ailleurs au monde civilisé, les archives sont et doivent appartenir à la nation; elles n'appartiennent pas aux personnes, aux nationalités, aux partis etc.;

– Chez nous, comme ailleurs au monde, les archives doivent avoir un seul patron. Dans ma qualité de parlementaire à Bucarest ou au Conseil de l'Europe, j'ai toujours milité pour admettre la reconnaissance d'un Archiviste en Chef de l'État, qui ne peut pas être un autre que le dirigeant des Archives Nationales;

– Chez nous, comme ailleurs au monde, les documents une fois examinés – disons, par la Commission Tismăneanu, par exemple – dans l'avenir ne peuvent plus être refusés à la recherche pour les autres chercheurs;

– Chez nous, comme ailleurs au monde, les archives appartiennent à la nation, mais – soyons claires – leur étude scientifique est en charge des spécialistes. On ne peut pas le laisser en charge de la presse écrite et des

¹ Archives Nationales de Roumanie (ANR), fonds *Ministerul de Interne – Diverse*, dossier 92/1941, p. 69.

² *Ibidem*, fonds *Președinția Consiliului de Miniștri*, dossier 316/1941, p. 92.

télévisions, à la merci des hommes politiques etc., qui, sans doute, peuvent "voir" les documents et leurs vérités, mais ne savent pas les interpréter, les soumettre au minimum (mais indispensable) d'examen critique, qui ne comprennent pas corroborer les sources ni juger les faits et les hommes dans le contexte auquel ils ont prononcé leurs paroles, et non pas dans la "lumière" des événements actuels, conformément au je ne sais pas quel décalogue de la "correctitude politique", qui peut être bon dans tout autre domaine que les sciences historiques.

Comme on le sait déjà, chez nous, en présent – et je dis cela pour nos invités étrangers – se déroule une épuisante, lamentable et sans sens chasse aux sorcières en ce qui concerne les dossiers de l'ancienne *Securitate*. Cette campagne a été déclenchée et se déroule sans la consultation des historiens, des instituts de l'Académie Roumaine et des universités, ayant comme conséquence – selon les conclusions qu'on tire dans certaines émissions à la télé – les lamentations. Qui, certes, sont maintenant inutiles. Je me demande donc et je vous demande: les messieurs en cause, en déclenchant l'opération, après avoir menacé de dévoiler les "dossiers de la *Securitate*", n'ont-ils prévu que les archives allaient conduire à des révélations choquantes ou imprévisibles, à des vérités difficile à supporter, à la découverte de certaines faits ignobles, qui ont bénéficié autrefois de la présence ou la participation des membres des sociétés "civiles" ou des partisans passionnés de la "correctitude politique"? Était-il si difficile à saisir que les réalités du passé allaient ignorer toutes les amitiés et les classements enfantines et les commandements trompeuses du présent? Alors, pourquoi tant de lamentations?

Mesdames et Messieurs!

Monsieur le Directeur Général!

Chers collègues archivistes!

Je dois en finir.

A cette merveilleuse et remarquable anniversaire, permettez-moi de vous adresser mes plus sincères félicitations pour tout ce que vous avez fait et pour tout ce que, sans doute, vous ferez désormais, pour l'œuvre et conservation et de valorisation des archives, pour votre exceptionnelle activité éditoriale. Et, par les fonds que vous conservez ici, vous nous donnez un immense coup de main, plus grand que vous ne pouvez pas l'imaginer.... Vous donnez de la force à nos études, vous nous offrez le soutien et la vigueur, la certitude, l'originalité et la probité scientifique. En fait, vous collaborez avec nous à la découverte des vérités convenables ou, parfois, inconvenantes. Le fameux appel des 444 historiens français du mois de décembre 2005 exclut entièrement le "concours" des parlements et des gouvernements à l'écriture des œuvres historiques. Ce qui est normal, d'ailleurs, car le passé, une fois devenu passé, ne peut pas être

corrigé, par des ajouts ou des commentaires favorables post factum. Autrement dit, l'autorité du gouvernement ne s'étend pas sur les événements et les personnalités du passé. Heureusement, tous et toutes se soumettent au jugement des historiens, à eux seulement!

Et nous devons admettre ouvertement, face aux défis du temps et aux vicissitudes du passé, vous représentez pour nous une oasis ... Voilà pourquoi je crois que nous devons vous remercier parce que vous existiez !

Permettez-moi de préciser que le temps est arrivé pour imposer à tous le respect de la règle du jeu. Donc, ne pas tirer dans l'archiviste et, bien sur, non plus dans les historiens ! Ce qu'on doit affirmer aujourd'hui d'une manière très claire à cette anniversaire des Archives Nationales, je ne trouve pas un souhait plus adéquat que

VIVAT, CRESCAT, FLOREAT!

Marcel-Dumitru Ciucă

Directeur de la Direction des Archives Nationales
Historiques Centrales de Roumanie

Mesdames et Messieurs,

Mes collègues ont parlé ici du manque d'attention dont les Archives bénéficient de la part des institutions de l'Etat. Je voudrais vous rappeler, en prouvant le contraire, la décision du Conseil Suprême pour la Défense du Pays no. 154 de décembre 2005, signée par le président Bănescu, décision dont deux articles contreviennent à deux lois! L'article premier stipule "tous les ministères sont obligés, jusqu'au 30 janvier 2006, de verser aux Archives Nationales tous les documents qu'ils gardent dans leurs archives concernant le Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM) et le Traité de Varsovie". Cet article contrevient à la loi des Archives Nationales et à toute pratique archivistique.

L'article second, qui stipule que "le Ministère de la Justice est obligé, au plus court délai possible, de dé-classifier ces documents" contrevient à la loi 183 concernant la classification des documents. Ce n'est pas le Ministère de la Justice qui dé-classifie les documents, mais l'institution qui a décidé la classification. Les documents créés par les ministères au sujet du CAEM furent versés aux Archives Nationales en petit nombre, chaque ministère ayant versé quelques dossiers. Dites-moi, vous, les archivistes, comment peut-on classer ces dossiers provenant des ministères? Aucunement. Ces documents appartiennent

aux fonds que leurs producteurs ont créés. Normalement, quand les archives de ces ministères seront versés à terme aux Archives Nationales, ces dossiers devront être re-classés à leur place d'origine. Les principes archivistiques roumains et internationaux sont violés. C'est un mauvais exemple d' "attention" que les institutions de l'Etat nous accordent!

Je souhaite à nos invités de l'étranger et à nos collègues des archives départementales qui participent à la célébration de 175 ans de l'institution moderne des Archives de l'Etat, devenue depuis 1996 les Archives Nationales de Roumanie, santé et bonne continuation dans leur activité!

Few Observations on the National Archives of Romania in Relation to the Requirements of the Post-communist Romanian Society

TUDOR RĂȚOI

Deputy Director General of The National Archives of Romania

Soon to celebrate their bicentennial, the National Archives of Romania have had since the beginning of their existence a dimension directly related to the evolution of society, as they were meant to manage, protect and ensure specific conditions for valorizing the records kept in the Romanian Archival Heritage.

It is to underline that founded as an expression of the need of modernization in a very important sector of Romanian society, which was emphasized in the Organic Regulations implemented in the two Romanian Principalities during 1831-1832; the Archives themselves became subsequently a means of modernization.

Certainly, this paradox emanates from the universal condition of the Archives, an institution whose role *par excellence* is to conserve, hence its conservative nature from a structural point of view.

Consequently, especially in the public perception, one question could be raised: *how can such an institution participate in the modernization and evolution of society?*

We could easily notice that this suspicion is justified in semblance, because in fact the Archives have always had a dimension related to the needs of society as it evolved in time, and this dimension was an important one.

If we only were to mention the relation which is frequently established between the Archives and their solicitors, natural persons and corporate bodies in all their diversity, it would be enough to demonstrate the veracity of our statement.

Archival documents are kept and preserved not for a purpose *per se*, not for preferential use by the alleged initiated, but in order to serve as vivid values for all those who wish to enjoy their beauties and mysteries.



To the same effect, nothing is more eloquent than what the National Archives represented and represent for the Romanian post-Communist society.

From this point of view, before any judgment on the place and role of this institution within society, it is worthy of note how the National Archives responded in a fair manner to the requirements

generated by the deep changes taking place in Romania during the past 15 years.

Promoting and implementing a vast reparation legislation meant to rehabilitate a great number of people who had to bear one way or another with the Communist regime, the Archives were called to identify and make available for them the testifying proves.

For over 15 years the National Archives entered hundreds of thousands if not millions of claims addressed by those citizens entitled to such a gesture, the majority of them receiving total or partial positive responses; this tendency is still far from reaching a downward trend.

This is why we believe it is not mere exaggeration to say that taking part in the process of private property restoration; the National Archives of Romania contributed and contribute to the structural re-configuration of the current and future Romanian society, but also in giving it impetus for development and a healthy democratic functioning.

At the same time and in the same direction of reconstruction and social structural change concurred all the answers given by the Archives to the more insistent and pressing requests made by a great part of the scientific research, interested in *the recent history*, by this understanding at first the history of the half of century of Communist regime in Romania. Giving access under law

provisions to the majority of records created during this regime, with their complexity, which at times transcends the objectives of scientific research, the Romanian Archives took part and take part in presenting the authentic history of this country in the above mentioned period, and by doing this, in the process of assuming the past, as it is currently called, and of moral drainage of the post-Communist Romanian society.

It is almost futile to say that after 1990 this position of the Romanian Archives and not only theirs facing the volume, the novelty and imperativeness of requests/claims coming from different directions forced the institution to reorganize its overall activity and also that of public relations in regard to the dynamics and nature of requirements and to the main categories of public interested in obtaining documents.

In this context, we shall not insist on the fact that the entire effort had to be carried out with limited staff and logistic resources, according to the well-known principle: *the Archives – increased responsibilities, limited resources*.

If at times the archivists were dissatisfied with their own condition or expressed their discontent towards the deficiencies of their institution, obviously this fact had little response if not any in the extra-archival environment. It was therefore considered to be useful that the Archives should be summoned to participate in the process of institutional modernization of society, which had to be carried out not only in relation to the future, but also to the past, in the spirit of a definition given to the Archives by one of their first directors, Gh.Asachi who rightfully believed that the Archives were *a public wealth, serving as foundation stone for the legislators and history of the country*.

Taking this into consideration, after 1990, a series of initiatives promoted at central and especially local level in different sectors of the administration or other fields of the Romanian society contributed to the institutional reorganization of the State and society, after having thoroughly studied the old laws and documents related, since it is known that a solid codification should be equally based on the novel spirit and tradition.

However, the current Romanian society implies responsibilities for the Archives in the relation they have with the record creators. Such responsibilities have existed before. Still, in the future they should be exercised in the context of the increasing diversity of creators in relation to the nature of property, the democratic substance of society, the diversification of the categories of records etc. Such realities entail for the National Archives a massive effort of modernization, adjustment and integration within the course which the entire society is taking.

We must admit that we are not familiar with some of these requirements, that others take us by surprise and unprepared, for others we simply have no

resources so as to implement them, while others require new attitudes and mentalities etc.

All of them must be solved sooner or later since the identification of the place and the identity of the Archives within nowadays Romanian society depends on this exigency.

And although no one knows how the future Archives will look, we must feel confident in the stability and durability of this institution.

Continuité et réforme dans l'archivistique roumaine contemporaine

IOAN LĂCĂTUȘU

Directeur des Archives Départementales de Covasna

L'institution des Archives Nationales, avec son vénérable âge – 175 – a généré en même temps des concepts et des pratiques constituant l'école archivistique roumaine, qui est le résultat de l'expérience de dizaines des générations d'archivistes, et une culture institutionnelle distincte, avec ses spécificités. A cet anniversaire, les Archives Nationales de Roumanie se présentent comme une institution ayant une riche tradition digne de respect non seulement dans notre pays, mais aussi au niveau de la communauté archivistique européenne¹.

Au seuil de l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne, j'envisage deux priorités que les Archives Nationales doivent affronter: la réalisation d'une synthèse de la théorie et de la pratique archivistique roumaine et la mise en accord, l'harmonisation avec la législation et la pratique archivistiques qui existent déjà au niveau européen.

Dans ce contexte, un grand défi de l'archivistique roumaine est celui de la re-évaluation et revalorisation de la pratique autochtone en rédigeant un nouveau traité ou manuel d'archivistique roumaine ayant une signification comparable avec la parution du fameux livre du professeur Aurelian Sacerdoțeanu en 1971².

Une grande partie de l'expérience accumulée par les archivistes roumains au fil du temps est inscrite dans les publications des Archives Nationales. En vue

¹ Corneliu-Mihail Lungu, *Instituția Arhivelor Naționale la 175 de ani*, dans „Revista Arhivelor” no. 2/2006, Bucarest, p. 9-15.

² Adriana-Florica Muntean, *Manualul arhivistic între tradiție și actualitate*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2005, Bucarest, p. 9.

d'une meilleure valorisation de ce véritable trésor, on a besoin d'une reactualisation de la bibliographie thématique contenant les études et les articles d'archivistique parus dans les publications de spécialité et l'introduction de celle-ci dans une base de données numérisée qui peut être nommé **l'HERITAGE ARCHIVISTIQUE ROUMAIN**. Cela est d'autant plus nécessaire que "l'activité éditoriale des Archives Nationales est si ancienne, et le nombre des publications est si grand qu'un seul livre ne sera pas assez pour les présenter en totalité"³.

Une autre importante ressource archivistique documentaire est représentée par les études élaborées au fil du temps par les archivistes employés aux Archives Nationales et qui n'ont pas été suffisamment valorisés. C'est pour cela que nous soutenons l'idée de constituer soit auprès de la bibliothèque documentaire, soit auprès de la Bibliothèque de la Faculté d'Archivistique ou de la Fédération des Archivistes Roumains, une collection des études des archivistes tout pays entier, collection qui soit aussi accessible en ligne.

En même temps, nous devons promouvoir aussi un autre type d'approche concernant les instruments de recherche scientifiques – moyens qui nous offrent des informations sur le contenu des fonds et des collections archivistiques conservés aux Archives Nationales. Cette approche pragmatique doit assurer:

- l'informatisation des inventaires archivistiques, particulièrement des instruments de recherche des fonds les plus utilisés dans la salle de lecture;
- la publication des guides archivistiques par les archives départementales qui n'ont pas encore un tel instrument de recherche et l'actualisation des guides rédigés avant 1989; il est désirable que les nouveaux guides soient en format électronique;
- la création de la base de données **l'HERITAGE ARCHIVISTIQUE ROUMAIN** incluant les autres instruments de recherche: des catalogues, glossaires, index, éditions de documents, albums aux documents.

Le temps est arrivé pour relancer le projet de l'édition d'un dictionnaire des archivistes roumains, projet initié⁴ par la Fédération des Archivistes Roumains. C'est un devoir qu'on a envers tous ceux qui ont contribué au développement de l'archivistique roumaine et dont les noms sont inscrits dans le Livre d'Or des Archives Roumaines.

La valorisation de l'héritage archivistique roumain en vue de lui assurer la continuité, et d'appliquer les réformes pour l'intégration notre pays dans l'UE, n'exclut pas la possibilité d'analyse critique et réaliste de l'activité des Archives

³ Corneliu-Mihail Lungu, *op.cit.*, p. 13.

⁴ Ioan Lăcătușu, Diana Joița, *Federația Arhiviștilor din România, un partener necesar și benefic al Arhivelor Naționale*, dans „Anuarul Arhivelor Mureșene”, no. IV/2005, Târgu-Mureș, p. 4.

Nationales, analyse qui suppose l'identification des points forts (afin de les connaître, de les continuer ou, selon le cas, de les perfectionner, mais aussi de mettre en évidence les points faibles, en vue de continuer, éliminer ou, selon le cas, les corriger)⁵.

L'accomplissement avec professionnalisme de ces devoirs prioritaires de l'archivistique roumaine actuelle suppose l'implémentation du schéma institutionnel adéquat et la formation des spécialistes selon une stratégie d'instruction intégrée. Un possible formule pourrait être la fondation d'un Centre d'Etudes et Recherches Archivistiques, subordonné au directeur général des Archives Nationales de Roumanie. Ici pourraient collaborer un petit nombre des meilleurs archivistes, juristes, documentalistes et informaticiens. La structure proposée devra contenir l'actuel compartiment de Méthodologie et Contrôle, en enlevant à ce compartiment les attributions méthodologiques; celui-ci restera seulement avec les attributions visant le contrôle et l'assistance de spécialité pour les producteurs d'archives.

On a aussi besoin de la modernisation des Archives Nationales en tant que partie de la réforme de l'administration publique, ce qui représente en fait un impératif prévu dans le Programme de gouvernement pour la période 2005-2008 qui, parmi d'autres stipulations, prévoit la nécessité de définir la législation de fondation et l'organisation de l'autorité publique des principes de la communication, transparence, efficience, responsabilité, participation, cohérence, proportionnalité et de la subsidiarité et la réglementation des mécanismes de mise en pratique. Dans le même document, on parle de la nécessité d'établir le numéro d'agents d'un service public en rapport avec le service et avec le standard de qualité offert par ce service public, la poursuite de la décentralisation, la croissance de la performance institutionnelle de l'administration publique, à travers l'implémentation cohérente et généralisée des systèmes informatiques intégrés⁶.

Le sens et le but final de la réforme des Archives Nationales, comme d'ailleurs de toute l'administration publique roumaine, consiste en l'**optimisation de la relation citoyen-administration**, c'est-à-dire résoudre dans les meilleures conditions les requêtes des citoyens contribuables, ceux qui assurent, en payant leurs impôts, le fonctionnement des services publics.

Parce que la réalité sociale et économique, politique et institutionnelle roumaine actuelle a connu et connaît encore des évolutions spectaculaires, multiples et contradictoires, une première condition de la réforme est la mise en

⁵ Ioan Lăcătușu, *Perfecționarea comunicării dintre Aparatul central și Direcțiile teritoriale ale Arhivelor Naționale. Necesitatea modernizării activității Arhivelor Naționale*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2006, Bucarest, p. 142.

⁶ *Programul de guvernare pentru perioada 2005-2008*, dans „Monitorul Oficial” no. 1265 du 29 décembre 2004, p. 3.

accord avec les actualités et les principaux défis de l'archivistique, par l'adoption des réglementations normatives et institutionnelles les plus adéquates⁷. Les progrès technologiques et informatiques enregistrés au niveau mondial imposent une re-évaluation des activités archivistiques et leur mise en accord avec les réalités du monde contemporain, par l'augmentation de la capacité institutionnelle, en vue d'adéquation de la qualité de l'acte administratif et de management aux sollicitations de l'UE.

A l'occasion des stages professionnels des archivistes, des débats à différents sujets de l'activité archivistique actuelle organisés en 2006 à Bucarest, Braşov, Sovata, Piteşti, Miercurea-Ciuc, Bacău etc., plusieurs propositions ont émergé, propositions qui pourraient être incluses dans la stratégie de modernisation, numérisation, re-organisation et réforme des Archives Nationales.

La formation professionnelle:

- le numéro d'agents employés dans les Archives Départementales doit tenir compte des critères comme: la quantité de documents, l'ancienneté des documents et les langues et l'écriture des documents, le numéro moyen de requêtes administratives résolues, le numéro de chercheurs accueillis en salle de lecture, le numéro de principaux producteurs d'archives publiques du département etc.

- la spécialisation des archivistes et la formation en vue d'obtenir de compétences spécifiques nécessaires pour servir le public cible, c'est-à-dire les trois domaines principales d'activité: le traitement archivistique des fonds abrités aux Archives Nationales et leur utilisation pour desservir la recherche scientifique; le traitement, la gestion et l'utilisation ayant une valeur pratique; l'activité de contrôler et conseiller les producteurs d'archives publiques.

- assurer le rapport optimum entre le nombre d'agents ayant des études universitaires et ceux ayant des études moyennes dans les Archives Départementales;

- cibler l'enseignement professionnel pour les directeurs sur le management; la formation des spécialistes dans les «archives du futur» (les archives électroniques);

- changer la perception des agents en ce qui concernent les exigences actuelles de l'archivistique, en utilisant dans la formation continue et l'étude individuel l'expérience des pays européens etc.

Assurer les ressources financières au niveau des nécessités:

- accélérer les démarches pour que les Archives Nationales deviennent ordonnateur secondaire de crédits, et les Archives Départementales obtiennent la qualité d'ordonnateur tertiaire de crédits, y compris la création des

⁷ Ioan Lăcătuşu, *Activitatea de arhivă la creatorii şi deţinătorii de documente, între deziderat şi realitate*, dans „Revista Arhivelor” no. 2/2006, Bucarest, p. 6.

compartiments de comptabilité; l'élaboration des budgets propres ayant des rubriques distinctes pour les Archives Départementales;

- initier les démarches pour obtenir le droit de réaliser des revenus dues à la prestation de certains services chez les producteurs privés d'archives;

- se préoccuper pour l'identification des sources de financement extrabudgétaires; travailler de plus en plus dans des projets, spécialiser les archivistes dans le processus d'élaboration et d'implémentation des projets financés par des ressources internes et externes;

- utiliser la facilité prévue par la Loi 571/2003 (art. 57 alinéa 4) concernant le Code fiscal, avec les modifications ultérieures pour les organisations non profit, conformément à laquelle 2% de l'impôt sur le revenu global réalisé par une personne physique peut être donné au profit d'une organisation non gouvernementale, manière par laquelle les archivistes peuvent contribuer au financement des associations des archivistes affiliés à la Fédération des Archivistes Roumains (FAR);

- optimiser les relations des Archives Départementales avec les autorités publiques locales, renforcer les partenariats avec les institutions de culture et la société civile, surtout avec les associations des archivistes membres de la FAR.

Modernisation logistique et numérisation du système archivistique national:

- moderniser et assurer une dimension adéquate aux magasins d'archives, aux bureaux de travail des agents et des espaces destinés aux relations avec le public;

- assurer aux magasins d'archives les moyens de protection et de conservation, améliorer la capacité de restaurer les documents dégradés; moyens de multiplication et micro filmage des documents d'archives;

- élaborer et implémenter de nouvelles applications informatiques dans le domaine de la gestion des fonds et des collections, dans l'activité des salles de lecture, dans la résolution des requêtes, la gestion des archives existantes auprès des principaux producteurs d'archives; la création d'un compartiment IT aux Archives Nationales, dont les agents doivent s'occuper de la production et l'implémentation des logiciels archivistiques; ce compartiment doit réunir des spécialistes en informatique et des archivistes ayant des préoccupations dans ce domaine, qui utilisent déjà l'expérience acquise en informatique archivistique; employer des informaticiens dans plusieurs Archives Départementales, qui assurent la formation pour les agents, collaboration avec des firmes privées afin d'acheter des logiciels archivistiques; concevoir des applications unitaires dans le réseau des Archives Nationales; valoriser les applications conçues par certaines Archives Départementales; étudier les nouvelles technologies et standards en ce qui concerne le domaine archivistique⁸.

⁸ Voir, à ce sujet, les articles: Ioan Vârtejaru, *Informatica în sprijinul perfecționării evidenței fondurilor și colecțiilor arhivistice*, dans „Revista Arhivelor”,

- utilisation du système de communication voix – données "Metropolitan" dans le réseau des Archives Départementales;

- connecter à l'Internet toutes les Archives Départementales; pages web pour toutes les Archives Départementales qui offrent des informations utiles, y compris la liste des fonds et des collections archivistiques qui peuvent être consultés dans la salle de lecture.

L'activité d'assistance auprès des producteurs d'archives:

- établir des priorités pour assurer l'assistance auprès des producteurs et détenteurs d'archives, auprès des producteurs qui accueillent des documents d'une grande importance pour l'histoire nationale et de ceux qui abritent des documents ayant une valeur pratique pour les citoyens;

- maintenir une gestion mise à jour des principaux producteurs d'archives; créer une base de données contenant des informations relevantes sur la quantité, les dates extrêmes et la gestion des documents faisant partie du Fonds Archivistique National et ceux ayant une valeur pratique spéciale;

- perfectionner l'activité de contrôle par la généralisation des moyens modernes d'assistance auprès des producteurs d'archives.

En ce qui concerne *la construction d'une stratégie d'image de l'institution*, on a besoin de la consolidation du compartiment chargé de l'image des Archives Nationales, dont l'activité doit être penchée sur les objectifs prioritaires:

- la réalisation et la consolidation de l'identité des Archives Nationales dans la conscience collective des groupes cible spécifiques et élargis;

- la promotion des éléments de marque, image et marketing public et des techniques de persuasion dans les relations publiques;

- l'échantillonnage et l'enquête sociologique, afin de connaître l'opinion des utilisateurs sur les services offertes par les Archives Nationales en général et sur l'image publique de l'institution;

- création d'un environnement institutionnel positif, marqué par la crédibilité en ce qui concerne la croissance et la diversification du numéro de chercheurs, collaborateurs et amis des Archives; obtenir la bienveillance du public, créer aux employés la conscience de l'appartenance à une communauté professionnelle, celle des archivistes;

- re-dimensionner/évaluer les rapports de l'institution avec les utilisateurs des archives, avec les autorités, les médias, pour une meilleure prise de conscience de la mission des Archives Nationales dans la société, la constitution,

la protection, la conservation et la communication des documents appartenant au Fonds Archivistique National.

Accroître la capacité managériale pour la réalisation des objectifs institutionnels:

- signature d'un contrat de management par le directeur des Archives Départementales une fois nommé en fonction – le contrat contiendra les indicateurs de performance qui doivent être réalisés dans un certain délai – ainsi que l'octroi de compétences dans la gestion des ressources financières, matérielles et humaines nécessaires à la réalisation des objectifs des Archives Départementales qu'ils dirigent;
- développer une vision stratégique des directeurs et une meilleure compréhension des commandements des stratégies sectoriels et des demandes d'efficience et d'efficacité;
- perfectionner la communication organisationnelle et des relations publiques ; amélioration de la coopération à l'intérieur de l'institution et avec les autres institutions administratives;
- gestion efficace des relations interpersonnelles et communication efficiente à l'intérieur Archives Départementales et dans les Archives Nationales;
- accroître la capacité d'analyse et synthèse en ce qui concerne les réalités de l'archivistique contemporaine, développer de nouvelles habiletés pour de nouvelles pratiques et assurer les connaissances nécessaires pour affronter de différentes situations par une réaction prompte adaptée aux conditions générales⁹;
- amélioration du système de planification du travail et de rapport régulier des résultats – focalisation sur les objectifs prioritaires spécifiques pour chaque compartiment;
- amélioration de la communication administrative entre les Archives Nationales et les Archives Départementales en ce qui concerne le contenu et la forme des messages, ainsi que les modalités de transmettre, recevoir, appliquer, rapporter et évaluer de ceux-ci¹⁰;
- décentralisation de certaines activités, par transfert de compétences du centre vers les départements (le congé légal annuel, confirmation des rapports de tri-sélection etc.); octroyer des compétences élargies aux directeurs des Archives

⁹ Voir aussi: Alina Tudor Pavelescu, *Construirea unei strategii de imagine a instituției – aspecte teoretice și practice*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2005, Bucarest, p. 112-131; Diana Joița, *Specificul activității de relații publice în Arhivele Naționale*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2005, Bucarest, p. 92-111.

¹⁰ Transparency International România, *Curricula Programului de Training Buna Guvernare*, Bucarest, 2006.

Départementales en ce qui concerne l'organisation des activités dans les Archives Départementales.

Acquis communautaire en matière d'archives

L'harmonisation avec la législation et la pratique archivistique européenne représente une demande formulée d'une manière très explicite depuis 1987 et matérialisée dans plusieurs documents parmi lesquels le "Rapport du groupe d'experts concernant les problèmes de la coordination dans le domaine de l'archivistique", où on souligne la nécessité de l'uniformisation des conditions d'accès aux documents, surtout dans ce contexte de la libre circulation entre les Etats communautaires¹¹. Si en ce qui concerne les délais de communication des principaux genres de documents les délais prévus par la législation roumaine sont comparables avec ceux prévus par les législations des autres pays européens, et surtout ceux prévus dans le projet de la nouvelle loi de Archives, dans d'autres questions comme l'harmonisation de la terminologie archivistique, des standards de magasinage, les conditions matérielles des dépôts, la protection des données et des aspects particuliers de la législation et de la pratique archivistique communautaire, on a encore beaucoup de choses à faire, l'élaboration d'une stratégie à court moyen et long terme est indispensable, suivant les recommandations faites par le Groupe des Archives Européennes¹².

Le Groupe des Archives Européennes (EAG – European Archives Group) a été créé conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe sur les actions prioritaires pour le développement de la coopération dans le domaine archivistique en Europe, adopté le 14 novembre 2005 à Bruxelles. Le GAE contient des experts des Etats membres de l'UE et les institutions de l'Union.

Le groupe se proposait d'assurer la coopération dans les problèmes généraux des archives et continuera l'activité exposée dans le Rapport sur les Archives dans l'UE élargie. Plus précisément, le GAE a comme mission l'implémentation des mesures prioritaires visées par les Recommandations du Conseil, comme, par exemple: la préservation et la prévention de la dégradation des Archives en Europe, une des actions proposées étant l'élaboration des standards concernant les constructions destinés à la conservation des Archives.

Parmi les objectifs du groupe se trouvent:

- encourager la coopération interdisciplinaire en ce qui concerne les documents et les archives électroniques;

¹¹ Ioan Lăcătușu, *Perfecționarea comunicării dintre Aparatul central și Direcțiile teritoriale ale Arhivelor Naționale*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2005, Bucarest, p. 132-152.

¹² Ioan Dordea, *Comunitatea europeană și arhivele*, dans „Revista Arhivelor”, série III^{ème}, tome II, no. 1-2, Cluj-Napoca, p. 199-204.

- créer et administrer un portail Internet pour l'Héritage archivistique de l'Union Européenne;
- promouvoir les meilleures pratiques dans la législation nationale et européenne concernant les archives, en continuant et en prenant en compte le projet de centralisation des données concernant la législation archivistique en Europe initié par EURBICA – la branche européenne du CIA;
- établir des mesures pour la prévention du vol des documents et pour faciliter leur récupération¹³.

Le plan d'action pour le gouvernement électronique no 1 2010 – adopté par la Commission Européenne le 25 avril 2006 – considère l'archivage électronique comme une priorité-clef pour la gouvernance en Europe; l'administration publique s'appuie de plus en plus sur les documents électroniques et celui-ci est l'aspect le plus important aussi pour l'administration que pour les citoyens, qui doivent être sûrs que les documents sont authentiques et crédibles.

Une activité spéciale déploie, à ce propos, le Forum DLM (Document Lifecycle Management – le management du cycle de vie des documents) – forum multidisciplinaire auprès de la Commission sur les problèmes de management, stockage, conservation et identifications des documents électroniques – avec la participation des représentants de l'administration publique des Archives Nationales, de l'industrie et de la recherche ; à partir de 1996, le forum se réunit chaque 3 ans¹⁴.

Dans ce cas aussi, l'informatique est toujours un allié pragmatique et efficient des Archives Nationales, à l'aide desquelles on peut créer une base de données qui contienne la législation archivistique internationale, les conventions, les résolutions et recommandations du Parlement européen, la législation archivistique des pays membres. On ne peut pas oublier de cette base de données les réglementations élaborées à ce propos par de différents organismes de l'UE¹⁵.

Après le 1^{er} janvier 2007, les Archives Nationales de Roumanie doivent intensifier la collaboration sur plusieurs plans avec les institutions archivistiques internationales, participer aux symposiums, colloques et conférences communes dans l'espace européen, intensifier les relations de partenariat avec les associations professionnelles des archivistes de l'Europe. Tous cela ne peut pas être réalisé sans de très bons spécialistes. On aura donc besoin non seulement

¹³ Diana Joița, *Un nou reper pentru metodologia arhivistică românească: lucrările Congresului Internațional al Arhivelor de la Viena, 22-28 august 2004*, dans „Buletinul de Informare și Documentare Arhivistică”, 2004, Bucarest, p. 102-122.

¹⁴ Voir d'autres informations sur le site www.europa.eu

¹⁵ Tudor Rățoi, *Arhivele Naționale ale României la 175 de ani*, dans „Monitor cultural-educativ al Ministerului Administrației și Internelor”, no. 4 (15), 2006, p. 84.

d'euro parlementaires, euro fonctionnaires, mais aussi de former un corps professionnel d'archivistes experts dans la législation et la pratique archivistique européenne.

La fête des 175 ans de la fondation des Archives Nationales de Roumanie offre l'opportunité de telles analyses qui permettent d'un côté la mise en valeur de l'expérience roumaine et de ses éléments de continuité, et de l'autre identification des priorités et élaboration des dimensions et des indicateurs qui définissent les archives modernes.

L'implémentation de la stratégie de modernisation, re-organisation et réforme des Archives Nationales "va souligner l'ensemble théorique et pratique avec assez de prémisses pour faire le pas en avance dans le domaine archivistique et qui, avec toutes les circonstances dans lesquelles l'institution est présente, exprime l'identité particulière des Archives Nationales dans la société roumaine aujourd'hui et demain"¹⁶.

Chaque archiviste peut contribuer à faire connaître au public la valeur et l'importance sociale de l'institution qui garde, conserve et valorise la mémoire collective du peuple roumain; nous pouvons associer à notre démarche les nombreux amis des Archives. Nous devons agir de telle manière que le problème de la modernisation de l'institution soit parmi les priorités du gouvernement, qui aurait finalement compris que "le temps des Archives soit arrivé".

Tout comme les 140 ans de l'Académie Roumaine, les 175 ans des Archives Nationales ont été une bonne occasion pour un regard rétrospectif du chemin parcouru et pour souligner le fait que le prestige acquis par cette institution n'est pas une lutte gagnée pour toujours, mais un objectif permanent auquel il faut contribuer chaque jour dans toutes les dimensions de notre activité.

IOAN DRĂGAN

Directeur de Archives Départementales de Cluj

Chers invités,
Chers collègues

Il n'est pas si facile de parler dans la seconde partie de cette admirable réunion, après les magistrales discours des messieurs les académiciens, des

¹⁶ *Darea de seamă a Prezidiului Academiei Române pe anul 2005*, dans "Academica" no. 50, Bucarest, 2006, p. 9.

distingués invités étrangers, des gens qui ont eu, qui ont et qui auront un mot à dire dans notre domaine ou dans le domaine de l'histoire.

Je voudrais retenir votre attention avec un problème qui me préoccupe depuis quelques années, particulièrement depuis que j'ai commencé à connaître des aspects de l'expérience archivistique européenne, au moins à partir des réalités roumaines que la plupart d'entre vous connaissez très bien.

Je veux parler d'une maladie des archives, maladie que j'appellerai "inadéquation à la société contemporaine". Je parle de l'institution des Archives et de nous, les archivistes, comme fonctionnaires spécialistes de cette institution.

Mes questions se sont soulevées non pas à partir de l'expérience quotidienne, mais au moment où j'ai constaté que même au niveau international, l'organisation qui nous représente, le Conseil International des Archives, ne réussit pas à être à la même hauteur et excellence que l'organisation des bibliothèques, l'IFLA, a déjà atteint.

Je constate depuis 17 ans que dans notre pays les bibliothèques publiques, auxquelles on n'offrait pas trop de confiance, sont aujourd'hui sur le premier plan de la modernisation dans le domaine de l'information publique, y compris une partie de l'information que nous prétendons conserver ou que nous devons conserver.

Regardez dans presque chaque département et comparez le bâtiment des Archives avec le bâtiment de la bibliothèque départementale. Quelqu'un me disait ici que les documents morts sont amenés à la bibliothèque, et les documents vivants sont conservés dans les Archives.

Mon opinion est que cette approche est non seulement fausse, mais tout à fait contraire, en jugeant selon les moyens que la société contemporaine met à la disposition des deux institutions y compris dans notre pays.

Certes, nous sommes en permanence un pas derrière la société dans laquelle nous vivons, et cela génère beaucoup de manques. Nous sommes encouragés pour quelques mois dorénavant d'entendre de la part des admirables historiens des mots qui nous vantent et qui justifient notre existence professionnelle. De l'autre côté, j'aurais été heureux si auprès des deux académiciens se trouvaient aussi à notre célébration deux hauts fonctionnaires de l'État, dont la présence nous montre en quelle mesure la structure d'État, les organismes gouvernementaux bénéficient-ils de notre activité, ont besoin d'elle, la respectent, la soutiennent, au mois par la présence de quelques fonctionnaires.

En parlant de l'adéquation et de notre activité dans la société contemporaine, je dirai sans être malentendu que nous et les historiens, nous vivons dans le passé. Aujourd'hui, nous vivons entourés d'administrateurs, du ministre de tutelle, du secrétaire d'Etat dans le domaine, du Ministère des Finances, du préfet ... Je crois que c'est une bataille à porter et à gagner pour arriver à cette nécessaire adéquation au jour d'aujourd'hui. Quelles que soient les

satisfactions des résultats des sciences historiques et de notre destin, si nous ne conquérons pas les institutions contemporaines, ceux qui dirigent nos pays, nous ne réussirons jamais à accomplir notre devoir fondamental, celui des conservateurs et gardiens de la mémoire nationale.

Je dirai même qu'aujourd'hui, à cet admirable débat, le "patron" des archives s'est présenté devant nous seulement avec les archives, en oubliant le trésor, dans le sens que seulement les bénéficiaires de notre activité sont présents à notre célébration, les intellectuels et les historiens, et non pas ceux qui sont eux aussi bénéficiaires, mais qui sont en même temps nos patrons financiers.

Voilà, donc, que c'est un problème qui n'est pas seulement le nôtre. Certes, nous avons en Roumanie – c'est le cas en général en Europe de l'Est – le besoin d'adéquation à la société démocratique, avec tous ses problèmes. De plus, il y a cette maladie que j'appelle congénitale, qui ne peut être traitée qu'à l'aide de ... l'efficacité. C'est l'efficacité qui doit être la qualité suprême des institutions d'Archives chez nous ou ailleurs. Et l'efficacité offre la vraie mesure de l'excellence permanente, non seulement une excellence d'instant et de surface de l'institution des Archives en Roumanie et partout au monde. Merci.

CARMEN DOBROTA

President of the Romanian Archivists Federation

Ladies and Gentlemen,
Dear guests and colleagues,

Your presence here today at the National Archives of Romania represents a moment of joy for us. This manifestation represents devoid of suspicions the most important moment of the year, for the N.A.R. and for the profession of archivist.

Today we're celebrating more than one and a half century from the establishing of N.A.R., a period of time in which our institution was entrusted to carry out a vital mission for a nation aiming for its independence and sovereignty – the role of setting up the national archivist funds and preserving the living memory of Romanian people. Through the archivists' efforts and their care for each and every testimony of our past, we all, specialists and simple passionate for history, have the chance to study and revive our history, under the principle of historical truth. This is also the reason for which this celebration of N.A.R. couldn't have been conceived as a closed one, but it had to include all of the attendants at this manifestation and also all the specialists in other areas of

research for whom the archival document is a source of interest for their work. It is a celebration both for you and for us, as the archives main role is to create a binding between the institution and the people interested in studying and understanding their past.

Ladies and Gentleman,

The National Archives are in the first place the memory of a nation. In the archives stocks we administer, all the official documents issued or adopted by our state can be found. Constitutions, treaties, laws, decrees, agreements and statements, all the official acts representing the political, social and economical history of our state are located in the archive holdings of N.A.R. In addition to that – private papers, personal archive stocks belonging to prominent figures of the social, cultural and political life. Individuals' memoirs and the history of private life assist the completion of the collective history, our history as a state, as a nation.

Besides the attributes of depositing, collecting and classifying this inheritance – the word engraved on different physical supports – the Archives have also the role of reflecting the society's evolution. In regard to this pre-existing conditions and taking into account their primary goals, the N.A.R. holdings are including as well photographic documents, movies and audio recordings. The last member of this family is the electronic document.

Moreover, the impact of the IT era on the profession of archivist and the Archives institution is reflected in our efforts of implementing a computerized system in N.A.R. and developing a digital database accessible for the public.

As you can see, our current efforts for modernization are a part of a more complex process. By the nature of the documents preserved, the N.A.R. covers three eras of Romanian history – the middle ege, the modern period and the contemporary age.

Besides this perpetual interest for old documents, the tumultuous history of the last 50 years is generating a growing social attention. During this process of transformation and resettlement, the Romanian society's interest for finding its beginnings and knowing its past is adjoining to the archivist's interest for processing the evidences and testimonies of an era that became history. In this equation the archivist finds himself in the place of one who is inheriting and preserving the memory of our past, but also in the teacher's place, for he has the role of adding an ethical and pedagogical value to the past's testimonies, supporting the victims of this past in their reparatory approaches for moral or material indemnifications.

Distinguished audience,

If the archivist profession was associated in the past with the person that was writing down and preserving the documents issued by the ruler of a state,

today, ongoing with the modernization process of the society and the establishment of the N.A.R. institution, it acquired new connotations. From the specific cognizance of administration, preservation and interpretation of historical documents, such as diplomatic, sigillography, paleography, heraldry etc., this profession evolved to superior specificity, in preserving and storing the documents. While the archivist of the 19th century was working only with very old documents, which were interesting just for a narrow part of the public, the nowadays archivist is implicated in the administrative, institutional and legislative area, being entrusted with important attributions with no equivalent in the timid early stages of this profession. Our presence in the life of our society and our activity's permanent connection with the social evolutions, in accordance with the society's needs are the defining coordinates of our profession.

Far from presenting a shapeless or an ordered heap of dusty papers, witnesses of the past, the archives represent a precious instrument of work for an effective and modern administration. The N.A.R. activity in the service of the citizens from 1989 till nowadays is a proof for the previous allegation. The restoring on new bases of the Romanian society, the reforms and the reorganization, as well as the reparatory process wouldn't have been possible without full cooperation of the N.A.R. and the understanding and assumption of the role of living memory and viable institution of the present.

Ladies and Gentleman,

Memory has no borders. Our memory as a nation is preserved in N.A.R. holdings, as a part of the universal memory, representing more than an arithmetic sum of the national archives stocks. Our existence and development as a national institution, and also of the similar institution in other countries is conditioned by the need of communication, by the solidarity and transparency on both social and supranational level. International collaboration and cooperation, along with the gearing and involvement of the society are in our opinion the keys for developing the living memory of nations.

In this spirit of cooperation and professional solidarity, in the name of Romanian Archivists Federation, we salute the presence of our colleagues from other countries and from Romania at this important event for our branch and we wish you all two days of resultful debates and convivial meetings.

Importance of the Prime Ministry Ottoman Archives Regarding the Historical Sources of Romania

YUSUF SARINAY

General Director of State Archives of
the Prime Ministry of the Republic of Turkey

Cultural values have a great importance for being a nation and for making it continuous. Archival documents which we possess form an important part of cultural values. Records that are preserved in archives are the documents which are accumulated, taken over, processed or kept during the execution of procedures by states, institutions or organizations. Archives help us, to a great extent, to learn nations' identities, features and rights. Archives are historical treasures which rely upon strong bases and bind people to the present and future from the past. Archives protect documents against memory loss; make documents to gain the quality of archival material and make us to benefit from them.

Consequently, archives protect and document states' and individuals' rights and international relations. They are used to enlighten and determine historical and cultural matters. Meanwhile, archives become sources for scientific researches by bringing out the usages, customs, social structure and organizations of the period and the relations among them.

During a period of approximately seven hundred years, Ottoman Empire had relations with many countries and nations on a wide geographical area of millions square kilometers and had ruled over some of these countries. After the Ottoman Empire had become a thing of the past, approximately thirty states had been founded on the Balkans and in the Middle and Near East. Thereof, Prime Ministry Ottoman Archives constitute a source for the Turkish nation's history of last six hundred years, culture and civilization, folklore and art, social and economic position, architectural and demographic structure. Ottoman archives, which rely upon the documents of the Grand Vizier's Office, carry the feature of being a source for the national history of almost thirty states with which the Ottoman Empire had relations once.

"Hazine-i Evrak", that means the "Treasury of Records", consists of various registers, which had accumulated as a result of procedures during the historical course of time of the Ottoman Empire, such as Tapu Tahrir Defterleri (Land Survey Registers), Mühimme Defterleri (Important Affairs Registers), Hatt-ı Hümayunlar (Imperial Decrees), Name-i Hümayunlar (Autograph Letters of Sultan), Iradeler (Decrees) and Vakfiyeler (Documents of Pious Foundations). Also it contains documents and registers pertaining to various departments, directorates, ministries and inspectorships of the state. As the name given by the

Ottomans implies, "Hazine-i Evrak" is a real treasury for the Archives in Turkey and in the world. Today 75 millions documents of Ottoman archival heritage, comprising more than 100 millions documents, are offered for the service of native and foreign scholars and researchers. Among the funds that are open for research, thousands of documents shed light on the history of Romania which was one of the countries taking place on the wide geographical area under the Ottoman rule once.

Historical Background of Relations Between the Ottoman Empire and Romania

Ottomans' relations with Romania which was the only Latin community on the Balkans and in Eastern Europe, started with the invasion of Dobruca by Mehmed I. During the reigns of Murad II and Sultan Mehmet the Conqueror, campaigns were made on Moldavia and Wallachia. During the reign of Sultan Mehmet the Conqueror, Romania stayed under the Ottoman rule. Moldavia and Wallachia principalities were united with the Treaty of Paris in 1856. Romanians had stayed under the Ottoman rule during four hundred years and declared their independence in 1877. Ottoman State accepted the independence of Romanians with the treaties of Aya Stefanos and Berlin.

Ottoman Empire, in accordance with the Balkan policy of the state, gave great importance to this region and saw it as a gateway to Europe. This region connects Europe with Asia through Northern Africa, Middle East and Anatolia. In other words, as the Balkan Peninsula takes place on the border line between Asia and Europe, this region became a natural passageway for invasions and a way to spread.

Documents Concerning Romania in the Prime Ministry Ottoman Archives Mühimme Defterleri (Important Affairs Registers)

Important Affairs Registers are the register types kept in the Sultan's Council to record Ottoman Empire's important decisions relating to administrative, political, military, religious, economic and social affairs. Thanks to the information in this fond, which contains 266 registers pertaining to the period between 1553 and 1905, it is possible to get knowledge about the structure of central and provincial organization of the Ottoman Empire; military, legal and administrative structure of the state; and moral, social, economic and religious situation of society. These registers include many decrees concerning Romania.

For example, we can mention the decree 402 in Mühimme Defteri numbered 3. This decree dates back to 1558 and pertains to the period of Sultan Suleiman the Magnificent. In the decree sent to Petri, who had succeeded to the throne upon his father Voivode Mircea's death, below issues were given:

- Justice will be implemented entirely and continuously in the state services.
- Public's security will be ensured completely and necessary measures

will be taken against possible harm by enemies and by people with bad intentions.

The decrees numbered 112 and 1329, dated 1559 and 1560 in the above mentioned register have the same content, as well.

Hatt-ı Hümayun Tasnifi (Imperial Decree Catalogue)

Hatt-ı Hümayun usually means "hand writing of sultan" and is used in the meaning of written order of sultan. Either the important matters had been written by the grand vizier as an abstract and presented to the sultan, or the sultan had ordered grand vizier to write a decree. Until the period of Murad III, sultans had given written orders seldomly only for restricted affairs. After Sultan Murad III, number of imperial decrees increased.

Imperial decree catalogue contains many documents which will enlighten the history of Romania. For example:

The document numbered 12550-C and dated 1797 is a tax lawbook prepared to protect Romanian people against any kind of loss. This lawbook includes the following issues:

- Collecting taxes within the framework of laws by the state officials,
- Paying the current value fees of labor and timber collected from people for the repair of public buildings,
- Paying the entire fees of sheep collected for state,
- Voivodes who have misused their mission by entertaining themselves excessively will be dismissed and punished as well.
- Voivodes will not be punished unless they are guilty.
- Candidates for voivode will sell their excessive real estates in order to prevent gossips.

Apart from the above mentioned ones, there are also some documents about following issues:

- Upon the request of Moldavian and Wallachian boyars which came to Istanbul, voivodes will be appointed from local boyars¹.
- Letter sent by Wallachian Voivode Grigori Ghika to the Grand Vizier concerning that he started his mission².
- Letter of gratitude by metropolitans, priests, boyars and public for the Sultan's order concerning appointment of Wallachian Voivode from local

¹ Hat, 45666, A. D. 1820.

² Hat, 45879, A. D. 1822.

boyars³.

Irade Tasnifleri (Decree Catalogues)

Irade means the order of sultan. Before 1832, some issues, for which Sultan's opinion is required, used to be presented to sultan as an abstract, called *telhis*.

After 1832, these abstracts used to be written as an address o private head clerk of sultan, called *Serkatib-i Şehriyari*. Head clerk used to read them to sultan. After sultan gave his opinion verbally, this opinion used to be written under abstract in italics by head clerk as an address o grand vizier. This is called *irade* that means decree.

Irade catalogue includes thousands of documents relating o Romania. For instance:

- Building a station house in Tolcu town as the ship crew coming o Tolcu infringe upon security and peace of public⁴.
- Uniting Tolcu, Isakçi, Macin and Babadağı towns to adopt a *kaimakamlık*⁵.
- Appointing a teacher for secondary school built in Köstence town⁶.
- Completing the procedures for government house and prison needed in Köstence⁷.
- Appointing a teacher for secondary school built in Mecidiye town⁸.

Meclis-i Vükela Mazbataları (Minutes of the Cabinet)

Meclis-i Vükela is the name of the council which was consisting of ministers and sheikhulislam under the presidency of grand vizier and was deciding on important affairs concerning state's internal and external policy. It is equal to today's "Council of Ministers". Decisions taken in this council were called *mazbata* that is minutes. These minutes comprise period between 1885-1918.

One of the most significant documents in this fond is the document numbered 96-19. According to the decision dated 1 October 1898, permission was given to the Roman ambassador to carry out research in the Prime Ministry Ottoman Archives on the documents, dating back o 1717-1866, concerning

³ Hat 45530-A, A. D. 1822.

⁴ İ.MVL, 4485, December 1849.

⁵ İ.MVL, 5841, December 1850.

⁶ İ.DH, 34950, September 1863.

⁷ İ.MVL, 21851, February 1863.

⁸ İ.MVL, 23432, November 1864.

Wallachia-Moldavia.

Name-i Hümayun Defterleri (Registers of Sultan's Autograph Letters)

Copies of the letters dispatched by sultan to Muslim and Christian emperors and to specially privileged subjects of the Ottoman Empire such as Mecca Sherif, Crimean Khan, Transylvanian King, Voivodies of Wallachia and Moldavia, Khans of Georgia and Daghestan and the replies to these letters had been recorded in registers called "Name-i Hümayun". When Ottoman sultans had succeeded to the throne, letters used to be sent by an envoy to friend and neighboring countries in order to inform the sovereignty of new sultan. Also, a letter with new sultan's imperial monogram used to be given to the ambassadors of the countries to which no ambassador had been appointed from the Ottoman Empire. This letter used to be sent to the emperor by the related ambassador.

Name-i Hümayun registers include many records concerning Romania. Thanks to these records we can follow up the historical development of Romania on administrative, financial and military affairs. For example, the document dated 1858, taking place in line 289 of the register numbered 12 is a constitution of Wallachia-Moldavia. Important provisions of this constitution are as follows:

- Government will be consisted of a voivoide, a senate and a selected council.
- Legal power will be executed by voivoide, senate and council in common.
- Head metropolitan is the leader of senate.
- Head of the selected council will be elected by the voivoide from the members of council each year.

In the line 290 of the same register, essentials to be applied for elections were given. Important articles are as follows:

- Two graded elections will be made.

Number of deputies will be determined according to the importance and size of cities and towns.

- Deputy candidates must have real estates; must be authorized officials and must be younger than 30.

As another example, we can give the translation of the minutes in line 1 of the register numbered 13. These minutes date back to 1867 and determine the shape and color of flags on trade ships. Accordingly, flags will be striped and transparent at the top, yellow in the middle and red at the end.

Temettuat Defterleri (Registers of Profit Tax)

Information concerning public's personal properties, lands, real estates,

animals, etc., by examining settlement areas such as districts and villages had been recorded in registers called "temettuat defterleri". When we examine these registers we can learn social, economic and demographic features of a city in detail.

During the cataloging process of these registers, totally 17747 in number, administrative divisions of the period was taken into consideration. Documents pertaining to Babadag, Mangalia, Măcin and Constanța, cities of Romania take place in these registers. For example: we can give the registers dated 1845 and numbered 11881 and 11882.

The register numbered 11881, consisting of 476 pages, contains information on Christian community in Babadag. As means of subsistence we can see fishery, blacksmith's profession and tailoring apart from agriculture and animal-breeding.

The register numbered 11882, consisting of 152 pages, is related to Muslim community of the same district. Means of subsistence are agriculture, animal-breeding, tobacconist's business, business of grocer, owning of a public bath, coffee trade and service, millstone quarry, profession of a driver, making and selling candles, trade of a tanner, profession of a barber, Quran writing, cooper, trade of a herbalist. In this register we can fix all wards in the center of Babadag. Names of these wards are: Sadi Çelebi, Ahmed Ağa, Çeşme, Kara Nasuh, Ali Fakih, Kadı Mescidi, Çizmecı, Çiteli, Dere, Tekke, Saraç, Yerkesek, Kavak, Sofular, Varoş.

Dahiliye Nezareti Evraki (Documents of Ministry of Internal Affairs)

Dahiliye Nezareti was the institution in which the internal affairs of the Ottoman Empire were executed. Since 1837, the establishment date, it worked in sub-branches and attached organizations. This fond includes many documents concerning Romania.

Document group numbered 46-2/19 of the part titled Private Secretariat of the mentioned fond includes the report prepared by civil service inspector Kemal Bey about Dobruca. This report, consisting of 20 pages, had been prepared upon examinations carried out in Dobruca in 1918. One can have detailed information about the following features of the region:

- Ethnic structure of the region: Turkish and Muslim population was in majority in 1878 in Dobruca region, but in 1918 they were in minority. Population research of 1918 shows that the region composed of 50% Romanians, 25% Turkish-Tatar, 18% Bulgarians and 7% various.

- Detailed information on social and economic situation, customs and usages of Turks who had lived in the region can be found as well. Also there are information about agricultural condition of the region, education, public security and tax types.

Muahedeler Tasnifi (Treaties Catalogue)

This fond includes original copies of the treaties signed between the Ottoman Empire and various countries during the years 1783-1921. The document numbered 178 is the copy of trade treaty between the Ottoman Empire and Romania signed on August 12, 1901. This copy had been ratified by Romanian King Carol I and consists of 7 articles.

Conclusion

In the Turkish archives there is a great amount of documents shedding light on the historical course of time of the relations between Turkey and Romania. The above mentioned examples comprise a very small part of the documents we possess. If we consider that there are hundreds of fonds and sub-branches of the fonds as well, then the size of the archival treasure can be estimated.

The General Directorate of Turkish State Archives implemented an automation project in order to share this archival treasure with scholars and to fulfill its historical responsibility. As a result of this project, approximately five millions documents were transferred into internet environment. People can carry out research, free of charge, on our web-site in the address: www.devletarsivleri.gov.tr.

I conclude the presentation by expressing my sincere wish for the development of continuing relations between the two states within the framework of archives.

Archives in a Changing World

HARTMUT WEBER

General Director, Bundesarchiv, Germany

I am very pleased to speak on the occasion of celebrating the 175th years anniversary of the Rumanian national archive. I am gladly queuing with the congratulators for this jubilee. Two years ago my honoured colleague Cornel Lungu together with his committed staff has shown me the Rumanian state archive here in Bukarest and other important archives like the one in Sibiu. I have seen rich historical fonds, I was exalted by the beautiful archive building in the typical art nouveau stile in Sibiu. But the Rumanian archives have also taken off to play a vital role in the 21st century. The saying "persisting is what is changing" holds true for archives as well. Persisting is what is changing might be the motto of my further talk.

By the technological development especially in the realm of information and communication our society is changing even more than by all known measures of rationalisation, of modernisation or by revolutionary processes. This holds true as well for the informatisation of the individual as for the market driven globalisation. By this the life of the individual and the appearance of society is in a very short time going to be more thoroughly changed than all other technological developments in centuries before could have done. Information has become a value in itself. Information should float in connection with industrial production but increasingly even free of it in every amount and quality. It should be available where needed, in a first-class quality and at the right moment. When information is interconnected it is going to contribute ever more to the creation of wealth in society and its subsystem economy than the production of material goods.

In the architecture of the information society the archives are playing a central role beside the libraries and documentary institutions. This significant role lies in their division of labour function to preserve information over long time periods and make this information available. By this they guarantee the tradition of knowledge with their spatial and temporal dimension that is the basis for every new knowledge. The archives are distinct from the other institutions that are keeping knowledge by preserving information out of the information pool of the state. The state with all his division is the biggest owner of information.

At his disposal there are large and trusted holdings of infonnation that cover nearly all important areas of life such as economy and finance, work and

welfare system, health and demography, schools and universities, home security and migration, traffic and environment. A significant part of this information comes to the archives as archival material in the context of its origin. The archives have the obligation to keep it and make it commonly available. In contrast to the reservoir of knowledge that is constituted by the book, archival material originates not for the purpose of disseminating knowledge. Archival material originates from a co-operative process of forming of opinion and consequent decisions of government and administration, it collects the knowledge of the people preparing decisions or substantiating these. The administration does not need archival material any more for this primary purpose once the task is fulfilled. But as secondary purposes it is open for any questions specially from an inquiring and scientific perspective. Authentic archival material in its original context of creation is therefore an nearly inexhaustible mine of knowledge or at least information, that could produce new knowledge by ever new connections between information and data. This importance of information deriving from the public sector for the development of the economy in Europe is further emphasised by the regulations of the European union and the subsequent creation of archive laws and laws regulating the access to public information in the member states. The current and liberal access to information from the public mine of information becomes consequently a question of advantage in competition and must therefore be granted. Where raw material is getting scarce knowledge itself becomes a raw material and information a resource which are crucial for competition in an information and in a society oriented on services.

Archives always have adapted themselves according to the developments and needs of the society. They have left behind their function as a legal armoury for the proof of claims and privileges of the magistracy and have opened their holdings to the scientific community in the age of the nation state and thereby helped with their sources for a national history to found a national identity. They have found their place in the culture of remembrance by maintaining authentic sources for the examinations of the pleasant and less pleasant periods of the history of one country including the barbaric aberrations. They have – and here I am addressing especially the archives of my country – substantially contributed to societies putting asunder with two dictatorships in the last century and have rendered it possible that the victims of tyranny and degrading treatment were getting compensation and satisfaction. Besides in the last two decades they have undergone a decisive change of paradigms: from institutions that are holding archives and make the material accessible more exceptional to service institutions that promote the use of the archival material as a right provided by law for everyone. Accessible archives with a high quality of services have become a mark of a liberal and democratic constitutional state, since they guarantee that the

actions of government and administration can be examined.

This change of paradigms from an archivist as an advocate of the intact preservation of the archival material to an advocate of the users of the archival material or at least as a representative of both interests in a responsible weighing was only possible because the archives opened themselves to the new technical possibilities: the knowledge of the possibilities and the limits of the preservation of archival material enables the professional compromise of interest between protection and use. The techniques of photographing, copying and microfilming could be used for the protection of endangered archival material as well as for the use of it. The graphic information of a document that is stored on a copy, a photo or a microfilm enables the ubiquitary use of documents that remained physically stored under conditions in the repository that keep their life expectancy high. And by copying or photographing archival material new graphic information results that belongs to a new holder of information. The holder of the information and the information belongs together and archives could preserve archival material by packing up the holder of information expertly and keeping them under the right conditions.

This by centuries proved principle of preservation does not work any more with digital information. From the technical changes that characterise the information society none has such significant effects on the archives than the possibilities and characteristics of digitalisation. Digitalisation has separated for the first time what was formerly for archive inseparable: that is information and its holder, the holder of script and the writing material. In contrast to information on a charter, a file and even a microfilm digital information is not directly readable by humans. It is not bound to a specific holder, is transitory, could therefore be transported through the net, copied from one holder to another, changed and deleted. Only suitable applications for coding and encoding in connection with fitting computer and reading devices makes the ensemble of digits with the ordinary values of 0 and 1 readable and only the right application makes this information understandable. The holder of information of the digital age are only meant to keep the digital information on optoelectronic or magnetic material for a few decades. But even these relatively short periods of maintaining the information on its holder exceed by far the life expectancy of the systems combining hard-and software that are able to make this information understandable for humans. There is good reason to call the digitalisation as the second and even more enduring revolution beside the invention of printing with movable type.

Archives are therefore faced with wholly new challenges. One can not pack electronic records in boxes and place them on a shelf. Archives need totally new strategies to make digital information out of applications of e-government in

the context of their origin accessible for the long periods of time that administration and user are used to. It is not done with stabilising the digital documents over a long period of time – which means for archivists for ever –, to get a quality of archival sources that one is used from the paper world, every step of work on the topic and the processes of decision making must be documented. Digital documents must therefore be accompanied by certain metadata that tell something about the creation and development of the documents. Archivists therefore are not only responsible for the technical possibilities of the long term accessibility of digital information by migrating emulating or converting, they have to speak with all the agencies which are operating e-government applications to make sure that the digital information is going to be connected with the necessary structural and workflow information. Preserving digital archives is not only a technical challenge but a professional and organisational task for archivists in the next decades. Because for a not foreseeable time archivists will face a hybrid chaos: in one agency traditional analogue archival material will be in use next to digital records, which will be administered more or less automatically. The archives must therefore establish new methods of appraisal, of preservation and conservation and of the utilisation of hybrid archives.

Since now I have shown the effects that the digital environment cause for the task of preserving the archives. The digital world of information brings a lot of advantages for the electronic description of archives and for distributing the information. All over the world the archives have learned in a short period to use the internet for professional purposes. A ever growing number of archives informs the public not only about opening hours and conditions of use but also presents information on the holdings and online finding aids. By providing such services the archives conform to the expectations of the information society I mentioned at the beginning, they make useful and high quality information accessible at the time and the place when the people are going to use it. Archival finding aids and the technology of the web are made for each other. The structure of the web that may be connected on different levels and its technology of hypertext with the possibility of the user to navigate on his own and use associative ways for searching is supporting the open functionality of archival finding aids in a very special way.

Of course, a society hungry for information which is looking for an easy access to high quality and authentic information will also demand to use the archival material in a digitised form. Therefore it is absolutely necessary to have professional description that is allowing a immediate access to the archives. For the digitising programs of the archives the rule of the thumb holds true: firstly 100% of the description of the fonds of an archive should be ready for online

consultation, secondly one should provide 10% of finding aids to much frequented fonds on the net before thinking about presenting 1% of digitised archival material in the world wide web.

Nowadays archives are only able to play a vital role if they use the key technologies of the internet. Archives working together with other archives are more likely going to be recognised by the public as a group and as individual archives. By integrating descriptions of holdings of different descriptive levels of one archive or even of many archives in gateways the online-presence of archives is even more valuable. These gateways could be organised around thematic or regional aspects or combining both views. Like no other media the internet has changed the conditions for common border-crossing services. Now it is on the archives to place emphasis on the co-operation in such connected systems. The digital environment places archives for utterly new challenges – and the old "challenges" are by no means worked out. I will name only the keywords: preservation of archives, measures against the degrading of paper, restoration of archival material that was damaged by defective storage and frequently usage, the advancement of the storage by erecting functional archive buildings. Often the work on describing old holdings or even transferring documents from governmental or administrative agencies belongs to the old challenges or deficiencies. But then new challenges arise that have nothing to do with the digital environment for example the now sensible effects of the global warming. Archives have to prepare for the effects of catastrophes such as hurricanes and flooding, which even in Europe has become not only possible but probable and has caused in the last decades heavy damage to archives.

The council of the European Union has passed the report on archives in the enlarged European Union on the 14th of November 2005, that was set up by the national archives together with the commission who was in charge. Most of what I told today you will find in this report and its recommendations. In the middle of this European initiative stands the invitation to work together across all boundaries in order to face the challenges side by side and find together the right answers. I am glad to find the 175 years old Rumanian national archive in future in the circle of European archives that are going to find common solutions on the European level.

L'ARCHIVISTE: ESQUISSE DE PORTRAIT

LOREDANA DASCĂL
archiviste

*Homo homini deus est, si suum officium sciat.**
(Status, Fragm. 14)

L'image de l'archiviste dans les modèles de la conscience publique et de la littérature

Être archiviste s'est consacré au long de l'histoire en tant que profession qui imprime une nature quasi monastique, qui accomplit ses attributions au prix de l'isolement complet du vacarme citadin, en échange à l'acquisition des bénéfices spirituels d'une occupation paisible. Cette profession a fait ressortir dans la conscience publique l'image de l'homme tenté et invité à discuter avec les voix du passé et avec ses protagonistes. C'est une espèce à part de "testis temporum" dont l'isolement épicurien nourrit le désir que les profanes ne troublent pas son univers et son attention pour le réveiller à l'actualité. L'archiviste a donc été le découvreur vigilant d'un trésor fermé dans l'espace obscur et pacifique de son propre atelier de travail. Mais cette réclusion a été jadis la garantie de son honnêteté et de son professionnalisme.

Un autre type de profil caractériel, où celui qui s'occupe des archives est privé des passions spirituelles, cette fois-ci, de son travail, met en cadre "le petit vieux aigri, chauve, les manches et les lunettes en écaille attachées au fil de fer, le petit coussin sur la chaise, avec un parfum d'humidité et de moisissure, grâce à son travail – caves, celliers, chambres insalubres. C'est lui le possesseur d'un loden en lambeaux et d'une serviette râpée, dans laquelle il ramène son goûter de chez soi, car il ne peut pas se permettre de manger à la cantine. Un type maussade et las qui en a assez de la vie car il ne réussit à satisfaire ni ses chefs, ni sa femme, et surtout ni ses enfants"¹.

En littérature aussi, l'aspect tragique est attribué au personnage orienté vers les archives, où des portraits tels Astier-Réhu, de *L'Immortel*, de Alphonse Daudet, ou Jorgen Tesman, de la pièce *Hedda Gabler* de Henrik Ibsen, sont des caractères paradigmatiques, construits sur la typologie du spécialiste en histoire.

* L'homme est un dieu pour l'homme, s'il connaît son devoir.

¹ Corneliu Tamaș, *Aurelian Sacerdoțeanu et l'archivistique au milieu du siècle passé*, in *Centenaire Aurelian Sacerdoțeanu (1904-2004)*, Râmnicu-Vâlcea, Editions Almarom, 2004, p. 112.

Le premier², archiviste dans le Ministère des Affaires Étrangères, fait l'objet d'une étude de mœurs centrée sur les aspirations engagées par l'arrivisme; il est sensible aux aspects du confort matériel, "maniaque et féroce" dans sa collecte des documents et des honneurs académiques, mais incapable de lire l'humanité et de vivre les émotions de la vie. Le deuxième, avec son unique passion déclarée "de collectionner et de copier des paperasses, des parchemins...", c'est "un naïf, une âme pure...". Anti-politique, il est atteint de scléroses qui se traduisent par des tics verbaux, il n'est "pas du tout amusant en tant que compagnon à la longue", surtout en tant que mari; mais il est brillant par son aspiration et son effort de récrire le manuscrit détruit d'un confrère – pour en récupérer l'information, tout en souffrant consciemment à cause de la perte de ce document précieux où se sont construit deux âmes; il assume sa mission en dépit des inconvénients du fait que l'œuvre ne lui appartient pas: "Je dois! Il ne nous reste rien d'autre à faire. Bien que mettre en ordre les papiers d'un autre n'est pas forcément mon occupation favorite"³. Jorgen Tesman transforme ainsi le fardeau en devoir envers la mémoire, en vocation.

En conclusion, la littérature met en scène ici l'archiviste – en tant qu'individu zélé et consciencieux, inoffensif et sans défense parfois, exposé au pièges, et à la malice du monde, dépourvu de sens et intelligence pratiques, ennuyant et méprisé par les personnages féminins bien définis.

Ni même de nos jours les images altérées ne sont complètement disparues du mental collectif, le discours du Secrétaire du Conseil National des Archives (Le Royaume Uni) en étant édificateur:

"... la population a l'impression que nous nous occupons la plupart du temps avec la lecture de documents et que l'archiviste est plutôt une personne introvertie qui n'aime pas entrer en relation avec son prochain, qui est assez peu sociable, qui est... bizarre et qui, selon toutes les probabilités, est célibataire"⁴.

En laissant de côté les tares des typologies de cette profession, il faut souligner le fait que le portrait individualisé de l'archiviste d'aujourd'hui – avec de larges perspectives de généralisation – montre et tend vers un type humain doué d'une conscience parfaite, avec une structure morale inaliénable et vérifiée, mise dans un schéma impératif par un édifice solide de qualités, aptitudes, velléités et traits qui sont soit natifs, soit réglementés par des lois, normes, codes. Tout cela s'est bien construit sur tradition et expérience, en s'inscrivant sur une trajectoire ascendante toujours active.

² Alphonse Daudet, *L'Immortel. Mœurs parisiennes*, Paris, Aphonse Lemerre, 1888.

³ Henrik Ibsen, *Théâtre*, Bucarest, Editions pour la Littérature Universelle, 1966, vol. III, p. 365.

⁴ Margaret Turner, *La profession d'archiviste – est-elle encore intéressante?*

Traduction de Lucian Ureche.

Normes, réglementations et impératifs actuels: législation, éthique, déontologie

Dans le cadre législatif roumain, le repère normatif des attributions et des responsabilités de l'archiviste est représenté par l'acte qui légifère le *Statut des fonctionnaires publics*⁵, ayant comme but:

- de théoriser les valences d'un service public stable, professionnel, transparent, efficient et impartial dans l'intérêt des citoyens;
- de fixer les activités qui impliquent l'exercice des prérogatives de pouvoir public;
- de classer les fonctions publiques et les catégories de fonctionnaires publics;
- d'établir les critères de recrutement, de promotion et d'évaluation, les droits et les devoirs, les sanctions disciplinaires et la responsabilité des fonctionnaires publics et
- de réglementer les rapports de travail.

Dans le contexte de l'analyse du profil professionnel et moral de l'archiviste, les principes de l'exercice de la fonction publique sont notables:

- la légalité,
- l'impartialité,
- l'objectivité,
- la transparence,
- l'efficience et l'efficacité,
- la responsabilité,
- l'orientation vers le citoyen, la stabilité dans l'exercice de la fonction et
- la subordination hiérarchique

Tous ces principes représentent des demandes fermes pour la réalisation de compétences qui, dans le processus de l'évaluation, impliquent la vérification par des tests de fidélité et d'intégrité professionnelle.

En ce qui est de l'exercice des attributions et des responsabilités, les principes qui renforcent la tenue de l'archiviste – fonctionnaire public deviennent des obligations au cas de l'archiviste – fonctionnaire du Ministère de l'Administration et des Internes, conformément auxquels il doit⁶:

- assurer un service public de qualité, au bénéfice des citoyens;
- faire preuve de comportement professionnel;

⁵ La loi nr. 188/1999 qui concerne *Le statut des fonctionnaires publics*, in "Monitorul Oficial", p. I, nr. 251 de 22 mars 2004 (modifiée et complétée par la Loi nr. 251 de 23 juin 2006).

⁶ *L'Ordre S 177/8.04.2004 concernant les tests de fidélité et d'intégrité professionnelle du personnel du Ministère de l'Administration et des Internes*, chap. 3.

- assurer la transparence administrative, obtenir la confiance du public dans la structure du Ministère de l'Administration et des Internes;
- respecter la Constitution et les lois, les dispositions légales, l'éthique professionnelle;
- être loyal à l'institution, ne pas préjuger l'image, l'intérêt et le prestige du Ministère de l'Administration et des Internes;
- assurer la dignité de la fonction publique, en alliant la liberté du dialogue à la promotion des intérêts du Ministère de l'Administration et des Internes;
- cultiver la liberté d'opinion sans être influencé par des points de vue personnels;
- avoir une attitude conciliante en évitant tout conflit issu de l'échange d'opinions;
- faire preuve d'un comportement fondé sur le respect, la bonne foi, la correction et la gentillesse.

On admet que l'éthique actuelle est tributaire à la lucidité et à la compréhension. Ainsi, les obligations du fonctionnaire dans le Ministère de l'Administration et des Internes réclament-elles "la diplomatie du dialogue et du consensus entre les individualités libres et respectées"⁷ et la morale a comme objectif "l'équilibre entre l'efficacité et l'équité, entre les droits individuels et les impératifs officiels"⁸. Ce sont autant de points d'attache au matériel humain des Archives.

Dans le même sens, en tant que structure spécifique, cet organisme élabore une éthique particulière et agit par des normes morales de cohabitation sociale. Ces normes sont basées sur "comportement décent, ... correction, respect et sollicitude"⁹, sur "sens de la justice, ouverture spirituelle, ... disponibilité de communication avec les autres membres de la société"¹⁰, se situant déjà au centre des activités et de la conduite socioprofessionnelles du fonctionnaire d'un système de valeurs¹¹, système construit sur les règles de la tradition et de l'évolution humaine, sur des repères tangibles, des impulsions spirituelles vers l'abstrait, l'universel. L'idée-force: "pour accomplir les valeurs-but: le bien, le beau, le vrai, la justice a besoin de valeurs-milieu comme les valeurs

⁷ Iulian Nedelcu, *La nécessité de la promotion du changement dans l'activité d'éducation morale*, in *Les valeurs morales dans le processus éducatif spécifique au Ministère des Internes*, Bucarest, Editions du Ministère des Internes, 1997, p. 95.

⁸ *Ibidem*.

⁹ *Le code éthique du fonctionnaire dans le Ministère des Internes*, 2002, II, 14.

¹⁰ *Ibidem*, II, 12.

¹¹ Formulées plus concrètement: intégrité; respect pour l'ordre et la loi; sollicitude; impartialité; responsabilité; loyauté; professionnalisme; discrétion; *Ibidem*, I.

économiques, les valeurs professionnelles, la légalité, le courage, la santé, le sacrifice, la volonté"¹².

À son tour, la profession d'archiviste a filtré son essence morale, suite au fait que les valeurs et les standards propres sont des critères de performance qui doivent interagir avec les critères de la société. En plus, l'éthique professionnelle fonctionne comme un facteur d'homogénéisation dans le domaine et, en même temps, comme une instance d'interpellation morale de la communauté professionnelle. Elle fournit la note d'orientation et la cadence de la relation de l'archiviste avec les catégories socioprofessionnelles intéressées par le document, dans les services qui impliquent un engagement comportemental de relation.

En tant que reflet de cette conscientisation, certains États ont élaboré des codes d'éthique professionnelle d'archivistique, mais un code déontologique de l'archiviste a été mis en discussion pour la première fois en 1992, au Congrès du Conseil International des Archives de Montréal, dans une section spéciale. Plus tard, en 1994, le comité de la section des associations professionnelles des archivistes du Conseil International des Archives, réuni en France à Rennes, a analysé le code de l'archiviste en notant des *Normes éthiques internationales de comportement des archivistes*¹³. Les vingt six articles du document analysent ponctuellement des problèmes tels: l'assurance de l'intégrité et du bon état des documents; l'uniformisation de l'activité, des standards et des pratiques; la restriction de l'accès aux documents; le perfectionnement de la pratique et de la capacité professionnelle; la transmission de l'expérience vers les disciples; la collaboration collégiale et l'évitement des conflits, dans la manière dictée par les standards archivistiques et par les normes éthiques; le déroulement des relations avec les représentants des professions adjacentes, sous l'empire du respect et de la compréhension.

Les normes mentionnées ont eu un rôle propédeutique à l'élaboration du *Code de déontologie archivistique*, approuvé au XIIIe Congrès International des Archives, à Beijing, le 6 septembre 1996¹⁴. La déontologie opère avec des concepts fixes, inéluctables, en établissant la pyramide des exigences obligatoires, le graphique des obligations, la dimension du devoir; elle est la réflexion à travers le temps du concept de base de la morale antique, concept

¹² Ion Dumitrașcu, *Le système de valeurs – système de référence pour la formation des futurs cadres du Ministère des Internes, pour l'orientation de leur travail et de leur vie, pour les valeurs morales dans le processus éducatif spécifique au Ministère des Internes*, Bucarest, Editions du Ministère des Internes, 1997, p. 54.

¹³ *L'éthique dans les Archives*, in „Bulletin d'information et de documentation archivistique”, Bucarest, V (1996), no. 4, pp. 9-12.

¹⁴ *Le code de déontologie archivistique*, in „Revue des Archives”, Bucarest, LXXIV (1997), no. 2, pp. 32-36.

débatu par les doctrines philosophiques préoccupées par l'idéal du bonheur, de la vertu, du bien-beau, tangibles par: τὸ δέον¹⁵, τὸ πρέπον¹⁶, *decorum*¹⁷.

Le code de déontologie archivistique explique, en préambule, l'objectif de l'établissement de certaines règles supérieures de conduite professionnelle, et du transfert de demandes sur le corps professionnel en formation, l'intention de renforcement des responsabilités et celle de réception de la confiance publique. Pour appliquer le *Code...*, on recommande l'initiation de politiques et de pratiques qui peuvent se lancer par des démarches éducationnelles ou par la réalisation d'un mécanisme d'orientation dans les cas discutables, pour examiner la conduite contraire à l'éthique.

Les principes ainsi énoncés et commentés visent: l'intégrité du matériel archivistique, la réalisation de l'évaluation, de la sélection et du maintien selon le principe de l'origine; la protection de l'authenticité des documents tout au long du travail, de la préservation et de l'utilisation; la permanente accessibilité des documents; l'évidence et la justification des opérations archivistiques; la garantie pour l'accès aux documents et pour les services impartiaux, pour le respect de la vie privée; l'évitement des situations qui peuvent produire des conflits d'intérêts. Les deux derniers points expriment la véritable profession de foi de cette entité professionnelle, l'essence de la durabilité et du progrès des méthodologies de travail et le critère de la formation, la définition et la conservation de l'individualité des archivistes:

"Les archivistes doivent aspirer à la performance professionnelle par le perfectionnement systématique et continu de leurs connaissances liées à l'organisation des Archives et par la communication des résultats de leurs propres recherches et expériences.

Les archivistes doivent promouvoir la protection et l'utilisation de l'héritage documentaire universel par la coopération avec les membres de leur propre profession ou d'autres professions".

Dans l'esprit de ces mots on a formulé le droit des fonctionnaires publics de perfectionner continuellement leur formation professionnelle et, en même temps, l'obligation de suivre des perfectionnements professionnels¹⁸. Le perfectionnement peut être réalisé à travers des cours de formation et d'harmonisation ou de spécialisation, des cercles professionnels, convocations thématiques ou tests professionnels, des sessions scientifiques ou participations à

¹⁵ Le devoir.

¹⁶ Ce qu'il faut, il est nécessaire.

¹⁷ Ce qui est adéquat, ce qui est convenant; plaisant conformément à la morale.

¹⁸ Loi no. 188/1999 concernant le *Statut des fonctionnaires publics*, chap. V, *Droits et obligations*, art. 31, alin. (1) et art. 47, alin. (1), in "Monitorul Oficial", p. I, no. 251 de 22 mars 2004.

des congrès internationaux, l'association dans des organisations professionnelles ayant comme but la promotion des intérêts propres et des intérêts de l'État. Ces formes de perfectionnement assurent la continuité dans la transmission des connaissances vers les générations qui suivent, et accomplissent les exigences déontologiques de la communication, de cette "osmose d'opinions, conceptions, visions, de catégorie qui permet le déroulement spontané du processus archivistique interne"¹⁹.

Dans cette structure cristallisée on trouve déjà les nouvelles compétences d'un métier en pleine transformation, mais toujours à l'hypostase de l'accumulation des aptitudes nécessaires aux activités traditionnelles. Ce sont ces activités qui ont formé la patience, le calme, l'introspection, la rétrospection de l'archiviste. Mais les nouvelles technologies de l'information, de la recherche et de la communication demandent d'autres compétences nouvelles: la rapidité et la mobilité, l'intérêt et la curiosité face au nouveau dans les domaines social, public, législatif, scientifique et technique, une adaptabilité extraordinaire. L'archiviste d'aujourd'hui présente les traits d'une conscience entraînée dans la dynamique socioprofessionnelle du présent: esprit d'initiative et de prévision, empathie, sens de l'organisation, habilités pédagogiques, esprit d'équipe, disponibilité, rigueur, perfectionnisme.

Méthodes de travail; concept de *vocation* et *devoir*; traits socioprofessionnels

L'uniformité des activités et des méthodes de travail est un *desideratum* appliqué en ce domaine, dans l'acception de la définir comme science sociale de l'histoire, qui suppose le travail intellectuel sur un plan rapproché de la recherche scientifique.²⁰ Un tel terrain est accessible aux esprits systématiques qui évoluent de faits concrets à des généralisations, de phénomènes à des lois, du particulier au général à travers l'analyse et la synthèse conséquentes, en suivant l'induction et la déduction pour arriver finalement à un système cohérent qui n'admet pas de contradiction, un système scientifique et homogène. Il faut signaler que la réalisation des activités et des opérations archivistiques utilise les méthodologies et les ressources de la logique, grâce aux formes de jugement systématique (la description, la classification, la division, la définition, la démonstration) ou heuristique (l'induction, l'analyse, la synthèse, l'analogie, l'hypothèse), de la même manière qu'elles ont été introduites dans les principes de l'antiquité.

¹⁹ Marin Radu Mocanu, *Les Archives et l'État*, Bucarest, Editions du Ministère des Internes, 2000, p. 116.

²⁰ Florea Oprea, *Essai sur l'archivistique*, in *Centenaire Aurelian Sacerdoțeanu (1904-2004)*, Râmnicu-Vâlcea, Editions Almarom, 2004, pp. 134-142.

L'effet en est la projection d'un monde de l'archiviste, un monde occulte²¹, qui gravite autour d'une réalité des choses, un monde de la vérité historique – objet de science, qui se veut découvert, déchiffré, mis en valeur. Les méthodes de travail intellectuellement systématiques ne refusent pas l'apport de l'intuition et de l'inspiration spécifiques à l'esprit qui part de synthèses toutes prêtes en gardant la vue intérieure du fait, instrument à la portée de la nécessité pratique, vitale lorsqu'il faut suivre la voie empirique, l'expérience mentale. Les hypothèses de travail peuvent naître ainsi en tant que déductions de la théorie archivistique, ou idées produites par les observations propres ou comme effet de la logique personnelle.²²

Tout en opérant avec des normes et formules fixes, la science de l'organisation des archives ne leur obéit pas exclusivement, comme il est le cas des mathématiques et de la grammaire; il suffit parfois d'établir le point de départ dans les méthodes et les lois mémorisées par l'adéquation à l'expérience propre, pour déduire les méthodes spéciales de celles générales, ou pour que ces dernières reçoivent des modifications, des perfectionnements, de nouvelles créations au moment opportun sans ignorer pour autant l'essence de la vocation conservatrice de l'archiviste.²³

Toutes les démarches sont mises à la disposition de la formation de l'archiviste en spécialiste de l'information écrite, ce qui le situe près des catégories professionnelles qui s'occupent de la gestion et la manipulation de l'information (bibliothécaires, muséographes, informaticiens etc.) et montre sa participation à l'effort concerté de rendre accessible l'information, dans une ère marquée par cette tendance. C'est un côté de la connaissance qui fait connaître un autre trait du représentant de cette profession, car l'information détermine la cohésion sociale, l'harmonie entre les êtres et les institutions et entre les séquences temporelles, d'une telle manière que l'aspect attractif de cette profession ressort de l'aspiration vers l'harmonie sociale. Et cette harmonie peut se réaliser par le contact avec l'information, par la recherche permanente des réponses et leur communication, par l'exploration de la mémoire de l'humanité et la réalisation des mécanismes de sa reconstruction.

Cette dimension intellectuelle de l'orientation professionnelle ne contredit point²⁴, mais vient à l'appui de la conception de formation de l'archiviste – historien, érudit, connaisseur des sciences auxiliaires. Le plaider

²¹ Aurelian Sacerdoțeanu, *Préparation des archivistes*, extrait de „Hrisovul” – Bulletin de l'École d'archivistique, Bucarest, 1945, V, p. 27, apud Bonaini, *Opuscoli*, p. 20.

²² Florea Oprea, *op. cit.*, p. 137.

²³ Pio Pecchiai, *Manuale pratico per gli archivisti*, Milano, Ulrico Hoepli, 1928, p. 90.

²⁴ Sur la conciliation des deux conceptions apparemment antagonistes, voir Jean Favier, *La pratique archivistique française*, Paris, Archives Nationales, 1993, pp. 28-29.

pour les valences érudites, multidisciplinaires ne peut encore être d'actualité, d'autant plus que l'archiviste doit couvrir de point de vue intellectuel tout le savoir humain pour mettre en fonction cette science: l'histoire, la chronologie, la paléographie, la diplomatique, la généalogie, la sigillographie, la codicologie, la vexilologie, la phaleristique, l'héraldique, la numismatique, la métrologie, la géographie, la démographie, la toponymie, la philologie, le droit, la biographie, la bibliothéconomie, la bibliographie etc. Les exigences concernant la dot intellectuelle sont valables dans le cas de l'archivar²⁵ aussi qui "doit avoir une bonne culture générale et une mémoire sans faille."²⁶ La finalité est exprimée par Eugenio Casanova, dans l'*Archivistique*: "le plus érudit est l'archiviste, les meilleurs sont l'ordre et l'inventaire qu'il sait préparer pour l'étude d'un autre, lorsqu'il a la conscience de son propre *devoir*."²⁷ (n.s.)

Grâce à la mise en évidence d'une certaine *vocation*²⁸, l'archiviste fait partie des extrêmement peu nombreuses catégories socioprofessionnelles qui se proposent, conscientisent, véhiculent, soutiennent et perpétuent le concept de la *vocation*, défini très concisément dans l'une des premières stipulations d'organisation des archives:

"eligendo quodam ... qui horum habeat custodiam: quatenus incorrupta maneant haec et velociter inveniantur a requirentibus, et sit ... archivum"²⁹.

On y voit concentré ce que Pio Pecchiai indique "le premier concept de l'archivistique": l'assurance des documents et la facilité d'une recherche des plus rapides, et celui qui réussit à l'appliquer le mieux "peut être couronné comme Archiviste"³⁰.

Le fait que l'essence d'une profession tourne autour de l'idée de devoir détermine, de nouveau, la connexion à la morale. Il s'agit d'une morale noble de la loi fondamentale qui fait la liaison entre la norme et l'action, entre l'impératif et les faits, étant ainsi la garantie de l'accomplissement de la vocation à travers l'expérience et la transcendance de la réalité pratique au nom des valeurs abstraites, universelles. Située au centre des philosophies antiques comme une

²⁵ "Archivar" est, en Roumanie, l'employé sans études universitaires.

²⁶ Aurelian Sacerdoțeanu, *op. cit.*, p. 22.

²⁷ *Ibidem*, p. 30.

²⁸ Aurelian Sacerdoțeanu est l'auteur des sentences sur cette idée: "Si l'archiviste remplit son devoir spécifique ... il accomplit son destin", *op. cit.*, p. 25; "L'archiviste préparé coordonne... pour pouvoir accomplir sa vocation, vocation que l'archivistique lui présente sans cesse", *op. cit.*, p. 19.

²⁹ Il faut choisir quelqu'un auquel confier leur garde (des actes – n.n.), de telle manière qu'ils restent intacts et soient tracés rapidement par les sollicitateurs et être ... les archives. (Justinian, *De defensoribus civitatum*, V, (2) in *Corpus Iuris Civilis*, III, *Novellae*, Berlin, 1954.

³⁰ Pio Pecchiai, *op. cit.*, p. 29.

condition de la vertu et du bien suprême, *l'obligation*³¹, qu'elle porte le nom de "τὸ δεῖν"³², ou de "officium", représente la somme des actes que la raison choisit d'exécuter, en tenant compte de *ce qui est convenant*; en plus, elle peut être une condition du bonheur lorsque l'homme peut accomplir ce qui lui est donné à réaliser par sa nature et par ce que sa raison le conseille. Par conséquent, le devoir représente depuis toujours pour l'archiviste l'élément repère dans la formation des savoir-faire et des vertus, dans sa formation et son activité... C'est un repère qui ressort de la perception intellectuelle et affective tout à fait particulière sur le temps, comme distance du mouvement du monde. Et cela acquiert du corps dans la dimension du passé par la matérialisation à travers des documents et leur accumulation en tant que trésor national, dont la protection est la responsabilité de l'archiviste, conformément à la loi, à la moralité et à l'attachement:

"Chaque archiviste doit être persuadé du fait que le matériel qui lui est donné a besoin de son protection illimitée, qu'il est nécessaire que toute pièce de cette nature soit considérée comme partie de son propre âme, comme le témoignage d'un ancêtre"³³.

D'ailleurs, les Archives représentent le milieu le plus propice pour revivre ou repenser le passé. L'un des traits caractéristiques dominants du personnel est le passéisme, ce qui se traduit en langage professionnel en "le microbe du document" ou peut être appelé "le goût d'archives"³⁴. C'est le ferment qui, faisant abstraction de la routine, les privations et les scléroses de ce travail, déclenche la boîte de résonance de l'histoire et devient le stimulant de l'efficacité de l'archiviste, générateur de la vocation. Sans cet "ingrédient", l'activité serait mécanique, digne plutôt d'un fonctionnaire à la poste ou aux chemins de fer, insensible à "ce qui leur passe par les mains"³⁵ et évidemment que l'employé ne sera jamais un bon archiviste, une conscience éveillée. On a invoqué "l'esprit du devoir et de l'abnégation"³⁶, "la qualité, la capacité et la fidélité extraordinaires"³⁷, mais, au-delà de tous les encadrements légaux ou les portaits littéraires, le profil de l'archiviste se distingue par la superposition de la condition de "servus servorum scientiae ... et Rei publicae"³⁸. C'est une condition

³¹ Le premier à avoir utilisé le terme d'„obligation" a été Zenon de Kition, le fondateur du courant stoïque.

³² Devoir; l'équivalent est celui de devoir moral.

³³ A. Sacerdoțeanu, *Recommandations*, Bucarest, 1945, p. 354.

³⁴ Arlette Farge, *Le goût d'archive*, Paris, Archives Nationales, 1989.

³⁵ A. Sacerdoțeanu, *La préparation des archivistes*, p. 24.

³⁶ Idem, *Recommandations*, loc. cit.

³⁷ Idem, *La préparation des archivistes*, p. 26, apud F. de Porras Huidobro, *Disertacion sobre archivos, y reglas de su coordination*, Madrid, 1830, pp. 73-74.

³⁸ Le servent des serveurs de la science... et de l'État.

acceptée et nourrie par les vertus d'une catégorie socioprofessionnelle où prime le travail orienté vers le bénéfice d'un autre – qu'il s'agisse d'institutions et de personnes qui créent des fonds, ou de chercheurs qui demandent et utilisent l'information... Aborder les fonds personnels détermine, à côté de l'approfondissement des méthodes de réalisation des biographies, la participation constante aux moments de la vie, aux étapes professionnelles et scientifiques des destinées déroulées et, inévitablement, la participation subjective de l'archiviste, en dehors du contexte professionnel, objectif, technique. Ainsi, l'archiviste achève sa légitimité de biographe en tant qu'effet de son miroitement dans la galerie de visages vivant dans les documents.

En ce qui concerne l'abnégation, l'altruisme et la sollicitude des employés des Archives, toute une série de documents de fonds personnels, des épistolaires surtout, parle des services désintéressés et de l'aimable découverte et mise à disposition des éléments (notes bibliographiques, la mention des sources pas encore exploitées, des mentions biographiques etc.) Tous ces éléments ont constitué le point de départ de la réalisation de certaines œuvres de valeur. Sans vouloir représenter" le sacrifié au nom du collectif, du social"³⁹, l'archiviste se montre digne de considération lorsqu'il devient un guide optimum du matériel documentaire de sous sa responsabilité. La noblesse du geste de fournir aux "serveurs de la science" la matière première des documents, sans y lier lui-même son nom transforme le sacrifice en vertu supérieure. Et cela d'autant plus que "di studioso abbia l'anima anche lui"⁴⁰, et l'archiviste comprend la priorité absolue des œuvres d'archivistique pure comme premier devoir. En s'acquittant de ses priorités, l'archiviste peut "réserver le temps d'honorer ses penchants vers les travaux parallèles"⁴¹. C'est ainsi que la vertu du sacrifice et de l'altruisme se transforme dans un authentique crédo professionnel qui acquiert les dimensions du bien suprême, idéal exprimé par J. Cuvelier:

"Considérez le bonheur comme le dévouement a un rêve ou a un devoir, rendez service a tous et à chacun, dépensez-vous sans compter, faites constamment le bien pour le bien, sans espoir aucun de récompense, et vous goûterez, dans la paix de votre conscience, l'inexprimable joie du devoir accompli, mieux que cela, la suprême satisfaction de vous être rendu utile à votre prochain, de lui avoir procuré le bonheur, la gloire, la richesse peut-être. Et si, dans sa félicité, votre obligé se souvient de vous, s'il vous attribue une part de son

³⁹ Marin Radu Mocanu, *op. cit.*, p. 115.

⁴⁰ Pio Pecchiai, *op. cit.*, p. 97.

⁴¹ A. Sacerdoțeanu, *La préparation des archivistes*, p. 21.

succès, réjouissez-vous comme d'une bonne fortune inespérée, car vous aurez la preuve réconfortante que l'homme n'est pas toujours un loup pour l'homme"⁴².

En ce qui concerne les aspects négatifs de l'excès de générosité, lorsque celui-ci sort de ses traditions, règlements et lois, ils provoquent des déviations d'intérêts et de situations intéressantes, et la dureté des sanctions pratiquées pendant le XVII^e siècle – le début du XIX^e (punition capitale, le travail en galères)⁴³ met en évidence l'obligation de certains traits de caractère: honnêteté et vigilance.

De manière éthique, ce qui individualise une fois de plus l'archiviste dans le cadre du schéma des professions est le fait que le dévouement pour l'institution sort du domaine strictement professionnel et se transforme en mode de vie et même en mode de fermer le registre de la vie, ici étant très significatif le "testament" de l'archiviste Aurel Marc⁴⁴. Plus que n'importe où, dans ce groupe on cultive et honore la mémoire des fondateurs et de ceux qui ont remarquablement servi à la profession, et le sentiment de piété est une des composantes de l'unité et de la solidarité du groupe. Au fond, comme être qui par son activité a transcendé son individualité en devenant l'architecte des monuments d'autres mémoires, l'archiviste a lui-aussi le droit final à la mémoire.

... Un droit qui, défiant l'usure et la poussière multiséculaire, met en la lumière du temps et dans la conscience publique non seulement les mains, le visage et les vêtements de ce fonctionnaire, mais aussi toute sa personnalité, le portait professionnel, intellectuel, éthique et spirituel d'un individu qui pourrait à tout moment se superposer au modèle humain stoïque, par ses traits et ses valeurs, par la nature-même de son travail.

⁴² Joseph Cuvelier, *Les archives*, extrait de „Revue des bibliothèques et archives de Belgique”, t. I, fasc. I, 1903, p. 6.

⁴³ A. Sacerdoțeanu, *La préparation des archivistes*, pp. 25-26.

⁴⁴ Corneliu-Mihail Lungu, *Aurel Marc – L'homme et l'archiviste*, in *Aurel Marc – contributions à l'histoire du département de Harghita*, Sfântu Gheorghe, Editions Eurocarpatica, 2000, p. 5.

Die Adels- und Wappenbriefe der Familie Vancea von Buteasa aus dem 17. Jahrhundert

COSTIN FENEȘAN

Oberarchivrat

Um die urkundlich noch zu Anfang des 14. Jahrhunderts belegte königliche Festung Chioar (*Kövár*) in Nordwestsiebenbürgen entwickelte sich im Laufe der Zeit eine Herrschaft deren Dörfer bestimmt waren, dem in militärischer Hinsicht wichtigen Stützpunkt alles Nötige, u.a. auch einen Teil seiner Streitmacht zur Verfügung zu stellen. Im 16. Jahrhundert, ganz besonders nach dem Zustandekommen des siebenbürgischen selbständigen Fürstentums, gewann der Kövárer Festungsdistrikt immer mehr an Bedeutung und wurde zu Beginn des folgenden Jahrhunderts eine Fiskaldomäne deren Oberhauptmann die Person des Fürsten vertrat¹. Eben zu dieser Zeit – auch im Gefolge der Entwicklung der damaligen Waffenkunst und der tragbaren Handfeuerwaffen – verzeichnete man im Kövárer Distrikt das Auftreten einer besonderen Gattung von Berufssoldaten: die sogenannten Büchschützen (*sclopetarii, puskások, pușcași*). Diese – genau wie ihre Gegenstücke in den Festungen Gherla (*Szamosújvár*) und Făgăraș (*Fogaras*) – waren ein ständiger Truppenkörper des fürstlichen Heeres, das im Kövárer Distrikt hauptsächlich aus den Reihen der dortigen rumänischen und ungarischen Leibeigenen ausgehoben wurde und dem als Hauptpflicht die Teilnahme an allen Feldzügen der siebenbürgischen Fürsten, wie auch Kriegsdienste bei der Festung Kövár oblagen. Außerdem waren die Kövárer Büchschützen noch gehalten, Aufgebote für verschiedene Bewachungs- und Begleitaufgaben fürstlicher und ärarischer Transporte zu stellen, auch auf die Jagd nach Wildbret für den Fürstenhof zu ziehen². Das militärische Oberhaupt der Kövárer Büchschützen war der Oberhauptmann des dortigen Distriktes, nur daß ihr Aufgebot nicht zusammen mit den Lokaledelleuten sondern als Sondereinheit unter eigener Fahne zu Felde zog, obwohl uns aus der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts Einzelfälle der Erhebung derartiger Schützen in den Adelstand bekannt sind. Übrigens bezeichnete der Begriff *Büchschütze* um die Mitte des 17. Jahrhunderts eher eine Beschäftigung als eine soziale Schichte der Bevölkerung. So wurden die Kövárer Büchschütze im Urbarium von 1651 nicht

¹ Szentgyörgyi Mária, *Kövár vidékének társadalma*, Budapest, 1972, S. 72 (Értekezések a történeti tudományok köréből, N. F., 56).

² Vasile Lechințan, *Pușcași români din ținuturile chiorene și sălăjene în slujba principilor și Țării Transilvaniei în secolul al XVII-lea*, in „Acta Musei Porolissensis”, Bd. XIV-XV (1990-1991), S. 255 f.

als eine mit ihren Rechten und Pflichten klarumrissene Kategorie der Kövärer Gessellschaft erwähnt, sondern entweder als Edelleute oder als Leibeigene – wenn schon betont wird, daß sie ihren Herren keine Frondienste mehr schuldig sind – vermerkt, u.zw. in Diensten der Festung Kövár³. Im Fall der geadelten Büchschützen sind diese zwar von den Pflichten eines Leibeigenen gänzlich freigesprochen⁴ und genießen die Rechte persönlicher Freiheit, doch sind sie für die unter Waffen geleisteten Dienste nur während der Zeit ihrer Teilnahme an den fürstlichen Feldzügen besoldet⁵. Ihre Dienstkleidung war der noch aus älterer Zeit herrührende Waffenrock von grüner Farbe⁶, so daß seine Träger aus dem Kövärer Distrikt dementsprechend als grüne *Büchschützen* (*zöld puskások*) bekannt waren und auch in diesem Habit auf mehreren ihnen zugesprochenen Adelswappen dargestellt sind⁷. Übrigens löste die seit Mitte des 17. Jahrhunderts schon gängig gewordene Erhebung von Büchschützen (ehemalige Leibeigene) in den Adelsstand⁸ eine allgemeine Unzufriedenheit der siebenbürgischen Edelleute aus. So beschwerten sich diese 1663, daß ihre selbst Edelleute gewordenen Leibeigenen, "welche vom adeligen Büchschützenthum leben wollen, ihre Dienste als Leibeigene nicht mehr verrichten wollen"⁹. Die darauf vom siebenbürgischen Landtag ergriffenen Maßnahmen dürften dem Adel wenig geholfen haben¹⁰ und genausowenig hat auch der 1667 beim Landtag von Târgu Mureş (*Marosvásárhely*) gefaßte Beschluß genützt haben, nämlich daß "diejenigen zweihundert Büchschützen, so ehemals von ihren Pflichten losgesprochen

³ Merkwürdig ist auch, daß 1663 diese Disjunktion urkundlich noch nachweisbar ist. So heißt es in einem Dokument: "die Gemeinschaft der begüterten Edelleute und unserer Büchschützen aus dem Kövärer Distrikte" (*universitas nobilium sessionatorum ac scolopetariorum nostrorum in districtu Keowar*), siehe Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 72.

⁴ Zur Frage der Erhebung von Leibeigenen in den Adelsstand, vgl. Szabó István, *A jobbágyság megnemesítése*, in: „Turul”, 1941.

⁵ Lechinţan, *a.a.o.*, S. 256.

⁶ 1575 bestimmte der siebenbürgische Landtag den grünen Waffenrock als Dienstkleid für die unter Waffen dienenden Leibeigenen, siehe *Monumenta Comititalia Regni Transylvaniae*, Bd. II. Budapest, 1876, S. 559 f. (3. Artikel des zu Klausenburg abgehaltenen Landtags).

⁷ Letzteren Untersuchungen zufolge stammen 18 der insgesamt 34 in grünen Waffenrock auf Adelswappen des 17. Jahrhunderts abgebildeten Büchschützen aus dem Kövärer Distrikt, siehe Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 76, Anm. 196.

⁸ Seit Regierungsantritt von Georg Rákoczy II. (1648-1660)

⁹ Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 73: "nemesi puskásságbul akarván élni, semmi jobbágyi szolgálattával nem akarnának szolgálni".

¹⁰ David Prodan, *Iobăgia în Transilvania în secolul al XVII-lea*, Bd. I. Bukarest, 1986, S. 537.

worden sind, einer Prüfung unterliegen sollen, und wenn manche unter ihnen aus dem Leben geschieden sind, sollten deren zur Dienstleistung fähigen Nachfolger weiterhin mit den Rechten eines Büchschützen verbleiben, hingegen jene, so sich für den Büchschützendienst nicht eignen sollten, wieder den bauerlichen Dienst bei den Festungen zu verrichten hätten"¹¹. Demzufolge wurde 1668 auch eine Konskribierung der im Kövärer Distrikt befindlichen geadelten Büchschützen vorgenommen¹², die anschließend den Fürsten Michael Apafi I. dazu veranlaßte, den Adel der Kövärer Büchschützen am 1. Februar 1669 unter Bedingung einer pünktlichen Vollziehung ihrer Militärpflichten zu bestätigen¹³.

Wie schon bemerkt¹⁴ und wie es die auf uns gekommenen Adels- und Wappenbriefe der Büchschützen belegen, ist deren Erhebung in den Adelsstand seit Mitte des 17. Jahrhunderts zahlenmäßig sprunghaft gestiegen. Wurden unter Fürst Gabriel Bethlen (1613-1629) lediglich 3 Büchschützen zu Edelleuten, so adelte Fürst Georg Rákoczy II. (1648-1660) zu wiederholten Malen (1650, 1656 und ganz besonders 1658) 19 Büchschützen, andere 7 erhielten ihren Adels- und Wappenbrief während der kurzen und bewegten Regierungszeit von Achatius Barcsay (1658-1660) und wiederum weitere 15 vom Fürsten Michael Apafi I. (1661-1690)¹⁵. Üblicherweise lautete der Adels- und Wappenbrief auf einen einzigen Büchschützen und dessen Familienmitglieder, doch sind uns auch Fälle bekannt, da sich ein derartiges Diplom auf mehrere Büchschützenfamilien bezog¹⁶. Es soll aber betont werden, daß *bei allen Erhebungen von Büchschützen in den Adelsstand den Nutznießern die Erfüllung bestimmter Militärpflichten auferlegt wurde*, d.h. es oblag ihnen, jederzeit der Aufforderung des Fürstens Folge zu leisten und an dessen Feldzüge zu Fuß oder zu Pferd, mit den Waffen die sie sich aus eigenen Mitteln besorgen mußten, teilzunehmen und auch der Fürstenfamilie selbst treue Dienste zu leisten. So hieß es beispielsweise in einem 1653 vom Fürsten Georg Rákoczy II. ausgestellten Adels- und Wappenbrief ausdrücklich, daß sich der Nutznießer "aus eigenen Mitteln gute Büchsen, gemeiniglich Teschener Büchsen

¹¹ Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 73: "hogy mely kétszáz puskás eximáltatott volt ennek elötte, azok vizsgáltassanak meg, ha kik azok közül decedáltak, azon szolgálatra pedig alkalmas maradékjok vagyon, azok maradjanak a puskási szabadságban, akiknek pedig maradványa alkalmatlan a puskassághoz való szolgálatra, redéaljanak a várakhoz való paraszti szolgálatra".

¹² In dem am 9. März 1668 in Şomcuta Mare (*Nagysomkút*) aufgestellten Verzeichnis (siehe Lechinţan, *a.a.o.*, S. 257 ff.) sind die *patres familiae* mit ihren Söhnen und den Hinweis auf die Erteilung des Adels eingetragen.

¹³ Lechinţan, *a.a.o.*, S. 256.

¹⁴ Siehe Anm.8.

¹⁵ Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 75, Anm. 196 und Lechinţan, *a.a.o.*, S. 256, Anm. 12.

¹⁶ Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 75, Anm. 196.

genannt, besorge und besitze und daß seine Nachfolger auf dieser Art und Weise zu dienen verpflichtet seien”¹⁷. Weiters soll noch bemerkt werden, daß sich in manchem Fällen die Wirkung des Adels- und Wappenbriefes nur auf den Nutznießer selbst, nicht aber auf dessen Nachfolger bezog¹⁸.

Was nun das Wappen der Büchschützen betrifft, so handelt es sich um ein ungeteiltes Schild in dessen Feld meistens ein berittener oder vom Pferde absitzender Schütze mit der Büchse in der Hand abgebildet ist. In manchen Fällen, eben um die Eigenschaft des Besitzers umsomehr in den Vordergrund zu rücken, wird die Figur des Schützen selbst oder wenigstens dessen Büchse als Kleinod dargestellt¹⁹.

Archivalische Forschungen ermöglichten uns nicht nur die Adels- und Wappenbriefe einer Büchschützenfamilie aus dem Kövärer Distrikt – Vancea von Buteasa²⁰ – aufzufinden, sondern auch interessante Daten über ihr weiteres Geschick zu entdecken, ganz besonders da aus dieser Familie der für die politisch-kulturelle und kirchliche Behauptung der Siebenbürger Rumänen hochverdiente griechisch-katholische Metropolit Ioan Vancea stammt²¹. Zwar ist einer der Adels- und Wappenbriefe der Familie Vancea von Buteasa, u.zw. derjenige aus dem Jahr 1638, den Historikern bekannt²², doch erfreute sich dieser

¹⁷ *Ebd.*, S. 76, Anm. 198: ”hoc etiam addito, ut bona sclopeta, vulgo Tessényi puska apellata, propriis sumptibus habere, acquirere posteritatesque ipsorum hoc modo inservire sint adstricti”.

¹⁸ So z.B. ein 1680 vom Fürsten Michael Apafi I. ausgestellter Adels- und Wappenbrief, siehe Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 76.

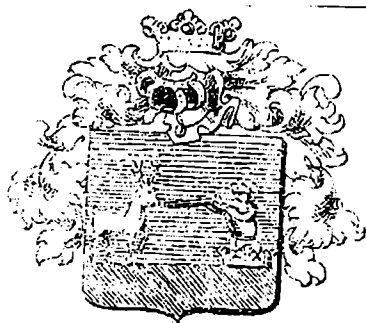
¹⁹ Lechințan, *a.a.o.*, S. 274-277 und Szentgyörgyi, *a.a.o.*, S. 75.

²⁰ Buteasa ist ein Dorf südlich der ehemaligen Festung Chioar (Kövár), in kleiner Entfernung davon gelegen.

²¹ Ioan Vancea (1820-1892) studierte Theologie in Wien, wurde griechisch-katholischer Bischof von Gherla (Szamosújvár) von 1865 bis 1868 und anschließend, bis zu seinem Tode, Metropolit der griechisch-katholischen rumänischen Kirche in Siebenbürgen. Ihm wird die Aufstellung der nach ihm benannten kirchlichen und kulturellen Stiftung verdankt. Zum Leben und Schaffen von Metropolit Vancea, vgl. Ioan Ardeleanu, *Oameni din Sălaj*, Zalău, 1938, S. 42-46; Teodor Neș, *Oameni din Bihor*, Oradea, 1938, S. 329-338; Ioan Georgescu, *Mitropolitul Ioan Vancea. La 50 de ani de la moartea lui*, Oradea, 1942, 86 S.

²² Vgl. Ioan cavalier de Pușcariu, *Date privind familiile nobile române*, I. Teil, Sibiu, 1892, S. 129 (auch mit dem falschen Hinweis auf Nagy Iván, *Magyarország családai czimerekkel és nemzedékrendi táblákkal*, Bd. XI, wobei im selben Werk, Bd. XII lediglich ein 1818 von Kaiser Franz I. geadelter im Krassóer Komitat beheimateter k.k. Major Ioan Vancea erwähnt wird; Johann Siebmacher's, *Großes und allgemeines Wappenbuch. Der Adel von Siebenbürgen. Edelleute (Niederer Adel)*, Nürnberg, 1898, 249 s.v. (hier werden aufgrund der zeitgenössischen Abschrift aus dem *Liber Regius Transylvaniae* im Budapestener Nationalarchiv die wesentlichen Daten des Wappenbriefes

keiner weiteren Untersuchung, ganz besonders in Zusammenhang mit dem von uns im Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv aufgefundenen zweiten Diplom vom Jahre 1678 und der 1792 erfolgten Nachprüfung²³.



Am 20. April 1638 verlieh der siebenbürgische Fürst Georg Rákoczy I. seinem Büchschützen (*sclopetario nostro*) Ionaș Vancea aus Buteasa einen Adels- und Wappenbrief als Belohnung seiner "Treue und treuen Dienste", die er "zu unterschiedlichen Zeiten, bei allen unseren Sachen und Geschäften die ihm anvertraut worden sind, ja auch bei den kriegelischen Unternehmungen ... mit standhaftigen und schlagfertigen Herzen" an den Tag gelegt hatte²⁴. Es darf nicht ausgeschlossen werden, daß Ionaș Vancea seine Treue dem Fürsten gegenüber 1636 während des kurzen Bürgerkrieges in Siebenbürgen erwiesen habe, so daß er sich zwei Jahre später – zusammen mit seinen Söhnen Nikolaus, Johann, Theodor, Peter, Georg, Gregor und Philipp – der fürstlichen Gunst erfreute. Der Erhebung in den Adelsstand war die Verleihung eines Wappens angeschlossen: ein Schild von blauer Farbe, in dessen Feld auf grünem Boden aus einer goldenen Blätterkrone ein Mann wachsend eine Büchse mit beiden Händen an die Wange hielt und gegen die Hüften eines Hirschen richtete, zu sehen ist. Wie bei allen Adels- und Wappenbriefen für die Büchschützen ist auch diesmal die Schenkung an die Erfüllung bestimmter Bedingungen gebunden, nämlich daß "derselbe Ionaș Vancea und seine zu diesem Zwecke tauglichen Söhne dieses Büchschützenthum weiterhin betreiben sollen, wenn aber einer der ihrigen zu solcher Dienstleistung nicht fähig sein sollte, dann soll er uns in den Reihen des Fußvolkes, mit guten Waffen versehen, bei unserer Festung Kövár dienen". Die Verdienste des Ionaș Vancea dem Fürsten gegenüber müssen schon von größerer Bedeutung gewesen sein, denn Georg Rákoczy I. begleitete die Erhebung seines Büchschützen in den Adelsstand und die Verleihung des Adelswappens von der gänzlichen Steuer- und Dienstfreiheit für das Haus und den dazugehörigen Grund und Boden, die

angeführt, das abgebildete Wappen ist aber nicht der Originalurkunde entnommen, sondern den Beschreibungen nach rekonstruiert); Kempelen Béla, *Magyar nemes családok*, Bd. XI, Budapest, 1932, s.v.; Nyulásziné Straub Éva, *A Magyar Országos Levéltárban őrzött eredeti cimereslevelek jegyzéke*, Budapest, 1981, bezieht sich weder auf das Original, noch auf eine zeitgenössische Abschrift.

²³ Der Wortlaut dieser 3 Dokumente wird im Anhang veröffentlicht.

²⁴ Siehe Dokument 1 im Anhang.

Ionaș Vancea in Buteasa besaß²⁵. Mit der Vollziehung des fürstlichen Freibriefes, ganz besonders in fiskalischer Hinsicht, wurden die militärische und zivile Leitung der Kővárer Festung, die Fiskalbeamten des Kővárer Distriktes, wie auch Richter und Geschworene von Buteasa betraut. Bemerkt sei noch, daß sich die Wirkung des Fürstendiploms nicht nur auf Ionaș Vancea und dessen sieben Söhne, sondern auch auf ihre Nachfolger ausdehnte. Übrigens finden wir einen Johann Vancea von Buteasa, womöglich einer der Söhne des 1638 geadelten Ionaș zusammen mit seinem Sohn Georg, als adelige Büchschützen bei der Kővárer Festung im Verzeichnis der Konskription von 1668²⁶.

Am 5. Juni 1678 belohnte der siebenbürgische Fürst Michael Apafi I. die ihm erwiesene "Treue und treuen Dienste" der Brüder Josef, Georg und Gregor Vancea aus Buteasa, welche dieselben "in allen Sachen und Geschäften die ihrer Treue und Emsigkeit anvertraut waren" an den Tag gelegt hatten, durch die Verleihung eines Adels- und Wappenbriefes, dessen Wirkung auch auf ihre Nachfolger ausgedehnt wurde²⁷. Das Wappen war ein Schild von blauer Farbe, in dessen Feld ein menschlicher Arm ein nach oben gerichtetes zweischneidiges Schwert in der Hand hielt, das von einem geflochtenen Lorbeerkranz gekrönt wurde; rechts davon stand eine Sonne, links aber ein Mond. Es muß bemerkt werden, daß die drei Brüder aus Buteasa in diesem Diplom ohne jegliche Bestimmung ihrer Beschäftigung, umsoweniger die Zugehörigkeit zu den Büchschützen, angeführt werden. Auch über die ihnen eventuell zukommenden spezifischen Pflichten eines Büchschützen verliert der fürstliche Brief kein Wort. Nach Art und Weise seiner Redigierung unterscheidet sich der Adels- und Wappenbrief der Brüder Vancea vom Jahre 1678 gar nicht von anderen dergleichen aus dem siebenbürgischen Komitatsbereich²⁸. Im gegebenen Falle handelt es sich zweifelsohne um eine *nobilitatio armalis*.

Nun drängt sich aber die Frage auf, ob zwischen den Nutznießern der Fürstenbriefe von 1638 und 1678 eine Verwandtschaftsbeziehung oder gar eine unmittelbare Deszendenz bestanden hat, ein Umstand der übrigens am Ende des 18. Jahrhunderts aus praktischen Gründen in den Vordergrund gerückt ist. Im Sommer des Jahres 1792 richteten die Brüder Johann und Ladislaus (Văsălie) Vancea aus Vășad (*Vasád*) im Biharer Komitat ein Gesuch an die *universitas*

²⁵ Für die erste Hälfte des 17. Jahrhunderts ist es eine seltene *nobilitatio armalis-exemptionalis* eines Büchschützen.

²⁶ Lechințan, *a.a.o.*, S. 267.

²⁷ Siehe Dokument 2 im Anhang.

²⁸ Man siehe dazu mehrere Stilionare aus der siebenbürgischen fürstlichen Kanzlei des 17. Jahrhunderts in den ehemaligen Sammlungen Josef Kemény und Alexander Mike z.Z. in der Bibliothek der Rumänischen Akademie in Cluj-Napoca (Klausenburg), wie auch die schon edierten Adels- und Wappenbriefe aus dieser Zeit.

nobilium des Kövärer Distriktes, mit der Bitte ihre auf Buteasa, das Dorf ihrer Vorfahren, lautende Dokumente, die auch ihre Deszendenz aus der Kleinadeligenfamilie Vancea belegten, in beglaubigter Form zu transkribieren und somit auch ihr dortiges Besitzumsrecht anzuerkennen. Um ihr Gesuch bestens zu untermauern, legten die Brüder Vancea von Vășad ein am 12. Juni 1792 in Buteasa aufgenommenes Zeugenverhör vor. Den Aussagen der sieben Zeugen war folgendes zu entnehmen: Markus Vancea, Vater der ihnen gut bekannten Antragsteller, hatte sein Heimatdorf Buteasa noch vor längerer Zeit, "der damals drohenden Hungersnot wegen" (*propter imminentem eorum famem*), verlassen und sich in Vășad (Biharer Komitat) niedergelassen. Den Zeugen war vom Sagen "ihrer Eltern und anderer betagter Leute" (*à parentibus suis et aliis provectae aetatis hominibus*) gut bekannt, daß Markus' Vater Georg war und wiederum dessen Vater Josef vom siebenbürgischen Fürsten Michael Apafi I. zum zweitenmal, separat, geadelt worden wäre. Noch wußten die sieben Zeugen zu berichten, daß dieser Josef Vancea ein Sohn von Ionaș Vancea gewesen wäre, der als erster aus der Familie vom Fürsten Georg Rákoczy I. geadelt worden war und auch die Befreiung von allen Steuerpflichten und Dienstleistungen für dessen in Buteasa befindlichen Haus mit dem dazugehörigen Grund und Boden erhalten hätte. Schließlich war den Zeugen gut bekannt, daß sich die Familie Vancea, der eben auch die Antragsteller angehörten, sich im Kövärer Distrikt ununterbrochen aller adeligen Rechte erfreut und ihre unbeweglichen Güter in Buteasa immer unangefochten behauptet hätte. Mehr noch, Markus Vancea hätte bei seiner Übersiedlung nach Vășad nicht auf seine Rechte in Buteasa verzichtet und diese auch weiterhin geltend gemacht. Als Kronstück ihrer Beweisführung legten die Brüder Johann und Ladislaus Vancea der *universitas nobilium* des Kövärer Distriktes die Originale der Adels- und Wappenbriefe von 1638 und 1678 vor. Das gewünschte Ergebnis blieb nicht aus: am 13. August 1792 transkribierte die *universitas nobilium* in beglaubigter Form erwähnte zwei Fürstenbriefe²⁹ und verlieh ihnen somit weitere Rechtskraft zugunsten der Brüder Johann und Ladislau Vancea von Vășad. Um einer möglichen Anfechtung ihrer nunmehr anerkannten Rechte vorzubeugen, ließen die zwei Brüder Vancea – dem damaligen Rechtsbrauch gemäß – den Adels- und Wappenbrief von 1678 in der allgemeinen Versammlung der Adeligen des Kövärer Distriktes am 25. Januar 1796 öffentlich kundmachen, ohne daß sich jemand dagegen ausgesprochen hätte³⁰.

Bei einer Untersuchung der Adels- und Wappenbriefe von 1638 und 1678 in Zusammenhang mit dem Verfahren von 1792 ergeben sich aber mehrere

²⁹ Siehe Dokument 3 im Anhang.

³⁰ Siehe die Anmerkung auf der Rückseite von Dokument 2. Es darf angenommen werden, daß auch der Adels- und Wappenbrief von 1638, dessen Original nicht mehr auf uns gekommen ist, dieselbe Kundmachungsprozedur durchgelaufen ist.

Fragen. Die wichtigste ist unseres Erachtens jene, ob zwischen Ionaş Vancea und seinen sieben Söhnen (1638) und den Brüdern Josef, Georg und Gregor Vancea (1678) eine unmittelbare Deszendenz bestanden hat, so wie diese Johann und Ladislau Vancea 1792 mit Hilfe ihrer Zeugen zu beweisen bestrebt waren. Der schwache Punkt in der Beweisführung von 1792 ist Josef Vancea (1678), der als Sohn von Ionaş Vancea (1638) angenommen wird, obwohl keiner unter den sieben Vancea-Brüdern von 1638 Josef hieß. Sollte sich der Kopist von 1792 bei Transkribierung der Originalurkunde von 1638, u.zw. an mehreren Stellen, verschrieben haben und statt Josef immer Johann aufs Papier gebracht haben? Dies ist kaum anzunehmen, wenn man die Rechtsbedeutung und -wirkung der Urkunde berücksichtigt. Mehr noch, auch die zeitgenössische Abschrift im *Liber Regius Transylvaniae* führt durchgehend Johann, nie aber Josef an, wenn schon Georg und Gregor hüben und drüben zu finden sind.

Ein weiterer fraglicher Punkt der Auseinandersetzung über die unmittelbare Deszendenz der Vancea-Brüder von 1678 von ihrem vermeintlichen Vater Ionaş ist nicht nur das Fehlen eines jeglichen Bezugs auf ihr Tätigkeitsbereich – 1638 sind die Vancea's als Büchschenschützen angeführt, das Diplom von 1678 hüllt sich aber in vollstes Schweigen-, sondern auch die vollkommen unterschiedlichen Wappen. Bei der damaligen Kanzleipraxis und wie es die Stilonare des 17. Jahrhunderts beweisen, wurde im Fall einer Adelsbestätigung (*confirmatio nobilitatis*) oder bei einer Neuverleihung (*nova donatio*), ganz besonders wenn es um ein verändertes oder umsomehr um ein neues Wappen ging, immer eine entsprechende Bestimmung in den Text eingerückt, was für das Diplom von 1678 nicht zutrifft. Bei diesem Stand der Sachen sind wir der Meinung, daß es sich bei den Vancea's von 1638 und 1678 um zwei unterschiedliche Familien gleichen Namens und gemeinsamer Abstammung handelt³¹. Man muß nun die Frage beantworten, warum sich die Brüder Vancea von Văşad 1792 um die Anerkennung ihrer Deszendenz in direkter männlicher Linie von Ionaş Vancea von Buteasa bemühten. Unseres Erachtens dürfte die Antwort ziemlich auf der Hand liegen. Wenn ihnen durch das Adels- und Wappendiplom von 1678, wo ihre Aszendenz einwandfrei bewiesen ist, der Adelscharakter und -wappen anerkannt wurden, so brachte ihnen das Diplom von 1638 die Anerkennung ihrer Rechte auf die unbeweglichen Güter in Buteasa. Auf die Frage, warum keiner der in Buteasa verbliebenen Vancea's auf den Eingriff ihrer im Biharer Komitat ansässigen Verwandten reagiert hat, ist z.Z. noch nicht zu

³¹ Auch wenn wir die direkte Deszendenz der Vancea's von 1678 von denjenigen vom Jahre 1638 zugeben würden, so rechnen wir die Verleihung eines zweiten Adels- und Wappenbriefes an ein und dieselben schon geadelten und Wappen tragenden Personen – dazu noch ohne etwas über ihren Status, ob Büchschenschützen oder nicht, zu erfahren – als recht wenig glaubwürdig.

antworten. Jedenfalls veranschaulicht das hier umrissene Bild der Familie Vancea von Buteasa und Vășad das Geschick vieler rumänischen kleindeligen Geblüte, deren Wurzeln bis ins 16. Jahrhundert reichen und deren sich manche später um Volk und Land verdient gemacht haben.

1. 20. April 1638, Alba Iulia. Georg Rákoczy I., Fürst von Siebenbürgen, erhebt Ionaș Vancea aus Buteasa, Büchschenschütze (*sclopetarius*) bei der Festung Chioar (*Kövár*), in den Adelsstand, verleiht ihm ein Adelswappen und spricht dessen in Buteasa befindliches Haus mit dem dazu gehörigen Grund und Boden frei von allen Steuerpflichten, Abgaben und Dienstleistungen, Rechte deren sich auch seine Söhne Nikolaus, Johann, Theodor, Peter, Georg, Gregor und Philipp zu erfreuen haben.

Ungarisches Landesarchiv Budapest (*Magyar Országos Levéltár*), F.l.: *Erdélyi fejedelmi kancellária*, XIX. Liber Regius Georgii Rákoczy I., fol. 54 r – 55r; zeitgenössische Abschrift.

Nos, Georgius Rakoci, Dei gratia princeps Transylvaniae, partium regni Hungariae dominus et Siculorum comes etc., memoriae commendamus tenore praesentium significantes quibus expedit vniversis, quod nos, cum ad nonnullorum fidelium dominorum consiliariorum nostrorum nobis propterea factam intercessionem, tum vero attentis et clementer consideratis fidelitate et fidelibus servitiis strenui Jonae Vancza de Butasza, sclopetarii nostri, quae ipse nobis et huic regno nostro Transylvaniae ac partibus Hungariae eidem annexis pro temporum diversitate in omnibus rebus et negotiis nostris ipsi commissis ac bellicis etiam expeditionibus iuxta possibilitatis suae exigentiam cum animi sui constantia et promptitudine exhibuit ac impendit exhibiturusque et impensurus etiam in posterum haud diffidimus, eundem igitur Jonam Vancza ac per eum Nicolaum, Joannem, Theodorum, Petrum, Georgium, Gregorium et Philippum, filios ipsius, è statu et conditione ignobili, in qua nati sunt et hactenus extiterunt, de principalis potestatis nostrae plenitudine et gratia eximentes ac in coetum et numerum verorum, natorum atque indubitatorum huius regni nostri Transylvaniae et partium Hungariae eidem annexarum nobilium annumerandos, aggregandos, cooptandos et adscribendos duximus, prout annumeramus, aggregamus, cooptamus et adscribimus per praesentes, ita tamen, ut idem Jonas Vancza ac filii ad id apti in hoc sclopetariatus minere ac si qui eorum ad eiusmodi servitia minus idonei fuerint, ad arcem nostram Küwar³² in ordine peditum, bonis armis instructi, nobis inservire debeant et sint adstricti, decementes expresse ut à modo deinceps futuris et perpetuis semper temporibus iidem Jonas Vancza, Nikolaus, Joannes, Theodorus, Petrus, Georgius, Gregorius

³² So in der Vorlage.

et Philippus, filii, ipsorumque haeredes et posteritates vtriusque sexus vniversae pro veris et indubitatis nobilibus habeantur et reputentur.

In signum autem huiusmodi verae ac perfectae nobilitatis eorum haec arma seu nobilitatis insignia, scutum videlicet militare coelestini coloris, in cuius campo sive area corona regia est deposita, ex qua integer homo eminere ac sclopeto ambabus manibus apprehenso et faciei applicato cervum è diametro sibi adstantem in coxendice transfixisse visitur. Supra scutum galea militaris clausa est posita, quam contegit diadema regium gemmis vnionibusque ac preciosis margaritis decenter variegatum, ex cono vero galeae teniae sive lemnisci variorum colorum hincinde defluentes illud decenter ambiunt et exornant, prout haec omnia in capite sive principio praesentium literarum nostrarum docta manu et artificio pictoris clarius expressa et depicta esse cernuntur, animo deliberato et ex certa scientia liberalitateque nostra principali praefatis Jonae Vancza, Nicolao, Joanni, Theodoro, Petro, Georgio, Gregorio et Philippo, filiis, ipsiusque haeredibus et posteritatibus vtriusque sexus vniversis gratiose dedimus, donavimus et contulimus annuentes et concedentes eisdem, ut ipsi praescripta arma seu nobilitatis insignia more aliorum verorum, natorum atque indubitatorum huius regni nostri Transylvaniae et partium Hungariae eidem annexarum nobilium ubique in praeliis, certaminibus, hastiludiis, torneamentis, duellis, monomachiis, aliis quibusvis exercitiis militaribus et nobilitaribus, item³³ sigillis, vexillis, cortinis, velis, aulaeis, annulis, clypeis, domibus, sepulchris, generaliter vero quarumlibet rerum et expeditionum generibus, sub merae et syncerae nobilitatis titulo quo eos ab vniversis et singulis cuiuscunque status, conditionis, ordinis, honoris, officii et praeeminentiae homines existant insignitos dici, teneri et nominari volumus ferre et gestare omnibusque et singulis iis iuribus, honoribus, gratiis, privilegiis, indultis, libertatibus, immunitatibus et praerogativis, quibus caeteri veri, nati ac indubitati nobiles et militares dicti regni nostri Transylvaniae et partium Hungariae eidem annexarum homines quomodocunque de iure et ab antiqua consuetudine vtuntur, fruuntur et gaudent, perpetuo vti, frui et gaudere possint atque valeant.

Et nihilominus, pro ampliori erga eundem Jonam Vancza gratiae et munificentiae nostrae declaratione, domum etiam ipsius in dicta possessione Butasza et districtu Küvariensis vicinitatibus domorum ab vna libertini Nicolai Markus ac providi Volffgangi Stancz ab altera partibus existentem habitam ab omni censum, taxarum et contributionum nostrarum tam ordinariarum quam et extraordinariarum subsidii et lucri Camerae nostrae solutione, servitiorum quorumlibet plebeorum et civilium exhibitione, hospitum condensatione, vineas item seminaturas, allodiaturas, agricolationes et alias quaslibet haereditates ipsius

³³ So in der Vorlage.

iuste et legitime tentas et possessas intra veras metas et territorio possessionis Butasza ad eandem domum pertinentes et habitas, à decimarum, nonarum et capetiarum iurisque et census montani pensione nobis et successoribus nostris quottannis provenire debentibus in perpetuum gratiose eximendas, supportandas et nobilitandas duximus, prout eximimus, supportamus et nobilitamus praesentium per vigorem.

Quocirca vobis, fidelibus nostris vniversis et singulis, generosis, egregiis et nobilibus, Urbano Beothi de Eczied, supremo capitaneo praesidii, provisorii item et rationistae arcis ac bonorum nostrorum Kwuariensium³⁴, decimatoribus, nonatoribus, dicatoribus, perceptoribus et exactoribus quarumcunque contributionum nostrarum districtus Keovariensis, hospitorum distributoribus, providis item et circumspectis iudici primario caeterisque iuratis civibus antefatae possessionis Butasza, modernis scilicet et futuris quoque pro tempore constituendis eorumque vicesgerentibus, cunctis etiam aliis quorum videlicet interest seu intererit praesentium notitiam habituris harum serie committimus et mandamus firmiter, quatenus vos quoque à modo in posterum annotatum Jonam Vancza pariterque haeredes et posteritates vtriusque sexus vniversae ratione praescriptae domus et aliarum vtilitatum et pertinentiarum suarum ac haereditatum iuste et legitime tentarum et possessarum in territorio dictae possessionis Butasza habitarum, ad aliquam censuum, taxarum et contributionum nostrarum tam ordinariarum quam extraordinariarum subsidiique et lucri Camerae nostrae solutionem, servitiorum quorumlibet plebeorum et civilium exhibitionem, decimarum, item nonarum et capetiarum iurisque et census montani pensionem, hospitem receptionem cogere et compellere vel propterea in suis personis rebusque et bonis vniversis impedire, turbare, molestare et quovismodo damnificare minime praesumatis, nec sitis ausi modo praemisso, in perpetuum exemptas habere modis omnibus debeatis et teneamini. Secus non facturi. Praesentibus perlectis exhibenti restitutis. In cuius rei memoriam firmitatemque perpetuum praesentes literas nostras pendentis et authentici sigilli nostri munimine roboratas memoratis Jonae Vancza, Nicolao, Joanni, Theodoro, Petro, Georgio, Gregorio (et Philippo)³⁵, filiis, ipsorumque haeredibus et posteritatibus vtriusque sexus vniversis gratiose dandas duximus et concedendas. Datum in civitate nostra Alba Julia, die vigesima mensis Aprilis, anno Domini millesimo sexcentesimo trigesimo octavo.

Georgius Rakoci m.pr.

Martinus Markosfalvi
secretarius m. ppria.

³⁴ So in der Vorlage.

³⁵ Fehlt in der Vorlage und dem Sinn nach ergänzt.

2. 5. Juni 1678, *Alba Iulia*. Michael Apafi I., Fürst von Siebenbürgen, erhebt die Brüder Josef, Georg und Gregor Vancea aus Buteasa in den Adelsstand und verleiht ihnen ein Adelswappen.

Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, *Sonderbestände*, Sammelkarton 7, *Familienpapiere Vancea*, I. Originalurkunde auf Pergament. Siegel in roten Wachs in einer hölzernen Schutzkapsel die an der Urkunde mit einer grün-rot-weißen Schnur angehängt ist.

Ungarisches Landesarchiv Budapest (*Magyar Országos Levéltár*), F.1: *Erdélyi fejedelmi kancellária*, XXVII. Liber Regius Acatii Barcsai et Michaelis Apafi, S.12-13; zeitgenössische Abschrift.

Nos, Michaël Apafi, Dei gratia princeps Transylvaniae ac partium regni Hungariae dominus et Siculorum comes, memoriae commendamus tenore praesentium significantes quibus expedit universis, quod nos, cum ad nonnullorum fidelium dominorum consiliariorum nostrorum nobis propterea factam intercessionem, tum vero benigne attentis et consideratis fidelitate fidelibusque servitiis Josephi, Georgii et Gregorii Vancea de Butyasza, fratrum consanguineorum, quae ipsi nobis et huic regno nostro Transylvaniae secundum possibilitatum suarum exigentiam in omnibus rebus et negotiis fidei et industriae eorundem commissis et concreditis exhibuerunt ac impenderunt, quos deinceps maiora etiam fidelitate specimina exhibituros et impensuros nullo ambigimus, eosdem igitur Josephum, Georgium et Gregorium Vancea ex speciali gratia et principalis nostrae potestatis plenitudine è statu et conditione ignobili in qua nati sunt et hactenus extiterunt eximendos ac in coetum et numerum verorum, natorum, indubitatorum insignitorumque regni huius nostri Transylvaniae et partium Hungariae eidem annexarum nobilium aggregandos, annumerandos, cooptandos et adscribendos duximus, prout eximimus, aggregamus, annumeramus, cooptamus et adscribimus praesentium per vigorem, decernentes expresse ut à modo deinceps successivis semper temporibus iidem *Josephus, Georgius (et) Gregorius Vancea*³⁶ haeredesque et posteritates ipsorum utriusque sexus universae pro veris, natis, indubitatis insignitisque nobilibus habeantur et reputentur.

In signum autem huiusmodi verae et perfectae nobilitatis ipsorum arma haec sive nobilitatis insignia, scutum videlicet militare coelestini coloris, in cuius campo sive area dextrum hominis brachium manu sua gladium ancipitem sursum porrectum, cui corolla ex lauro contexta est infixi, tenere visitur, ad dextram sol, laevam autem luna depicta esse cernitur. Supra scutum galea militaris clausa est posita, quam contegit diadema regium gemmis atque unionibus decenter exornatum, ex cono vero galeae teniae sive lemnisci variorum colorum hincinde defluentes utrasque oras sive marginas ipsius scuti pulcherrime ambiunt et

³⁶ Mit goldener Tinte geschrieben.

exornant, prout haec omnia in capite sive principio praesentium literarum nostrarum docta manu et arte pictoris clarius expressa et depicta esse cernuntur, animo deliberato, ex certa scientia liberalitateque nostra principali memoratis Josepho, Georgio et Gregorio Vancsa ipsorumque haeredibus et posteritatibus utriusque sexus universis gratiose dedimus, donavimus et contulimus, annuentes et concedentes ut ipsi praescripta arma sive nobilitatis insignia more aliorum verorum, natorum et insignitorum nobilium armis utentium ubique in praeliis, hastiludiis, torneamentis, duellis, monomachiis ac aliis quibusvis exercitiis militaribus et nobilitaribus, necnon sigillis, vexillis, cortinis, velis, aulaeis, annulis, clypeis, tentoriis, domibus et sepulchris, generaliter vero quarumlibet rerum et expeditionum generibus, sub merae et syncerae nobilitatis titulo quo eos ab universis et singulis cuiuscunque status, conditionis, gradus, honoris, ordinis, officii, dignitatis et praecminentiae homines existant insignitos dici, teneri, nominari et reputari volumus ferre et gestare omnibusque et singulis iis honoribus, gratiis, privilegiis, indultis, libertatibus ac praerogativis, quibus caeteri veri, nati et indubitati praedicti regni nostri Transylvaniae partiumque Hungariae nobiles et militares homines quomodocunque de iure (et) ab antiqua consuetudine utuntur, fruuntur et gaudent, perpetuo uti, frui et gaudere valeant atque possint. In cuius rei memoriam firmitatemque perpetuam praesentes has literas nostras pendentes et authentici sigilli nostri munimine roboratas memoratis Josepho, Georgio et Gregorio Vancsa ipsorumque haeredibus et posteritatibus utriusque sexus universis clementer dandas duximus et concedendas. Datum in civitate nostra Alba Julia, die quinta mensis Junii, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo octavo.

Michaël Apafi pr.

Volfgangus Bethlen m.p.

cancellarius

Franciscus Lugasi ppria.

secretarius

auf der Rückseite: Anno 1796, die 25-a Januarii mensis litterae armales in generali congregatione nobilium inclyti districtus Kővár in oppido Sáros-Berkes celebrata exhibitae, lectae et publicatae sunt nemine prorsus contradicente, per Ladisluam Pechy de Pechi, inclyti districtus Kővár ordinarium notarium manu propria.

3. 13. August 1792, Finteuşul Mare (Nagy Fentös). Die *universitas nobilium* des Kővárer Distriktes transkribiert und beglaubigt auf Ansuchen von Johann und Ladislaus (Vásálie) Vancea aus Vășad (Biharer Komitat) zwei Adels- und Wappenbriefe die ihre väterlichen Vorfahren aus Buteasa (Kővárer Distrikt)

von den siebenbürgischen Fürsten Georg Rákoczy I. (1638) und Michael Apafi I. (1678) erhalten hatten.

Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, *Sonderbestände*, Sammelkarton 7, *Familienpapiere Vancsa*, II. Original auf Papier; in roten Wachs aufgedrücktes Siegel.

Nos, universitas magnatum et nobilium districtus Kővár, damus pro memoria tenore praesentium significantes quibus expedit universis, quod cum nos anno, die locove datarum praesentiarum, termino videlicet congregationis nostrae generalis, pro tractandis publicis negotiis convenissemus unaque fuisset constituti, eorum Joannes et Ladislaus vulgo Vaszalia Vancsa ex inclyto comitatu Bihariensi possessione Vasad exhibito suo memoriali mediante insisterunt ea ratione, ut cum iidem ab origine sua ex hocce districtu Kővár possessione Buttyasza nobilae familiae Vancsa provenirent, eatenus et respectu possessorii sui cum elargitione literarum eiusdem familiae nobilitarium, legitimatorium iisdem impertiretur testimonium. Quorum legali postulato satisfacere volentes, productam per praefatos exponentes anno 1792 die 12-a Junii peractam inquisitionem praeviae authenticatam in debitam considerationem sumentes, compertum est ex eadem:

1. Quod in praeattacta inquisitione recensiti septem numero testes praenominatos Joannem et Ladislaum Vancsa bene noscant.

2. Exponentium parentem, Vancsa Markuly, pariter noverint, qui antiquitus propter imminem eorum famem ex hoc districtu possessione Buttyasza ad inclytum comitatum Bihariensem possessionem Vasad migrasset, cum quo praefati testes amice conversati fuissent.

3. Fatentur ultro in memorata inquisitione adducti testes singuli, se à parentibus suis et aliis provectae aetatis hominibus certo audivisse, quod patris exponentium Marci parens fuit Georgius, huius parens *Josephus*, qui à principe Transylvaniae Michaël quondam Apafi secundo distinctam nobilitatem impetravit. Hic impetrans, Vancsa Josephus, fuit filius primaevi impetrantis Jonae Vancsa, qui primitus à principe Transylvaniae Georgio Rákoczy tam nobilitatis privilegium, quam etiam bonorum collationem in hoc districtu Kővár possessione Buttyasza accepit.

4. Tam ex fassionibus in praeadducta inquisitione contentorum, quam ex publica notorietate constat, quaestionatam familiam Vancsa (ex qua praefati exponentes secundum deductos gradus genealogiae in virili sexu ortum trahunt) in hoc districtu inde ab antiquo iure nobilitatis semper gavisam fuisse huiusque iuris usum ac bonorum possessorum constanter retinuisse.

5. Denique et postremo, fundamento praeadducti documenti evenit quod ad nobilitares literas familiae Vancsa tam respectu iuris personalis, quam vero intuitu possessorii bonorum praeserti exponentes Joannes et Ladislaus Vancsa in linea virilis sexus aequalem participationem habeant tanto quidem certius,

siquidem è contextu praecitatae inquisitionis id etiam prodeat, portionem possessionariam parentis modernorum supplicantium Marci Vancsa ante migrationem eiusdem in salvo fuisse et nec de praesenti eam per reliquos fratres condivisionales denegari.

Post haec, literarum nobilitarium et exemptionalium verbalis tenor et continentia sequens est:

<es folgt der Adels- und Wappenbrief des siebenbürgischen Fürsten Georg Rákoczy I. vom 20. April 1638; siehe Urkunde 1>³⁷

Et subscriptum erat à dextris Georgius Rákoczy m.p., à sinistris vero Martinus Markosfalvi secretarius m.p., in medio, loco videlicet solito, authentico principis super cera rubro-flava impressum sigillum ex zona sericea ceruleo-alba dependens conspiciebatur erantque de reliquo in pergamento scriptae patenterque confectae et emanatae.

Aliarum porro literarum, pariter nobilitarium, tenor sequitur in hunc modum:

<es folgt der Adels- und Wappenbrief des siebenbürgischen Fürsten Michael Apafi vom 5. Juni 1678; siehe Urkunde 2>

Et subscriptum erat à dextris Michaël Apafi m.p., à sinistris vero superius Wolfgangus Bethlen cancellarius m.p., paulo inferius Franciscus Lugasi secretarius m.p., in medio, loco videlicet solito, authenticum eiusdem principis super cera rubra lignae scatula inclusa impressum sigillum ex zona sericea albo-viridi dependens conspiciebantur erantque de reliquo in pergamento scriptae patenterque confectae et emanatae.

Super quibus taliter comprobatis, praesentes literas legitimatorias, testimoniales et respective par sive transumptus sine omni diminutione, augmento variationeque prorsus aliquali, ex genuino originalibus descriptum, praenotatis exponentibus suisque cointeressatis iurium suorum futuram ad cautelam necessariam sub sigillo nostro authentico concedendas et extradandas esse duximus communi iustitia et aequitate suadente.

Datum è generali congregatione nostra in possessione Nagy Fentös, die decima tertia mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo nonagesimo secundo celebrata.

L.S. Lecta, correcta, cum originalibus collata et extradata per Josephum Szebeni, antelati districtus ordinarium notarium m.pr.

³⁷ Der oft lückenhafte Text wurde 1792 von einem wahrscheinlich schon vom Zahn der Zeit mitgenommenen Original transkribiert, was auch die zahlreichen Lücken in der Transkription erklärt. Unsere Herausgabe des Adels- und Wappenbriefes von 1638 beruht auf die zeitgenössische Abschrift im *Liber Regius Transylvaniae*.

World War II and Romanian Oil

GHEORGHE BUZATU

professor, University of Bucharest

The Allies and Romanian Petroleum: A priority objective – Ploiești

Under the circumstances existing in the first stage of the world war, not only for Germany and the states of the Axis, but also for the Allied Powers, at first for Great Britain and France, and then for the United States and the Soviet Union, the question of Romanian petroleum gained a special significance¹. From March to August 1939, Paris had under special attention the economic aspects in its relations with Bucharest.² We have insisted on the French-British preparations, in 1939-1949, for the destruction of the petroliferous area in case of a German attack, the preparations being annihilated to a great extent as a result of the Canaris-Moruzov cooperation. If however, as a result of the capturing of the French archives at La-Charité-sur-Loire by the Germans, Paris's plans were revealed as early as 1940, London's intentions are less known. Our studies in the archives in London resulted in the discovery of some eloquent documents. It results from these documents that, in the secret operation aiming at the destruction of the petroliferous area, the British worked not only in cooperation with the French, but also on their own, but with the assistance of the Romanian military authorities. The British side involved not only the secrete services, but also officers and diplomats, a situation specific to the years 1939-1941, when England's Legation in Bucharest had a well defined role. Thus, the British Minister, Sir Reginald Hoare, controlled and informed London about the

¹ Cf. Gh. Buzatu, *A History of Romanian Oil*, II, Bucharest, Mica Valahie Publishing House, 2006, pp. 117-234; Idem, *O istorie a petrolului românesc*, Bucharest, Encyclopaedic Publishing House, 1998, pp. 314-408.

² *Documents diplomatiques français, 1932-1939, 2-e série (1936-1939)*, tome XV, Paris, Imprimerie Nationale, 1981, doc. no. 177, 221, 230, 269; *Documents diplomatiques français, 1932-1939...*, 2-e série (1936-1939), tome XVII, Paris, Imprimerie Nationale, 1985, *passim*; Marie G. Brătianu, *Roumanie 1938-1940 vue de France. Recherche dans les archives françaises*, Paris, 1996, p. 59 and the following. See, in parallel, the actions of Berlin, Rome, and Moscow reflected in the official diplomatic documents published so far: *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945, Series D (1937-1941)*, Vols. VII-VIII, Baden-Baden, 1956-1961; *I Documenti diplomatici italiani, Nona serie (1939-1943)*, vois. I-II, Rome, 1954-1957; *Dokumenty vnešnei politiki. 1939 god*, t. XXII/1, Moskva, Izdatelstvo Mejdunarodnih Otnošeniia, 1992.

activities of the Military Attaché, Colonel Macnab.³ The report from December 15, 1939 of Colonel Macnab concerned his discussions of the previous day with Colonel Leonida of the Bureau of Operations of the Romanian General Staff. The Military Attaché reminded that, already in August 1939, he had handed the Chief of Staff in Bucharest the plan of the War Office regarding the oil destructions "in case of war", and, with this purpose, on December 8, the Foreign Office informed about its decision to deliver explosives to Romania.⁴ About the "progress" of the preparations, Macnab mentioned that the delegates of the Romanian General Staff had in view:

- the destruction of the means of communication;
- the destruction of all the port installations on the Danube and the blocking of the Orșova-Baziaș sector;
- the mining of certain sectors;
- the destruction of the petroliferous region.⁵

In 1940-1941, the gradual integration of Romania, under the circumstances of the *Wehrmacht's* successes in Western Europe, in the camp of the Axis was closely followed by the delegates of Great Britain to Bucharest who, not incidentally, had under the attention the oil industry and all the connected issues (the anti-aircraft defense of Ploiești area, the exports to Germany, the production and legislation etc.). We remind the reader of the ample reports sent from Bucharest regarding the general situation of the Romanian oil industry,⁶ the anti-aircraft protection of the refineries in Ploiești⁷ region, the petroleum exports to Germany and Italy in 1940 etc.⁸ After the members of the British Legation left Romania in February 1941, a great deal of information regarding the oil industry was received by London – via Washington – through the U.S. Legation in Bucharest.⁹ Special importance was gained, as the hostilities extended, especially after the attack against the U.S.S.R. on June 22, 1941 and

³ Great Britain, Public Record Office, Foreign Office – 371/23852, f. 189 (R. Hoare to the Foreign Office, Bucharest, December 16, 1939).

⁴ *Ibidem*, f. 190 (Bucharest, Despatch No. 16/1939, Macnab to R. Hoare).

⁵ *Ibidem*, ff. 190-193.

⁶ *Ibidem*, ff. 33-34 (Report no. 95/February 1, 1941, signed E.A. Berthoud); *ibidem*, ff. 101-105 (Report from March 2, 1941, signed by the same E.A. Berthoud and entitled *Romanian Oil Situation*). The document, broadcast by the *Committee on the Enemy Oil Position* in London, was also obtained by the British intelligence organisms (*Ibidem*, f. 100).

⁷ *Ibidem*, ff. 30-31 (Report no. 94/February 1, 1941, signed by E.A. Berthoud).

⁸ *Ibidem*, ff. 68-69 (Report no. 90, Bucharest, January 17, 1941, signed by E. A. Berthoud).

⁹ *Ibidem*, f. 149; *Ibidem*, ff. 156-157; *Ibidem*, ff. 173-180; *Ibidem*, f. 202. (All the measures are published in the Annexes).

the initiation of the Anglo-Soviet political-diplomatic and military cooperation, by the bombing of Romania's petroliferous region, of the refineries and the transportation means, of the ports on the Danube and at the Black Sea.¹⁰ Mention should be made that, on April 28, 1941, Sir Cecil Kisch of the *Petroleum Department* proposed that air raids should be performed starting from Greece or Turkey.¹¹ Immediately after June 22, 1941, the possibility appeared for the U.S.S.R.'s air forces based in Odessa to hit the petroleum objectives in Romania.¹² But the hopes in the Russians were not confirmed, their operations from June-July 1941 proving, under the circumstances of the successes of Hitler's "express war", insignificant. As for the British, they were not able, at least in 1940 and 1941, as General-Major Sir H.L. Ismay of the *War Cabinet* communicated on April 9, 1941, to initiate any air actions against the Romanian petroliferous region; the issue was debated on that very day at the level of the chiefs of staff in London and no decision was taken, although the operation represented a very secret objective.¹³ The further evolution of the hostilities, marked by the entrance of the United States in the camp led by the U.S.S.R. and Great Britain further determined, for 1942 and the following years, the implication in the mission of the bombing of the Romanian petroliferous region mainly of the American aviation, first based in Northern Africa and then in Italy.¹⁴

In the United States, even before the Japanese attack in Pearl Harbour on December 7, 1941, Harold L. Ickes, Secretary of State at the Ministry of Internal Affairs, was preoccupied with the petrol issue, both at national and general

¹⁰ *Ibidem*, ff. 196-197 (the letter exchange from July 8-9, 1941). Beginning with 1940, a major role in the planning, organizing, and carrying out of the sabotage actions in the countries of East-Central Europe, including Romania (petroleum, the Legionary rebellion etc.), was played by the famous British secret service *S.O.E. (Special Operations Executive)*, which had the mission – according the Premier Winston Churchill – “to set fire” to the old continent (see Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial*, II, Bucharest, Encyclopaedic Publishing House, 1995, pp. 12-13). In 1943-1944, the operation led by A.G.G. de Chastelain (code name *Autonomous*) was also coordinated by the *S.O.E.* and had as one of its main targets the Romanian oil industry (*Ibidem*, p. 335 and the following; Ivor Porter, *Operațiunea „Autonomous”*. În România în vreme de război, translation, Bucharest, Humanitas Publishing House, 1991, *passim*).

¹¹ P.R.O., Foreign Office – 371/2352, ff. 146-147.

¹² *Ibidem*, f. 165 (Lord Hankey to Sir Charles Portal, the Air Marshal, London, June 24, 1931). On the same theme, Lord Hankey addressed Phillip Nichols of the Foreign Office (*Ibidem*, f. 196, London, July 8, 1941).

¹³ *Ibidem*, f. 49 (Sir H.L. Ismay to Gladwyn Jebb, from the Foreign Office).

¹⁴ Cf. Platon Chirnoagă, *Istoria politică și militară a războiului României contra Rusiei Sovietice*, Iași, 1998, pp. 183-184.

level.¹⁵ He was, for instance, among the initiators of the meeting of November 10, 1940 in Washington of the representatives of Roosevelt administration with the delegates of the big American trusts,¹⁶ on which occasion they examined the situation of petroleum in the countries of the Axis, the latter's efforts, headed by Germany, to conquer new areas of "black gold".¹⁷ They agreed on the fact that Germany, Italy, and Japan would be threatened in the future by the penury of liquid fuel, the quantities procured from the U.S.S.R. and Romania being satisfactory only for the time being.¹⁸ In June 1941, the American specialists discussed the aspects of the destruction of the oil sources accessible to the Axis in the Dutch Indies or in Romania.¹⁹ Only 24 hours after the Japanese raid in Hawaii, that is on December 8, 1941, a Council was constituted in the American capital-city, in the presence of Harold Ickes, one of the president's intimate friends, uniting all the large oil companies and independent producers (*Petroleum Industry War Council*).²⁰ Later, based on the decision taken on November 10, 1940 to present to President F.D. Roosevelt a plan of action regarding liquid fuel,²¹ on May 25, 1941 the head of the North-American Executive Committee appointed the Minister of Internal Affairs as *Petroleum Coordinator*.²² In a letter dated June 18, 1941, Roosevelt specified to Harold Ickes that the petroleum export/import in the United States represented "a part of our current foreign policy."²³ After the entrance of the United States in the war, Roosevelt Administration approved the new name for the organism under the leadership of Harold Ickes: *Office of Petroleum Coordinator for War*, which functioned until the end of the hostilities (1942-1945).²⁴ During the war years, Ickes' service played an important role in mobilizing the resources for leading the operations, as well as in planning the oil policy of the United States. Numerous studies and synopses²⁵ or programs were elaborated.²⁶ One of these programs dated 1943,

¹⁵ See *The Secret Diary of Harold L. Ickes*, III, New York, Simon and Schuster, 1954, p. 297.

¹⁶ *Standard Oil* was represented by E.J. Sadler, vice-president.

¹⁷ *The Secret Diary of Harold L. Ickes*, III, p. 297.

¹⁸ *Ibidem*, pp. 297-298.

¹⁹ *Ibidem*, p. 537.

²⁰ See F.D. Roosevelt Library and Archives, Hyde Park, New York, Official File 4 435 (*Petroleum Coordinator for War*).

²¹ *The Secret Diary of Harold L. Ickes*, p. 298.

²² See F.D. Roosevelt Library and Archives, Official File 4 435 (*Petroleum Coordinator for War*).

²³ *Ibidem*.

²⁴ *Ibidem*, H.L. Ickes was *Petroleum Administrator for War*.

²⁵ See, for instance, the Report from April 1944, with numerous references to the role and place of Romania in the international oil industry (Official File 4 435 B).

studied by us in the American presidential archive at Hyde Park (New York), pointed out that petroleum had become – by use and degree of interest – a universal product,²⁷ whence the conclusion that the national security of the United States was based on the fact that “black oil” should be in the possession of the Americans.²⁸ As we have previously shown, based on the data in the North-American archives, we considered it natural, during the hostilities that opposed Romania to the United States in the period December 1941 (June 1942) – August 1944, for Washington to intend to accomplish the radiography of the enemy at the Mouths of the Danube and, in this sense, an essential role was played by the military or civilian intelligence services – *Military Intelligence Division* (through *G-2*), *Office of Naval Intelligence*, and, especially, the famous *Office of Strategic Services* (*O.S.S.*), the predecessor of today’s *C.I.A.*²⁹ It goes without saying that, in the flux of information that Washington was being bombarded with, an important place was reserved to the oil industry in Romania,³⁰ especially since the North-American authorities interpreted correctly the role of Bucharest in the supply of Germany with liquid fuel, which, despite its great military successes in the 1939-1942 phase of the world war, still remained “hungry of petroleum.”³¹ There were numerous reports that identified the military objectives in Romania and among them an important place was occupied by Ploiești and Valea Prahovei.³² Also, in the analyses of the political-military and economic situation of Germany, the big American intelligence agencies insisted, when it was the case, on Romania and Romanian petroleum³³ in supporting the

²⁶ Cf. *A Foreign Oil Policy for the United States* (*Ibidem*).

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ See Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial*, I, Bucharest, Scientific and Encyclopaedic Publishing House, 1988, p. 361 and the following.

³⁰ *Ibidem*, pp. 361-363.

³¹ Cf. *Petrolul și strategia germană* (bulletin from March 5, 1942 of the United States’ Service for the Coordination of Information, in the National Archives of Romania (NAR), collection *Microfilme S.U.A.*, roll 634, frames 320-331).

³² See, for example, the report of Major Dudley J. Scholten from June 22, 1943 (idem, roll 687, frames 138-139) or the report of Allen Dulles, from the *O.S.S.* (the branch in Switzerland) for *G-2* (*Ibidem*, frame 142).

³³ See, for example, the materials: *Studiu comparativ asupra situației Germaniei în 1918-1943*, from August 13, 1943; *Studiu comparativ asupra economiei Germaniei pe pîcior de război în 1918 și în 1943*, from October 5, 1943; *Condițiile în care Germania ar putea accepta o pace separată cu Rusia*, from October 12, 1943; *Procesul prăbușirii Germaniei*, from December 4, 1943 (apud Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial*, I, pp. 366-367).

Axis in its war effort.³⁴ The information collected throughout the world through different channels was centralized³⁵ at the level of the supreme organism of the United States – the Joint Intelligence Committee (J.I.C.), which published a weekly bulletin that periodically arrived on the desk of the head of the Executive Committee. Undoubtedly the references to Romania and the Romanian oil did not lack from the respective bulletins. Thus, in June 1943, Romania and Yugoslavia, Greece and Hungary were considered to be “of considerable importance to the Axis,” certainly for their products delivered primarily to the Nazi Reich (petroleum, copper and chromium, nickel and food).³⁶ Losing these countries would have caused a “substantial economic discomfort” to the Axis, but certainly the lack of the Romanian petroleum would have constituted “a serious blow for the German war machine.”³⁷ In the same bulletin, but in the chapter regarding Romania, it was mentioned that Bucharest was holding the first place among Germany’s European oil suppliers, covering 1/3 of the total production of the fascist Axis.³⁸ Romania was under the attention of the analysts in the syntheses referring to the international situation of liquid fuel, in 1942/1943 for instance.³⁹ In Adolph Hitler’s *Festung Europa*, Romania held by far the first place in the production of crude oil,⁴⁰ and Ploiești was among the European oil centers.⁴¹ That was precisely why the “cutting” of the supply with Romanian oil represented a serious blow for the German military effort,⁴² and the

³⁴ We notice, on the other hand, that numerous secret groups and networks in Romania (Iuliu Maniu, Rică Georgescu etc.) dealt with the gathering and transmitting of information to the British and the Americans regarding the oil industry (cf. Gh. Buzatu, *Din istoria secretă a celui de-al doilea război mondial*, II, *passim*; Ivor Porter, *Operation „Autonomous”*. With S.O.E. in Wartime Romania, London, Chatto and Windus, 1989, *passim*). Chastelain’s *Autonomous* group, launched in December 1943, had ample ramifications in the oil industry circles, the leader having worked in the field even before 1941 (cf. Gh. Buzatu, *Din istoria secretă*..., II, p. 351-352).

³⁵ Just as London, at the level of the *Military Intelligence 6 (Intelligence Service)*, *S.O.E. (Special Operation Service Executive)*, or *J.I.C. (Joint Intelligence Committee)* (Gh. Buzatu, *Din istoria secretă*..., II, pp. 9-13).

³⁶ Cf. Joint Intelligence Committee, *Weekly Summary*, Number 23/June 16, 1943, p. 13 (apud F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room Papers*, Container 227).

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ *Ibidem*, p. 16.

³⁹ Cf. “The Western Axis Oil Position”, in J.I.C., *Weekly Summary*, No. 24/June 23, 1943, p. 20 and the following (apud *Map Room Papers*, Container 227).

⁴⁰ *Ibidem*, p. 22.

⁴¹ *Ibidem*, pp. 22-23.

⁴² *Ibidem*, p. 23.

bombing of Ploiești region was recommended.⁴³ Just as, on May 13, 1942, General George V. Strong, from the leadership of G-2, pointed out to General Eisenhower the "strategic importance of Ploiești".⁴⁴ Ploiești thus became, for the following period, "the maximum priority objective" of the American bombings.⁴⁵ The result of such proposals did not take long before being materialized, already at the time when the North-American forces were "in the vicinity" of Europe, in North Africa. The preparations for the bombing of Ploiești by the American airplanes taking off from the most various bases (Sevastopol – 380 miles; Ekaterinoslav – 650 miles; El Adem, Cyrenaica – 900 miles; Fuka, Egypt – 1 050 miles) were examined in detail.⁴⁶ On June 12, 1942,⁴⁷ a week after the American Congress sanctioned the intervention of the state of war between the United States and Romania, Bulgaria, and Hungary,⁴⁸ 13 American B-24 bombers with the take-off base 1 300 miles away (Fayid, Egypt) hit Constanța and especially Ploiești (the refinery *Astra Română*). The code name of the operation was Halpro,⁴⁹ and the success was more than modest.⁵⁰ The fact that the essential objective was Ploiești resulted from the remarkable importance of the area for Hitler's war,⁵¹ who, as we have shown, was preoccupied and managed to transform it into the most redoubtable point of his European fortress.⁵²

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Memorandum*, in National Archives of Romania, collection *Microfilme S.U.A.*, roll 687, frame 135.

⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁶ John Sweetman, *Ploiesti Oil Strike*, p. 50 and the following.

⁴⁷ In May 1942, two Soviet airplanes bombed the "Orion" refinery in Ploiești, rendering it out of order for four months (the International Conference organized by The Institute of Military History and Theory, Ploiești, May 1993, where the "balance" and the "diagram" of the Allied air bombings of Ploiești were presented for the period August 1, 1943 – August 19, 1944).

⁴⁸ Cf. James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti. The Great Ground-Air Battle of 1 August 1943*, New York, Random House, 1962, p. 8.

⁴⁹ From the name of General Henry ("Hap") H. Arnold (1886-1950), the head of the American Air Forces.

⁵⁰ James Dugan, C. Stewart, *op. cit.*, pp. 62-64; Alesandru Dușu, Florin Constantiniu, *Un episod puțin cunoscut al celui de-al doilea război mondial*, in "Revista de Istorie", Bucharest, no. 7/1989, p. 723 and the following.

⁵¹ In a message addressed to Mussolini on November 20, 1940, he considered that, "if the oil refineries [in Ploiești] are destroyed, then the loss will be irreparable" (*ADAP 1918-1945*, Series D, Band XI/2, *Die Kriegsjahre*, IV/2, 13. November 1940 bis 31. Januar 1941, Bonn, 1964, p. 536 (doc. no. 369).

⁵² Cf. James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, p. 24 and the following; Leon Wolff, *Low Level Mission*, New York, Arno Press, 1972, p. 67 and the following.

In the history of World War II, the raid of the Allied aviation against Ploiești on August 1, 1943 (code name: Tidal Wave)⁵³ occupies a special place from many points of view: preparation, execution, participating forces (on both sides), the significance of the hit, the military, political, economic, and psychological implications. Although, if we consider the modest results that we shall refer to, the attack in 1943, just like the one in June 1942, was "of a marginal strategic value."⁵⁴ Numerous specialists, some of them participants to the Tidal Wave,⁵⁵ insisted on the operation⁵⁶ or included that episode – which some leaders of the United Nations evoked during the Inter-Allied Conference in Casablanca (January 1943)⁵⁷ – in the official histories of the conflagration from 1939-1945.⁵⁸ Not without good reason, if we consider the coordinates of the

⁵³ About the preparation of the raid, at the level of the American Military High Command.

⁵⁴ Cf. Robert Goralski, Russell W. Freeburg, *Oil and War. How the Deadly Struggle for Fuel in World War II Meant Victory or Defeat*, New York, W. Morrow and Co., p. 243.

⁵⁵ See the international best-seller *Ploiesti...* by James Dugan and C. Stewart, quoted edition, IX (cf. French translation – *Operation <<Raz de marée>> sur les pétroles de Ploiesti. 1-er Août 1943*, Paris, Robert Laffont, 1963); Leroy W. Newboy, *Target Ploiesti. View from a Bombsight*, Novato (California), Presidio Press, 1983.

⁵⁶ See Leon Wolff, *Low Level Mission*, *passim*; John Sweetman, *Ploiesti Oil Strike*, New York, Ballantine Books, 1974; Horia Brestoiu, *Impact la paralela 45°*, Iași, Junimea Publishing House, 1986; Eugen Preda, *Miza petrolului în vâltoarea războiului*, Bucharest, Military Publishing House, 1983; Eugen Stănescu, Iulia Stănescu, Gavriil Preda, *Petrol și bombe la Ploiești*, Ploiești, 1994; Ilie Manole, Gavriil Preda, Eugen Stănescu, eds., *Festung Ploiești*, I-II, Ploiești, Printeuro Publishing House, 2003-2004; Gavriil Preda, *Importanța strategică a petrolului românesc. 1939-1947*, Ploiești, Printeuro Publishing House, 2001; Șerban Constantinescu, *Bombardamentele anglo-americe efectuate asupra României în al doilea război mondial*, Bucharest, 1995; Șerban-Liviu Pavelescu, *Petrolul românesc de la intenții la fapte în strategia de război a Alianților. Prima mare lovitură aeriană asupra zonei petrolifere românești – 1 august 1943*, in Institutul de Studii Operativ-Strategice și Istorie Militară, „Anuar. Studii de politică de apărare, teorie, doctrină, artă și istorie militară”, Bucharest, Vasile Cârlova Publishing House, 1996, p. 158, and the studies of Maurice Pearton, Ilie Manole, Gavriil Preda, Alesandru Dușu, Florin Constantiniu, Narcis I. Gherghina, Vasile Berheciu, Constantin Chiper, Jipa Rotaru, Gheorghe Boblea, Aurel David, Șerban Pavelescu, Ion Aramă, Aurel Pentelescu a.o.

⁵⁷ Cf. James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, pp. 35-36; Constantin Chiper, *Orașul Ploiești – obiectiv strategic al coalițiilor beligerante în cel de-al doilea război mondial*, in Ilie Manole, ed., *Societate și Armată în Europa secolului XX*, Bucharest, 1995, p. 138.

⁵⁸ See, for instance, United States Army Air Force. Office of Air Force History, *The Army Air Forces in World War II*, in seven volumes, II, Chicago, 1949, pp. 477-484; III, Chicago, 1951, p. 172 and the following (for the air operations in 1944); Sir Charles

issue, presented in so many official documents and scientific works. We shall appeal to the argument found in one of the documents that was at the basis of the approval by the military authorities in Washington of the plan of operation Tidal Wave. We are referring to the synthesis *The Significance of Rumanian Oil*,⁵⁹ from which we quote the considerations inserted at & 1:

"The bombing of the capacities of production, refining, and transportation in and around Ploiești, Romania, represents an immediate disaster of the oil economy of the Axis and, consequently, of the war effort of the Axis. Romania's oil production amounts to approximately 6,000,000 tons annually. This production represents 35% of the total fuel production of the Axis (including the synthetic products and the substitutes) and 70% of the total production of crude oil.⁶⁰ Without Romania's production of 500,000 tons per month, the Nazi Europe would remain with only 900,000 tons per month to confront a total consumption that could not be smaller than 1,400,000 tons per month, when the long expected summer offensive begins. If the Romanian oil production is destroyed, Germany would be forced to resort to its reserve stocks, which would practically be exhausted in four months (for details, see Table A).⁶¹ As a consequence of this situation, if Germany was deprived of the entire Romanian oil, the petroleum position of the Axis would rapidly become so disastrous that it would seriously interfere with the continuation of the military leading of the operations at a major scale."⁶²

From what we know, we do not believe there is a more consistent recognition in other sources – except, maybe, that of Winston S. Churchill – regarding the reasons for which Ploiești gained such an overwhelming importance for both camps engaged in the conflagration of 1939-1945.

Webster, Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany, 1939-1945*, II/4, *Endeavor*, London, HMSO, 1962, pp. 221-222; Sir Charles Webster, Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany, 1939-1945*, III, *Victory*, London, HMSO, 1961, pp. 225-243; C.J.C. Molony and collaborators, *History of the Second World War. Military Series. The Mediterranean and the Middle East*, V, London, HMSO, 1973, pp. 220-222. Information in the dictionaries and extensive encyclopaedias dedicated to the war (cf. Thomas Parrish, S.L.A. Marshall, eds., *The Simon and the Schuster Encyclopedia of World War II*, New York, 1978, pp. 499-500, 629).

⁵⁹ National Archives of Romania, collection *Microfilme S.U.A.*, roll 653, frames 34-36.

⁶⁰ The communicated data was approximately correct. In January 1943, in Berlin, the Romanian and German representatives agreed on the Romanian oil deliveries for that year – 4 million tons to the Reich and its allies (cf. N.A.R., the Ministry of the Oil Industry fund, file 1/1942, ff. 154-159).

⁶¹ *Ibidem*, roll 653, frame 38.

⁶² *Ibidem*, frames 34-36. The Ploiești petroleum center, it was pointed out further, at & 2, was the most concentrated in the world (*Ibidem*).

For the execution of Tidal Wave, scheduled after the landing in Sicily (operation Husky, July 9, 1943), the American Air Force IX was designated, under the command of Colonel (later General) Lewis H. Brereton (1890-1967), based in North Africa, in the Benghazi area.⁶³ The training of his subordinate aviation groups took place, in a sustained rhythm, above a "false Ploiești", especially in the last ten days of the month of July 1943, all the targets being "hit" in a completely satisfactory time. Finally, Brereton was assigned 178⁶⁴ bombers of the type Liberator B-24 (on which 1 761 Americans enplaned, plus a Canadian and an Englishman),⁶⁵ divided in several groups – Liberando (group 376), in the front, Traveling Circus (group 93), Pyramiders (group 98), Eight Balls (group 44), and Sky Scorpions (group 389), – each having to hit different targets: White 5 (the refinery *Colombia Aquila*) and Blue (the refinery *Creditul Minier – Brazi*); White 2 (the refinery *Vega*, the company *Concordia*) and White 3 (the refineries *Orion*, *Speranța*, and *Standard*, *Petrol Block*); White 1 (the refinery *Romanian-American*), White 4 (the refinery *Astra Română*) and Red (the refinery *Steaua Română – Câmpina*).⁶⁶ Shortly before the mission, at the order of General Henry ("Hap") H. Arnold, the head of the U.S. Military Air Forces, General Brereton was forbidden to fly to Ploiești,⁶⁷ his place being taken by General Uzal G. Ent.⁶⁸ At the break of dawn, on August 1, 1943,⁶⁹ the flight signal was given. Despite all the precautions (the absolute secret of the mission, the interdiction of radio communication, flight at low altitude to prevent radar detection, etc), as soon as the forces for Tidal Wave took off from Benghazi with the destination Ploiești, the Germans found out immediately: a post, unknown to the Allied secret services, installed near Athens, intercepted the transmissions of Air Force IX.⁷⁰ Under these circumstances, the impressive air "Armada" was held under surveillance by the Germans in order to find out its destination (Vienna, Sofia, Athens?), and, while it was flying across the Danube, a Romanian

⁶³ Cf. James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, p. 41 and the following.

⁶⁴ Leroy W. Newby, *Target Ploiesti*, p. 1-2. A plane exploded at takeoff, another went down in the Mediterranean, and others turned back, and thus only 165 B-24 airplanes engaged in the battle.

⁶⁵ James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, p. 83-84. The list of all the American participants in the raid, in *Ibidem*, pp. 304-385, as well as that of the German and Romanian combatants (*Ibidem*, pp. 386-397).

⁶⁶ See John Sweetman, *Ploiesti: Oil Strike*, pp. 143-145; Constantin Chiper, *Orașul Ploiești – obiectiv strategic...*, p. 138. See also James Dugan, C. Stewart, L. Newby etc.

⁶⁷ James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, p. 76.

⁶⁸ *Ibidem*, pp. 76-77, 322.

⁶⁹ At 04:00 hours GMT (the local time in Egypt – GMT + 3, and in Romania – GMT + 2) (*Ibidem*, p. 85).

⁷⁰ *Ibidem*, pp. 86-87.

watch airplane intercepted it, a new objective being suspected – Bucharest. General alarm was given. The surprise attack could no longer be accomplished. A second element occurred: two of the groups took the wrong direction at the “entrance gate” in Târgoviște, turning towards Bucharest, and only afterwards returning towards Ploiești. The attack of the American bombers against the refineries in Ploiești and Cămpina was launched around 13:45 hours (the local time), lasting 27 minutes. Some of the targets were completely missed: “the admiral aircraft” of the group Liberando (K.K. Compton, General Ent) surveyed target White I (the refinery *Romanian-American*), without hitting it. It was – as Dugan and Stewart remarked⁷¹ – the third target as far as its economic importance, but the main one from a propagandistic stand point. By “sparing” it, the Americans offered Joseph Goebbels the pretext to assert that the Americans could not hit the assets of *Standard Oil Co.*, hitting in return the British, French, or Belgian refineries. And, indeed, the Red targets (the refinery *Steaua Română* in Cămpina) and White 4 (the refinery *Astra Română*) were hit, suffering losses in a proportion of 20-30%, inferior nevertheless to *Creditul Minier* (Blue), credited with destructions in a proportion of 75%.⁷² The unpredicted elements that occurred were conjugated with an estimation error committed by the Americans before the launching of Tidal Wave: they did not properly established, or they ignored (which is not the same thing) the practical capacity and possibility of retaliation of the Romanian and German defense forces in Ploiești. Although before August 1, 1943 everybody in the Allied camp had agreed that Ploiești had become “a colossal terrestrial armored ship, armed to resist the most terrible air attack,”⁷³ this reality was not treated as a warning,⁷⁴ and hence the losses suffered by the Americans were great. They were communicated to the U.S. Congress, on August 16, 1943, by President F.D. Roosevelt: 53 airplanes destroyed, 37 seriously damaged, others landed on various Allied or neutral airports, and only 88 returned to the base, in Benghazi, of which 2/3 were also damaged.⁷⁵ The human casualties were also important: of the 1 726 Allied aviators engaged in the fight above the petroliferous area, 310 died, 130 were wounded, 108 were taken prisoners, and 79 hospitalized in Turkey.⁷⁶ Certainly, in relation to the losses they suffered, the

⁷¹ *Ibidem*, pp. 139-140.

⁷² Cf. Constantin Chiper, *Orașul Ploiești – obiectiv strategic...*, p. 138.

⁷³ James Dugan, C. Stewart, *Ploiesti...*, p. 34.

⁷⁴ See the opinion of the American Colonel Crowne, in Aurel Pentelescu, *Colonelul american Crowne în România: Apărarea a.a. – „Rezultate cu totul excepționale”*, pp. 150-152.

⁷⁵ Eugen Stănescu and collaborators, *Petrol și bombe la Ploiești*, p. 48-49; Șerban-Liviu Pavelescu, *Petrolul românesc în strategia Aliaților...*, p. 155; Jipa Rotaru, *Bombardamentul de la 1 august 1943: victorie sau înfrângere*, pp. 140-143; Constantin Chiper, *Orașul Ploiești – obiectiv strategic...*, p. 138.

⁷⁶ Eugen Stănescu and collaborators, *Petrol și bombe la Ploiești*, p. 48.

damages caused by the Americans on August 1, 1943 were not very important. The hit targets were repaired in only a few weeks after the raid.⁷⁷ The semi-failure they suffered⁷⁸ determined the Allies to suspend, in the period August 2, 1943 – April 4, 1944, the air bombings of the petroliferous area. They were resumed systematically on the afternoon of April 5, 1944, being prolonged until August 1944,⁷⁹ the following refineries being hit: *Astra Română*, *Romanian-American*, *Vega*, *Orion*, *Colombia*, *Creditul Minier*, *Standard*, *Xenia* etc.⁸⁰ After the end of operation Tidal Wave, both parties proceeded to the analysis of the events and the evaluation of the damages. On the Romanian side, a detailed report was drawn up, only a few days after the attack, by Section II of the Air General Staff, which, on August 9, 1943, was presented in an abbreviated form to the Military Cabinet of Marshal Ion Antonescu.⁸¹ Other evaluations were also done, registering: damages of 52,537 tons of oil products in stock, but 121,265 tons salvaged; hit refineries, in order, *Steaua Română*, *Creditul Minier*, *Colombia*, *Astra Română*, *Vega*, and *Orion*, for which the total value of the damages was estimated to minimum 6 billion *lei*.⁸² As for the Americans, they photographed the petroliferous area between August 2 and August 19, 1943.⁸³ A first report, drawn up by the secret service of the American army on August 21, 1943 proved excessively optimistic: it was estimated that the refineries *Steaua Română* and *Creditul Minier* had been completely destroyed, and others (*Astra Română*, *Vega*, *Romanian-American*, and *Unirea*) had been “seriously hit”. It was considered

⁷⁷ According to the official statistics, during the air raid, the Romanian side there were 120 dead and 90 wounded.

⁷⁸ We base our assertions on the admittance by President F.D. Roosevelt in the American Congress two weeks after Tidal Wave, as well as on the fact that James Dugan and C. Stewart, the authors of the most famous and appreciated work dedicated to the events of August 1, 1943, designated the day of the air raid as being the black Sunday (see *Ploiești...*, chapter 13 – Black Sunday, pp. 224 and the following.)

⁷⁹ For the respective period, 696 dead and 675 wounded were registered (table presented at the International Conference at Secu-Ploiești, May 1993). Details regarding the Allied air missions over Romania, especially Ploiești, in the secret messages from April 7, 11, 18, 21, and 25; May 2, 6, 8, 16, 18, 22, 23, 25, and 30; June 6 and 13; July 4, 11, and 25; August 9, 1944 (F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room*, Box no. 136, *passim*).

⁸⁰ See the table presented at the International Conference at Secu-Ploiești (May 1993); Eugen Stănescu and collaborators, *Petrol și bombe la Ploiești*, pp. 59-63.

⁸¹ See Alesandru Dușu, Florin Constantiniu, *Raidul american asupra Ploieștiului din 1 august 1943. Mărturie inedită*, pp. 413-424.

⁸² N.A.R., the fund of the Ministry of the Oil Industry, file 41/1943, pages 86-91 (the note from August 16, 1943).

⁸³ See report no. 9 585/August 35, 1943 drawn up by the United States' *Middle East Intelligence* (N.A.R., the collection *Microfilme S.U.A.*, roll 687, frame 114 and the following).

that, for repairs, the minimum time was six months, while half of the crude oil production of Romania had been lost for one year.⁸⁴ They came back later, specifying that a "complete interpretation" was expected after the analysis of the information processed on the basis of the stereoscopic photographs taken after the raid.⁸⁵ The first satisfactory evaluations regarding the efficacy of operation Tidal Wave were mentioned in the informative bulletins broadcast by the J.I.C., which were received by President F.D. Roosevelt.⁸⁶

In the spring of 1944, depending on the evolution of the military operations on the fronts in the Mediterranean and Europe (the Allied offensive in Italy, the landing in France, the attacks of the Red Army on the Eastern Front), the petroliferous region of Ploiești remained a primary target for the Anglo-American aviation. Many of the ultra-secret messages received by President F.D. Roosevelt, declassified only in 1973,⁸⁷ attest to what degree Valea Prahovei and the city of Ploiești remained in the center of the Allies' attention. Thus, for instance, on April 11, 1944, it was stated that the economic positions of the Third Reich in Romania were "of the utmost interest".⁸⁸ Often in the months of April and May 1944, the communication and petroliferous centers in Romania were included among the preferred objectives of the Anglo-American aviation.⁸⁹ On May 15, 1944, it was recorded that "the petroleum in Ploiești was *the most important objective in the Balkans, more important than the communications [of the Axis] or any other centers* (author's emphasis)."⁹⁰ Also, on June 6, 1944, therefore in the hours that immediately succeeded the beginning of the landing in Normandy, the Headquarters of the Allied Air Forces in Caserta reported to the War Department in Washington that they had launched a massive attack (with the participation of 704 airplanes) over the targets – the refineries in Ploiești, Brașov, Turnu Severin, Pitești, and Belgrade.⁹¹ It was very clear that the Allied air actions

⁸⁴ *Ibidem*, frame 112 (G.V. Strong to William T. Stone, Office of Economic Warfare).

⁸⁵ *Ibidem*, frame 116 (Charles B. Rayner, from the Office of Economic Warfare, to General V. Strong, the head of the *Joint Intelligence Committee*, August 27, 1943). Charles B. Rayner was the head of *Enemy Oil Committee*, and his final report arrived on December 13, 1943 (*Ibidem*, frame 113 and the following).

⁸⁶ F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room Papers*, Container 227 (J.I.C., *Weekly Summary*, no. 30/August 4, 1943, p. 4-5).

⁸⁷ They were sent by the *War Department* and they all were all marked with the indicative Top Secret.

⁸⁸ F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room*, Box no. 136.

⁸⁹ *Ibidem*, *passim* (the messages from April 18, 21, and 25, May 2, 8, 15, 16, 22, 23, and 30, 1944).

⁹⁰ *Ibidem*.

⁹¹ *Ibidem*.

on the European theaters of war had the essential purpose of supporting the landing in the West.⁹² Only a few days later, on June 13, 1944, Washington transmitted to the Headquarters of the Allied Air Forces in the Mediterranean (A.F.H.Q.) that:

"1. The petroleum objectives remain the first priority for the bombings in the South-Eastern Europe. If all the refineries in Ploiești are rendered out of order, the attacks can be directed towards the refineries in Austria and Hungary.

2. The secondary priority – transportation – [will consist] particularly in the mining of the Danube, in order to prevent the transportation of the crude oil from Romania to refineries anywhere."⁹³

In the same sense, on July 11, 1944, the United Committee of the Chiefs of Staff of the U.S. Armed Forces transmitted to A.F.H.Q.:

"The priorities for the bombing effort in South-East Europe.

1. The petroleum objectives remain first priority.

2. The profitable objectives on the Danube and the ships in transit."⁹⁴

On July 25, 1944, a categorical specification was made:

"Petroleum remains [for the Allied air bombings in the south-east of the continent] the supreme objective."⁹⁵

The situation did not change before Romania changed its direction in the world war on August 23, 1944. We extract from the message from August 9, 1944: "... Petroleum remains the absolute priority."⁹⁶

Confronted with the danger of the Allied bombings, the Romanian authorities made efforts to ensure measures of protection.⁹⁷ Field Marshal Keitel gave repeated dispositions for the limitation of the damages of the Allied bombings of the Ploiești area.⁹⁸ But, however, until the last moment of the turning of August 23, 1944, the damages registered by the oil companies did not cease from being recorded,⁹⁹ as well as the decline of the export to Germany.¹⁰⁰

⁹² *Ibidem* (Message from June 7, 1944).

⁹³ *Ibidem*.

⁹⁴ *Ibidem*.

⁹⁵ *Ibidem*.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ On January 25, 1944, Mihai Antonescu discussed such measures with Carl Clodius, A. Gerstenberg, and others (N.A.R., the Presidency of the Council of Ministers fund, file 15/1944, ff. 385-411).

⁹⁸ *Ibidem*, the collection *Microfilme S.U.A.*, roll 607, frame 1792894 (documents from May 25, 1944).

⁹⁹ *Ibidem*, the fund of the Ministry of the Oil Industry, files 66 and 89/1944; idem, file 1/1942 (documents from 1942-1944).

¹⁰⁰ *Ibidem*, file 145/1944. Numerous documents regarding the evaluation of the damages and the countermeasures imposed by the situation are found in the Romanian

Under such circumstances, the press in the neutral countries considered unfortunate Romania's position of possessor of oil resources in time of war, and, at the same time, predicted: "The region of Ploiești – wrote the daily paper *Neue Berner Zeitung* on April 9, 1944, in the article "The Battle for Romania" – brought Romania much wealth, but also the jealousy of other countries. The Allied side considers that the losing of Ploiești would end the war in a relatively short time."¹⁰¹

Romania's turn of August 23, 1944

The events that took place in Romania in August 1944 and their consequences were analyzed by historians thoroughly and under multiple aspects (military, political-diplomatic, economic, propagandistic etc.). It is not necessary, therefore, to go into details here.¹⁰² It is sufficient to point out that, after the stabilization of the Romanian-German front against the Soviet one on the disposition Kutu-Paşcani-Târgu Frumos-Iași-Chișinău-Dubăsari-the Dniester line all the way to the Black Sea, in May 1944, both camps had under their attention mainly the defense, respectively the conquering of the fortified line Focșani-Nămoloasa-Brăila and the petroliferous area of Ploiești, both of them having at stake the preservation of their disposition or, on the contrary, the creation of propitious conditions for future actions. On August 5, 1944, when he visited Hitler for the last time, at Rastenburg, Marshal Antonescu, at the direct question of the Führer regarding the continuation of the battle until the end alongside Germany, specified categorically that an answer would imply the guarantee of

Military Archives, Pitești, fund 951 (The Military Cabinet Ion Antonescu), 1942-1944, position 26, ff. 3, 14, 19-20, 3. They are, in their majority, informative notes from the summer of the year 1944 referring to the Allied bombings from June 24 or July 2-3, 1944 (information communicated by Valeriu Florin Dobrinescu).

¹⁰¹ N.A.R., the Ministry of National Propaganda fund (the Foreign Press), file 1395, page 26. Mention should be made that, after the overthrow of Antonescu's regime, the specialized organisms in Berlin worked until January 1945 to strike the complete balance of the German-Romanian economic relations in the period March 1940-August 1944 (cf. I. Chiper, *Problema petrolului în cadrul raporturilor germano-române. 1940-1944*, paper, Mangalia, September 14-15, 1998). The issues are richly reflected in the documents discovered by I. Chiper at Bundesarchiv Koblenz, Rumänien 7/2 275, 3009 and 3266). At the same time, Carl Clodius examined the evolution of the oil prices between 1939 and 1943. Some documents contain Berlin's request's to Romania to renounce the payment in gold for the products delivered to Germany (Bundesarchiv Koblenz, Rumänien 7/3 266).

¹⁰² See considerations and the updated bibliography in Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945*, Iași, 1995, *passim*; Ioan Scurtu, Gh. Buzatu, *Istoria Românilor în secolul XX*, Bucharest, Paideia Publishing House, 1998, *passim*.

the O.K.W. that the *Wehrmacht* would guarantee the existing line of the front in Romania and, also, the security of the petroliferous region.¹⁰³ In the German defense plans, indeed, Ploiești area and the transportation means for the oil derivatives were in the center of attention in the spring of 1944.¹⁰⁴ As the suspected and expected moment of the offensive of the Ukrainian 2nd and 3rd Fronts in the region Iași-Chișinău was drawing near (20 August, 1944), the German and Romanian military authorities were concerned in July-August 1944 about the security of Ploiești area.¹⁰⁵ On the other side, the Allied aviation continued its raids over the petroleum targets,¹⁰⁶ while the Soviet High Command (*Stavka*), preparing the operation against the German-Romanian forces (the "Southern Ukraine" Army Group), aimed first of all at a concentric action at Iași-Chișinău for the capturing of the German Army 6 and the concomitant development of the offensive on the direction of the line Focșani-Nămoloasa-Brăila.¹⁰⁷ The events on the front in Moldavia, after August 20, 1944, offered the opportunity and not the cause for the action of the political forces in Bucharest,¹⁰⁸ which on the afternoon of August 23, 1944, three days earlier than the established plan, carried out the coup d'état, marked first of all by the arrest of Ion and Mihai Antonescu.¹⁰⁹ From the first moment of Romania's defection, from Germany's point of view, the events in Bucharest and the Allies' offensive conditioned each other mutually. The fall of Antonescu's regime automatically led to the breaking of Romania's alliance with the Nazi Reich and its last satellites in Europe and to the enrolling of the Romanian troops in the forces of the United Nations in the final war against Germany (August 1944 – May 1945).¹¹⁰ Under the military and political-diplomatic conditions that occurred, *Stavka* established in Moscow, on August

¹⁰³ Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu, 1938-1944*, Bucharest, Humanitas Publishing House, 1994, p. 250.

¹⁰⁴ Cf. Percy Ernst Schramm, Hrsgb., *Kriegstagebuch des Obercommandos der Wehrmacht (Wehrmachtführungsstab)*, IV/7, 1. Januar 1944-22 Mai 1945, München, Bernard und Graefe Verlag, 1982, p. 783 and the following.

¹⁰⁵ *Ibidem*, pp. 802-803.

¹⁰⁶ Cf. Sir Charles Webster, Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945*, III/5, *Victory*, London, 1961, pp. 225-229.

¹⁰⁷ See P.A. Jilin and collaborators, eds., *Osvoboditelnaia missiia Sovetskikh Voorujennih sil v Evrope vo Vtoroi Mirovoi voine. Dokumenty i materialy*, Moskva, Voennoe Izdatelstvo, 1985, pp. 39-40 (doc. no. 17 – the directive from August 2, 1944 of the Soviet *Stavka*, signed by I.V. Stalin and A.I. Antonov, for the offensive of the 2nd and 3rd Ukrainian Fronts – Operation Iași-Chișinău).

¹⁰⁸ Gh. Buzatu, ed., *Actul de la 23 august 1944 în context internațional. Studii și documente*, Bucharest, Scientific and Encyclopaedic Publishing House, 1984, *passim*.

¹⁰⁹ Idem, *România și războiul mondial din 1939-1945*, p. 155 and the following.

¹¹⁰ *Ibidem*.

1944, as a fundamental objective for the Rodion Malinovski's 2nd Ukrainian Front the occupation of the rest of Romania, with Ploiești petroliferous region in the center of attention.¹¹¹ The capturing of the petroliferous area by the Soviets spared the Western Allies from supplementary efforts: after August 23, 1944, the units of the 15th Air Force were no longer mobilized for the bombing of the oil targets in Romania.¹¹²

The preferences won by the Allies through Romania's defection from the Axis were strengthened through the disadvantages caused to Germany and its satellites. The prestigious daily paper *New York Times* had every reason to consider, a few hours after the arrest of Ion and Mihai Antonescu in the Royal Palace in Bucharest, that, "From a political and military point of view, Romania's desertion from the Axis represents a major triumph for the Allies"¹¹³. The British Premier Winston S. Churchill, caught by the events in Italy, wrote in his *Memoirs* that would gain international celebrity, that Romania's action had determined "a complete overthrow of the military situation"¹¹⁴. The great European and extra-European commands and chancelleries, the international public opinion reacted promptly after Romania's turn, admitting quasi-unanimously its major significance for the development of the hostilities at a military, political-diplomatic, economic, and propagandistic level. The bulletins published in Washington by the *Joint Intelligence Committee (J.I.C.)* stated right away that, on the war theaters in France and Romania, Germany had suffered "a series of disconcerting military overthrows."¹¹⁵ The defense German system in South-Eastern Europe had suffered a "complete disintegration."¹¹⁶ The Reich was deprived of at least 30 divisions, but no less serious was, from an economic stand point, the loss of the petroliferous region of Valea Prahovei. From this area, the Reich had covered at least 28% of its consumption of liquid fuel, after August 23, 1944 being deprived of "the most precious" source.¹¹⁷ In Washington, the *Office*

¹¹¹ Cf. P.A. Jilin and collaborators, eds., *op. cit.*, p. 55 (doc. no. 30).

¹¹² Sir Charles Webster, Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945*, III/5, p. 229.

¹¹³ See no. 31 624 from August 24, 1944, p. 11.

¹¹⁴ Cf. Winston S. Churchill, *Memoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, VI/1, Paris, Plon, 1953, p. 86. Harold Macmillan, the future British Premier, met Churchill on August 28, 1944, at Pomigliano (Italy), being in an "excellent state of mind, due most of all to the latest news from the battlefields and the surprising events in Romania" (see *War Diaries. Politics and War in the Mediterranean. January 1943-May 1945*, London, Macmillan, 1985, p. 510).

¹¹⁵ Cf. J.I.C., *Weekly Summary*, no. 85/August 24, 1944 (F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room Papers*, Container no. 233).

¹¹⁶ *Ibidem*, no. 86/August 31, 1944, ff. 6-8.

¹¹⁷ *Ibidem*, ff. 18-19.

of *Naval Intelligence (O.N.I.)* estimated in similar terms the consequences of the coup d'état in Bucharest. A synthesis of the service from September 6, 1944, considering that the importance of the Romanian oil had been "enormous" for Germany, predicted that the loss of the respective source by Berlin would constitute "a serious physical and moral blow"¹¹⁸. On this side of the Ocean, in London, the *Joint Intelligence Sub-Committee – J.I.C.*, without having in view Romania's turn of August 23, 1944, decided two days earlier to continue the bombing of South-Eastern Europe, with the special mention that "the oil objectives are still top priority"¹¹⁹. Twenty four hours later, the *J.I.C.*'s decision was identical: "the oil objectives must remain the highest priority for the air operations against South-Eastern Europe"¹²⁰. After the overthrows in Bucharest, on August 28, 1944, the *J.I.C.* elaborated the synthesis Germany's Situation in the Balkans,¹²¹ which predicted "a fundamental change in the German strategy" as a result of the last "series of military disasters" and of the "loss of the Romanian petroleum"¹²². On August 30, 1944, the *J.I.C.* drew up and handed to the British for a report entitled "The effect of Romania's capitulation on Germany's oil position",¹²³ the conclusion being one and one alone: the defection of Bucharest "immensely increased Germany's oil difficulties"¹²⁴. The issue was studied thoroughly during the meeting of September 4, 1944 of the *J.I.C.*¹²⁵ The realities were alarming for the Axis: the air bombings of all the German oil objectives on the continent, combined with Romania's defection, had reduced the enemy's liquid fuel production "to very low figures"¹²⁶. As the Romanian resources had become "inaccessible" to the Reich, the total production for the previous month had not exceeded 540,000 tons, namely 40% of the "normal" production of 1 340,000 tons per month.¹²⁷ Consequently, for the month of September 1944 – through the elimination of the Romanian resources – the oil

¹¹⁸ Cf. *The ONI Weekly*, vol. III, no. 36/September 6, 1944, p. 2785 (F.D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York, *Map Room Papers*, Container 223).

¹¹⁹ Great Britain, Public Record Office, London, Kew, *Cabinet 79/79*, f. 343 [JIC (44) 367 (0)].

¹²⁰ *Ibidem*, f. 338 [COS (44) 283rd Meeting (2)].

¹²¹ *Ibidem*, ff. 140-143 [JIC (44) 379 (0) Final].

¹²² *Ibidem*, f. 142.

¹²³ *Idem*, *Cabinet 79/80*, ff. 145-147 [JIC(44) 382 (Final)].

¹²⁴ *Ibidem*, f. 147.

¹²⁵ See Gh. Buzatu, *România și războiul mondial din 1939-1945*, pp. 252-255 (doc. no. 37); Great Britain, PRO, *Cabinet 79/80*, f. 236 and the following [JIC (44) 390 (0) Final].

¹²⁶ Gh. Buzatu, *op. cit.*, p. 253.

¹²⁷ *Ibidem*.

production of the Reich was evaluated to 600,000 tons (43% of the "normal")¹²⁸. For the resistance of the Reich against the assault of the Allies on the entire European continent, "an ever more pronounced paralysis of the war machine" loomed with ever increasing certainty¹²⁹.

The atmosphere existing at the Führer's headquarters at the moment when the news arrived about the arrest of Ion Antonescu and Mihai Antonescu was described in many documents and memoirs,¹³⁰ as well as in syntheses dedicated to the war. Andreas Hillgruber investigated the catastrophe of the German troops in Romania after the blow of August 23, 1944.¹³¹ The well-known historian David Irving described the facts with accuracy.¹³² Both with the regret of losing an important ally in the person of Marshal Ion Antonescu as well as with the unpredictable military and political-diplomatic consequences, the Führer was shocked by the prospect of the lack of the Romanian oil resources.¹³³ Another famous British specialist, John Erickson, considered: "Romania's defection on August 23 changed the military defeat of Germany into a catastrophe"¹³⁴. For Leon Wolff, a historian we have mentioned previously, the loss of the refineries in Ploiești in August 1944 coincided with the moment when "the German war machine began to collapse."¹³⁵

We should ask ourselves, at the end, what did the disaster caused by Hitler's loss of the Romanian petroleum consist in? According to the data used by Andreas Hillgruber,¹³⁶ Romania's oil deliveries in the period January 1939-July 1944 to Germany, the German armies on the fronts, and the Protectorate of Czechia and Moravia amounted to 11,632,000 tons.¹³⁷ According to the reliable sources we have often used in the pages above, this quantity represented, on the whole, 1/3 of the general consumption of the Reich during the world conflagration of 1939-1945. Therefore, it was not an exaggerated quantity, nor was it insignificant! Nevertheless, it was sufficient to ensure the leading of the

¹²⁸ *Ibidem*.

¹²⁹ *Ibidem*, p. 254.

¹³⁰ *Ibidem*, p. 181 and the following.

¹³¹ Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu*, p. 261 and the following.

¹³² See David Irving, *Hitler's War (1942-1945)*, London, Macmillan, 1983, pp. 692-694; idem, *Hitler's War*, abbreviated edition, New York, Avon Books, 1990, pp. 679-681.

¹³³ *Ibidem*, p. 797.

¹³⁴ John Erickson, *The Road to Berlin. Stalin's War with Germany*, II, London, Weidenfeld and Nicolson, 1983, p. 360.

¹³⁵ Leon Wolff, *Low Level Mission*, p. 222.

¹³⁶ According to exclusively German sources.

¹³⁷ See Andreas Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și Mareșalul Antonescu*, pp. 290-291 (tables 5 and 6).

operations at a continental scale, and not only that. The significance of the contribution in oil of Antonescu's Romania was best emphasized by one of the key personages in Hitler's Germany. The former Minister of the Reich's Armament, Albert Speer, in a dialog with the well known historian, Jacques de Launay in 1966, answered without reticence to the latter's question about "what was the material cause of Germany's final defeat?": "It is clear that this cause was the lack of fuel. If we consider only the aviation's necessity of gasoline, these were in 1944 approximately 175,000 tons per month and, beginning with June, we were able to ensure only less than 50,000 tons per month, and starting with August 1944, when our troops had to leave Romania, the number decreased under 20,000 tons. It was obvious that we were headed for disaster.

This was the cause of the defeat. It appeared not as a result of the strategic air bombings executed by the British and the Americans, as the production continued to increase in the oil derricks in the west, but *through the loss, after August 23, 1944, of the supply sources from Romania [...]*

Without any doubt, *that day of August 23, 1944 in Bucharest led to a decisive turn in the history of the production and economy of war, therefore in the history of the conflagration...* (author's emphasis) ¹³⁸.

Unfortunately, Romania engaged after August 23, 1944 until May 12, 1945 in the war against Germany and its last satellites, in the camp of the United Nations (the Romanian troops were "integrated" on the great units of the U.S.S.R.) and this situation did not brought any benefit. We cannot assert that Romania *won the war* next to the great allies, but *it certainly did lose the peace!* The war of 1941-1944 and petroleum represented the essential cause of this catastrophe.

¹³⁸ See Jacques de Launay, *23 august 1944: O cotitură hotărâtoare pentru sfârșitul războiului*, in "Magazin Istoric", Bucharest, no. 12 (129)/December 1977, p. 15. See also Albert Speer, *În umbra lui Hitler. Memorii*, II, Bucharest, Nemira Publishing House, 1997, pp. 37-39.

Le Parti Communiste Roumain en quête d'une identité roumaine

ALINA PAVELESCU
historienne

Les enjeux de l'orientation nationaliste du régime Ceaușescu, le succès et la crédibilité de cette orientation ne deviennent compréhensibles que dans le contexte plus général de l'histoire du Parti Communiste Roumain. Dire que, loin d'être une anomalie du système communiste, le régime Ceaușescu n'a été que le produit d'une évolution spécifique, celle du communisme roumain dans son ensemble, représente déjà un lieu commun parmi les exégètes du phénomène. Les différences d'opinion commencent néanmoins là où il devient nécessaire d'expliquer les origines du communisme nationale à la roumaine et les choix opérés dans cette direction par les prédécesseurs de Nicolae Ceaușescu, ainsi que leurs motivations – soient-elles émotionnelles ou pragmatiques – dans l'effort de construire une identité nationale pour un parti qui, par son profil doctrinaire, était supposé d'offrir une interprétation des réalités politiques et sociales au-delà de l'horizon idéologique du nationalisme.

L'image emblématique de ce paradoxe est résumée par les deux interprétations opposées qu'elle a pu recevoir, chacune valorisant, de façons et à des fins bien différents, des aspects d'une même et unique réalité: l'une, avancée par les historiens communistes dans les années 1970-1980, présentait le PCR comme un parti qui, depuis toujours, s'est constitué en défenseur des intérêts nationaux roumains¹; l'autre, contemporaine mais ennemie de la première, considérait le même parti comme représentant des conquérants soviétiques en Roumanie, instrument politique entièrement soumis aux intérêts d'un URSS hostile à l'existence de l'Etat roumain dans sa formule d'entre-deux-guerres.²

¹ Le point de départ de cette interprétation officielle l'a représenté le discours de Ceaușescu pour l'anniversaire de 45 ans d'existence du PCR, le 7 mai 1966; voir Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste (La Roumanie en voie d'achèvement de la construction socialiste)*, vol. 1. Bucarest, Edition Politica, 1968, pp. 335-415. Ceaușescu présentait à cette occasion le PCR comme étant "le continuateur des luttes séculaires du peuple roumain pour l'indépendance du pays, pour la formation de la nation roumaine et de l'Etat national-unitaire", *Ibidem*, p. 335.

² Voir par exemple Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România, (Histoire du stalinisme en Roumanie)*, Aachen, Editions Nord, 1984 (II^{ème} édition, Bucarest, Humanitas, 1990). Voir aussi V. Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism*, in "Eastern European Politics and Society", vol. 3, nr. 2, Spring 1989, p. 337,

L'évolution du PCR entre-deux-guerres se présente, en fait, trop complexe et contradictoire pour se prêter à des explications simples. Plutôt qu'un parti, il était à l'époque un conglomerat politique dont l'impossibilité de se trouver une cohérence d'action et un support de masse significatif représentait l'effet le plus visible d'une faiblesse doctrinaire due à l'impossibilité de ses groupements constituants de s'établir une identité politique commune et de trancher en faveur d'une même solution – idéologique ou pragmatique – pour les nombreux problèmes qui les opposaient. Déchiré entre l'internationalisme biaisé du Komintern et les conflits à base ethnique divisant ses propres membres, entre l'obligation doctrinaire de défendre les intérêts de l'URSS en tant que patrie du prolétariat mondial et le contrainte d'agir dans un milieu socioculturel imprégné de mentalités et valeurs nationalistes, prisonnier indécis des deux tentations opposées, le PCR a traversé une longue et douloureuse quête identitaire avant de faire son option définitive pour le communisme national.

Deux catégories d'explications sont à prendre en compte dans ce processus : l'une qui relève de la longue durée et des expériences formatrices qui ont marqué l'histoire du parti et les biographies personnelles de ses dirigeants ; l'autre qui tient plutôt de la conjoncture, des opportunités, des risques et des choix qui se présentaient devant les communistes roumains après leur arrivée au pouvoir. L'interaction entre ces deux catégories d'explications est, à notre avis, la seule qui rend compréhensible le profil du communisme national roumain.

Les années de début: aux sources d'un impossible internationalisme

L'affirmation d'un lien inextricable entre le PCR et les conditions historiques et culturelles existantes dans la Roumanie d'entre-deux-guerres, obstinément reprise par Ceaușescu dès 1966³, se vérifie plutôt dans les ombres qu'ont pesé sur l'existence du parti que dans la connotation positive qu'on a essayé de lui donner après l'arrivée au pouvoir du régime communiste. Dès sa

qui voit le PCR d'entre-deux-guerres comme "un des partis les plus strictement bolchévisés du Komintern" ("Ironically, the same party which is now proclaiming its impeccable patriotic credentials was one of the most strictly Bolshevized detachments of the Comintern.")

³ Voir Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, vol. I, p. 335. Voir aussi *Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și înaintare a României spre comunism* (Le programme du PCR pour la construction de la société socialiste multilatéralement développée et d'avancement de la Roumanie vers le communisme), Bucarest, Editions Politica, 1975, pp. 27-51 ; la première partie du programme, qui a été adopté en 1974, à l'XI^{ème} Congrès du PCR, est entièrement dédiée à la re-interprétation de l'histoire de la Roumanie, de l'antiquité jusqu'en 1944, dans l'esprit des idées formulées par Ceaușescu en 1966.

formation, en 1921, le parti hérite des grandes lignes de rupture et de tension existantes au niveau de la société roumaine du moment. Le problème représenté par la présence de plusieurs minorités nationales à l'intérieur d'un Etat qui se déclare national-unitaire et dont la formule de préservation identitaire, encore incertaine, donne lieu à de nombreux tourments nationalistes et antisémites⁴, constitue le principal point de départ du conflit entamé, d'une part, entre la direction du PCR et les autorités roumaines – conflit qu'aboutira en 1924 à l'interdiction de toute activité légale des communistes en Roumanie – et, d'autre part, à l'intérieur même du parti, entre les membres de ses différents courants doctrinaux. Le fait que l'Union Soviétique se trouve, après 1918, dans un conflit diplomatique ouvert avec les Roumains, à propos de l'appartenance de son ancienne province, la Bessarabie⁵, au nouvel Etat national roumain, ne fait que compliquer le tableau dans lequel évolue le PCR. Agissant dans un milieu politique et social où les sentiments dominants à l'égard de l'URSS sont la méfiance et l'hostilité, la position ambiguë des communistes roumains dans les débats autour de la question nationale se retrouvera, par conséquent, à l'origine des deux grands échecs du PCR d'entre-deux-guerres: son impossibilité d'articuler un discours politique crédible, qui lui aurait conféré la légitimité nécessaire dans sa société d'origine et son incapacité de maintenir un profil doctrinaire cohérent dans les marges de l'internationalisme prolétarien, tout en restant au-delà des polémiques nationalistes qu'enflammaient la vie politique et culturelle de la Grande Roumanie.

Les débats autour de la question nationale ont été très présents à l'intérieur du Parti Communiste Roumain dès le moment de sa constitution.⁶ Une

⁴ Voir, pour des détails, Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, pp. 272-280. Pour le climat nationaliste de la Roumanie d'entre-deux-guerres, voir le livre d'Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionescu: l'oubli du fascisme. Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, surtout pp. 33-120, avec l'analyse de la formation d'une culture d'extrême droite, nationaliste et antisémite.

⁵ Voir des détails chez Adrian Pop, *The Soviet-Romanian Controversy and Romania's "Independence" Policy*, in "Revue Roumaine d'Etudes Internationales", vol. XXVI, no. 2(118), 1992, pp. 111-135.

⁶ Le PCR a été constitué en 1921, à la suite d'une scission du Parti Social-Démocrate roumain. Cette scission a été l'effet de l'action d'un groupement social-démocrate qui a décidé d'accepter le programme politique imposé par la III^e Internationale. Le point central de ce programme concernait l'obligation du PCR de lutter pour le démembrement de l'Etat roumain. A cause de sa position subordonnée au Soviétiques, les autorités roumaines ont décidé de traiter le PCR en ennemi et, en 1924, à la suite d'une tentative échouée de révolte bolchevique en Bessarabie, le parti communiste a perdu le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie;

des premières exigences formulées par les représentants de la troisième Internationale devant la délégation des socialistes roumains, arrivée à Moscou en 1920 pour demander l'affiliation, concernait l'exclusion perpétuelle des rangs du nouveau parti des sociaux-démocrates bessarabiens qu'avaient soutenu le rattachement de la Bessarabie à l'Etat roumain.⁷ L'option faite par les Bessarabiens, en faveur de l'Etat national roumain et au détriment de l'internationalisme prolétarien, n'était pas singulière. Dans des circonstances politiques différentes, mais avec les mêmes conséquences doctrinaires, les socialistes-communistes de Transylvanie, Roumains et Hongrois, ont eux aussi mené une polémique analogue à l'intérieur de la République hongroise des soviets. A la fin du mois de juin 1919, les communistes roumains ont constitué une République Soviétique Roumaine, partie de la République Fédérative Hongroise, dont le but était de rattacher sous un régime communiste tous les territoires roumains pour constituer un Etat national communiste.⁸

La formation du Parti Communiste Roumain, en 1921, s'est produite suite aux polémiques entre les groupements sociaux-démocrates au sujet de l'affiliation du Parti Social Démocrate (PSD) à la III^{ème} Internationale. La scission du PSD entre le groupement favorable à cette affiliation, qui a constitué le parti communiste, et ceux qui ont refusé de se subordonner à Moscou et d'accepter le programme politique de l'Internationale communiste est généralement interprétée par l'historiographie roumaine post-communiste comme une querelle entre "patriotes" (ceux qui ont refusé l'affiliation) et "traîtres" (ceux qui l'ont accepté). La problématique de l'affiliation des communistes roumains à la III^{ème} Internationale nécessite en fait une analyse plus complexe, de la perspective offerte par les documents d'archives récemment publiés, mais également de la perspective des témoignages des participants. Un des témoins de l'époque, le socialiste Șerban Voinea, fournit des informations intéressantes sur l'état d'esprit des socialistes roumains et surtout sur leur connaissance des réalités soviétiques. Suivant Voinea, la décision des socialistes roumains de s'affilier à l'Internationale communiste représentait avant tout "une manifestation sentimentale en faveur de la révolution russe. Personne n'y connaissait la

voir pour d'autres détails Robert King, *History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, 1980, pp. 9-38.

⁷ La délégation roumaine présente à Moscou a signé en ce sens, le 5 décembre 1920, un engagement explicite que nous avons retrouvé aux Archives Nationales de Roumanie (ANR), dans la collection de microfilms *Russie*, rôle 176, cadre 219.

⁸ Cf. Florin Constantiniu, *PCR, Pătrășcanu și Transilvania (1945-1946)* (*Le PCR, Pătrășcanu et la Transylvanie. 1945-1946*), Bucarest, Editions Enciclopedica, 2001, pp. 21-22.

situation exacte, ni même les mieux informés".⁹ Les 21 conditions imposées par Moscou, comme *sine qua non* de l'affiliation, incluaient le devoir de militer pour le démembrement de l'Etat national roumain, mais aussi l'obligation de reconnaître le rôle de l'URSS comme leader du mouvement communiste mondiale. Elles ont choqué la direction du PSD roumain par leur manque de raison pratique et par leur égarement de l'esprit du marxisme. Voinea raconte les premières réactions à la lecture des 21 conditions: l'incrédulité et le soupçon que la délégation roumaine envoyée à Moscou en 1920 ne disait pas toute la vérité.¹⁰ Dans ces circonstances, la polémique pour ou contre l'affiliation s'est portée non pas entre ceux qui valorisaient le destin de l'Etat national plus que celui de l'internationalisme prolétarien et ceux qui agissaient plutôt en internationalistes qu'en patriotes, mais entre ceux qui prenaient au sérieux la véracité des 21 conditions – et qui ne voulaient pas sacrifier le parti socialiste pour un but politique incertain – et ceux qui étaient plus ou moins persuadés de pouvoir négocier avec les dirigeants de Komintern une orientation doctrinaire plus adaptée aux conditions politiques à l'intérieur de l'Etat roumain. De ce tableau, les fanatiques révolutionnaires ne se sont pas absentés.¹¹ Mais la majorité des socialistes roumains qui ont voté pour l'affiliation était plutôt ignorante qu'internationaliste. L'évolution du groupement socialiste dans le conglomerat politique représenté par le parti communiste roumain après 1921 confirme largement cette hypothèse.

Patriotes ou bolcheviques: la route vers la clandestinité

Dans l'entre-deux-guerres, à l'intérieur du parti communiste roumain se précisent, avec une influence politique fluctuante, au moins quatre orientations dont le profile ainsi que les rapports entre leurs membres, d'une part, et avec le milieu politique et social roumain, d'autre part, relèvent surtout de leur position auprès les dirigeants du Komintern à Moscou¹²: a) *le groupement des anciens*

⁹ Șerban Voinea, *Contribution à l'histoire de la sociale-démocratie roumaine*, Paris, Editions Paul H. Stahl, 1990, pp. 15-17.

¹⁰ *Ibidem*, p. 16.

¹¹ *Ibidem*; Șerban Voinea se souvient de la réaction radicale produite par son discours modéré au neveu du révolutionnaire Christian Rakowski.

¹² Cette classification représente notre propre essai de comprendre, en partant des documents et des témoignages des membres du PCR, la situation existant à l'intérieur du parti aux début de ses structures organisationnelles. Notre analyse n'exclue pas les conclusions de Vladimir Tismăneanu, qui estime comme cruciale pour la vie interne du parti, avant et après la deuxième guerre, l'existence de deux grands orientations: les "moscovites", membres du PCR cooptés dans la direction du Komintern et les "communistes nationaux", des Roumains pour la plupart, membres de la direction interne

sociaux-démocrates, qui constitue, entre 1921-1924, le noyau central du parti; b) *les communistes révolutionnaires de Bessarabie et de Dobroudja*, organisés dans des structures paramilitaires et qui bénéficient du plus grand support de la part de Moscou; ils sont particulièrement actifs dans la première moitié des années '20 et leurs actions violentes sont à l'origine de l'interdiction du parti communiste par les autorités roumaines; c) *les groupements hétérogènes des communistes appartenant aux minorités ethniques vivant à l'intérieur de l'Etat national roumain* (Juifs, Hongrois, Bulgares, Ukrainiens etc.) dont les solidarités sont avant tout interpersonnelles, relevant de leur aspiration commune vers l'autonomie ethnique et de leur méfiance à l'égard de l'Etat roumain; d) *les communistes des prisons*, groupement également hétérogène du point de vue de la position de ses membres à l'intérieur du PCR (plus ou moins influents à Moscou, plus ou moins attachés à des solutions politiques radicales, activistes du parti, internationalistes révolutionnaires ou espions professionnels au bénéfice des autorités soviétiques), mais dont l'homogénéité se construit autour d'un critère ethnique implicite: ils forment, à la fin des années '30 et pendant la Grande Guerre, la majorité des ethniques roumains membres du PCR.¹³ Dans ce dernier cas, les divisions entre les individus à l'intérieur du groupement s'opèrent

du parti. Voir, pour une reprise récente de cette classification, Vladimir Tismăneanu, *Înțelegerea stalinismului național. Moștenirea socialismului ceaușist* (*Comprendre le stalinisme national. L'héritage du nationalisme ceausescuiste*), in Alexandru Zub, Adrian Cioflâncă, *Cultură politică și politici culturale în România modernă* (*Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne*), Iassy, Editions de l'Université "Al. I. Cuza", 2005, pp. 273-290; voir aussi Dragoș Petrescu, *The Political Culture Approach to the Study of Communism: The Case of Romania (1945-1989)*, in *loc.cit.*, pp. 291-304.

¹³ Une analyse pertinente du modèle hiérarchique fonctionnant à l'intérieur du groupement des communistes incarcérés par le régime dictatorial du roi Charles le II^{ème} et plus tard par le régime Antonescu appartient à Pavel Câmpeanu, *Ceaușescu. Anii numărătorii inverse* (*Ceaușescu. Les années du compte à rebours*), Iassy, Editions Polirom, 2002, pp. 39-101. Câmpeanu, lui-même un ancien communiste détenu pendant la guerre dans la prison de Caransebeș, décrit la structure hiérarchisée qui fonctionnait parmi les communistes de Caransebeș et de Târgu-Jiu, suivant de près le modèle léniniste du parti-armée; son analyse permet de comprendre le modèle de socialisation politique qui a constitué la base de la formation communiste pour des futurs leaders comme Nicolae Ceaușescu, groupés sous l'autorité incontestable de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Ce groupement est celui qui s'est retrouvé, après 23 août 1944, dans la position de contrôler le parti et par conséquent la société roumaine; comme la remarque Câmpeanu, ses représentants ont reproduit, dans leur nouvelle situation, les mêmes comportements politiques forgés pendant la période de détention commune. Nicolae Ceaușescu en tant que dirigeant du PCR a été le produit de ce modèle de socialisation politique dans un milieu carcéral et a hérité, au moins dans une première étape de son régime, des relations interpersonnelles établies dans ce milieu.

presque ouvertement sur des critères ethniques, qui s'ajoutent aux critères d'hérarchie pour marquer de façon assez définitive les différences entre dirigeants et la masse des communistes. Dans les deux premiers cas, même si les divisions ne s'opèrent pas manifestement à partir du critère de l'appartenance ethnique, celui-ci n'est pas moins présent dans le contenu des polémiques entre leurs membres. Ce qui divise les anciens sociaux-démocrates des organisations révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja, c'est la façon dont ils envisagent l'intégration du PCR dans la vie politique de l'Etat roumain. Tandis que pour les anciens sociaux-démocrates cette intégration est un objectif à poursuivre et dans ce but ils estiment nécessaire le compromis entre les idéaux de l'internationalisme prolétarien et les politiques d'assimilation nationale menées par les autorités roumaines, aux yeux des révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja (deux territoires récemment intégrés dans l'Etat roumain et habités par une forte proportion de minoritaires) un tel compromis apparaisse comme inacceptable et aliénant pour l'orientation communiste du parti.

Dans une première étape de l'histoire du PCR, qui pourrait être situé entre 1921 et 1924 – période qui coïncide avec la durée d'existence légale du parti dans l'entre-deux-guerres¹⁴ – la dispute pour le contrôle du parti, patronnée par les soviétiques, se porte entre les anciens sociaux-démocrates et les communistes révolutionnaires de Bessarabie. L'enjeu de cette dispute est représenté non seulement par les polémiques – souvent violentes – concernant les voies d'action à suivre par le nouveau PCR, mais également par la compétition pour une plus grande crédibilité devant le Komintern. Les anciens sociaux-démocrates, groupés autour du premier secrétaire Gheorghe Cristescu, constituent le groupement le moins radical et, en même temps, le moins attaché à la ligne politique rigide et anti-nationale imposée par Moscou. Entre 1921 et 1924 les sociaux-démocrates assurent la direction du PCR sans pour autant avoir une position dominante à l'intérieur d'un parti dont le trait spécifique se désigne déjà être le manque de cohésion idéologique et de coordination politique entre ses différentes factions.¹⁵ Cristescu et les anciens sociaux-démocrates sont les

¹⁴ A cause de sa subordination aux Soviétiques et des relations politiques tendues de Bucarest avec Moscou, sur le sujet de la Bessarabie, le PCR a été dès le début considéré par les autorités de l'Etat roumain comme le représentant des intérêts soviétiques dans la vie politique roumaine. En 1924, suit à une tentative échouée d'organiser une révolte anti-roumaine en Bessarabie, sous la protection et avec le financement du gouvernement soviétique, le PCR perd le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie. Voir, pour plus de détails, Robert King, *History of the Romanian Communist Party*, Stanford, Hoover Institution Press, 1980, pp. 15-20.

¹⁵ Ce manque de coordination allait jusqu'au manque total de communication, comme le montre les discours des représentants du Komintern au différents congrès du PCR: par exemple, au V^{ème} Congrès du PCR, en 1931, Gheorghe Dimitrov critiquait

vecteurs d'une culture politique dont la principale composante est le compromis: le compromis avec Moscou, par l'acceptation de sa ligne politique générale mais également le compromis avec les autorités de l'État roumain pour les déterminer de permettre l'existence et l'action du PCR en Roumanie. La fidélité de Cristescu à l'égard des Soviétiques est conditionnée surtout par le fait que la Russie soviétique fournit la plupart des ressources financières du parti communiste roumain.¹⁶ Mais la ligne imposée par Moscou se heurte, en fait, aux intérêts et au fonctionnement du parti à l'intérieur de la société roumaine. C'est dans ces circonstances que Gheorghe Cristescu essaie d'adopter une position intermédiaire entre les exigences de la III^e Internationale – qui traduisent les intérêts politiques de l'URSS en Roumanie – et la vigilance anti-bolchévique des autorités roumaines.¹⁷ À cette culture du compromis – qui devrait assurer au PCR une existence légale, tout en atténuant les aspects radicaux du projet politique initial – s'oppose la culture bolchevique radicale des groupements des communistes révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja. Du point de vue ethnique, ces groupements – incluant des Roumains, des Bulgares, des Ukrainiens, des Juifs, des Russes – sont beaucoup plus hétérogènes que celui des sociaux-démocrates.¹⁸ Mais leur éducation internationaliste et leurs points de contact avec la culture révolutionnaire des Bolcheviques sont beaucoup plus solides. A titre d'exemple, l'activité des organisations armées de Bessarabie s'origine dans les années 1917-

ouvertement “la direction opportuniste du parti” et montrait que les factions révolutionnaires armées de Bessarabie et de Dobroudja se sont constituées non seulement sans l'aide, mais complètement en dehors du control du PCR. (Cf. Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *România după Marea Unire (La Roumanie après la Grande Union)*, vol. II, I^{ère} partie, Bucarest, Editions Scientifique et Encyclopedique, 1986, p. 639). Même si, à Moscou, ces formations étaient tenues comme faisant parti du PCR, la direction communiste de Bucarest ne reconnaissait pas leur appartenance au parti.

¹⁶ Nous avons étudié dans les archives une partie des bilans comptables du PCR, montrant une générosité assez modérée de la part des soviétiques; voir surtout Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 161, cadres 445-447. Il n'est moins vrai que l'existence du PCR n'était possible que grâce à ces subventions.

¹⁷ Cette stratégie de survie politique est à l'origine du limogeage de Cristescu en 1924 et de son exclusion du parti en 1926; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 161, cadres 21-23.

¹⁸ Les biographies des membres du PCR rédigées par le Bureau Exécutif du Komintern offrent une image de la composition ethnique du parti; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 165, cadres 187-690. Un tableau incomplet, rédigé d'après la base documentaire citée ci-dessus, à M.C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, Filiera Comunistă Balcanică și România (1919-1944) (Moscou, Komintern, le Filière Communiste des Balkans et la Roumanie, 1919-1944)*, Bucarest, Editions Silex, 1994, p. 114.

1918, dans le contexte de confusion politique et morale générée par la guerre et la révolution bolchevique.¹⁹ Après l'installation de l'administration roumaine dans cette région, les communistes locaux s'organisent en formations paramilitaires ayant pour but d'empêcher l'activité des nouvelles autorités dans l'ancienne province de l'Empire russe.²⁰ Ces formations, armées aux frais de la Russie soviétique et entraînées pour des opérations terroristes, sont imprégnées d'un esprit de discipline militaire et du respect pour l'hierarchie. Leurs liens quasi-permanents avec le gouvernement révolutionnaire de la Russie les mettent en contact direct – à la différence des autres groupements qui constituaient le PCR – avec le modèle d'organisation politique forgé par Lénine.²¹ Après l'intégration des formations communistes de Bessarabie à l'intérieur du PCR, ce modèle d'organisation reste leur principale référence politique. Le conflit entre le groupement bessarabien et les anciens sociaux-démocrates – déroulé dans la première moitié des années 1920 – porte sur les stratégies du combat politique à l'intérieur de la Roumanie. Les Bessarabiens envisagent une organisation politique clandestine, doublée par un corps paramilitaire et refusant toute participation au jeu politique parlementaire; la seule forme de combat qu'ils acceptent, c'est le combat armé contre les autorités roumaines.²² Par contre, les anciens sociaux-démocrates se rendent compte, après la création du PCR, que la seule modalité de constituer une base populaire du parti est la participation aux

¹⁹ Voir pour l'histoire des formations communistes bessarabiens dans les années 1917-1920, les recueils de documents édités en Roumanie par l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, surtout Florian Tănăsescu (dir.) *Ideologie și structuri comuniste în România (Idéologie et structures communistes en Roumanie)*, vol. I-II, Bucarest, Editions de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, 1995-1997, *passim*.

²⁰ Un document de 1928, ayant comme auteur un des membres du groupe communiste bessarabien, décrit l'organisation bessarabienne dans les années 1918-1920 comme étant un parti "clandestin, militaire, centralisé et séparatiste par rapport à la Roumanie des oligarches"; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 172, cadre 437.

²¹ Les paradigmes idéaux utilisés par Lénine dans la construction du Parti communiste russe sont présentés par Dominique Colas, *Le léninisme*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 89-116. Même si dans les conditions de demi-clandestinité dans lesquelles agissait le PCR entre les deux guerres, ce modèle ne pouvait être, à son tour, qu'un paradigme idéal, l'idée de l'unité de volonté a été toujours le principe clef dans le fonctionnement du PCR.

²² La force terroriste de ce groupement a émergé dans la vie politique de la Roumanie en 1920, quand l'un de ses membres a organisé un attentat à bombe dans le Sénat; trois personnes sont mortes à la suite de l'attentat: un sénateur, un ministre et l'évêque unitarien Dimitrie Radu; voir Constantin Argetoianu, *Memorii (Souvenirs)*, vol. III, Bucarest, Editions Humanitas, 1995, pp. 30-36; Constantin Argetoianu était à l'époque ministre de l'Intérieur.

élections et l'acceptation de la compétition ouverte avec d'autres formations politiques et syndicales.²³

Ce conflit de stratégie – qui débouche finalement sur l'apparition de deux programmes politiques distinctes – pèse lourd sur les débuts du PCR en Roumanie.²⁴ Il est entretenu par l'attitude partisane et inflexible de la direction du Komintern, où les Bessarabiens ont une position privilégiée.²⁵ Mais sa conséquence la plus importante, c'est qu'il finit par se faire doubler d'un conflit des groupes minoritaires qui agissent à l'intérieur du PCR. Ces groupes (les Bulgares, les Hongrois, les Ukrainiens, les Juifs) participent sur des critères de solidarité ethnique aux disputes des dirigeants, ce qui crée une situation paradoxale dans le parti: tout en se présentant comme le vecteur d'une idéologie internationaliste prolétarienne, qui affirme la primauté de la lutte des classes par rapport aux conflits entre les nations, le PCR est en fait profondément marqué par les disputes entre ses membres, groupés en fonction de critères d'appartenance ethnique. La pratique des solidarités de groupe suivant ce type de critères s'est perpétuée dans les années 1930-1940 et a fortement marqué les luttes pour le contrôle du parti longtemps après la prise du pouvoir par les communistes en Roumanie.²⁶ Sa signification profonde au-delà des disputes entre les dirigeants du parti porte sur la difficulté d'édifier un projet politique fondé sur la lutte des classes et sur l'internationalisme prolétarien dans un milieu culturel et politique imprégné par le nationalisme.

²³ Voir le rapport rédigé sur ce sujet par Gheorghe Cristescu en 1924; Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 177, cadres 21-24.

²⁴ Dans les années 1926-1930, l'activité du PCR a été pratiquement paralysée par les disputes à l'intérieur de sa direction. C'est seulement l'intervention punitive de la direction du Komintern qui a empêché la dissolution totale du parti; cf. la "Résolution sur la lutte sans principes des factions et sur le rétablissement de l'unité du Parti Communiste Roumain", Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 234, pp. 503-515 (la copie conservée en Roumanie a été rédigée en français).

²⁵ Une situation qui a son revers tragique: la plupart des représentants roumains au Komintern faisant partie du groupement bessarabien, a été exécuté à Moscou dans les années de la Grande Terreur stalinienne, sous les accusations de trotskisme et factionnalisme; voir une liste partielle chez M.C. Stănescu, *op.cit.*, pp. 53-54.

²⁶ Ces disputes opposaient surtout les Roumains aux Juifs. La distinction entre les communistes "nationaux" et les "moscovites" (les communistes roumains formés à Moscou) a été reprise dans le livre du dissident roumain Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România (L'histoire du stalinisme en Roumanie)*, publié en roumain aux éditions danoises Aarchus en 1984 et réédité à Bucarest, Éditions Humanitas, 1990 (voir surtout pp. 145-154 de l'édition Humanitas). Voir aussi l'ouvrage de Robert Lévy, *Ana Pauker. The Rise and Fall of a Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001, surtout pp. 194-220.

Le parti polycentrique et la question nationale

Les traces des conflits autour de la question nationale – à partir de l'appartenance ethnique de ses membres – sont plutôt difficile à repérer dans les documents du PCR. Les membres et surtout les dirigeants du parti ainsi que les dirigeants du Komintern chargés de surveiller l'activité des communistes roumains – comme par exemple Bela Kun ou Gheorghe Dimitrov – évitaient pour des raisons facile à comprendre les références directes à de telles situations. Pourtant, en analysant le langage indirect des documents et celui plus ouvert des témoins aux événements on peut déceler au-delà les mots une réalité peu habituelle pour un parti communiste. Malgré les considérations faites par la plupart des historiens roumains²⁷, ce n'est pas le mixage ethnique qui surprend dans le cas du PCR – surtout quand on pense que ce même mixage, fortement encouragé par Moscou, est retrouvable à l'époque dans la plupart des partis communistes européens – mais l'acuité des perceptions partagées par ses membres au sujet des différences ethniques qui les séparaient. Ce type de perceptions deviennent observables à partir de deux catégories distinctes de conflits: les uns conjoncturels, relevant des disputes personnelles entre les membres, l'autre ayant une importance capitale pour l'action du PCR à l'intérieur du pays: l'adoption du slogan de «l'autodétermination des provinces [Transylvanie et Bessarabie] jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain» comme ligne politique officielle du parti.

Le registre mineur n'est pas sans importance puisqu'à ce niveau se construisent les solidarités interpersonnelles et se précisent les rivalités entre les futurs dirigeants de la Roumanie communiste. Dans ce registre, les signes de la xénophobie – avec son expression extrême, l'antisémitisme – se manifestent assez tôt après la constitution du parti, apparemment provoquées non seulement par le grand nombre de Juifs membres du parti, mais surtout par la position jugée

²⁷ Voir, pour une critique récente de la démonstration du caractère majoritairement non-roumain du PCR chez Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx. O introducere în istoria comunismului românesc* (Sur les épaules de Marx. Une introduction dans le communisme roumain), Bucarest, Editions Curtea Veche, 2005, surtout p. 44. Cioroianu souligne bien l'importance de cette démonstration de la perspective de ceux qui, suivant la ligne d'interprétation tracée par le nationalisme de Ceaușescu, ont essayé de présenter le communisme en Roumanie comme une «plaie» apportée par les «allogènes», surtout par des Juifs et de mettre en exergue le rôle positif des communistes de nationalité roumaine (l'équipe de Gheorghe Gheorghiu-Dej ou même Ceaușescu) par rapport aux non-Roumains soutenus par Moscou, longuement blâmés (comme il est le cas d'Ana Pauker, juive d'origine, ministre des Affaires Etrangères et éminence grise du PCR jusqu'en 1952, quand Gheorghiu-Dej l'a éliminé de la direction du PCR) pour leur rôle négatif dans le processus de soviétisation.

trop influente de certains Juifs en tant que représentants du parti auprès de Komintern. Des réactions antisémites sont attestées également au niveau de la direction du Parti²⁸, dans le milieu des ouvriers détenus dans les prisons roumaines²⁹ et même parmi les intellectuels et les étudiants communistes. Il est aussi évident que, tout au long de la période d'entre deux guerres, le mécontentement à l'égard de la solide position des communistes d'origine juive auprès de Moscou n'arrête pas de monter parmi les communistes d'origine roumaine qui, même s'ils sont devenus membres du PCR dans les années 1930, donc après l'élimination de l'influence du groupe social-démocrate de Gh. Cristescu, se montrent les continuateurs de la position de ce dernier dans la question nationale. La méfiance et la rejection semblent d'ailleurs être réciproques puisqu'en 1931, au V^{ème} congrès du PCR, un des participants roumains, Mihai Topa, souligne la nécessité de «lutter sur deux fronts: contre le chauvinisme roumain parmi nos camarades et contre l'irrédentisme, contre le traitement des camarades roumains en gitans».³⁰

Ces manifestations xénophobes observables au niveau des relations interpersonnelles représentent en fait autant de signes d'une culture politique profondément marquée par le nationalisme qui reste la marque d'identité du PCR avant et après son arrivée au pouvoir. Après 23 août 1944, les tensions entre les "nationaux" et les "moscovites" – qui sont, avant tout, des expressions de la lutte pour la suprématie dans la direction du parti – se produisent suivant des clivages ethniques implicites, ainsi comme le montre le conflit entre Gheorghe

²⁸ Un récit significatif appartient à Ion Popescu-Puțuri, communiste d'origine juive, historien, devenu après 1944 directeur de l'Institut pour l'Etude de l'Histoire du PCR. En 1936, Puțuri était membre du Secrétariat du Comité Centrale du PCR et collaborait, conformément au consigne de front antifasciste émis par le Komintern, avec le Front des Laboureurs dirigé par Petru Groza, sympathisant du PCR et futur président de la République Populaire Roumaine. Dans ce contexte, Puțuri décrit ouvertement, dans une lettre adressée à la direction du parti communiste, l'antisémitisme de Groza dirigé contre Ana Pauker et contre lui-même (cf. Archives Nationales de Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, rôle 193, pp. 571-573). Surtout à l'époque du front populaire, la perception générale du PCR comme "parti des Juifs", subordonné aux intérêts de Moscou s'est révélée comme un obstacle dans son effort de gagner un support populaire à l'intérieur de la société roumaine. De ce point de vue, la relation Petru Groza – Ion Popescu-Puțuri est significative.

²⁹ Cf. Archives Nationales de Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, rôle 200, pp. 305-311, le récit d'un témoin concernant la ségrégation intervenue dans la prison Văcărești (une des prisons de Bucarest où se trouvaient ensemble, au début des années '30, une partie des communistes arrêtés par les autorités roumaines) entre détenus communistes juifs et roumains.

³⁰ Apud Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 36.

Gheorghiu-Dej et Ana Pauker. Après l'élimination de Pauker, les fidèles de Dej entament un vrai travail d'épuration des membres juifs de la direction du parti.³¹ Les raisons d'une telle épuration relèvent avant tout de la logique politique qui a gouverné les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR: l'élimination d'un dirigeant s'accompagnait de l'élimination de toute son équipe de fidèles. Mais les effets pratiques de cette stratégie sont eux-mêmes significatifs pour les critères de fidélité qui fonctionnaient à l'intérieur de l'équipe dirigeante: chaque membre de la direction était entouré par des fidèles recrutés suivant des critères de solidarité généralement reconnus et parmi ces critères celui de l'appartenance à la même communauté ethnique avait un rôle prépondérant. Dans ce contexte, même s'il faudrait rester prudent dans l'affirmation d'une primauté des considérations ethniques dans le développement des luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR, l'existence d'une certaine forme d'antisémitisme (promu et encouragé par Dej et par son groupe de fidèles, des Roumains pour la plupart) reste pourtant indéniable.

Une situation particulière relevant des perceptions sur l'identité ethnique à l'intérieur du PCR est observable dans les relations entre les communistes roumains, les communistes hongrois de Transylvanie et ceux bulgares de Dobroudja. La nature et le contenu politique des divergences entre Roumains, Hongrois et Bulgares membres du PCR renvoient du registre interpersonnel vers celui beaucoup plus important des polémiques autour de l'adoption par le parti du slogan concernant "l'autonomie des provinces jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain". L'imposition par Moscou d'une ligne d'action hostile au projet politique de la Grande Roumanie a pesé lourd sur l'histoire du PCR avant et après 1944. Des exégètes comme Vladimir Tismăneanu considèrent ce problème comme un des "péchés primordiaux" des communistes roumains, qui a déterminé d'une façon décisive, après la prise du pouvoir politique par le PCR, la stratégie de légitimation par le biais du communisme national, choisie par Dej et continuée par Ceașescu.³² Tismăneanu, qui décrit un PCR d'entre deux guerres solidement

³¹ Voir les détails concernant l'effet de l'élimination d'Ana Pauker sur les autres membres juifs de la direction du PCR chez Robert Levy, *op. cit.*, pp. 194-219.

³² Cette opinion est reprise par Tismăneanu dans *Stalinism for All Seasons*; voir surtout p. 53 avec la référence à la "dignité blessée" que Ceașescu essayait de guérir par son effort de re-écrire l'histoire du PCR et p. 189, avec l'analyse des causes qui ont déterminé le manque de légitimité ressenti par les communistes roumain après 1944. Au long de sa démonstration, Tismăneanu privilégie pourtant l'idée d'un antisoviétisme pragmatique des dirigeants du PCR, intervenu après le Rapport secret soviétique de 1956 pour des raisons qui relèvent de leurs efforts de maintenir le contrôle du PCR et d'empêcher le remplacement de l'équipe dirigeante. Le même pragmatisme est mis en exergue par l'analyse de Stelian Tănase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965 (Elites et société. Le régime Gheorghiu-Dej. 1948-1965)*, Bucarest, Editions

bolchévisé et totalement contrôlé par Moscou, estime que la faute politique indéniable commise par le parti dans l'entre-deux-guerres au sujet de l'Etat national roumain a imposé, après l'instauration du régime communiste en Roumanie, un geste radical destiné à essuyer la mémoire de sa position anti-nationale et à ajouter de la crédibilité à son effort de légitimation au pouvoir.

La ligne de fracture introduite par la politique de «l'autonomie jusqu'à la séparation totale» des provinces roumaines – Transylvanie, Bessarabie mais aussi le Cadrilatère – a marqué d'une façon particulière l'évolution du PCR avant et après 1944. Elle a pesé non seulement sur ses choix des stratégies de légitimation politique mais également – et peut-être plus important – sur les relations interpersonnelles à l'intérieur du parti, sur les relations entre la direction (en fait, les directions) du parti et la masse des communistes, entre les membres de la direction eux-mêmes, ainsi qu'entre le PCR et la société roumaine en général.

La compréhension des conflits politiques engendrés par l'adoption de ce programme d'action passe par l'analyse des mécanismes décisionnels à l'intérieur du parti et du fonctionnement de ses structures dirigeantes. Depuis 1924 vers 1945³³, le PCR est, *de facto* sinon *de jure*, un parti polycentrique. Suite à l'entrée en clandestinité, la direction du parti se divise en deux centres séparés, reconnus par le Komintern: un centre fonctionnant à l'extérieur de la Roumanie, à Vienne puis à Moscou, qui devrait représenter le relais le plus important pour la transmission des consignes politiques de l'Internationale communiste; l'autre, pour la coordination des actions clandestines du parti, fonctionnant à l'intérieur du pays. Les relations hiérarchiques entre les deux centres de direction sont loin d'être précisément déterminées mais le centre extérieur se trouve investi dès le début de sa création, du fait de sa relation plus directe avec le Komintern, d'une autorité plus marquée.³⁴ En fait, et surtout à l'intérieur du pays, l'autorité des

Humanitas, 1998, pp. 152-209, ainsi que par Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx...*, pp. 400-403.

³³ Même si le coup d'Etat de 23 août 1944 et l'entrée des troupes soviétiques en Roumanie portent les communistes vers la posture de parti membre de la coalition au gouvernement, la situation organisationnelle de PCR et sa structure dirigeante ne se précisent qu'à la Conférence nationale d'octobre 1945, quand Gheorghe Gheorghiu-Dej est élu secrétaire général du parti; une opinion similaire résulte de l'étude de Nicoleta Ionescu-Gură, *Stalinizarea României. Republica Populară Română: 1948-1950. Transformări instituționale (La stalinisation de la Roumanie, La République Populaire Roumaine: 1948-1950. Transformations institutionnelles)*, Bucarest, Editions ALL, 2005, pp. 27-40.

³⁴ La situation est décrite chez Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, pp. 560-671. L'histoire de l'apparition de ce livre est en soi une preuve de l'enjeu représenté par la maîtrise des interprétations historiques concernant la question nationale dans la légitimation politique du PCR. Les deux auteurs, historiens travaillant pour l'Institut d'Histoire du PCR, ont publié, au long des années '80, trois tomes de ce livre qui

deux centres est très fluctuante et le plus souvent illusoire. Etant donnée la surveillance rigoureuse pratiquée sur les membres du PCR par les autorités policières de l'Etat roumain, les deux centres éprouvent beaucoup de difficultés à remplir leurs tâches. Le centre de l'extérieur a très peu de moyens pour faire parvenir aux communistes de l'intérieur les décisions et les consignes d'action (qui, d'ailleurs sont fixés par le Bureau Politique de l'Internationale communiste); il a encore moins la possibilité de suivre la mise en œuvre de ces décisions en Roumanie. En fait, le vrais relais du PCR avec Moscou est assuré – surtout au long des années '30 – par des passages clandestins de la frontière soviéto-roumaine de certains membres de la direction interne du parti.³⁵ A son tour, le noyau interne de décision se trouve de façon quasi-permanent bloqué d'abord par une surveillance policière soutenue et par les arrestations massives opérées dans ses rangs par les autorités roumaines, ensuite par les luttes pour la suprématie entre les différents groupements communistes.³⁶ Dans ce contexte, une bolchevisation solide du PCR dans l'entre-deux-guerres, ainsi comme l'affirme Vladimir Tismăneanu³⁷, est difficile à documenter. Les sources d'archives roumaines et soviétiques indiquent plutôt le contraire, prouvant la

compilait, en fait, les sources de l'histoire de la Roumanie entre deux guerres, tout en les filtrant par l'idéologie officielle du parti. Pour l'histoire du PCR, ils ont été autorisés d'utiliser des sources d'archives interdites à l'époque à la plupart des historiens roumains. L'interprétation qu'ils donnent à l'histoire du PCR avant 1944 – une interprétation sans doute approuvée par les dirigeants du parti et par Ceaușescu lui-même – est particulièrement critique au sujet du rôle négatif du Komintern, considéré comme seul responsable pour les échecs politiques du PCR dans la Roumanie d'entre-deux-guerres et très laudative au sujet des "communistes nationaux", ceux qui agissaient à l'intérieur du pays.

³⁵ L'échec de Moscou d'exercer un contrôle ferme sur les différents noyaux dirigeants du PCR est reflété par la décision de Staline d'inclure le PCR parmi les sections de l'Internationale communiste supprimées en 1938 à cause de leur "infestation" avec des "espions impérialistes": voir Archives Nationales de Roumanie, *Copilăria comunismului românesc în arhivele Cominternului. Documente (L'enfance du communisme roumain dans les archives du Komintern. Documents)*, Bucarest, 2001, p. 12. Cette décision représentait la consécration de l'atomisation interne du PCR. Suite à cette décision, ce qu'on supprimait c'était la direction externe du parti, celle de l'intérieur continuant de fonctionner en tant que relais entre le Bureau Politique de l'Internationale et les groupements communistes agissant en Roumanie.

³⁶ Les deux sont d'ailleurs liées, parce que l'efficacité de la surveillance policière était le plus souvent la conséquence des dénonces d'une faction contre la faction ennemie; voir en ce sens Stelian Tănase, *op. cit.*, surtout pp. 60-78.

³⁷ Cf. Vladimir Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism*, in "East European Politics and Societies", volume 3, no. 2, Spring 1989, p. 337.

difficulté insurmontable d'imposer aux groupements communistes de Roumanie un consensus autour de la ligne politique promue par Moscou.

Les conflits entre les différents leaders du PCR et la direction du Komintern dans la question de "l'autonomie jusqu'à la séparation" surviennent dans cette atmosphère déjà chargée par la compétition entre noyaux de pouvoir. Le cas de Gheorghe Cristescu³⁸, démis de ses fonctions à la tête du PCR à cause du refus d'appliquer les consignes politiques de Moscou, est suivi par celui de Lucrețiu Pătrășcanu, qui proteste en 1928 contre la thèse officielle du Komintern affirmant l'existence d'une nation moldave différente de la nation roumaine³⁹. Le refus d'une attitude radicale à l'égard de l'Etat national se manifeste également parmi les communistes roumains de Transylvanie. C'est le cas de Eugen Rozvany, avocat communiste de Cluj et représentant des intérêts communistes dans les élections des années '20. Exclu du PCR en 1929 sous l'accusation "d'avoir pactiser avec l'ennemi", il n'hésite pas de se rendre à Moscou pour défendre ses opinions.⁴⁰ Blâmé par la direction extérieure du PCR, Rozvany reste pourtant à Moscou, convaincu de la bonne volonté de ses camarades communistes et de la possibilité de se défendre les opinions politiques; suite à cette décision, il se retrouve à la fin des années '30 parmi les victimes des grandes purges staliniens.

Dans le milieu fermé des communistes roumains, où chaque leader était entouré par des fidèles qui partageaient les mêmes intérêts et les mêmes vues sur l'évolution du parti, il est à supposer que ce genre de divergences se multipliaient jusqu'au niveau des simples membres. La ligne de fracture ainsi précisée devient plus évidente quand des événements dramatiques surgissent. C'est le cas de la conclusion du Pacte Ribbentrop-Molotov (1939) ou du rattachement de la Transylvanie de nord à l'Etat hongrois, en août 1940, suite à l'arbitrage de Vienne. Ce sont des moments où soit la confiance des communistes roumains dans les décisions de l'URSS se trouve affaiblie, soit les contacts du parti avec Moscou sont quasi-rompus à cause des circonstances internationales. Dans ces situations particulières, chacun des membres et chaque groupement à l'intérieur

³⁸ La faute de Cristescu, ainsi qu'elle est formulée dans un des journaux du PCR en 1926, était celle de "ne pas vouloir aller plus loin de l'autonomie"; cf. Marin C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, Filiera Balcanică și România (1919-1944) (Moscou, le Komintern, la Filière des Balkans et la Roumanie. 1919-1944)*, Bucarest, Edition SILEX, 1994, p. 36.

³⁹ Cf. Marin C. Stănescu, *op. cit.*, p. 42; les mêmes opinions de Pătrășcanu dans la question nationale sont confirmées par d'autres sources d'archives, citées chez Lavinia Betea, *Lucrețiu Pătrășcanu. Moartea unui lider communist (Lucretiu Patrascanu. La mort d'un dirigeant communiste)*, Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006, pp. 21-22.

⁴⁰ Voir son Mémoire adressé à la direction extérieure du PCR en novembre 1931, in Archives Nationales de Roumanie, *op.cit.*, pp. 282-286.

du PCR se retrouvent dans la situation d'agir de façon autonome et de trouver des solutions rapides, adaptées au contexte local. Et les solutions qu'ils trouvent rendent compte de leurs vraies convictions politiques, au-delà des directives soviétiques. Ce type de situation est bien illustré par l'action politique des groupements communistes roumains de Transylvanie au moment de l'arbitrage de Vienne. Intervenu en août 1940, deux mois après la reprise de la Bessarabie par l'URSS, le passage de la Transylvanie de nord sous administration hongroise est traité dans les directives officielles du Komintern avec une unité de mesure différente: si dans le cas de la Bessarabie, son retour sous l'administration soviétique est considéré comme un acte de justice, le cas de la Transylvanie de nord donne lieu à un autre type de considérations politiques. Le partage de la Transylvanie entre la Hongrie et la Roumanie est considéré par le Bureau Politique du Komintern comme "une manœuvre impérialiste" et les nationalités habitant la région sont exhortées à se rebeller contre les deux gouvernements et à fonder un Etat socialiste indépendant.⁴¹ Conformément aux documents d'archives, la résolution a été discutée et approuvée par la direction interne du PCR, mais comme les organes dirigeantes du PCR étaient déjà presque complètement isolés des groupements communistes de Transylvanie, les communistes de Bucarest n'avaient aucun moyen d'organiser sa mise en pratique sur le terrain. Dans ces conditions, au moins un des groupements communistes de Transylvanie a préféré d'ignorer les directives de Bucarest et de soutenir les actions organisées par le Parti Nationale Paysan contre l'installation de l'administration hongroise.⁴² A la même époque, le groupement communiste de Dobroudja – dont la majorité des membres étaient des ethniques bulgares – agissait pour le passage de cette province sous administration bulgare.⁴³

Cette succession de faits nous offre autant d'arguments pour affirmer que, dans les moments les plus critiques de l'histoire du parti, la culture politique des communistes roumains se montre tributaire à la culture traditionnelle de la société dans laquelle ils agissent. L'inadéquation du projet communiste par rapport à la culture politique prédominante dans la Roumanie d'avant la deuxième guerre mondiale devient ainsi observable à l'intérieur même du PCR. Nous considérons le découpage des solidarités en fonction du distinguo

⁴¹ Voir le Rapport du Comité Centrale du PCR, ultérieur aux événements, in Archives Nationales de Roumanie, *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial. 1939-1944* (Le PCR dans les années de la Deuxième Guerre mondiale. 1939-1944), Bucarest, 2003, p. 157.

⁴² *Ibidem*, pp. 155-156; une information contradictoire contenue par le document indique que l'organisation communiste des Hongrois de Transylvanie, MADOSZ, soutenait à son tour le maintien de la Transylvanie sous administration roumaine.

⁴³ Leur attitude, également contraire aux directives de Moscou, est critiquée par une autre résolution du Comité Centrale du PCR, le 9 juillet 1940 ; cf. *Ibidem*, p. 94.

“communistes nationaux” (les communistes d’origine roumaine et surtout ceux qui ont mené leur activité en Roumanie, dans des conditions de clandestinité ou dans les prisons du régime Antonescu) – “communistes moscovites” (les représentant du PCR à Moscou et surtout les communistes d’origine juive, membres du PCR) comme une précondition fondamentale de la légitimation du PCR par la construction d’une idéologie nationaliste. Ces racines se précisent bien avant Nicolae Ceaușescu et même bien avant l’arrivée du parti au pouvoir.

L’entrée de la Roumanie dans la guerre contre l’URSS, accompagnée par des arrestations de communistes et par une surveillance encore plus sévère des milieux de gauche de la part des autorités roumaines, a déterminé le passage sur un plan secondaire des disputes autour de la question nationale à l’intérieur du PCR.⁴⁴ Mais l’esprit des factions ainsi que les tensions dues à la compétition pour la suprématie ont survécu à l’intérieur du parti et ont trouvé un nouveau terrain politique après 23 août 1944, avec l’instauration de l’occupation soviétique en Roumanie.

Communisme d’occupation et internationalisme de circonstance

L’arrivée du PCR dans la position d’acteur principal du jeu politique est due à une action extérieure (l’entrée de l’Armée Rouge en Roumanie) et, par conséquent, elle ne lui permet pas de dépasser sur le coup son statut d’isolement à l’intérieur. Le parti reste marginal et faiblement implanté dans la société roumaine.⁴⁵ Etant donné le jeu d’intérêts politiques des soviétiques et son propre besoin de consolidation, le PCR se voit obligé d’accepter pendant trois ans (1944-1947) la cohabitation avec les acteurs politiques représentant l’ancien régime roumain: la monarchie, le Parti National Libéral et le Parti National Paysan. Ses stratégies politiques et le choix de ses moyens d’action sont, au long de cette période, strictement contrôlés et directement dépendants de l’URSS. La position du PCR est d’autant plus compliquée que les luttes pour le pouvoir, notamment entre le groupement des communistes “nationaux” et celui des “moscovites”⁴⁶, se

⁴⁴ Pour des raisons de stratégie – parce que les communistes de Roumanie étaient utilisés surtout pour des actions d’espionnage dans le territoire ennemi – les organes dirigeantes du Komintern sollicitaient eux mêmes au Comité Central du PCR d’éviter l’utilisation des Juifs dans la propagande communiste afin de contourner les suspicions des autorités roumaines; cf. *Ibidem*, p. 251, document de 28 avril 1942.

⁴⁵ D’après les estimation d’Ana Pauker, en septembre 1944, le PCR ne comptait que 1000 membres; voir V. Frunză, *op.cit.*, p. 545.

⁴⁶ Une analyse du rapport de force entre les différents groupements à l’intérieur du PCR est menée par Vladimir Tismăneanu, *Arheologia Terorii (L’archéologie de la terreur)*, Bucarest, Editions ALLFA, 1998, pp. 35-40. A part le groupement des communistes roumains des prisons, qui se montre à long terme le vrai gagnant du coup

poursuivent et même, dans les nouvelles conditions, s'intensifient à l'intérieur du parti. Ces luttes sont surveillées par Moscou qui n'hésite pas d'intervenir et d'accorder son support au groupement qui est le plus susceptible d'accomplir la tâche difficile de la prise du pouvoir par tous les moyens. Dans les années 1944-1947, le groupement moscovite est le seul dans cette position et – malgré les concessions d'Ana Pauker à l'égard des communistes nationaux,⁴⁷ dans le but de préserver l'unité d'action du parti – les frustrations éprouvées par le groupement des communistes nationaux dans cette étape se montreront décisives pour l'évolution ultérieure du parti. La direction du PCR se retrouve très vite dans une position paradoxale: d'une part, la survie du régime communiste en Roumanie est directement dépendante de la présence soviétique;⁴⁸ d'autre part, la présence et l'action des soviétiques en Roumanie limitent la liberté d'action de ceux des communistes qui se considèrent les plus autorisés et les seuls capables d'implanter le projet communiste en Roumanie, les communistes du groupement national.

Dans une première étape, le seul moyen d'assurer la survie du régime est l'acceptation totale du contrôle soviétique. Chacun des dirigeants du parti se lance dans la compétition pour gagner la confiance de Staline et chacun essaie de surclasser ses adversaires en se montrant plus efficace que les autres.⁴⁹ Mais cette

d'Etat de 23 août 1944, et celui des "moscovites", Tismăneanu identifie trois autres groupements distincts: le groupement des communistes roumains qui pendant la guerre ont participé au maquis français, celui des communistes d'origine juive revenus des camps nazis de Transnistrie et celui des communistes hongrois de Transylvanie. Ces trois groupements n'ont pas développé des intérêts spécifiques, se contentant à se rallier à un ou autre des deux grands groupements en compétition politique; à des moments différents et dans des circonstances différentes, leurs membres ont fini par comprendre que le maximum d'avantages se trouvait dans le camp des communistes nationaux et ont accepté d'appuyer la ligne politique de Gheorghiu-Dej. De la classification opérée par Tismăneanu se détache néanmoins l'importance du critère ethnique dans la définition des intérêts communs et des relations entre membres d'un même groupement à l'intérieur du PCR.

⁴⁷ Ana Pauker propose, par exemple, que la fonction de premier secrétaire du PCR soit détenue par Gh. Gheorghiu-Dej, le chef du groupement des communistes nationaux; elle garde pour elle-même la fonction de ministre des Affaires Etrangères, qui lui assure le contrôle des relations du PCR avec l'URSS; cf. Victor Frunză, *op. cit.*, pp. 212-222.

⁴⁸ Kenneth Jowitt, *Revolutionary Breakthrough and National Development. The Case of Romania 1944-1965*, Berkely & Los Angeles, University of California Press, 1971, p. 83. Jowitt surestime pourtant la cohésion des groupements qui composent le PCR, une cohésion qui est aussi difficile qu'elle l'était avant 1944 et qui ne fonctionne après cette date qu'à cause des pressions soviétiques – *Ibidem*, p. 93.

⁴⁹ Voir à ce propos les documents de la mission Lessakov en Roumanie; en août 1947, ce fonctionnaire soviétique a eu à Bucarest des discussions avec les dirigeants du

compétition se révèle très tôt comme un cercle vicieux: vu à l'intérieur du pays comme l'expression de l'occupation soviétique, le régime communiste roumain se trouve dans l'impossibilité de dépasser son isolement par rapport à la société qu'il domine et, par conséquent, de plus en plus soumis au contrôle restrictif des soviétiques. Dans ces circonstances, les dirigeants du PCR prennent conscience de la nécessité de briser l'isolement du parti et de trouver, au-delà du support de l'Armée Rouge, une stratégie de légitimation à l'intérieur du pays.⁵⁰ Le choix de cette stratégie de légitimation est conditionné par le manque de crédibilité du parti à l'intérieur de la Roumanie, par la faiblesse de sa direction et par son image d'agent politique de l'occupation soviétique. Mais la direction du PCR réussit d'identifier, malgré ces obstacles, au moins deux stratégies susceptibles de produire une brèche nécessaire dans l'isolement du parti. Une première stratégie concerne le découpage de la société qu'ils aspirent à dominer en des segments ennemis – qui, d'après le modèle classique, forgé par Lénine, devraient être détruits, faute de pouvoir les récupérer – et des segments susceptibles à être gagnés pour la cause communiste. Ces derniers segments constituent la cible d'un effort de persuasion qui combine la contrainte avec les promesses d'ascension sociale et sont les principaux bénéficiaires de la mobilité sociale entamée par l'effort d'industrialisation du pays et par le besoin du parti de former des nouveaux cadres.⁵¹ Le résultat le plus visible de cette stratégie est la combinaison de la violence politique (utilisée surtout dans le but de désintégrer et, ultérieurement, d'annihiler les anciennes élites politiques, sociales et culturelles) et de l'effort de persuasion (mené surtout, par le biais du discours

PCR sur les divergences entre les groupements national et moscovite. Les documents de la mission Lessakov sont conservés à Moscou au Centre russe pour la conservation et l'étude des documents de l'histoire contemporaine, fond 575, opis 1, dossier 33; un fragment du rapport rédigé par Lessakov a été publié par I. Chipur, *Raportul Lessakov: Kremlinul și lupta pentru putere în PCR* (*Le rapport Lessakov: le Kremlin et la lutte pour le pouvoir dans le PCR*) in "Dosarele Istoriei" ("Dossiers de l'histoire"), an II, no. 3 (8), 1997, pp. 61-63.

⁵⁰ Sur ce point, nous sommes en désaccord avec K. Jowitt, qui estime qu'avant 1948 le PCR n'a pas essayé un vrai percement de son isolement par rapport à la société roumaine (voir K. Jowitt, *op.cit.*, p. 93). L'analyse du discours de la propagande communiste en Roumanie et des actions des communistes roumains contredit l'opinion de Jowitt; voir, par exemple, l'effort d'Ana Pauker d'élargir la base politique du parti et sa discussion de 31 janvier 1945 avec les autres membres de la direction du PCR, Archives Nationales de la Roumanie, Fond du Comité Central du PCR – Chancellerie, dossier 18/1945, pp. 1-23.

⁵¹ Voir pour l'analyse de cette mobilité sociale, Stelian Tănase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej (Elites et société. Le gouvernement Gheorghiu-Dej)*, Bucarest, Editions Humanitas, 1998, pp. 135-147.

idéologique, mais qui s'appuie sur les possibilités de promotion sociale ouvertes par le processus de reconstruction révolutionnaire du pays et de reconfiguration de la société roumaine). La deuxième stratégie agit au niveau des symboles politiques et repose sur l'annexion des symboles au rôle de légitimation.

La réinterprétation de la culture nationale suivant des commandements idéologiques sui generis a été très tôt expérimenté par les communistes roumains.⁵² Dans les conditions du communisme d'occupation, la réinterprétation des symboles nationaux se fait suivant la logique politique de la soviétisation.⁵³ La clef de cette logique consiste en la représentation de l'URSS comme génie tutélaire non seulement de la nouvelle Roumanie communiste, mais de toute la civilisation roumaine. Les symboles et les représentations de la mythologie nationale sont, par conséquent, bannis du discours public. La position officielle du parti communiste dans la question nationale est maintenant exprimée dans des brochures dogmatiques reprenant la théorie stalinienne de la nation.⁵⁴ Les

⁵² Le livre représentatif pour cette nouvelle orientation de l'historiographie nationale est celui de Mihail Roller, *Istoria României (Histoire de la Roumanie)*, Bucarest, 1947. Le livre de Roller a connu des éditions successives entre 1947 et 1956, devenant le manuel obligatoire pour tous les niveaux d'enseignement, y compris le niveau universitaire.

⁵³ Nous reprenons pour la présente analyse la définition de la "soviétisation" ainsi qu'elle est formulée par Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx...*, p. 322: "Processus mimétique d'introduction d'un modèle soviétique dans tous les domaines de la vie sociale: politique, économie, culture, vie quotidienne, sciences et vie intellectuelle" („Proces mimetic de introducere a unui model sovietic în toate domeniile societății: în politică, economie, cultură, habitat și viața intelectual-științifică"; la traduction française nous appartient).

⁵⁴ Voir, à titre d'exemple, Vasile Luca, *Clasa muncitoare și mișcarea națională (La classe ouvrière et le mouvement national)*, Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1950. Vasile Luca, communiste d'origine hongroise dont le vrai nom était Luca Laszlo, détenait à l'époque la fonction de secrétaire du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain. "Avec l'apparition du monde socialiste – coexistant avec le monde capitaliste – à part les nations du passé, sont apparues et continuent d'apparaître des nations nouvelles, complètement différentes et ayant un tout autre contenu que les vieilles nations. Iosif Vissarionovici Staline les appelle nations nouvelles, apparues dans le Pays du Socialisme, des nations socialistes, tandis que les anciennes [sont] des nations bourgeoises" (p. 15). La position officielle des communistes roumains sur le sujet de la question nationale en Roumanie est formulée par Luca de cette manière: "La voie de l'internationalisme prolétarien a rendu possible l'élimination de la haine entre la nation roumaine et les nations voisines, entre les Roumains et les nationalités cohabitantes. A la base de l'internationalisme prolétarien on a construit l'amitié entre le peuple roumain et les peuples de l'URSS, ainsi que l'amitié avec les peuples des pays de démocratie populaire, comme garantie de l'indépendance et de la souveraineté de notre nation. [...]"

nouvelles autorités procèdent au démantèlement radical des symboles de légitimation construits dans l'entre-deux-guerres par les représentants de l'Etat national. Mais, à l'intérieur du PCR et surtout à l'intérieur de la société roumaine, les avatars de la question nationale poursuivent leur chemin, dans des conditions quasi-similaires à celles caractérisant la vie interne du parti communiste d'avant 1944: une fracture plus ou moins marquée – mais toujours présente – entre la position officielle du parti communiste, d'une part, les vrais opinions/intérêts de ses membres et les aspirations de la société roumaine, d'autre part.⁵⁵ Nous essayerons de démontrer cette assertion par deux exemples: l'un, visant la position spécifique d'un dirigeant communiste, Lucrețiu Pătrășcanu, concerne l'impossible unanimité à l'intérieur du PCR autour de la définition d'un intérêt national et la façon dont la question nationale a été utilisée pour les buts immédiats de la compétition politique; l'autre, concernant le statut politique et administratif de la Transylvanie à la fin de la guerre, introduit dans une équation beaucoup plus complexe des acteurs politiques communistes et non-communistes, techniques de manipulation utilisées par l'occupant soviétique et déterminantes d'une culture politique imprégnée de nationalisme qui a survécu à côté et malgré la propagande de la soviétisation. Ces deux exemples sont directement liés, parce que se précisant à l'intérieur du même débat autour de la question de la Transylvanie, mais leurs résolutions différentes nous permettent de déceler les deux logiques distinctes suivant lesquelles les dirigeants du PCR ont toujours opéré: l'une, relevant de la rigidité dogmatique et du machiavélisme des luttes pour le pouvoir, applicable à l'intérieur du parti et définissant les relations entre ses membres; l'autre, plus subtile, débouchant vers une stratégie de survie et de légitimation politique, intervenue dans la relation entre le PCR au pouvoir et la société qu'il est censé de gouverner. Pour avoir un tableau complet des enjeux nationalistes dans les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR, nous devons également analyser, en complément au cas de Lucrețiu Pătrășcanu, l'élimination d'Ana Pauker et de ses fidèles par Gheorghiu-Dej et le groupement des communistes nationaux.

La situation administrative de la Transylvanie à la fin de la deuxième guerre a constitué l'objet de minutieuses négociations entre la coalition royaliste

Ainsi la réaction de toute origine nationale n'a plus été en mesure d'utiliser la haine chauvine pour briser l'unité des forces démocratiques" (pp. 32-33; la traduction du roumain nous appartient).

⁵⁵ Un jugement pragmatique sur les préjugés courants dans la Roumanie de l'époque est formulé en 1945 par Ana Pauker devant Staline. Au moment du choix d'un secrétaire général pour le PCR, dignité pour laquelle Staline préférait Ana Pauker, elle recommande le choix de Gheorghiu-Dej, soulignant son propre manque de crédibilité «en tant que femme et Juive»; cf. Robert Levy, *Ana Pauker. The Rise and Fall of A Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 72.

roumaine – celle qui s'est chargée en 1944 du renversement d'Ion Antonescu – et les commandants militaires soviétiques.⁵⁶ Pour les Roumains, l'appartenance de la Transylvanie à l'Etat roumain ne pouvait sous aucune forme faire l'objet de concessions politiques ultérieures en faveur de l'Etat hongrois. Pour des raisons qu'on pourrait soupçonner différentes d'un individu à l'autre – au nom de la crédibilité politique ou des convictions sincères – même la direction du parti communiste semblait partager cette opinion.⁵⁷ Les soviétiques avaient pourtant une vision différente qu'envisageait l'utilisation de la question nationale – sujet de réactions extrêmement émotionnelles de la part des acteurs politiques roumains et hongrois – comme monnaie d'échange dans leur jeu de pouvoir avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis.⁵⁸ Aux intérêts des grandes pouvoirs s'ajoutaient au niveau régional les intérêts concourants des autorités roumaines et hongroises et, à l'intérieur de la Roumanie, les luttes politiques entre le PCR d'une part et les partis démocratiques (National Paysan et National Libéral) d'autre part.⁵⁹ Dans une atmosphère chargée de tensions politiques⁶⁰ et alimentée

⁵⁶ Florin Constantiniu, *op.cit.*, pp. 63-92, fait un récit plus détaillé de ces négociations. Conformément au texte de l'Armistice roumain-soviétique, "la Transylvanie ou la plupart de la Transylvanie" devrait revenir sous administration roumaine "sous condition que ça soit approuvé par le Traité de Paix".

⁵⁷ En janvier 1945, dans une séance du Front National Démocrate (la coalition politique qui soutenait le PCR), Gheorghe Gherghiu-Dej affirmait sans équivoque que l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie était "indiscutable"; cf. Archives Nationales de Roumanie, *România. Viața politică în documente. 1945 (Roumanie, La vie politique dans des documents. 1945)*, Bucarest, 1994, pp. 80-81.

⁵⁸ Conformément à l'accord intervenu en 1944 entre Churchill et Staline, l'URSS devrait bénéficier d'une influence politique de 90% en Roumanie, tandis que la Grande Bretagne se réservait un pourcentage d'influence similaire en Grèce; comme le montre Constantiniu, *op. cit.*, p. 75, la pression soviétique dans la question transylvaine ont commencé immédiatement après l'intervention britannique en Grèce, comme si Staline voulait s'assurer que sa partie de bénéfice résultant de l'accord de 1944 serait aussi respectée.

⁵⁹ L'électorat roumain de Transylvanie était par tradition fidèle au Parti Nationale Paysan, qui menait à l'époque une opposition acharnée contre la communisation de la Roumanie; par contre, conformément à des sources indiquées par Florin Constantiniu, *op.cit.*, pp. 68-69, la population hongroise de Transylvanie a été instrumentée par les autorités hongroises de Budapest pour soutenir de façon inconditionné le Parti communiste, cette attitude étant, suivant les Hongrois, la seule en mesure de gagner la bienveillance de l'occupant soviétique. Constantiniu trait cette source – l'archive personnelle du ministre roumain à Helsinki, George Caranfil – avec prudence, mais il n'est pas moins vrai que les évolutions de Transylvanie semblent confirmer cette polarisation artificielle des opinions politiques.

par l'attitude ambiguë des soviétiques, des conflits ouverts entre Roumains et Hongrois n'ont pas tardé de se produire.

C'est dans ce contexte que Lucrețiu Pătrășcanu – intellectuel provenant d'une famille bourgeoise roumaine, converti au communisme dans les années '20 – prend position dans la question de la Transylvanie. Les propos tenus par Pătrășcanu dans ses discours de Cluj/Kolozsvár et Sibiu/Hermannstadt à l'été 1945 allaient dans une direction bien différente de celle soutenue par les Soviétiques sans pour autant s'éloigner de la position marxiste, qui estimait que la résolution du problème national consistait en l'instauration de la dictature du prolétariat et le remplacement de la lutte entre nations par la lutte des classes. Mais le dirigeant roumain se trouvait sous l'impression de ses propres constats sur l'état d'esprit de la population dans la région et ce sont surtout ses considérations concernant les relations entre Roumains et Hongrois qui lui ont valu le blâme du parti. Pătrășcanu remarquait par exemple que "une sorte de complicité s'est instaurée entre les organismes nouvellement créés [en Transylvanie] et les éléments coupables de l'ancienne administration hongroise"⁶¹. Il remarquait également l'hostilité des citoyens d'origine hongroise à l'égard des symboles de l'Etat roumain (leur refus d'arborer le drapeau roumain, par exemple) et de l'utilisation de la langue roumaine dans l'administration. Tout en remerciant au Soviétiques pour "leur volonté ferme et généreuse de rendre la Transylvanie à l'Etat roumain"⁶², ses propos constituaient en fait une incrimination de leur politique dans la région et des manifestations anti-roumaines que cette politique engendrait de la part des ethniques hongrois. De plus, le discours de Sibiu finissait par une exhortation peu commune pour la politique communiste de l'époque: "Renforçons notre spécifique national, en

⁶⁰ Le Parti National Paysan constitue dans la région des formations armées destinées à lutter contre les communistes et qui n'hésitent pas de saisir la direction dans les conflits entre Roumain et Hongrois; à leur tour, les activistes communistes utilisent les éléments hongrois dans leur dispute politique avec les partis démocratiques. Quant à l'attitude des Soviétiques, ils ont accepté en septembre 1944 le retour de l'administration roumaine en Transylvanie de nord, pour changer d'opinion en novembre, quand le commandement militaire soviétique a demandé l'évacuation de la même administration invoquant la nécessité de maintenir l'ordre. En fait, le chantage politique pratiqué par Staline visait deux buts précis: s'assurer que les autorités roumaines allaient payer sans aucun retard les dédommagements de guerre prévus dans la Convention d'armistice et forcer l'instauration d'un gouvernement contrôlé par les communistes. Cette dernière idée devient le leitmotiv de la propagande du PCR, persuadée par les Soviétiques de promouvoir la relation directe entre l'instauration d'un gouvernement communiste et le retour de la Transylvanie sous administration roumaine (cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 76).

⁶¹ Cf. Lavinia Betea, *op. cit.*, p. 213.

⁶² *Ibidem*, p. 212.

luttant pour que notre culture nationale soit plus fructueuse, plus ample⁶³. Ces deux discours, très bien reçus par la population roumaine non seulement en Transylvanie, ont rendu Pătrășcanu le seul communiste populaire à l'intérieur de la Roumanie. Son destin ultérieur – arrêté en 1948, sur décision d'Ana Pauker et des communistes moscovites, il a été fusillé en 1954 sur décision de Gheorghe Gheorghiu-Dej et des communistes nationaux⁶⁴ – rend compte des méandres de la compétition pour le pouvoir à l'intérieur du PCR.

A notre avis, les analogies et les différences qui pourraient être établies entre l'élimination de Pătrășcanu (fusillé en 1954 au bout du dernier procès-spectacle dans les pays satellites) et celle d'Ana Pauker (exclue du parti en 1952, arrêtée pour une courte période, puis relâchée mais définitivement marginalisée) sont très relevantes pour l'importance du nationalisme dans la compétition entre les dirigeants communistes. Tous les deux ont été victimes du groupement des communistes des prisons, structuré autour de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Leur élimination a été le résultat direct du jeu politique pratiqué par ce dernier dans le but de s'assurer un statut de chef incontesté du PCR. Tant Pauker que Pătrășcanu menaçaient par leur présence dans le Bureau Politique du PCR la suprématie de Gheorghiu-Dej: la première à cause de ses connexions à Moscou et de l'amitié qui la liait à certains dirigeants soviétiques (parmi ses plus proches amis se trouvait Molotov), le dernier par sa réputation de communiste nationaliste qui lui a apporté la plus grande popularité connue par un dirigeant du PCR avant la tournante du communisme national. A la différence de Pătrășcanu, ethnique roumain qui a toujours essayé de trouver les moyens pour concilier ses sentiments nationaux et l'idéologie de l'internationalisme prolétarien, Ana Pauker était une communiste juive dont les convictions internationalistes et la fidélité envers le Komintern l'ont toujours emporté sur son appartenance ethnique.⁶⁵ A notre avis, les deux dernières différences entre les situations de

⁶³ *Ibidem*, p. 215.

⁶⁴ *Ibidem*, pp. 208-210; la principale accusation à l'adresse de Pătrășcanu a été celle d' "espionnage en faveur des pays impérialistes", sa position dans la question nationale – contraire en 1945 à celle de l'URSS – jouant un rôle capital en ce sens.

⁶⁵ Même si elle a accordé son support politique à la communauté juive de Roumanie, dans des circonstances difficiles pour la vie de cette communauté, malgré même le fait que son propre frère était un militant sioniste reconnu, dans les prises de position publiques d'Ana Pauker son appartenance ethnique est toujours restée sur un plan secondaire par rapport à ses convictions internationalistes; voir aussi la démonstration de Robert Levy, *op.cit.*, pp. 163-193. Voir aussi Hary Kuller, *Evreii în România anilor 1944-1949 (Les Juifs dans la Roumanie des années 1944-1949)*, Bucarest, Editions Hasefer, 2002, pp. 430-434; Kuller présente une situation bien nuancée de la position du PCR à l'égard des Juifs de Roumanie. Les communistes roumains ont fait, durant leurs premières années au pouvoir, des efforts réels pour gagner

Pătrășcanu et de Pauker expliquent la différence de traitement dont ils ont finalement bénéficié de la part de Dej: en tant que Juive et fidèle aux soviétiques, Ana Pauker était deux fois impopulaire aux yeux des Roumains. Une fois ses amis de Moscou tombés en disgrâce, elle et son groupement ne représentaient plus un concourant pour le groupement des prisons. Dej n'a pas donc eu besoin de la supprimer physiquement. Par contre, parce que Roumain et membre du groupement des communistes nationaux, Pătrășcanu introduisait dans l'équation du pouvoir un élément de concurrence réelle et permanente, sa présence supprimant l'argument de légitimation le plus fort employé par Dej, celui d'être – avec son groupe de fidèles – le seul représentant crédible du communisme national. La comparaison entre les cas de Pauker et de Pătrășcanu nous permet de mieux comprendre le vrai poids des arguments nationalistes dans la compétition politique entre les dirigeants du PCR. Le groupement qui est sorti gagnant de cette compétition a été celui qui a su mieux exploiter à son profit non seulement les humeurs de Staline mais également – et peut-être dans une mesure plus significative – les sentiments nationaux et antisoviétiques de la société roumaine, celui qui a compris que la vraie bataille pour la légitimité politique se donnait en fin du compte à l'intérieur du pays et qui a su poursuivre ses buts – parfois à travers des moyens extrêmes – contre ceux des adversaires qu'il ne pouvait pas délégitimer.⁶⁶

Du côté administratif, la situation de la Transylvanie a représenté une provocation permanente pour les communistes roumains tout au long de la période de soviétisation. Même après le passage de la région sous administration

le support des Juifs, y compris celui des familles riches de la bourgeoisie juive; ils proclamaient la disparition de l'antisémitisme dans la société roumaine, une fois la dictature prolétarienne instaurée. En fait, la direction du PCR n'a pas tardé de constater l'échec de sa stratégie auprès des Juifs de Roumanie, au moment où les demandes de permission pour émigrer en Israël ont commencé à se multiplier. La nouvelle étape des relations entre la communauté juive et la direction du PCR a été représentée par le conflit ouvert entre communistes et les organisations sionistes de Roumanie et par l'hostilité non dissimulée à l'égard des Juifs qui voulaient quitter la Roumanie, surtout quand ceux-là étaient membres du PCR. Le désagrément produit par l'agitation sioniste parmi les Juifs de Roumanie a eu comme complément un antisémitisme de plus en plus marqué dans les rangs des communistes nationaux, dirigé surtout contre leurs camarades d'origine juive.

⁶⁶ On devrait également observer la stratégie de Ceaușescu qui, en 1966, procède à la réhabilitation de Pătrășcanu, pour des raisons relevant de son propre besoin de légitimation, tout en évitant le sujet d'Ana Pauker qui n'a jamais bénéficié d'une réhabilitation ouverte jusqu'à la fin du régime communiste en Roumanie; voir pour la décision de réhabiliter la mémoire de Lucrețiu Pătrășcanu à côté d'autres dirigeants communistes victimes des purges staliniens, au but d'une enquête menée par une commission spéciale du Comité Centrale du PCR, Lavinia Betea, *op. cit.*, pp. 435-464.

roumaine (en octobre 1945) et la résolution favorable de ce sujet par le Traité de Paix de Paris, les tensions nationalistes entre Roumains et Hongrois ainsi que les pressions soviétiques pour l'application d'un modèle d'autonomie administrative en Transylvanie ont donné lieu à des clarifications surprenantes des sentiments nationaux éprouvés par les dirigeants communistes roumains. Dans une des très rares études sur la Région Autonome Hongroise créée en 1952, Stefano Bottoni apporte des précisions importantes.⁶⁷ À part la revitalisation des anciens tabous et conflits entre Roumains et Hongrois de la région, cette étude analyse les peurs et les tabous des communistes eux-mêmes, les hésitations de la Section d'Agitation et Propagande du PCR, prise à dépourvu par le geste de reconnaître une autonomie administrative de la minorité hongroise en Roumanie, ainsi que la résistance personnelle de Gheorghiu-Dej à ce projet soviétique.⁶⁸ La conclusion de Bottoni nous semble particulièrement pertinente pour résumer l'attitude des communistes roumains au sujet de la question nationale dans les années de la soviétisation: "La première décennie de la période communiste est entrée dans la mémoire publique de Roumanie comme un moment de «mort de la nation». En réalité, dans les années '40, le concept de nation a été redéfini, par des moyens divers, mais il n'a pas de tout disparu de l'horizon idéologique et culturel du Parti Communiste Roumain"⁶⁹.

⁶⁷ Stefano Bottoni, *Tra stalinismo e nazionalismo. La creazione della regione autonoma ungherese in Romania (1952)*, in "Italia Contemporanea", vol. 233, décembre 2003, pp. 679-700.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 687; à l'occasion des discussions dans le Bureau Politique sur le statut de la Région Autonome Hongroise, interrogé par d'autres membres de la direction sur les dimensions réelles de cette autonomie, Dej précise qu'il «ne faut pas aller plus loin» et qu'il fallait se contenter de respecter les observations ponctuelles de Staline sur ce sujet mais rien de plus. On devrait peut-être ajouter qu'à la même époque, les communistes roumains se taisaient soigneusement – même si à contre cœur, comme les années d'après la mort de Staline l'ont démontré – sur la situation des Roumains de Bessarabie.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 700 (la traduction de l'italien nous appartient).

Forgotten Heroes: Extremes in the Spanish Civil War. The Case of Romania. 1936-1938

MIOARA ANTON
historian

Naturally, the events in Europe during the second half of the 1930s left their mark on Romanian society. The victories of the Popular Fronts in Spain and France, the remilitarisation of the Rhineland and the outbreak of the Spanish Civil War modified the political climate in Romania. It is necessary to be emphasised from the beginning that, in the case of Romania, the two political extremes developed in different ways in the interwar period, this being determined first by the specific conditions of Romanian society. For the Communist Party, the survival in the Romanian political space was impossible. Three factors prevented the rise of the extreme left in interwar Romania: 1. The anti-Russian psychosis of the end of the First World War which led the Communist Party's affiliation in 1921 to the Communist International to be associated with the expansionist intentions of Soviet Russia¹. In the collective imaginary of the Romanians, Russia represented the eternal enemy and occupier and the Soviet regime a permanent peril; 2. The traditional right-wing orientation of the Romanian political class; 3. The ethnic composition of the Communist Party, with a preponderance of Jews and Hungarians. It must be noted that no leader of the Communist Party in the interwar period was of Romanian origin. The association of Jews with Communism became a constant in public discourse. The sources of such perceptions reside in traditional political culture, but also in media circles which cultivated and maintained the hysteria against Judeo-Bolshevism. The adoption by the Romanian Communist Party, in 1924, of the Cominternist theses regarding the rights of peoples to self-determination, was interpreted as a direct threat to the unitary national state constituted in 1918. The presence on Romanian territory of some important minority groups, Hungarians, Germans, and Jews, who might be attracted by the promise of independence, brought about an extreme solution². The government intervened and the Communist Party was outlawed through a special law. This situation lasted until August 23 1944. In Romania, the communist idea was considered anti-

¹ At the end of the first world war the Soviet Union refused to recognize the union of Bessarabia with Romania and also to return back the Romanian treasure.

² In 1930, according to census almost 28% among the Romanian's citizens were minorities: 7.9% Hungarians, 4.1% Germans, 4% Jews, 3.2% Ukranians, 2.3% Russians, 2% Bulgarians etc.

Romanian. The massive Jewish presence in the ranks of the Communist Parties of Central and Eastern Europe is a complex phenomenon which needs more rational explanations. They have their origins in sociological, psychological and moral motivations. The aspirations of many Jews were fulfilled in the internationalist dream of Communism.

The outlawing of the RCP was a measure by which the state apparently resolved the problem of the presence of the extreme left in the Romanian political landscape. Those who adhered to the Communist idea were few and ended up recanting not the ideal, but the way in which it was applied. One of the best-known Romanian writers, Panait Istrati, who was initially attracted by the achievements of the Soviet regime and the idea of a socialist fatherland, expressed himself publicly in his *Confessions to the Defeated*, recounting the "private drama" he suffered at the moment when he came to know Soviet realities at first hand³. Perhaps not without relevance is the fact that at the end of the war, the Romanian Communist Party numbered only around thousand members, being in a clear popularity crisis. Sympathies for the Soviet Union therefore were limited to the narrow circles of a left which was struggling to survive. Most of the Party leaders were either arrested or exiled in France or the Soviet Union. The Great Terror did not spare the ranks of this tiny party. A series of party leaders (Marcel Pauker, founder of the RCP, Al. Dobrogeanu-Gherea, Elena Filipovici, Imre Aladar, Fabian Rozvany, Alexandr Stefansky-Gorn, Ecaterina Arbore etc.) fell victim to the Stalinist terror. What distinguished them from their successors was their education in the school of social-democracy and the ideological debates which animated the left at the beginning of the twentieth century.

On the other hand, the sources of the extreme right reside in a difficult process of seeking and defining the identity of a new generation. Interwar Romania was marked by the difficulties created by the transition from an agricultural civilisation to an industrial one, while the Legionary Movement developed against the backdrop of a conflict between traditionalism and modernity. Founded in 1927 by leaders of student movement in Moldavia, Corneliu Zelea Codreanu and some of his closest companions, in less than 10 years the Legionary Movement became the third political force in the country. The sources of its spectacular ascent reside in the decline of parliamentary democracy and the interventions of King Charles II in the mechanisms of power. As in the case of the Communist Party, the interwar governments showed no indulgence, and the movement was frequently outlawed. But unlike the Communist Party, the sources of its popularity resided in the themes of national

³ Panait Istrati, *Spovedanie pentru cei învinși. După șaisprezece luni în URSS*, Dacia Publishing House, Cluj-Napoca, 1990, p. 137.

rebirth and consolidation of the unitary national state. Codreanu's promise to make a "Romania like the holy sun in the heavens" found an echo among those who believed that a new destiny could be built. The anti-establishment discourse of the generation of 1930 was pointed in two directions: against the failures of the democratic system and state institutions, and against an extreme left it assimilated with the destructive intentions of Soviet Russia. One of the motivations for Romanian intellectuals being attracted to the extreme right must be sought in the belief that this was not a political movement, but one of spiritual rebirth. For young intellectuals, Romanian legionarism and fascism became the great temptation of their lives. They believed in the Romania of Codreanu – Christian, spiritual and mystical – and fed the Legionary ideology and utopia.

From the Legionary perspective, the reason for the decadence of Romania had one name only: the Jew. The Jew embodied all that was wrong in the present: democracy, Communism, and the 'corrupt' Romanian political system. The hostile attitude to the Jews had its origins in social and economic rivalries. Their massive presence in urban areas, high level of education, economic mobility and religious incompatibility transformed them into victims of the nationalist programme. Nationalism and orthodoxy were the pillars of the Legion's programme. The return to religion followed the line of national reaffirmation. Orthodoxy gave the Movement an atypical feature. Without doubt, their crimes were in contradiction with Christian laws, but they could be absolved if they were committed in the name of the nation. Paradoxically, the political violence of the Legion did not reduce its popularity, on the contrary. Assassination, as part of a process of purification, appeared, in Romania of the 1930s, to be the only possible way to accomplish the aspirations of renewal⁴. They were committed in the name of political necessity.

The outbreak of the Spanish Civil War led to open confrontation between the two extremes. Initially received as an internal problem, the Spanish Civil War soon became one of the most hotly disputed subjects. Whether, on the diplomatic level, the Romanian government decided, together with the countries of the Balkan Pact, to respect the agreement of non-intervention in Spanish problems, for the political extremists the Civil War became an issue of conscience. For the political left, the Spaniards were heroic fighters against Fascist barbarism and for progress and freedom; for the right, in Spain was waged the struggle against Communism and anarchy, and a crusade for the

⁴ See for more informations Armin Heinen, *Legiunea „Arhanghelul Mihail”. Mișcare socială și organizație politică. O contribuție la problema fascismului internațional*, Bucharest, Humanitas Publishing House, 1998; Leon Volovici, *Ideologia naționalistă și „problema evreiască”. Eșeu despre formele antisemitismului intelectual în România anilor '30*, Humanitas Publishing House, Bucharest, 1995.

defense of civilisation and God. The hopes and disillusion of the war generation found recognition in the Spanish situation. Monarchists, nationalists, those with fascist sympathies, those who desired a new order supported Franco. Antifascists and Communists took the side of the Republican government. One of the most important Romanian sociologists, Mihai Ralea wrote on October 31, 1936 that "today there is no café, in any provincial town, where there is no one ready to have a fight over the Spanish phenomenon. Of course, some are ready to die for the rebels, while others would offer their lives for the government"⁵.

The struggle for the cause mobilised the energies of right and left alike. At a time when it was on the rise, the Legionary Movement used the Spanish Civil War to fulfil the heroic ideal of sacrifice. The Legionaries went to Spain to pay homage to the defenders of the Alcazar and to struggle against those who killed priests and burned churches, and especially against the Bolsheviks. The Franco cause was much more attractive as it corresponded to nationalist mythology⁶. The idea of going to Spain was that of Ion I. Moța. The group of eight legionaries was led in Spain by the old general Alexandru Cantacuzino. This group comprised: Ion M. Moța, the initiator of the group and number two in the hierarchy of the Movement, the engineer Gh. Clime, Leader of the Legionary Workers' Corps, Neculai Totu, chief of the Moldovian region, the priest Dumitrescu Borșa, Prince Alexandru Cantacuzino, Party secretary and advisor to Codreanu, Vasile Marin, commander of the Bucharest organisation, and Legionary commander Bănică Dobre⁷. Their departure was preceded by a veritable ritual: the eucharist, the writing of testaments (Alexandru Cantacuzino, Ion Moța), the reception of sacks of soil from Codreanu. It should be pointed out that the groups' departure was not obstructed by the authorities. On 24 November, the group left on the route of Bucharest–Lvov–Berlin. France refused them entry visas, so they reached Spain via Portugal. On board the boat from Hamburg to Spain, the legionaries listened to lectures by general Cantacuzino on military theory. On the 2nd of December, the Legionaries were in Lisbon, and on December 4th reached Spain at Villa Formosa.

⁵ Mihai Ralea, *Politică externă și mizerie internă*, in „Dreptatea“, anul X, 31 octombrie 1936.

⁶ Francisco Veiga, *Istoria Gărzii de Fier. 1919-1941. Mistica ultranaționalismului*, Bucharest, Humanitas Publishing House, 1993, p. 227.

⁷ Pr. I. Dumitrescu Borșa, *Cea mai mare jertfă legionară*, Totul pentru Țară Publishing House, Sibiu, 1937; Neculai Totu, *Însemnări de pe front. Note din expediția legionară în Spania, noiembrie 1936–ianuarie 1937*, Sibiu, Curierul Publishing House; Bănică Dobre, *Crucificații. Zile trăite pe frontul spaniol*, Bucharest, 1937; Alexandru Cantacuzino, *Pentru Christos*, 1937.

At Soria, in the course of a ceremony, they handed the sword of Toledo to General Moscardo, defender of the Alcazar. The Legionaries had come to Spain to fight for a month in the Nationalist army. On December 7 1936, seven Legionaries enrolled as simple soldiers, without formalities, in the sixth Regiment of the Spanish Foreign Legion. General Cantacuzino was refused because of his advanced age. The period of instruction was difficult, and two of the seven, the priest Dumitrescu Borșa and Neculai Totu, fell ill. On December 20 they left for the front arriving at Navalcarnero, after which they made for Boadilla del Monte. On January 3 1937, the Legionaries entered combat. First they attacked the locality of Las Rozas. Bănică Dobre was wounded and evacuated to the rear. On January 13 1937, the Legionaries' platoon was in Majadahonda and, during an attack by artillery, a shell struck the zone in which were Ion I. Moța and Vasile Marin, who were killed. The death of two men put an end to the Legionary expedition in Spain. All the survivors received, with some difficulty, permission to withdraw from the struggle and to return home. Prince Alexandru Cantacuzino showed disappointment with a Spanish captain, who had nothing to say about the heroic death of the two Legionaries. It was a death like any other in this Civil War where horror had become a daily reality. The Legionaries left for home on January 31. In Berlin they were assured of a triumphal reception. On returning to the country, General Cantacuzino reported to Codreanu: "Captain! I bring you the Legionary expedition force to Spain. Two dead, two sick, one wounded and two in good health. Long live the Legion, long live the Captain!"⁸.

Effective participation in the struggle lasted a fortnight. Although they had included the ultimate sacrifice in their calculations, none of them thought they would die in Spain. Their dream was a triumphant entry into Madrid. Consequently, in this case it was not death that fulfilled this ideal, but staying alive. It is certain that the Legionary group (and especially Ion I. Moța) went to Spain filled with ideological and anti-Bolshevik fervour. In his *Testament*, I. Moța explained simply: "Machine guns are firing at the face of Christ! The foundations of the Chirstian world are being shaken! How can we remain indifferent?"⁹. It is very difficult to interpret rationally the actions of movements dominated by irrationalism. Indeed what the Legionaries thought about God, sacrifice and death is very difficult to understand, when we know that the organisation put on the same level religious devotion and crime.

Although it had derisory results, the Legionary expedition was spectacular in effect. The death of the two Legionaries made a powerful

⁸ Bănică Dobre, *op.cit.*, pp. 107-108.

⁹ *Testamentul lui Ion Moța*, Bucharest, Tipografia Legionară Publishing House, 1937, p. 9.

impression in the entire country. The mortuary train crossed the country to Bucharest. All along the way there were impressive demonstrations of sympathy: peasants kneeled in the stations, and priests officiated ceremonies. On February 13 1937, the funeral ceremony took place in the capital, and a funeral cortege of 4 km blocked the city centre for many hours. Four hundred priests officiated the ceremony, and dozens of peasants played funeral tunes on alphorns. The procession lasted six hours. The burial ceremonies were a proof of strength by the Legion: "Codreanu paraded like a sovereign behind the hearse, and people fell to their knees and crossed themselves". By their death the two men created the heroic myth of the Movement and consecrated them as Christian martyrs. Their grave became a place of pilgrimage, and there was created a special corps, "Moța and Marin". Explanations of the myth are more linked to feeling than to reason. Public emotion was so powerful that the historian Nicolae Iorga published an article entitled *Two Heroic Young Men: Moța and Marin*, in which he praised the sacrifice of the two for "un-Bolshevised Latinity". Almost three years later, the historian would be declared by the Movement the moral author of the death of Codreanu and would be assassinated, in November 1940.

The persistence of the myth even today is the result of a propaganda which used emotional symbols to the maximum. In Bucharest, at the former Legionary church, there was erected, after 1990, a small white cross on which the initials of the two Legionary leaders are inscribed. This gesture is part of the recuperation of a mythical past. The political end of the Legion took place in January 1941, when General Antonescu put an end to the experiment of the National-Legionary state. It was for the Legionaries in exile, from 1941, but also 1945, to defend and perpetuate Legionary beliefs. They never gave up the struggle for Romania, and the groups parachuted in Romania in 1953 to overthrow the Communist regime followed the same logic of sacrifice for the cause. Majadahonda became the symbolic landmark of the Movement. Perhaps the fact that a large number of Legionaries chose Spain as their destination after the war is not without relevance. In September 1970 a monument raised in honour of the two heroes was inaugurated, being a symbol of "the eternal victory of Legionary youth".

The presence of volunteers from Romania in the Republican camp is a subject rarely approached on in Romanian historiography due to the lack of documents. The Communist Party followed Moscow's directions on the Spanish issue¹⁰. Communists attempted to organise actions of solidarity and support for Republican Spain, but the results were modest. The idea of enrolling in the International Brigades had a powerful echo among those who were active party

¹⁰ See for more informations in Jaques de Launay, *Istoria secretă a Cominternului, 1919-1943*, Bucharest, Venus Publishing House, 1993, p. 113.

members or sympathisers of the Republican case. The Comintern, the national committees and the call-up centres in Paris played an essential role. The volunteers who fought in the International Brigades had various motives for engaging in this action: some went to Spain by sympathy, others to struggle against Fascism, some because of Party discipline, others for material reasons or through a spirit of adventure. For this last category, Nick Gillian writes that he went to Spain "out of a spirit of adventure, boredom, and because the autumn of 1936 was rainy"¹¹. Romanian participation more or less reflects the above typology. In a note to the General Inspector of police, dated December 30 1936, it is reported that the RCP wanted "the intensification of propaganda for help to the Spanish government, determining Communist members and sympathisers to leave in great numbers for Spain"¹². In the country it was created a Committee for recruiting volunteers¹³, being doubled by a similar centre in Paris¹⁴, which took care of volunteers from Romania.

There are many aspects still unclarified regarding the number of Romanian volunteers. In some works it is written that they were "about 500" or even 625. The lack of precision is shown in the case of those who died in Spain, either 50 or 70. The lists existing in the archives are incomplete. The probable number of volunteers for the International Brigades is situated around the figure of 470. The Comintern Archives, in Moscow, contain a note dated July 18 1939 by Boris Ștefanov, RCP representative at the Comintern, according to which the number of Romanian volunteers is 315, among whom only 50 are Communists¹⁵.

From the lists it emerges that the majority came from the regions which joined Romania in 1918, especially Bessarabia. Among the volunteers there were few ethnic Romanians, around 100. The ethnic composition reflects on a small scale the situation of the RCP. Public opinion in Romania was to a clear majority favourable to the Nationalist camp, this sympathy being thanks to the rising

¹¹ Nick Gillian, *Le Mercenaire*, Paris, 1938, p. 7.

¹² N.A.R., *Inspectoratul General al Jandarmeriei* Records Group, folder 24/1936, p.

48.

¹³ Gh. Beza, Ilie Constrăntinovski, Raia Cotliar, Kraus Denkner, Ștefan Foriș, Petre Gheorghiu, Dori Goldstein, Izer Griman, Nicolae Josanu, Gh. Lazăr, Lucrețiu Pătrășcanu, Ilie Pintilie, Isidor Pomârleanu, Gh. Rădulescu, Ioan Turcu, Mihai Vuc și Toive Zukerman.

¹⁴ The case of Alexandru Buican, Petre Grosu, Eugenia Luncaș, Vasile Șimandan and Gh. Vasilichi.

¹⁵ Gh. Buzatu, *Românii în arhivele Kremlinului*, Bucharest, Univers Enciclopedic Publishing House, 1996, p. 355. In Romanian archives there is a special collection about the volunteers, but unfortunately the informations are not complete. See also Romanian Military Archives, microfilms of the RCP Archives, roll I-106-101-82-423 and I-106-101-82-424.

popularity of the Romanian right, as well as the negative image of the Republican government, caused by anticlerical excesses and, especially, Communist radicalisation. As concerns professional composition, the Romanian Brigades did not conform to the western typology, the majority of them being workers and not intellectuals. Similarly, very few of them had higher military rank: Petre Borilă, Valter Roman, Nicolae Cristea, Hecht Solomon, Iulius Lunevsky, Nicolae Olaru and Mihai Burcă.

The historical literature referring to the volunteers is extremely poor. In the Communist period only two memoirs were published: a collective volume and another signed by one of the most controversial figures of Romanian Communism, Valter Roman¹⁶, both at the beginning of the 1970s. In the collective volume, it emerges that Romanian volunteers for Spain came from three directions: illegal emigrants recruited from industrial centres, from France and from the Soviet Union. Those who travelled legally to Paris gave as a pretext that they were going to the international exhibition in Paris, the costs of their journey, including obtaining papers, being covered by the Comintern. In Paris they were looked after by Rosa (Eugenia Lucaci), a member of the committee for receiving volunteers. The groups (60-70 volunteers) were directed to the reception centre in Albacete. The first groups trained with those from France, their number being enhanced by the volunteers from Romania. The Romanian volunteers were initially received in the framework of the Balkan Company of the 9th Battalion Dombrovski, 14th International Brigade, and later, during the spring of 1937, they were part of distinct units and sub-units: the "Ana Pauker" Romanian artillery regiment, the "Grivița" rifle company (commanded by Mihai Burcă, and the political commissar, Petre Borilă), the "Tudor Vladimirescu" battery (founded after August 24 1937, and commanded by Nicolae Cristea, with the political commissar Andrei Roman); the "Gheorghiu-Dej" Romanian artillery group as part of the Balkan Artillery Division. All these names referred to either imprisoned Communist leaders (Ana Pauker, one of the most famous female figures of Romanian Communism, or the leader of the party, Gheorghiu-Dej), or national heroes, in the case of Tudor Vladimirescu, who rose up against Ottoman domination in 1821. Grivița was the symbol of the workers' strikes of the early 1930s. However, the Spanish situation put under strain the volunteers' beliefs and willpower. Valter Roman complained, in September 1938, in a letter to Boris Ștefanov that the volunteers acted without directives, control and material¹⁷.

¹⁶ *Voluntari români în Spania. Amintiri documente. 1936-1939*, Bucharest, Political Publishing House, 1971; Valter Roman, *Sub cerul Spaniei. Amintiri*, Bucharest, Military Publishing House, 1972.

¹⁷ Valter Roman's letter to Boris Ștefanov, September 1938 in *Copilăria comunismului românesc în arhiva Cominternului*, the National Archives of Romania,

Moreover, the links between the volunteers and the Spanish Communist Party, as well as the Romanian one were broken. However in his reply, the secretary of the Comintern in France, André Marty, considered that Valter Roman displayed a great "misunderstanding" of the role of the international Communists in Spain. The idea of creating little "parties of nationalities" seemed to him absurd and he invited Roman to reflect more on collaboration with the Spanish Communist Party. After the end of the Civil War, many of the survivors, captured, would die later in the prison camps of Spain, France and Germany. Some of those interned in France escaped and took part in the French Resistance¹⁸. Boris Ștefanov insisted that those wounded and invalids would be sent back home, so they could be trained to not become informers for the security services and thus to put in danger the Party's underground networks.

Romanian volunteers took part in all the struggles during the Spanish Civil War¹⁹. However, unlike the extreme right, although they struggled for a cause, their heroism was passed over in silence. A silence that can be attributed to at least two motives: on the one hand, they fought on the losing side and thus the impact of their actions was insignificant in Romanian society, which as we have seen sympathised with the nationalist cause from the outset; and the internal situation of the Party. The struggle for power between rival groups (the Moscow group, and that in Romanian prisons) did not facilitate the exploitation of the symbolic capital accumulated during the Civil War. Some of them found themselves in the Divisions set up on Soviet territory and returned home at the end of the Second World War, this time on the winning side. Their evolution in the Communist power structures does not follow a particular pattern, and an attempt to find a rational explanation fails, because, as in the case of the Legionary Movement, the acts of the Party towards its members have nothing rational about them. The wave of terror launched in Moscow in 1949 against party leaders in the Communist bloc directly targeted Spanish and French veterans, who were suspected of being American spies! As in the case of the illegals, some survived the purges, being distributed in marginal positions in the state or party apparatus, while others were looked on with approval (Petre Borilă, Gh. Vasilichi, Gh. Gaston Marin), but not due to their status as veterans of the Spanish war, but because they had the psychology of a gambler. Trained in the struggle for power, they took the side of the winner, in our case Gheorghiu-Dej. Those who betted on the Ana Pauker-Vasile Luca group lost positions in 1952.

The antisemitic policy of Stalin at the beginning of the 1950s had negative repercussions for the Spanish veterans, most of whom were of Jewish

Bucharest, 2001, p. 423.

¹⁸ The case of Gheorghe Gaston Marin and Gh. Vasilichi.

¹⁹ See Valter Roman, *Sub cerul Spaniei...*, p. 106.

origin. Similarly, the marginalisation of Spanish veterans can also be interpreted as a result of the lack of confidence the leader of the Kremlin had in them. The instrumentalisation of right-wing deviation, against a backdrop of anti-semitic hysteria, makes it very difficult to establish whether in this period the "Spaniards" were targetted because they were "Spaniards" or because they were Jews²⁰. The silence over the Spanish episode is at least paradoxical for the Romanian Communist Party. A marginal formation, lacking a political tradition, facing a severe popularity crisis, could have exploited the heroic past of its members, although the presence of RCP members in the International Brigades was modest. A party which monopolised the antifascist idea would not have displayed any scruple in saying that all the volunteers belonged in reality to the RCP! Yet this did not happen, and instead everything was passed over in silence. Significantly, the hagiographies of the Party contain no reference to the Spanish heroes. Moreover, Party leaders avoided popularising the names of those of Jewish origin, and operated with a selective mythology. The history of the Party was airbrushed according to the principle: rather than having Jewish martyrs, it is better to have no martyrs at all²¹.

After the death of Stalin, the Romanian leadership, undergoing a wholesale process of homogenisation (Romanianisation), did not permit the creation of other myths and other heroes. If up until 1964, there was silence on the episode of the volunteers for Spain, after 1971, with the development of a national Communism, the subject again fell into disuse. The partial recuperation of this past at the beginning of the 1970s, when the two volumes were published, can be explained not from a heroic and mythical perspective, but from a pragmatic one. The tone was set in 1968, when Ceaușescu rehabilitated the victims of the Stalinist terror, as well as those who had fallen at the time of Gheorghiu-Dej. However the consequences of these rehabilitations were minimal, the Spanish veterans being continually ignored.

In conclusion, the forgetting of the volunteers for Spain can be explained from two perspectives: in the case of the extreme right, the motivations are principally of an ideological order. "Reactionaries" and "Fascists", the Legionaries fell victim to repression by the Communist regime. In the case of the extreme left, their occlusion is explained by the situation within the Party: the struggle for power combined with national group's hostility towards minorities.

²⁰ Robert Levy, *Gloria și decăderea Anei Pauker*, Iași, Polirom Publishing House, 2002, p. 131.

²¹ Pavel Câmpeanu, *Ceaușescu, anii numărătorii inverse*, Iași, Polirom Publishing House, 2002, p. 185.

A Hand-Written Copy of the Work "Divan, or the Quarrel between the Wiseman and the World" (with Notes in Ottoman Turkish) in the National Archives of Romania *

CLAUDIU-VICTOR TURCITU

archivist

During the first decades of the 18th century Dimitrie Cantemir's works have come to wide circulation, throughout Europe due to their universal character, which made Cantemir an important forerunner of the Illuminist historiography. On the background of the crisis, it was striving to discern the deep meanings of history. That is why the Ottoman Empire's destiny was not the sole topic he focused upon. Cantemir gave a plausible description of the historical phenomena; he abandoned the apocalyptical chronology trying to systemize the origins and elements of the Romanian past for instance in *Descriptio Moldaviae* and Chronicle on the antiquity of the *Roman-Moldo Wallachians*. His conception is even more evident in his famous *Incrementa atque decrementa aulae othomanicae*, a work of exceptional value for the entire contemporary European historiography.

This history book written by the Moldavian prince represents a savant research, based on parallels, critics and interpretations and significates a non-typical moment for the European Illuminism of Eastern origin, since it compels the recognition of a name and a creation which equals the greatest intellectual productions of the continent. Prince's political thinking is "specific for the beginning of the century that had been born under the sign of a pre-Illuminist rationalism and ended under Romantic auspices"¹. We might consider that the 22 years he had spent in Constantinople favoured his mature understanding of the evolution and involution of the Ottoman Empire and, above all, created the conditions for him to meditate on the general problems of his era.

One of his editors, who is also an exegete of his work pointed out that "Cantemir is situated between the limits of a formal orthodoxy, capable of discouraging the Catholic purgatory (as in *Divan*) but which in the same time, is not following the eschatological ideals of the traditional doctrine. However, this attitude is not ostentatious. Cantemir himself might have not realized its consequences, precisely because he was ignoring the works of Dionysos the

* This paper was presented at the *Dimitrie Cantemir (Kantemiroglu), 1673-1723 Symposium*, Istanbul, 7th December 2006.

¹ Romul Munteanu, *Cultura europeană în epoca luminilor*, Bucharest, 1981, p. 50.

Areopagite, Gregory of Nissa, Gregory Palama or other representatives of the radical orthodoxy”².

Cantemir's works bring about a new ideative world; they start from biblical precepts and are centered upon the spiritual side, pointing out, in the same time the main features of the human behavior. The Greek scholar Ieremia Cacavela who guarantees for *Divan or the quarrel between the Wiseman and the world or the trial of the Soul against the Flesh*, is Cantemir's adviser “for the love of knowledge and wisdom”, and recommends him to the public for the authenticity of his spirit: “your wisdom will crown you and will inscribe your name in the book of its great heroes. May Lord give you a long life, you, long-expected jewel of the Orthodox Church. May you incessantly grow through wisdom, on your way up to God and to the use of the people. Amen”³.

This is the very essence of the *Divan*, Cantemir's efforts being concentrated mainly on the education of own people; the dialogue between the Wisdom and the World intends to identify the purpose of human existence, to put education into the service of Man's ideals, to enlighten the people by imposing not only the biblical precepts, but also the philosophical thought. The insistence in using various communication modalities make many of his concepts determine a love for knowledge and wisdom. Cantemir is not tributary to Orthodox reformism; he does not accept the mystic doctrine. This does not mean, however that he breaks off with the substance of Christian conception. Paying great attention to the situation of the Western Catholic society, the Romanian scholar comes close rather to Western rationalist orientations, without denying, however, the originality of the Oriental secular and religious spirit. Thus we may assert that in *Divan* Cantemir pleads for a West-East dialogue, for the purpose – pedagogically, very much alike Theophilus Corydaleu – to contribute to Moldavia's emancipation. Ieremia Cacavela praises his wonderful ideas and frame of mind, his “rhetorical” art, “the embellishment of the Moldavian language, his savant gift and skills of mind”⁴. Being written both in Romanian and Greek the work *Divan* addresses, with its philosophical and moral contents, both to the Romanian and Balcanic societies of the end of the 17th century and the beginning of the 18th century.

We shall not insist now on the contents and structure of the *Divan*, science along the years it represented the object of a great number of studies belonging to

² Virgil Căndea, *Studiu introductiv, Dimitrie Cantemir. Opere complete. Divanul*, vol. I, Bucharest, 1969, p. LIV.

³ *Ibidem*, pp. 28-29.

⁴ *Ibidem*, p. 30.

the Romanian as well as to Balcanic and Western historiography⁵. We shall concentrate rather upon to spreading out and circulation of ideas included in this work, underlining the peculiarities reflected by the hand-written copy of the *Divan* preserved into the deposits of the National Archives of Romania.

After its first edition, of 1698, brought about into the princely printing house in Iași, the *Divan*, the work of an only 25 years old prince rejoiced, despite the difficulties derived from its complicated style, a wide circulation in the Romanian circles, but also beyond the Carpathian-Danubian area. The 17 hand-written copies⁶ of Cantemir's work which circulated during the whole 18th century, up to the 4th decade of 19th century are a proof in this respect.

This "republication" of the *Divan* by hand-writing, which started even from the 18th century, was determined on one side by the scarcity of printed book and on the other side by the increasing price growing interest of the readers and the book's penetration to ever larger social categories. V. Căndea names this type of distribution "a popular circulation of *Divan*"⁷.

The 17 hand-written copies of the *Divan*⁸ come 6 from Moldavia, 4 from Walachia and 7 from Transylvania. Its intense circulation in Moldavia is justified by the origins of the author. It is a fact that Dimitrie Cantemir himself offered a number of copies of the book printed in Iași in 1698. In this respect we have as evidence the copy which belonged to the treasurer Ștefan Luca who was to become Dimitrie Cantemir's faithful counselor in which position he would be sent to conclude, on behalf of the Prince, the alliance treaty with tzar Peter I, at Lutzk, in 1711. With a beautiful handwriting "vtori (the second) logofăt Luca" notes that: "This book is a gift offered to me from the books that have been written by His Highness Dimitrie vodă (Prince Dimitrie) va dni (in the days) of prince Ion Antioh Cantemir, vâleat (in the year) 7208 (1699) September 1st"⁹.

⁵ On the studies of *Divan* belonging the Romanian, Balcanic and Western historiography see: *Divanul (1698-1998). Bibliografie*, Iași, 1998, 38 p.

⁶ On the analysis of this hand-written copies of *Divan* and their circulation see Virgil Căndea, *op.cit.*, Bucharest, 1974, pp. 77-81. On the same topic see also: Aurora Ilieș and Marieta Adam, *Date noi despre circulația și cititorii operei lui Dimitrie Cantemir «Divanul sau gâlceava înțeleptului cu lumea»*, in „*Studii. Revistă de Istorie*”, tom 26, 1973, 5, pp. 999-1023.

⁷ Virgil Căndea, *op.cit.*, Bucharest, 1974, p. 80.

⁸ Romanian Academy Library, mss. rom. nr. 1329, 1417, 1267, 6005, 2507, 1524, 5566, 758, 1698, 2379, 3170, 1555; Central University Library, mss. rom. 11121, National Archives of Romania, mss. 805. cf. Virgil Căndea, *op.cit.*, *Introducere*, pp. LXXXVI-XC. See also: Aurora Ilieș and Marieta Adam, *op.cit.*, p. 1000.

⁹ Central University Library, *Carte veche rară*, 110, p. 1.

However, considering their anteriority, we must notice that the first hand-written copy comes from Transylvania, being dated 1703¹⁰, therefore at only 5 years distance from its printing. Actually it's also Transylvania where the greatest number of hand-written copies circulated, as we have already mentioned. If we take into account the period they spreaded in, we shall notice that these hand-written copies appear in Transylvania immediately after the persistent urge to unite with the Church of Rome. That is why Cantemir's work served as moral support for the Romanians in these moments of distress. This also might explain the ardor in copying it, in having it at hand, in using it as a school text-book¹¹.

The sinuous, uncertain route taken by most of the Divan's copies makes it difficult to draw a precise map of their circulation.

The hand-written copy preserved in the Romanian National Archives was issued by the hieromonk Ghenadie at the Episcopal Office of Roman (a town in Northern Moldavia), at the beginning of January 1816, as shown in the Romanian note inserted in the final part of the manuscript: "This *Divan* of the world has been written by me, humble and miserable servant of God Ghenadie, hieromonk, confessor and assessor of the Holly Episcopal Office in Roman, to the repose and final of this vile and deceiving life." January the 2nd, 1816"¹². This hand written copy was donated to the National Archives in 1946 by Professor Aurelian Sacerdoțeanu, at that time Director of this institution. Within its 159 leaves the clerk included the unabridged text in Romanian of *Divan*. To this at the beginning of the manuscript Ghenadie added 6 leaves (two of which are empty) in which, leaving away the three forewords of the princes edition, he draws a brief collection of adages extracted from the first book of the *Divan*, grouped under the eloquent title "Examples written here in short"¹³. Hieromonk Ghenadie's preoccupation for a proper understanding of the text makes him to add, at the end of the "Examples", a list of abbreviation he had used "so that the reader should understand what they mean"¹⁴; these abbreviations are actually easy to detect, since within the text they are written in cinnabar. Also in cinnabar are written the words on which the clerk had "doubts"¹⁵ preferring to render them in their Greek form. It is however worth mentioning that these "Greek variants" are written with Cyrillic letters¹⁶. Actually it is main peculiarity of this hand written copy of Cantemir's work this usage of the Cyrillic alphabet in rendering

¹⁰ Mircea Avram, *Cartea românească manuscrisă*, Sibiu, 1970, p. 15.

¹¹ Aurora Ilieș, Marieta Adam, *op. cit.*, p. 1015.

¹² National Central Historical Archives of Romania, mss. 805, f. 159.

¹³ *Ibidem*, f. III

¹⁴ *Ibidem*, f. V.

¹⁵ *Ibidem*, f. 1.

¹⁶ See annexe 2.

different fragments written in various languages: Greek¹⁷, Turkish¹⁸ and even a Yiddish dialect¹⁹.

The presence of some passages with religious references written in Turkish with Cyrillic letters might indicate, on one side hieromonk's intention to address to the members of Orthodox, Turkish-speaking communities, on the other side that the area this copy of *Divan* was supposed to circulate in was very large.

This modality of rendering the phonemes of one language by using the graphemes of another one was well known and present in the Romanian Principalities. We have to mention that up 1816, the year when this hand-written copy of the *Divan* was issued, within the Balcanic area a large series of *karamanli* books²⁰ had been into circulation. They are texts written in Turkish, with the Greek alphabet. Up to this date only in Bucharest had been printed 3 *karamanli* books (1701, 1768)²¹.

The Turkish notes written with Cyrillic letters present on the last leaf of the hand-written copy of the *Divan* preserved in the Romanian National Archives – very much alike other texts in Turkish rendered in alphabets other than the Arabian one that circulated on the Romanian Principalities' territory mainly starting with the second half of the 18th century – may be included into what W. Haffening named "*Transkriptionstexte*"²². Starting from 1941 this term designates Turkish texts written in alphabets other than the Arabian one and after World War II they very much arose the interest of scientists, both historians and linguists.

In what concerns the fragment in Turkish we are discussing about, though the Cyrillic alphabet is quite improper in rendering Turkish phonetic system and many words are written together, in an random choice, which bring about several deciphering difficulties, we were eventually able to reconstitute it; it is the following:

¹⁷ *Ibidem*, f. 159.

¹⁸ *Ibidem*, f. 161.

¹⁹ *Ibidem*, f. I and 162.

²⁰ On the *karamanli* printings see Evanghelia Balta, *Karamanlidika. Bibliographie analytique*. Vol. I, II, Athens, 1987; vol III, Athens, 1997. On the documents writing in *karamanli* script in the National Archives of Romania see: Claudiu-Victor Turcitu, *Considerations sur les documents karamanlis des archives roumaines. Greek-Romanian Relations. Interculturalism and National Identity*, Athens, 2004, pp. 225-229.

²¹ C. C. Giurescu, *Livres turcs imprimés à Bucarest*, in „Revista Istorică Română”, 15 (1945), p. 276.

²² See: Haffening W., *Die türkischen Transkriptionstexte des Bartholomaeus Georgievits aus des Jahren (1544-1548)*, Leipzig, 1941.

19. "ol günün birinci ki Cuma' a ertesinin ahşamısı idi, ve kapılar kapalı
 iken, ol gireki havari onlar cem oldular Yahudileri korkusundan, geldi Isa ve
 ortalarına anlara dedi Selam sizlere.
 20. ve bunu didikte ellerini ve eğesini gösterdi anlara o sayırtlar Rabbi' yi
 gördüklerine.
 21. Isa yine didi anlara: Selam sizlere, nasıl ki Peder beni irsal itti, ben de
 irsal iderim sizlere.
 22. Ve bunu didikte üfledi ve der anlara: alınız Ruh-ul-kudus!
 23. Hangileri günahlarını aff' idersiniz, aff oluna ve hangilerin pay idersiniz,
 pay oluna.
 24. Ve ana Toma ki on ikilerinden birisi idi, ki anı İkiz derler değildi anlar
 ile ol vakıt ki geldi Isus.

19. "ol günün birinci ki Cuma' a ertesinin ahşamısı idi, ve kapılar kapalı iken, ol gireki havari onlar cem oldular Yahudileri korkusundan, geldi Isa ve ortalarına anlara dedi Selam sizlere.

20. ve bunu didikte ellerini ve eğesini gösterdi anlara o sayırtlar Rabbi' yi gördüklerine.

21. Isa yine didi anlara: Selam sizlere, nasıl ki Peder beni irsal itti, ben de irsal iderim sizlere.

22. Ve bunu didikte üfledi ve der anlara: alınız Ruh-ul-kudus!

23. Hangileri günahlarını aff' idersiniz, aff oluna ve hangilerin pay idersiniz, pay oluna.

24. Ve ana Toma ki on ikilerinden birisi idi, ki anı İkiz derler değildi anlar ile ol vakıt ki geldi Isus.

25. Derler idi lakin sayır, sayıtlar ana: Rabbi' yi gördük ve ol didi anlara: eğer ellerindeki mukların resmini görmesem ve parmağımı mukların resmine komasam ve elimi eğesine komasam inan getirmem”.

<Translation into Romanian>

19. „Deci fiind seară în ziua aceea într-una din sâmbete, și ușile fiind încuete, unde erau ucenicii adunați pentru frica Iudeilor, venit-a Iisus și a strătat înmijloc și a zis lor: Pace vouă.

20. Și aceste zicând, a arătat lor mâinile și coasta sa. Și s-au bucurat ucenicii văzând pre Domnul.

21. Deci, a zis lor Iisus iarăși: Pace vouă: precum m-a trimis pre mine Tatăl, și eu trimit pre voi.

22. Și acestea zicând, a suflat și a zis lor: Luați Duh Sfânt!

23. Căroră veți ierta păcatele, se vor ierta lor, și căroră le veți ținea, vor fi ținute.

24. Iar Toma, unul din cei doisprezece, care se zice Geamăn, nu era cu dâșii când a venit Iisus.

25. Deci au zis lui ceilalți ucenici: Am văzut pre Domnul. Iar el le-a zis lor: De nu voi vedea în mâinile lui semnul cuielor și de nu voi pune degetul meu în semnul cuielor și de nu voi pune mâna mea în coasta lui nu voi crede”.

We have also succeeded in identifying it, as representing the excerpts numbered from 19 to 25 (inclusively) from the 20th pat of John's Gospel. It relates the moment when after Jesus was killed Apostle Thomas asks for and receives the proof of His Resurrection.

Therefore it represents a text with religious content, probably written in Turkish to make Orthodox knowledge to Turkish speaking individuals. It is also very suitable specimen which reveals the pronunciation particularities of the Turkish spoken by a non-Turkish.

To conclude, the fact that the hand-written copy of *Divan* deposited in the National Archives reproduces the entire text includes this copy within the “scholar circulation” of the *Divan*. It's also worth mentioning that, contrary to the general tendency, manifested along the centuries that had made readers and clerk to pay greater attention to the first book, due probably to its vivid dialogue, rendered into a familiar language, (the dialogue between the Wiseman and the World), the author of this copy, Ghenadie advised in 1816 “to read mainly book 2 up to the end, since you will find out much beauty so that to put your life in order”²³.

²³ Central Historical National Archives of Romania, mss. 805, f. VI.

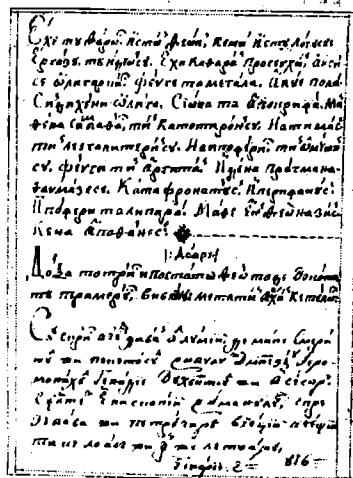
ANNEX 1

**The allegory “The Wiseman and the World”-
miniature on the hand-written copy of *Divan*
in the National Archives of Romania**



ANNEX 2

<Translation of the text from Greek with Cyrillic letters into Greek>



„Εχε το θαρρος εις τον Θεον, και μη εις του λογου σου. Εργασου το ιδιον σου.

Εχε καθαρων προσευχην. Ας εισαι ολιγαρκής. Φευγε τα μεγαλα.

Ακου πολλά, συστουχαίνε ολιγά. Σιωπά τα απόκρυφα.

Μάθε να συμπαθάς τον κατώτερον σου. Να τιμάς τον μεγαλύτερόν σου. Να υποφέρης τον ομοιόν σου.

Φεύγε την αργήταν. Ουδενά πράγμα να θαυμάζεσαι. Καταφρόνα τους υπερηφανούς.

Υπόφερε τα λυπηρά. Μάθε εν

Θεώ να ζής και να αποθάνης.

Δόξα του τρισυποστατω Θεω, τω Δεδώκοτι του τριμερούς μετά την αρχήν και τέλος.”

<Translation into Romanian>

“Crede în Dumnezeu, nu te crede pre tine. Fă cele de hirișe. Curate îți varsă rugile. Cu cele puține te slujește. De cele multe fugi. Multe ascultă. Grăiaște puțințele. Taci cele tănuite. Învață-te celor mici. Cruță, adecă faci-ți-să milă. Celui mai mare urmează. Poartă-te cu cei deopotrivă.

Ridică zăbăvile, adecă nu fii leneș. Nemică te mira. Probăzește pe cel mândru.

Liapădă cele rele. Învață-te lui Dumnezeu a trăi. Învață-te a muri”.

New Information Regarding Romania's Coat of Arms Project Drawn up by General P. V. Năsturel

ANA-FELICIA DIACONU

lecturer dr., Faculty of Archivistics, Bucharest

The problem concerning the drawing up and institutionalization of Greater Romania's coat of arms has been discussed by generations of specialists in heraldry, who have followed separately either the evolution of the state armory as a whole or for each historical province, from the beginning up to its settlement in its interwar form¹, or the contribution of those involved in the elaboration process². Recently other researchers have also discussed the issue due to the fact that the smaller variant of the state insignia from 1921 was considered in 1992 when the present coat of arms was institutionalized.

Nowadays from among the evolution stages up to the interwar national symbol's institutionalization the most known are the first impulses which came from Paul Gore immediately after the union of Basarabia with Romania,

¹ From the bibliography of the matter the following papers cannot be overlooked: Dan Cernovodeanu, *Evoluția armeriilor Țărilor Române de la apariția lor și până în zilele noastre (sec. XIII-XX)*, Brăila Museum, Istros Publishing House, Brăila 2005; Maria Dogaru, *Simbolurile naționale ale României*, Sylvi Publishing House, Bucharest, 2003; Tudor Radu Tiron, *Stema Banatului între 1921-1992*, in „Analele Banatului”, New series, Archeology – History, IX, 2001, pp. 510-519; Maria Dogaru, *Din heraldica României*, JIF Publishing House, Bucharest 1994; Jean N. Mănescu, *L'Héraldique d'Etat de la Roumanie contemporaine de 1918 à nos jours*, in „Revue Roumaine d'Histoire” (hereafter «RRH»), 1993, XXXII, 1-2, pp. 115-145; Idem, *Les armes de la Transylvanie (XVI-XX-e siècle)*, in „RRH”, 1992, XXXI, 1-2, pp. 29-49; Idem, *L'évolution historique des armoiries des Principautés Roumaines du XV-e au XIX-e siècle*, in „R.R.H.”, 1988, XXVII, 4, pp. 315-337; Dan Cernovodeanu, *Știința și arta heraldică în România*, Bucharest, 1977; Const. Moisil, *Stema României. Originea și evoluția ei istorică și heraldică*, Bucharest, 1931; I. Marțian, *Contribuții la heraldica vechiului Ardeal*, in „Anuarul Institutului de Istorie Națională”, 1928, IV (1926-1927), pp. 441-446; P. V. Năsturel, *Stema României*, Bucharest, 1892.

² We refer mainly to the following publications: Mihai Macuc, *Contribuția oștirii la definitivarea simbolurilor heraldice ale României Mari, după încheierea Tratatelor de Pace din 1919-1920*, in „România și Conferința de Pace de la Paris (1919-1920)”, coord. Gheorghe Buzatu, Valeriu Florin Dobrinescu, Horia Dumitrescu, Empro Publishing House, Focșani, 1999, pp. 279-293; Silviu Andrieș Tabac, *Heraldica teritorială a Basarabiei și Transnistriei*, Chișinău, 1998; Idem, *Paul Gore heraldist*, in „Arhiva Genealogică”, Iași, IV(IX), 1997, 1-2, pp. 231-255.

materialized in a memorandum whose fate remained unknown³, and afterwards the Army's contributions that started the whole procedure by adopting the armour of the reunited regions. This mission was assigned to the 3rd Office (historic) of the 3rd Section of The Great General Staff, specifically that was asked to "make researches regarding Transylvania's armour in order to include it in the new coat of arms of the Greater Romania"⁴. The preliminary researches conducted by the military specialists at the Romanian Academy have been followed by the making up of a mixed committee that coopted Lieutenant – Colonel C. Ștefănescu-Amza, head of the 3rd Section – Operations, the reservist General P. V. Năsturel and the historians Dimitre Onciul, Ion Bianu, Nicolae Iorga, Vasile Pârvan. The head of the committee was General Constantin Christescu.

The document we are about to discuss on belongs to this stage and reflects General P. V. Năsturel's point of view regarding Greater Romania coat of arms composal. The armours proposed have been briefly mentioned by historian Mihai Macuc in the above mentioned study, but the memoire itself⁵ has not been published in extenso and contains the author's explanations namely the manner in which the coat of arms has been elaborated and which was the base for the symbols selection. At the same time he clears up the cause of Năsturel's subsequent absence⁶ – up to his death on 2nd of August 1920, at the age of 66⁷ – from the elaboration process of the new national coat of arms.

Ample enough, the document is structured on several sections starting by presenting the context in which the activity started. Here is how this is depicted:

"On 4th / 17th of October 1919 we received the address from The Great General Staff through which we were informed that the Ministry of War had named a Committee at that service, consisting of myself and the academicians and History professors at University, Mr. Iorga, Onciul and Pârvan, which committee, under the presidency of Mr. Christescu Constantin – Army Corps General – was to establish "The New Insignia of Reunited Romania". The first meeting took place 7th / 20th October at 10 a.m.

³ Gheorghe Bezviconi, *Pavel Gore*, Chișinău, 1938, p. 36.

⁴ Mihai Macuc, *op. cit.*, p. 281.

⁵ Romanian Military Archives, *Ministry of National Defence. Ministry 's cabinet fund*, p. 351, pp. 365-386.

⁶ See Ioan Silviu Nistor, *Stema României...*, pp. 170-171.

⁷ A good presentation of life and activity of P. V. Năsturel is made by Paul Cernovodeanu in the medallion *Generalul Petre V. Năsturel (1854-1920)*, in „Genealogical Archive”, III (VIII), 3-4, Iași 1996, pp. 5-13.

I must add up that about this study we were already been consulted by Mr. Intendant Zaharia – General of Division – who asked for everybody's opinion regarding the symbolic insignia of Romanian People's Union⁸. "Your opinion – he said – please be kind and communicate it by indicating the elements which are to be included in this emblem from a historical point of view in order to truly symbolize the unification of the sister countries to the Old Kingdom and to *Românism*."

Whichever shall be the address of the above military authorities it is requested:

"The Insignia of the Reunited Romania"

In other words, to establish the coat of arms of the Reunited Romania from an historical point of view. Therefore, historical, diplomatic and heraldic knowledge is requested.

At the first meeting of the Great General Staff, Professor Onciul spoke 2 times and drawn up a couple of heraldic-historical sketches.

One of them portrayed their Majesties the King and the Queen as if heraldics stipulated those fine bows to be made by a person with restless soul who feeled the need to show his pure heart because he would have made a mistake or he would have repented his faith towards the throne and the king and between us, there was nobody with such grief and burdens on soul. This is the reason I vehemently protested not against the sentiment which was used by the producer in order to bring forward that issue but for the lack of heraldic knowledge and for the amount of fealty belived arguments.

The proposed sketch of the King and the Queen has been abandoned but it was maintained the so called Mihai-Viteazu's seal⁹, insignia which Mr.

⁸ The underlines belong to the author.

⁹ The armorial seal of Mihai Viteazul, dating from 1600, has arisen in the Romanian heraldry long controversies which started both from the differentiated identification of the component elements and their symbolic interpretation. The first matter has been solved for good by Dan Cernovodeanu, who proved that the prints that generated different opinions came from separate matrixes, one for wax and the other for ink, of course with several differencies both iconografic and from the perspective of the legend's text. With refference to the symbolic interpretation, over the time, several theories arose pleading on one hand that the front lions would represent Mihai Viteazu's personal label (cf. P. V. Năsturel, C. Moisil, I. C. Filitti, Emanuel Hagi-Moscu), or the symbol of Transylvania derived from the so called Dacian insignia (cf. D. Onciul, Pavel Gore, G. D. Florescu, A. Sacerdoțeanu), and on the other hand, that the seven peaks of the mountains would represent the seven fortresses of Transylvania-Siebenbürgen (cf. Gr. Tocilescu, D. Onciul, Stoica Nicolaescu) or the four of them have no particular significance (cf. A. Sacerdoțeanu, George D. Florescu). Our opinion is in accordance with Dan Cernovodeanu, who alleges that „the presence of the two heraldic quadruped

Onciul offered to His Majesty the King in the Plan of the Romanian Academy the 1st as being discovered by him and the 2nd as representing the emblems of Wallachia, Moldavia and Transylvania, totally inexact, and fabricated facts sustained at the beginning by everyone who was influenced to, on seven hillocks two incited lions holding a sword in pale (which was the trunk of Constantinople's tree) which stood on the 7 hills in order to read Siebenbergen, and not Siebenbürgen the old German name of Transylvania!

- Very well, let this be. But, in this case, what are the two lions with the sword and the 7 hillocks representing?

Mr. Onciul said that those were the armours of Mozes Székely¹⁰.

- But who was this Ghinăraș of Mihai-Viteazu to give his insignia to Ardeal county?

- During Mihai Viteazu's reign, on 1601, or after his death?

- Who was he, Székely, to insert his arms onto his master's seal? We know that Hospodar Radu Șerban Basarab's Pană Cămărașul that came to help Basta kills Székely in 1603, in the battle near Brasov.

Mr. Onciul was very persevering in sustaining the inexactitudes he revealed without "rime ni raison" and today, seeing that he was uncovered, he remembered that "qui ne risque ne gagne rien" and that is why he even contests the Romanian origin of the word "aquilă" by saying that the Romanian called it "Vultur".

With this occasion, wanting to demonstrate the exact opposite, I realized the solidarity between the professors and I remembered the so-called scientific society of mutual admiration seeing that both Professor Pârvan who declared that he read some heraldry in some manuals he didn't quote, and the University Professor of Romanian Literature and Language Mr. Bianu, rejected what I had said regarding the black color of the aquila: because the people in Oltenia even today call it "corb", not bird or grape, Mr. Bianu referring to the invocations from the old books to the country's insignia, because he said like this:

«This country, is wearing the Crow on its seal,

on the royal seal of Mihai Viteazu is not at all accidental, the ruler wanting to show both his reign over Transylvania (placed in the center of the old Dacian realm and his authority over the whole realm mentioned above". Apud Dan Cernovodeanu, *Heraldica în slujba științei istorice românești*, in „Buletinul Bibliotecii Române”, Vol. XIII (XVII), New series, Freiburg, 1986, p. 50.

¹⁰ The coat of arms contains two rampant lions, holding a sword in pale, up guarded, transfixing an opened crown in the upper quarter, on both sides of the sword beeing a six rays star and a half-moon. See *Istoria românilor*, vol. V, coordinated by acad. Virgil Căndea, Romanian Academy, Encyclopedic Publishing House, Bucharest, 2003, p. 84.

«Happy now the seal is armored etc., etc.,

In order to be understood that the crow (“corb”) was a black aquila (corb aquila) or to simplify a “corb”¹¹, because the drawing represented an aquila, but not knowing the way the aquila and the crow was represented in heraldry he was contradicting with conviction the science.

Therefore seeing that Society of Professors «de om ire scibili» was not looking for science and to my question which were the historical and political arguments in favor of the present Romanian status – Because I knew what Professor Iorga had said (whom would have convinced if he had come) I stood up and declared that because Mr. Professor Onciul had crossed the limit of serious discussions I would retreat from the meeting – being threaten with the finger and told that I only spoke from my imagination and ravings.

Mr. Onciul's projects being made by an historian and not an heraldry specialist I knew that he could not realize what he was proposing, because of the mantels of the laic armours (the Pope does not have a mantel but only two keys en sautoir at the back of his shield) and he did not consider the rules of the heraldic art although he speaks about it all the time.

For all those reasons and for everything that happened at the first meeting for destroying the old seal of the state drawn in 1867 and 1872 withdrew myself from that assembly and dealt with this problem at home by answering as much as I could to the Minister's request.”

The memorandum continues with a series of other multiple appreciations generally called by Năsturel under the title «*Heraldical elements and definitions*», which contains the fundamental notions referring to the art

¹¹ The philological assumption referring to the heraldic bird of Wallachia was first brought into discussion by General P. V. Năsturel in his paper *Stema României*, Bucharest, 1892, pp 138-139. In accordance with his theory the black aquila from the Wallachia coat of arms was described in the ancient times (with reference to its color) as „black aquila crow (corb)” – black bird, crow like. From this description in time the black word was eliminated because it was a redundant description thus the terms „aquila crow” being kept meaning black aquila. Further on to ease the speech only the word „crow” remained therefore the formula „Wallachia has a crow as insignia” has to be interpreted only from the color perspective and not as bird species because it is a fact of common knowledge that aquila is the symbol of Wallachia. Speaking about P. V. Năsturel's hypothesis, the heraldist Dan Cernovodeanu calls it as being „very plausible” but he underlines that the author has find this explanation for the personalities such as bishop Teodosie, Antim Ivireanul, Udriște Năsturel, Radu and Șerban Greceanu brothers a.s.o. to which contributed at the perpetuation of the confusion between the crow and the aquila in the flag of the Wallachia. See Dan Cernovodeanu, *Reprezentări heraldice din vechi tipărituri și manuscrise românești (sec. al XVI-lea)*, in „Târgoviște, cetate a culturii românești”, part I, „Studii și cercetări de bibliofilie”, extract, Bucharest 1974, pp. 145-146.

and science of heraldics, without significance in respect of the information novelty. The 3rd section entitled «*Historical and diplomatic circumstances*» is much more interesting both from the perspective of evidencing the coat of arms project proposed by the General for *Daco-România*, as well as for the considerations regarding the content of the traditional symbols of the historical Romanian provinces, this is why we will present it in its integrality, including here the following heraldic description:

«*III. Historical and diplomatic circumstances.* When drawing up the armory or the coat of arms of a Country one has to consider the historical and diplomatic circumstances in order to avoid wrangles and frictions between States and nations.

May I remind you that back in 1872 when the 20 lei coin was minted in exergue there was imprinted the title: Carol the 1st, Ruler of the Romanians which almost immediately gave Austro-Hungary the opportunity to ask for the title change: The Ruler of the Romanians in Romania, because they said: we also have Romanians in Transylvania and Bucovina. By all means, because the solidity of the argumentation was recognized the plaintiff was satisfied. Today «The King of the Romanians» could no longer be contested, because although the Romanians are all over, they are not too many where they are so as to be under Romania's eyes as a goal to be reached in a fortuitous and not very remote future.

In the composition of the State's Armory there will enter together with their coat of arms all the provinces that have joined now when the time has come and it is absolutely necessary and decently not to exist anyone infuriated and also no one to act against history and heraldic art. Namely, Basarabia and Bucovina up to 145 and 107 years ago were Moldavian flash and body. Until their release from the oppressing, grasping claw of the powerful robbers, that is until last year the name of the province was not even known because they didn't called themselves Basarabians and Bucovinens but Moldavians and under foreign rule that changed their name into Bucovina and in Basarabia both at North and at East, the Moldavian insignia was kept – the Aurochs. Therefore, when Moldavia is represented on its coat of arms by its aurochs all Moldavians will be proud that they have entered their traditional old domain.

What about Banat and Transylvania? The historians may now speak about the relations they had with Hungary. We, in order to avoid discussions, are going to climb up in the history, higher over «Voivodina», up to the Daciens and consider that the facts from that period did not changed for Transylvania and Banat, in relation with the 3 border regiments: Serbian, Hungarian and Romanian; these regiments are only limits of country's defense against the barbarians and by no means political borders. Then, under the

oppressing domination of Attila's successors our nation recognized their reign only forced, but our nation was continuously called by them Daco-Romanian irredentism. That Hungarian epithet has crossed our mind and we have started the work of establishing the Daco-Romanians armeries as described further on.

Then given be the word Transylvania, the country's name is translated Sieben-Bürgen (seven fortresses) and because the German name of the Country always served the German army's so called parlantes; because then, different nations are represented by figures such as: The Szekler's through the golden sun and the Saxons through a bordered new moon. The Romanians are represented by an Aquila giving birth, because the Hungarians cannot be both represented in Hungaria and in the Large Principality of Transylvania (Gross fürstenthum etc., Erdély Nagy fejedemség), in order to eliminate the exigency of all the nations we have thought of a coat of arms for all the Daco-Romanians for all the Romanian historical regions and instead of reproducing the coat of arms of the Large Principality of Transylvania with all rightful changes both political and heraldically, we have preferred a more elegant solution.

Today Transylvania wears: separated by a red girdle dividing it up: on blue background, a black aquila giving birth (naissant¹², wachsender) in flight (au vol essorant) with golden beak and red tongue, accompanied at dexter by a golden sun (the Szeklers) and at senestre by a silvery new moon (the Saxons) contournée and down: on gold 7 towers (armorie parlante) with red opened fortresses enlightened and immured (maçonnée) in black, positioned 4, 3 which represents the Great Reign of Transylvania.

Instead of making a new coat of arms of the reunited Romania from the shields of Transylvania, Muntenia, Moldavia and Dobrogea, this new shield is divided in 3 reversed Y shape which in heraldic terms is called renverse tierced pallwise: at dexter (honour place) on red (Romanian aquila) natural reversed holding in its claws a silver ribbon with the following initials S.P.Q.P. (Senatus Populus Que Romanus); at senestre on gold (yellow) in pale a green flying dragon, langued and armed with two claws, the emblem of the Daciens; finally, at the base (pointe) on blue two silver dolphins fully faced in curve palewise (affrontés et courbés en pal) representing Dobrogea.

This is the elegant solution we've talked about previously and the necessity of a diplomatic presence in the committee was proved when a gentleman member is proposed the removal from Oltenia's coat of arms of the Lion and from Dobrogea's of the Dolphin as if there is a greater power in a country that could have destroyed what the nation had created (The Legislator

¹² It is emphasized that „l'aigle – bird is masculine in French and l'aigle – flag feminine”.

Bodies) in 1872 and as if we were called there to deal with the old Romanian coat of arms by rejecting what was already recognized and established.

With this occasion a gentleman officer, Colonel Ștefănescu Amza if I remember correctly, hearing that the exclusion of the dolphins was requested raised his voice in favor of their maintaining by all means in the new armory of Reunited Romania so as not to leave space for the interpretation that we could give up even a meter of the land Mircea-the-Great had left us on the territory of Aurelianus' Dacia where we still had left other lands to assert and other goals to follow and reach.

IV. The Heraldic description of Daco-Romanian Coat of Arms

Daco – Romania bears:

Tierced pallwise renversed, in dexter, on red a natural aquila renversed flying down, holding in its claws a silver ribbon lined with azure and having the following inscription with black letters S.P.Q.P. (Senatus Populus Que Romanus), which stands for the Roman Empire; in senestra on gold a green flying dragon with 2 blue legs langued and armed red, which is the symbolic insignia of the Dacs; at the base (pointe) on blue, two silver dolphins fully faced, curved in pale representing Dobrogea.

Fess point in the center of the shield is the écusson quartered (écartelé) in the first and the forth by the Moon (silver) and in the second and the third by Saturn black) placed in the fess point, which belongs to the royal house Hohenzollern.

On the shield there is a golden royal helmet, which protects it, and which is bordered frontally faced and fully opened without grilles with tricoloured azure, gold and red.

The helm covered with a golden crown with fleuron and pearls, the circle enriched with gems and closed in 8 semicircles united in a golden globe placed under a golden cross. The shield is held by two lions of natural color with langued and armed red each one holding the shield with one claw, and with the other claw holding a flag: the one in dexter Muntenia's flag, and the one in senester Moldavia's.

Everything is placed under royal purple pavilion seeded by Romania and lined with ermine, with golden edges and covered on top with a royal steel crown as the previous one but whose globe is placed under the Cross of Danube Passage also of steel.

Under the shield there hangs the national order Romanian Star and the motto Nihil Sine Deo belonging to Hohenzollern family.

In order to show that the fortunate event that had been waited for centuries by the whole nation, was set in motion by Romania, who didn't spare the blood and the fortune of its sons in order to set free their brothers from the

oppressing yoke of the foreigners, it was considered a moral satisfaction of the whole Romanian spirit in front of Romania so as to perpetuate the union under its wings. This was the reason I inserted between the lion's paws the flags of the regions reunited at 1859 and on the folds of the mantle aquilas and aurochs; thus as this is the practice of the heraldic art to make royal and imperial mantels» united.

The armors, as the author states, come from the idea of ethno genesis of the Romanian nation, and it is reflected first of all through the classic symbols, the Romanian aquila and the dacian dragon and secondly through the division method of field separation, the tierced pallwise shield, delimiting through its division the main heraldic figures of the coat of arms from the secondary ones, in this case the dolphins. This conception may offer an excuse for the dropping out of the traditional heraldic symbols belonging to Romanian historical provinces – well known by the general.

Finally Nasturel's project was one of the accompanying annexes of the document called «Motifs exposure», drawn up at the beginning of 1920 by the Great State Major referring to the future Reunited Romania coat of arms.

Although marked by numerous controversies – related with the origin of Oltenia's symbol¹³ and of the symbols in Transylvania's flag¹⁴, the debates ended with the resolution of maintaining the shield of the Romanian coat of arms, model 1872 with the existing divisions and with the four previous emblems with some changes in the way of representation and details. One of those was placing the Transylvania's insignia¹⁵ in the lower central region

¹³ Dimitre Onciul claims that the lion, the symbol of Oltenia has Romanian origin and Nicolae Iorga states that the lion's brush up indicates a Flemish origin.

¹⁴ In accordance with the paer prepared by the drawer Szabo, based on the evidences from the book *Der Ungarische Adel*, of A. Siebmacher and other foreign heraldic dictionaries, this does not have Romanian origin. The author finished his paper by asking if the members of the committee agreed that that coat of arms should have been maintained or it should have been replaced with another heraldic symbol. Mihai Macuc, *op. cit.*, p. 285.

¹⁵ Because the Transylvanian coat of arms continued to arise controversies even after the institutionalization of state's armories in 1992 we present bellow the explanation offered in *Expunerea de motive*: „Transylvania together with all the others regions annexed: Maramures and the parts of Crisana that have been reunited with Father Land will be represented by the old insignia of Ardeal which show the 3 living: the Romanians, the Saxons and the Szeklers (the Hungarians have been excluded) In the corners of the sectors will be shown the gold sun and silver moon representing the Szekler nation. Hungarian aquila will be replaced with Romanian Vladislav Basarab's aquila in the insignia symbolizing the oldest Romanian reign in Ardeal. Both the sun with the moon and the aquila will be placed on a blue background. The Saxons are represented through

between the lions and the dolphins” and the choice of the dragons as holders – “mark of the old Daciens’ Empire”.

In this context in 1920 a new committee was formed in order to study and elaborate the national coat of arms. Its members were: Constantin Argetoianu, Ministry of Internal Affairs, Dimitre Onciul, Manager of the State Archives, Mihai Seulescu, University Professor, and the heraldist Paul Gore. The three projects were conceived then by Dimitre Onciul, Nicolae Iorga and Nicolae Docan¹⁶, having as starting point the coat of arms from 1872 and which are well known today. The Odyssey of Greater Romania coat of arms drawing up continued up to 1921 and the resulted composition was very much disputed.

the 7th red fortresses on a gold background. Between the two sectors of Ardeal’s coat of arms appears the red line as in the old coat of arms. Transylvania will be placed in the central low sector between the lion and the dolphins”. *Ibidem*, p. 290.

¹⁶ Published by Silviu Andrieș-Tabac, *Heraldica teritorială a Basarabiei și Transnistriei*, Chișinău 1998, 98 p.

СТАРИННЫЕ ГЕРБЫ РОССИЙСКИХ ГОРОДОВ*

Н. С. Соболева

д.и.н. главный научный сотрудник
Института Российской Истории РАН

В современное России возрождаются многие исторические традиции, институты, понятия. Среди них- геральдика, еще 25 лет тому назад относящаяся к «забытым» дисциплинам. Сейчас это слово вместе с такими понятиями, как «герб», «гербовая эмблема», «символика» у всех на слуху, входя в нашу жизнь благодаря телевизионным передачам, журнальным и газетным публикациям. Первое по значимости место в этой «геральдической» тематике отводится государственной символике – символам государственного суверенитета – гербу, флагу, гимну. Однако не меньшим «спросом» пользуются территориальные гербы, прежде всего – городские, а также муниципальные и субъектов Российской Федерации (областные).

По российской традиции городские гербы также можно отнести к государственным знакам, ибо в Российской империи они возникли под эгидой верховной власти и подобно прочей государственной символике оформлялись законодательно. Их описание вносилось в Полное собрание законов Российской империи. Бесспорна близость и художественного оформления многих городских гербов и других символов государственной власти: в обоих случаях заметна идеологизированность символики.

Традиция существования в России городских гербов была прервана в начале 20-х гг. XX в. Почему я не называю 1917-й год? Большевики, создав на протяжении 20-х гг. пролетарскую символику, предполагали использовать и городские гербы, «построив» их при помощи новых социалистических эмблем. В качестве опыта появился герб советской Москвы («герб Москвы и Московской губернии») в 1924 г. Опыт оказался неудачным, герб «не привился» и о нем благополучно забыли.

В период «хрущевской оттепели» (в начале 60-х гг. XX в.) в Советском Союзе возник своеобразный «геральдический бум»: сотни граждан нашей страны – офицеры, инженеры, учителя, врачи встали на

* Статья была выдержанна на XI-ой Сессии двусторонней Комиссии историков Румынии и Российской Федерации (Краioва, 5-7 октября 2006).

стегию геральдического творчества, создавая гебы городов, поселков и даже деревень. Было выпущено огромное количество значков с гербами городов Российской империи, необычно развилось их коллекционирование, десятками создавались гербы городам, появившимся в советское время, причем возникали новые гербы (с соответствующей символикой) и для старых русских городов, имевших свои гербы еще до 1917 г., например, таких как Коломна, Пермь, Загорск – Сергиев Посад и др.

Это обращение к местной геральдике (не к науке, изучающей гербы, а именно – к городским знакам) нашло государственную поддержку. Во всяком случае, крайне положительно на появление у города герба реагировали городские Советы депутатов трудящихся, в местной и центральной прессе публиковались статьи с такими названиями: «Каждому городу – герб», «Герб города – его «визитная карточка» и т.д. Так как геральдические традиции составления городских символов к этому времени были основательно забыты, а специалистов по геральдике также к этому времени, можно сказать, вообще не стало, возрождение городской геральдики проходило стихийно; в результате составления гербов несведущими людьми, возникали эмблемы ничем не напоминающие герб как знак, составленный по особым правилам. Примером может служить конкурс на лучший проект герба Москвы, проведенный в 1965г. Так как на страницах печати пропагандировалась идея, что в рисунке герба должно совмещаться прошлое, настоящее и будущее города, авторы старавшиеся следовать этому принципу, создавали исключительно эклектичные варианты эмблем, что ввергло в шок и членов конкурсной комиссии и посетителей выставки проектов. Герб Москвы так и не был выбран и утвержден. И само «действие» по составлению городского знака, как и всякая «кампания», постепенно заглохло, но не умерло.

В начале 90-х гг. XX в. В России наблюдается «геральдический ренессанс». Причиной его является не столько продолжающееся увлечение гербами и символами, сколько конкретные, поставленные властью на повестку дня политико-управленческие вопросы: оформление суверенности субъектов Российской Федерации, осуществление местного, в том числе городского самоуправления, в результате введения которого жители города получают право самостоятельно решать городские дела, формировать свои органы власти. Реформа местного самоуправления превращает городской герб в необходимый компонент городского функционирования. Из чисто художественной «визитной карточки», таким образом, герб превращается в звено системы – системы городского управления. На этом этапе территориальная геральдика (в том числе городская) превращается в норму наряду с государственной и обретает официальный статус, что находит отражение в создании специальных

геральдических структур – как общегосударственных, так и региональных, городских. Указом Президента РФ от 21 марта 1996 г. «О государственном геральдическом регистре» предписывалось вносить в него утвержденные местными органами власти городские символы, в частности, гербы. Регистр в настоящее время ведется в Геральдическом совете при Президенте РФ, сформированном на основании указа Президента от 29 июня 1999 г.

На заседании Геральдического совета, как правило, подвергаются анализу «на геральдичность» городские символы, представляющие собой плод деятельности республиканских, областных, городских геральдических комиссий; таким образом, производство, утверждение, а затем – дальнейшее использование городских эмблем (кроме городского герба, это городской флаг, иногда еще – знамя, городской гимн) поставлено на поток. В целесообразности существования городской символики ныне никто не сомневается: от городского чиновника, до каждого жителя города; они нередко принимают непосредственное участие в разработке его символики.

Широкий общественный интерес к городским гербам неизменно должен был воплотиться и в заинтересованности их историей, временем появления, трактовкой эмблем и т.д. Так и случилось, особенно на первом этапе, в 60-70-е гг. XX в.

К сожалению, отечественная литература из-за скудости научной разработки проблемы не могла ответить не только на конкретные вопросы по поводу того или иного городского герба, но и охарактеризовать процесс возникновения и эволюции городских гербов в России в целом как явление, отражающее специфику общественного устройства Русского государства. Немногочисленные работы «просвещали» читателей с позиций скорее пропагандистских, чем научных, их авторы заявляли, например, что городские гербы известны на Руси с глубокой древности. Между тем стоило бы заглянуть в архивы, в которых, в частности, содержались сведения о запросах Герольдмейстерской канторы в 20-е гг. XVIII в. во многие губернии и провинции о наличии в их городах гербов: «имел ли ранее город герб, и если имел, то прислать его рисунок или описание». В ответах на поставленный вопрос наблюдается поразительное единообразие – ни о каких прежних городских гербах большинство местных органов власти (провинциальных канцелярий) не знает.

Институт городского герба, существовавший в Российской империи, был воссоздан на основе использования источниковедческих методик, которые включали в первую очередь построение художественного гербового ряда по хронологии и месту первого изображения городского знака, что

предусматривало соотношение его с печатями, монетами, знаменами, предметами мелкой пластики и т.д. разных эпох. Последние составили целый комплекс вещественных источников, который вкупе с обнаруженными архивными документами, законодательными актами, литературными и лингвистическими памятниками позволил скорректировать ряд известных к тому времени фактов, но, в основном – по новому подойти к изучению российских городских гербов, сравнив их с подобными же памятниками Западной Европы.

Функциональная характеристика городского герба предполагает отношение к нему как к знаку, свидетельствующему об определенном развитии городской организации, как к символу городского суверенитета, знаменующему наличие у города определенных прав, прежде всего самоуправления. В Западной Европе герб средневекового города был не просто явлением культуры – прежде всего это был знак, отражающий правовую жизнь феодального общества. В гербе концентрировались юридические права и привилегии, имеющиеся в Средние века у горожан – «третьего сословия». Герб подчеркивал, что город – полноправный член феодального общества наряду с дворянством и духовенством. Обладание гербами достигло кульминации в странах Западной Европы примерно в XV в.

Аналогичной по времени ситуации не было в Русском государстве. На политическое устройство русского города влияли ряд обстоятельств (монголо-татарское иго, особенности феодальных отношений – усиление крепостничества и распространение его на города и т.д.), в результате которых правовой статус города на Руси, политическое самосознание горожан, свободы и привилегии последних не достигли такой зрелости, как в некоторых странах Западной Европы. Напротив, объединение под эгидой сильного государя привело к тому, что многие города лишились даже зачатков самоуправления. Примером может служить город-республика Новгород. С начала XV в. на новгородских («кончанских») печатях изображаются различные эмблемы, в том числе – «лютый зверь» – лев. И тем не менее самостоятельный Новгород Великий не имел герба. Может быть, подобная эмблема просто не успела сформироваться, т.к. в 1478 г. в результате походов Ивана III Новгородская республика была присоединена к Московскому государству.

В последующие два столетия соотношение государственной власти и города в политической жизни страны было не в пользу города. В этих условиях гербы как символы самоуправления и свидетельства особых привилегий города в Российском государстве не существуют.

В то же время развитие основных художественных образов и сюжетных композиций будущих городских гербов можно проследить, изучая массу эмблем, существовавших в Русском государстве XVI – XVII

вв. Рисунки, эмблемы, символизирующие земли, царства, княжества, можно увидеть на государственной печати Ивана IV 1557 г., на других государственных печатях XVI – XVII вв. В XVII в. территориальные эмблемы получают более широкое распространение, располагаясь не только на государственных печатях, но и на воинских стягах, на личных печатях, на печатях правительственных учреждений – приказов, на царской утвари и т.д. В 1672 г. Был составлен (в 3-х экземплярах) первый русский гербовник – Титулярник. В нем содержатся красочные изображения 33 гербов царств, княжеств и земель, названия которых входили в царский титул. Однако лишь условно их можно отнести к гербам; скорее это рисунки эмблем, ибо в них отсутствует стилизация, присущая гербу, определенная геральдическая ориентация фигур, геральдическая цветовая гамма и т.д. Представленные в Титулярнике земельные эмблемы не выражали автономии областей и не свидетельствовали о самоуправлении. Однако создатели гербовника, по-видимому, считали их таковыми. Само возникновение подобного Титулярника было обусловлено все возрастающим интересом к западноевропейской культуре и обычаям. Распространение «бумажной геральдики» в странах Западной Европы, когда начинают возникать общегосударственные гербовники, достигло и русских земель. Это чисто внешнее усвоение элементов такой западноевропейской традиции, как рисование гербов при царе Алексее Михайловиче, никак не отразилось на их действительном практическом существовании в качестве символа города или области. (На отсутствие гербов в русском обществе в XVII в. указывает подъячий Посольского приказа Г.К. Котошихин не делая исключения и для городских гербов.)

Впервые понятие «городской герб» вводится в русскую действительность в конце XVII в. По указу царя Петра I 1692 г. на печати Ярославской приказной избы (местное административное учреждение) изображался герб города Ярославля. За основу бралась эмблема известная по Титулярнику 1672 г. – медведь с протазаном на плече. На печати кроме царского титула существовала надпись: «печать града Ярославля». Таким образом, эмблема княжества совмещалась с городской, она официально называлась гербом, который должен был изображаться на городской печати.

Один из законодательных актов, регламентирующих употребление печатей, свидетельствует о намерении царя упорядочить создание городских гербов. Это сенатский Указ 1724 г. об изготовлении печатей для местных судебных учреждений: все губернии, провинции и города должны были вырезать на печатях гербы, «если последние у них имеются, а если гербов нет, то их сочинить в Герольдмейстерской конторе и рисунки

отослать в Юстиц-коллегию, которая уже должна распределить их по всем «судебным местам»».

Городской герб должен был помещаться не только на печатях, но и на знаменах полков, расквартированных по городам России, по имени которых полки назывались. Созданием гербов ведала Герольдмейстерская контора, учрежденная Петром Великим в 1722 г. Но поскольку, по словам самого царя, рисование гербов для России было «делом нового основания», был приглашен специалист по геральдике – пьемонтский дворянин граф Франциск Санти. Ему помогали несколько русских рисовальщиков. «Товарищ» герольдмейстера Санти часть гербов городам срисовал с Титулярника, часть – со знаменного гербовника 1712 г., однако, желая составить городской знак, максимально приближенным к облику города, а в большинстве случаев сам он в российских городах не бывал, Санти решил направить в города запросы (как говорилось выше – также о гербе). Сведения о городах, которые требовала Герольдмейстерская контора, касались истории возникновения города, его названия, внешнего вида (каменный или деревянный), как укреплен, состава населения (по вероисповеданию, языку), требовалось описание окружающей природы, растительного и животного мира. Как уже говорилось, имелся вопрос и о гербе города. По присланным описаниям Санти составляли герб, используя геральдические фигуры. Не обходилось без курьезов. Например, из города Серпухова (под Москвой) пришел ответ, что в городе ничего примечательного не имеется, но недалеко от него имеется монастырь, где разводят павлинов. Памятуя о том, что павлин вполне геральдическая фигура, Санти изобразил в гербе серпухова павлина с распушенным хвостом, стоящего на полусфере. С тех пор каких только домыслов не возникло относительно трактовки символа этого текстильного подмосковного города. А в архивном документе возле сведений из серпуховской канцелярии о павлинах стояла жирная черта с надписью «переведено» (это написал переводчик Герольдмейстерской конторы Ардабьев, т.к. Санти не знал русского языка).

Всего граф Санти составил примерно 100 гербов русским городам.

Итак, в самом конце правления Петра I создание городских гербов стало делом государственной важности. Активные действия правительства Петра в связи с созданием городских гербов совпали по времени с мероприятиями в области городского устройства. Это позволяет рассматривать введение городских гербов как часть петровских преобразований в городском управлении, свидетельствует о его намерении укрепить городское самоуправление.

После смерти Петра I в действиях царского правительства наблюдаются заметные отступления от его городской политики. По

отношению к городам в этих действиях возобладали феодально-крепостнические и бюрократические тенденции, следствием которых явилась ликвидация даже тех номинальных прав самоуправления, которые предоставил Петр I городам.

Между тем идея городского герба не исчезла в XVIII в. Новозаложенные города считали необходимым иметь герб. Например, при основании города Оренбурга в 30-х гг. XVIII. Законодательным актом ему была предоставлена особая магистратская печать, составлен ряд проектов герба города. В составлении проектов новоучрежденным городам принимал участие тогдашний руководитель Оренбургской экспедиции, знаменитый русский историк В.Н. Татищев.

Необходимость создания знака, олицетворяющего город, проявляется и в других процессах, например, при возникновении новых полков, название которых соответствовало тому или иному городу и помещение герба этого города на полковом знамени. Появляются городские гербы на картах и планах городов, на монетах, на изделиях из драгоценных металлов (пробирный мастер ставил на них клеймо с гербом города), почти обязательно пункт о гербе города вносился во всевозможные анкеты и т.д.

Начиная с 40-х гг. XVIII в. пункт о городском гербе фигурирует практически во всех анкетах, имеющих целью сбор сведений о городах Российской империи. Однако специальных правительственных распоряжений в отношении городских гербов не зафиксировано до конца 60-х гг. XVIII в. Таким образом, городские гербы официально не существовали. Лишь в 1767 г. Екатерина II пожаловала герб городу Костроме. Это было первое официальное пожалование герба городу и первый шаг в целой серии мероприятий, предпринятых русским правительством в 60-е гг. XVIII в. по городскому устройству. К ним относятся постановления, касающиеся внешнего вида города, унифицирование городской планировки, преобразование городского управления: на пост главы города назначался городничий или комендант, Им помогали управлять городской магистрат с находящимися при нем городским сиротским судом, словесным судом и ратушей в посадах.

Такой сложный аппарат управления городом служил переходной ступенью к следующей форме городских органов управления, которые создала Жалованная грамота городам 1785 г. В этих условиях зародилась идея массового городского герботворчества. Правительство, и прежде всего императрица Екатерина II, как бы «ухватилося за мысль» о пожаловании городам официального символа. Обращает на себя внимание массовость этого мероприятия, единовременное пожалование гербов всем

городам Российской империи, как вновь учреждаемым, так и существовавшим ранее. За десятилетие – с 1775 г., когда началась реформа местного управления, вводившая новое административное деление России и создавшая наряду с губернскими и уездными городские органы управления, и до 1785 г. появилось несколько сотен городских гербов.

«Грамота на права и выгоды городам Российской империи» узаконила и городской герб. Один из пунктов гласил: «Городу иметь герб, утвержденный рукою императорского величества, и оный герб употреблять во всех городских делах». «Обществу градскому» разрешалось также иметь печать с городским гербом.

Массовое выполнение рисунков городских гербов, создание жалованных грамот городам осуществляла Герольдмейстерская контора, которой руководил известный историк М.М. Щербатов, а после его смерти, в основном, малосведущие в геральдике люди. К чести «тружеников» этого ведомства относится тщательный отбор так называемых «старых» гербов, т.е. таких, которые ранее уже были зафиксированы Титулярником 1672 г., знаменными гербовниками 1712 и 1729/30 гг., которые ранее помещались на печатях и т.д. Их оказалось около 100. Остальные российские города (около 500) получили гербы в последнюю четверть XVIII, в XIX и начале XX в.

В том, как создавался в России в последней четверти XVIII в. институт городского герба (массовость законодательных актов, изготовление каждому городу красочной жалованной грамоты с гербом и проч.) заметна нарочитость, помпезность. По Городовому положению 1785 г. городские учреждения получили очень скромную долю самостоятельности. Фактически власть в городе передавалась представителям дворянства, но не горожан, что соответствовало всей политике царского правительства, направленной на укрепление существующего общественно-политического строя и усиление диктатуры дворянства на местах. Массовое пожалование единовременно сотен городских гербов выглядит как свособразный камуфляж, прикрывающий консерватизм вводимого императрицей городского законодательства. Специфична атрибутика городских гербов, создаваемых в правительственном учреждении, каким являлась Герольдмейстерская контора, затем Герольдика. Например, в губернские гербы, да и во многие городские, непременно включались такие эмблемы, как двуглавый орел, корона, скипетр, даже «всевидающее око», и прочие клерикальные и монархические символы. Присутствие в большинстве созданных городских эмблем символов царской власти свидетельствует, что в самой значительной степени создание городских гербов было инспирировано государством, т.е. идеологический момент в формировании института

городского герба играл существенную роль. Вся эта масса гербов, вышедшая из государственного учреждения в последнюю четверть XVIII в. значительно отличается от гербов, которые начал создавать в петровское время приглашенный специалист по геральдике граф Санти, который в создаваемом городском знаке видел прежде всего город.

Следует отметить, что идея городского герба была самым положительным образом воспринята русским обществом в конце XVIII в.

О гербе теперь непременно упоминается в любом труде, посвященном географическому или историческому описанию города, в справочниках, словарях, календарях и т.д. Воспроизводятся легенды о якобы возникшем гербе города в глубокой древности (например, тот же ярославский герб связывается с основанием в XI в. Ярославля князем Ярославом Мудрым).

Однако в течение XIX в. идея городского герба как символа самостоятельности города постепенно теряла в глазах общества свою привлекательность вследствие несостоявшихся надежд на городское самоуправление, провозглашенное Городовым положением 1785 г. и не осуществленное в полной мере на практике. XIX в. оставил нам много вещественных памятников, отмеченных городскими гербами: они изображались на знаках должностных лиц, на печатях различных организаций, на пуговицах мундиров, на юбилейных медалях и жетонах, межевых и прочих разделительных столбах и т.д.

Применение и использование территориальных, в том числе и городских, гербов в Российской империи XIX – начала XX вв. показывает, что они вошли в систему самых различных знаков, функционирующих в государстве, превратились в один из многочисленных элементов, из которых складывалась вся система разработанных царским правительством мер по укреплению и пропаганде его идейных позиций.

Возвращая современным городам гербы царской России, заменяя ими те, что появились в советское время, сегодняшние «герботворцы», к сожалению, плохо знающие историю, считают, что все старое исключительно хорошо, полезно, служит воспитанию чувства патриотизма и должно приниматься безоговорочно в современном обществе. С этим не всегда можно согласиться.

Die Rolle der lateinischen Terminologie in den deutschen Urkunden am Beispiel der siebenbürgischen Urkunden

ILEANA-MARIA RATCU

Lektor Dr. an der Fakultät für Archivistik Bukarest

1. Die lateinische Sprache spielte eine bedeutende Rolle in der Entwicklung der deutschen Sprache. Schon in der germanischen Zeit gab es Entlehnungen aus dem Lateinischen in unterschiedlichen Bereichen wie Landwirtschaft, Obst- und Weinbau, Militär und Verwaltung, Haushaltung, Handel, Bauwesen, Entlehnungen, die durch den historischen Zusammenhang zu erklären sind. Diese älteste Schicht vor der zweiten Lautverschiebung beträgt über 500 Wörter¹. Später übernahm die Klosterkultur die lateinische Bildung und die Übertragung der christlichen Weltvorstellung in die Volkssprache. Es handelte sich dabei wieder um eine mehr oder minder große Annäherung ans Latein, und man unterscheidet folgende Arten von Lehnwort: Fremdwörter, Lehnwörter, Lehnbildungen (Lehnübersetzung, Lehn schöpfung, Lehnbedeutung). Die frühmittelalterliche Klosterkultur hat die deutsche Sprache durch Lehnwörter aus dem Lateinischen in Bereichen wie Religion und Kirche, Schriftwesen und Volksbildung, Obst und Gartenbau bereichert². Vom 10.-11. Jahrhundert bis ins späte Mittelalter wird in den Klöstern kein Deutsch mehr geschrieben, und die Hauptschreibsprache war fast ausschließlich das Latein.

Die allmähliche Entstehung nichtlateinischer Texte und ihre Ausdehnung auf die verschiedensten Bereiche ist eine gemeineuropäische Erscheinung. Im 14. und 15. Jahrhundert erfolgt die Gründung mehrerer Universitäten, die die Ansprüche für Kultur der Laien besser als die geistlichen Bildungsstätten der Kloster- und Domschulen befriedigen konnten. Auf den Universitäten herrschte aber unbestritten das Latein als Sprache der Wissenschaft, aber in der Geschäfts- und Verwaltungssprache ist das Deutsche im Vordringen³.

Die ersten Elemente der Geschäfts- und Verwaltungssprache kommen in den Urkunden zum Ausdruck, aber auch in der Neuzeit stellt die urkundliche Überlieferung Belege dafür zur Verfügung. Die ersten Texte, bei denen sich die deutsche Sprache in dieser Zeit durchsetzte, sind Schriften über einfache Rechtsgeschäfte, Pfandbriefe, Kaufbriefe, die unter dem Einfluss der privaten

¹ W. König, *dtv – Atlas zur deutschen Sprache. Tafeln und Texte. Mit Mundart-Karten*, Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 1992, S. 51.

² Ebenda, S. 71.

³ Ebenda, S. 85.

Initiative standen und allmählich die Anwendung der deutschen Sprache auf eine immer größere Zahl von Urkunden bewirkten. Das Deutsche tritt in den Kreis der Urkundensprachen später als das Italienische und Französische⁴. In Deutschland – abgesehen von vereinzelt Kölner Urkunden des 12. Jhs. – tauchen die ersten volkssprachlichen Urkunden erst im 13. Jahrhundert, und zwar im alemannischen Süden auf. Im Süd- und Westdeutschland etwa um 1300, in Niederdeutschland um 1350 ist der Sieg der deutschen Urkundensprache gegenüber der lateinischen entschieden⁵. Das erste deutschsprachige Reichsgesetz stammt von 1235, es ist das Mainzer Landfriedengesetz Friedrichs II. vom August 1235 und wurde wirklich in urkundliche Form gebracht⁶, die älteste deutschlautende Königsurkunde ist 1240 überliefert. Systematisch urkundet erst Ludwig der Bayer (1431-1447) deutsch, noch im Jahre 1648 wird der Westfälische Friede als großer internationaler Vertrag lateinisch angefertigt. Es dauert also über 400 Jahre, bis das Deutsche das Lateinische aus seiner Stellung als universale Urkundensprache verdrängt.

2. Die deutsche Sprache hat sich in Siebenbürgen später als in West- und Mitteleuropa durchgesetzt, was nicht nur auf die politische, soziale und ökonomische Lage hierzulande, sondern auch auf die Situation der Siebenbürger Sachsen als Vertreter der deutschen Kultur und Sprache in Siebenbürgen und auf die Stelle des Deutschen als Sprachinsel zurückzuführen ist. Das älteste Sprachdenkmal in Siebenbürgen ist ein Personenstandregister der Hermannstädter Kirche, *Matricula plebaniae Cibiniensis*, das Eintragungen zwischen 1346 und 1660 umfasst⁷, aber die ersten deutschen Aufzeichnungen sind sogar viel früher in älteren lateinischen Urkunden überliefert und stellen deutsche Personen-, Orts-, Berg-, Fluss- und Werkzeugnamen dar. Die erste Einzelurkunde, deren ganzer Text nur in der deutschen Sprache verfasst wurde, stammt vom 3. Januar 1411 und ist ein Beweis für einen Hausverkauf durch Mathias Tromenawer in Hermannstadt⁸. Ab dem 15. Jahrhundert wird die deutsche Sprache in den siebenbürgischen Urkunden immer öfter verwendet,

⁴ H. Bresslau, *Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien*, zweiter Band, Von Veit&Comp., Leipzig, ²1915, S. 384.

⁵ Ebenda, S. 388.

⁶ Ebenda, S. 385.

⁷ F. Müller, *Deutsche Sprachdenkmäler aus Siebenbürgen. Aus schriftlichen Quellen des zwölften bis sechzehnten Jahrhunderts*, Kriterion, Bukarest (Unveränderter Nachdruck der Erstausgabe von 1864), herausgegeben mit einem Nachwort und Glossar von Grete Klaster-Ungureanu, 1986, S. 18 ff.

⁸ I. M. Ratcu, *Die sprachliche Analyse einer siebenbürgisch-sächsischen Urkunde aus dem 15. Jahrhundert*, in „Temeswarer Beiträge zur Germanistik“, 1/1997, S. 66.

obwohl sie mit der lateinischen koexistierte. Sogar Anfang des 19. Jahrhunderts kommen lateinische Urkunden vor, auch wenn Kaiser Josef II. 1784 einen Erlass herausgab, durch den die deutsche Sprache als Amtssprache in Ungarn und Siebenbürgen bestimmt wurde und dadurch eine besondere Bedeutung gewann⁹.

3. In meiner Analyse habe ich ein Korpus aus veröffentlichten und unveröffentlichten deutschen Urkunden aus Siebenbürgen aus dem 15. – 18. Jahrhundert erstellt. Die meisten Texte stammen aus bekannten Urkundensammlungen: *Urkundenbuch*, der von Friedrich Müller zusammengetragenen Sammlung, 1864 veröffentlicht, der so genannten *Hurmuzaki-Sammlung* (XV. Band), aber das Korpus enthält auch ein paar unveröffentlichte Urkunden, die sich im Kronstädter bzw. Hermannstädter und Bukarester Archiv befinden. Eine neu erschienene Urkundensammlung, *Handel und Gewerbe in Hermannstadt und in den Sieben Stühlen 1224-1579*, die zahlreiche Informationen über das Zunftleben in Siebenbürgen durch deutsche und lateinische Urkunden gibt, stellte auch eine wichtige Quelle für die vorliegende Untersuchung dar¹⁰. Auf dieser Basis konnte ich einige sprachliche Erscheinungen im Bereich der Verwendung der lateinischen Termini feststellen, ohne aber eine statistische Analyse durchzuführen.

Fast alle Urkunden wurden in Siebenbürgen ausgestellt, aber ich habe dem Korpus auch vier Texte beigelegt, die Anfang des 15. Jahrhundert in Wien¹¹ bzw. im 16. Jahrhundert in Kosiče¹² verfasst und nach Siebenbürgen geschickt wurden, wo sie sich auch heute befinden. Weder im Formular und Stil noch in den allgemeinen sprachlichen Merkmalen unterscheiden sie sich von den siebenbürgischen Urkunden des 15. bzw. 16. Jahrhunderts, was für eine gewisse Einheit der Schriftkultur in dem deutschen Sprachraum spricht.

3.1. Da den deutschen Urkunden im Formular und im Stil die lateinische Sprache zugrunde liegt, ist die lateinische Terminologie in diesen Texten gut vertreten.

⁹ M. Stepan, *Introducerea limbii germane ca limbă oficială sub Iosif al II-lea și urmările ei în cancelariile transilvane*, in „Revista Arhivelor”, 2/1973, p. 192.

¹⁰ Monica Vlaicu (Hrsg.) unter Mitarbeit von Radu Constantinescu, Adriana Ghibu, Costin Feneșan, Cristina Halichias und Liliana Popa, *Quellen zur Geschichte der Stadt Hermannstadt*, II. Band, *Handel und Gewerbe in Hermannstadt und in den Sieben Stühlen 1224-1579*, Hora Verlag, Hermannstadt, Arbeitskreis für Siebenbürgische Landeskunde Heidelberg, 2003, 580 S.

¹¹ F. Müller, wie Fn. 7, S. 39 f.

¹² Kreisdirektion Kronstadt des Nationalarchivs, Bestand „Rathaus der Stadt Kronstadt”, Schnell- Sammlung, II/68; II/94.

Die Einleitungsformeln und vor allem die Schlussformeln sind in manchen Urkunden auf Lateinisch verfasst oder auch nur Teile davon, wie z. B. die Datierung. Die Datierung der Urkunden erfolgte durch die Erwähnung katholischer Feiertage und Heiligen. Die Feiertage werden sehr oft vor allem im 15.-16. Jahrhundert auf Lateinisch bezeichnet. („*feria tertia post dominicam Esto mihi anno domini etc. Octogesimo primo*“ – 1481; „*feria secunda* an dem Tage Gothardi“ – 1516; am Sonnabenth vor *Mathei Apostoli* – 1522; „om Myttwach noch Sopie *vidue*“ – 1524; „*Sabbatho proximo post Festum Beatorum Viti et Modesti Martyrum*“ – 1528; „am Sonntag *Jubilate* Im Jar 1574“). Es gibt auch Fälle, wo die Bezeichnungen nicht ganz richtig sind, was Informationen über das Bildungsniveau des Schreibers bringen könnte („am Dienstag vor *Assenssionis Domini*“, richtig *Ascensio Domini* – Himmelfahrt Christi – 1531). Anstelle des Wortes „Jahr“ wird oft das lateinische *anno* verwendet, in den meisten Situationen großgeschrieben, *Anno*.

3.2. Interessant ist es, dass die Epitheta und auch die Anredeformen, die in dem Eingangsprotokoll in der Adresse verwendet werden, aus dem Lateinischen übersetzt werden, z. B.: *claritas* („Weisheit“), *magnificus* („groß“), *nobilis et honestus* („ehrbär“, „vornehm“), *providus* („vorsichtig“), *discretus* („vorsichtig“), *honorabilis* („vornehm“, „nahmhaft“). Laut einer Untersuchung, die aufgrund eines Korpus von 85 siebenbürgisch-sächsischen Urkunden aus dem 15.-16. Jahrhundert durchgeführt wurde, kommen am häufigsten folgende Protokollsephitheta vor: „weise“ mit den Variante „hochweise“ und „wohlweise“, „ehrsam“, „lieb“, „vorsichtig“, „namhaft(ig)“, „gut“, „ehrbär“, „günstig“ mit der Bedeutung „wohlwollend“¹³.

3.3. Die siebenbürgisch-sächsischen Urkunden aus dem 15. und 16. Jahrhundert stammen aus der Humanistenzeit, deren Sprache als eine richtige deutsch-lateinische Mischsprache zu betrachten ist. In dieser Hinsicht könnte man behaupten, dass die Sprecher in einigen Fällen zweisprachig waren. Lateinische Wörter erscheinen in deutschen Satzkonstruktionen und umgekehrt. Der gelehrte Bereich von Schule, Wissenschaft, Gericht und Verwaltung wird stark vom Lateinischen geprägt. Die Möglichkeit, mit lateinischen und griechischen Wurzeln deutsche Wörter zu bilden, hat sich bis heute bewahrt¹⁴. Auch in den Urkunden ist diese Erscheinung sehr gut vertreten.

Auch wenn die deutsche Entsprechung zur Verfügung stand und auch im selben Text benutzt wird, kommen entweder Lehnbildungen oder sogar lateinische Formen vor: (*supplication* – „Bitte“, *libertat*, *libertaten* –

¹³ I.M. Ratcu, *Einleitungsformeln in der mittelalterlichen Korrespondenz der Siebenbürger Sachsen (15. -16. Jahrhundert)*, in „Zeitschrift der Germanisten Rumäniens“, 1-2 (13-14)/1998, S. 271-273.

¹⁴ W. König, wie Fn. 1, S. 100.

„Freiheiten“, *impetition* – „Schaden“ – 1528), *testimonium* – „Zeugnis“ (1681), *commendieren* als „empfehlen“ (1681), *ecclesie* – „Kirche“, *purification*, *purificieren* (1746). Bemerkenswert ist auch, dass die meisten lateinischen Substantive großgeschrieben sind, was ein sichtbarer Beweis für den Einfluss der deutschen Rechtschreibung ist.

3.4. Eine andere Erscheinung betrifft die Verwendung von lateinischen Genitivformen für Namen oder Vornamen (Valentinus Dietrich *Martini* Dietrichs leiblicher Sohn – 1681; an dem Tage *Gothardi* – 1516; Briefe der Könige *Wladislai* und *Ludovici* – 1528) und natürlich die latinisierende Form des Namens (*Stephanus* Luner, *Lucas* Tirner, *Georgius* Jacob – 1574).

3.5. Die Erscheinung, die mir die Aufmerksamkeit insbesondere erregte, ist in Urkunden aus dem 16. – 17. Jahrhundert festzustellen, und hat m. E. mehrere Ursachen. Worum geht es eigentlich? In Urkunden aus dieser Zeitspanne werden eigentlich Doppelformen benutzt, also gleichzeitig das lateinische Wort bzw. die Lehnbildung und das deutsche Wort. Ich habe folgende Beispiele gefunden:

In einem Privilegium der Schmiedezunft von 1528, eigentlich eine Bestätigung eines früheren Privilegiums, kommen die Formen *falces oder Senßen* vor. In einem Zechbuch von 1574 trifft man die Doppelformen: *bitt*, *Supplicieren*. In einem Brief aus dem Jahre 1636 findet man die Formen: *Controversia oder Zwietracht*. In einem Pass-Brief für einen Gesellen der Binderzunft (1681) sind mehrere Doppelformen vertreten: *denegieren und abschlagen*, *Societät und Gesellschaft*, *wir obenbemeldte und denonimierte* Zechmeister¹⁵.

Im Falle der ersten erwähnten Urkunde, des Privilegiums der Schmiedezunft, geht es eigentlich um eine Übersetzung aus dem Lateinischen. Die erste Fassung des Freibriefs wurde auf Lateinisch verfasst, und für die spätere, deutsche Bestätigung der Urkunde brauchte man eine zusätzliche Bestimmung.

In den anderen Fällen ist es eher die Rede von einer Mode. Die Schreiber hatten die Tendenz viele Synonyme zu verwenden, um dem Text Eindeutigkeit, Genauigkeit zu verleihen, was manchmal im Endeffekt eine ganz andere Folge hatte. Anstatt dem Text Klarheit und Präzision zu verleihen, beeinträchtigte die Häufung von Synonymen und Doppelformen die innere Kohärenz und die Verständlichkeit des Textes. Es gibt auch deutsche sinnverwandte Doppelformen, die nicht mehr auf den lateinischen Einfluss zurückzuführen sind („auff- und annehmen“, „wie es einem ehrlichen jungen Gesellen zustehet und gebühret“ – 1681; „Hader und Zanck“ – 1746; „Zank und Zwietracht“).

¹⁵ Direktion des Zentralen Historischen Nationalarchiv, *Bestand George Potra*, V/9.

3.6. Die Aussteller vieler Urkunden waren Priester, die häufig eine höhere Ausbildung als die anderen Bürger genossen, und in ihren Texten dazu geneigt waren, lateinische Wörter und Ausdrücke zu benutzen, zum einen als Zeichen ihrer umfassenden Bildung, zum anderen unbewusst, aus Gewohnheit. In einem Brief von 1746 verwendet der Priester namens G. Conrad nicht nur in der Einleitung und zum Schluss, sondern auch in dem eigentlichen Inhalt des Textes lange lateinische Konstruktionen, die meistens aus Aufzählungen von Adjektiven bestehen, z. B.: „*Welches Claritati Vestre Maximi Venerabili alias Decano Venerabilis nostri Capituli* unterthänigst hiemit habe beybringen wollen ...“. Außerdem benutzt er auch lateinische Einzelwörter, wie: *inquisition*, *ecclesie*, *testimonium*, unter denen die letzten zwei eigentlich mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben sind¹⁶.

Der Prediger aus Urwegen (heute Gârbova, Kreis Alba) schreibt 1784 dem Gouverneur Siebenbürgens, Freiherrn Samuel von Brukenthal (1721-1803), ein Bittgesuch und verwendet in seiner rhetorischen Schrift auch juristische (*Moratorium*) und wirtschaftliche Termini (*passivum* und *activum*). Das Substantiv „*Moratorium*“ hat sich als juristischer Fachausdruck durchgesetzt.

Lateinische Ausdrücke kommen bis ins 20. Jahrhundert in Urkunden vor. Das ist eigentlich eine Erscheinung, die sich bis heute und auch in der gesprochenen Sprache dokumentieren lässt. Während in mittelalterlichen Urkunden Ausdrücke wie *in specie*, *manu propria*, *indebite* usw. benutzt werden, gibt es auch heutzutage in manchen Texten eine Vorliebe für lateinische Redewendungen *de facto*, *de jure*, *Carpe diem*!.

Es ist schwer zu sagen, ob die Schreiber der erwähnten Urkunden wirklich zweisprachig waren, umso mehr als sie auch sprachliche Fehler begangen, die eigentlich auch als Transferfehler angesehen werden könnten. Auch wenn die Rolle der lateinischen Sprache im Laufe der 15.-18. Jahrhunderte eine unterschiedliche Bedeutung gewann, ist es aus den angeführten Beispielen ersichtlich, dass alle Schichten (Gelehrten, Studenten, Kaufleute, Kanzleikräfte, Geistliche usw.) ununterbrochen auf die lateinische Sprache und Kultur großes Gewicht legten.

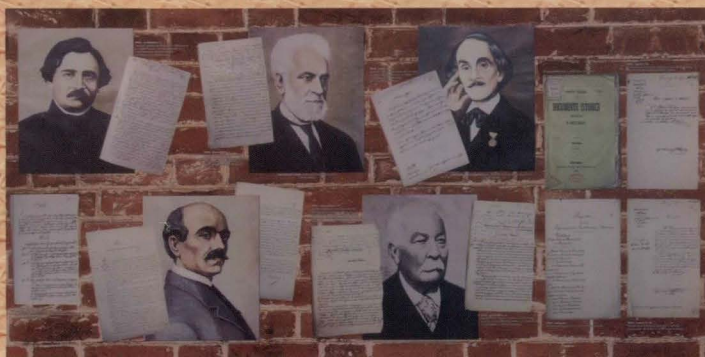
¹⁶ I. M. Ratcu, *Un document de limbă germană de secol XVIII din Colecția George Potra (Eine deutsche Urkunde aus dem 18. Jh. In der Urkundensammlung George Potra)*, in „*Hrisovul*“, serie nouă, IX/2003, S. 243-252.

Tiparul executat la **S.C. LUMINA TIPO s.r.l**
str. Luigi Galvani nr. 20 bis, sect. 2, București
tel./fax 211.32.60; tel. 212.29.27
E-mail: **office@luminatipo.com**
www.luminatipo.com



Professeur Aurelian Sacerdoțeanu entouré par un groupe d'étudiants (1959).

La Revue des Archives peut être obtenue par commande à l'adresse postale Arhivele Naționale ale României, Bd. Regina Elisabeta nr. 49, code 050013, Bucarest ou par courrier électronique arhnat@mai.gov.ro



ISSN 1453 - 1755

<https://biblioteca-digitala.ro> / <http://arhivelenationale.ro>